



FOCUS

**CRISES
ALIMENTAIRES**
FOOD CRISES

**QUEL RÔLE POUR LES
ACTEURS HUMANITAIRES ?**

WHAT ROLE FOR HUMANITARIAN ACTORS?

MAIS ÉGALEMENT...

PERSPECTIVES

Retour sur l'épidémie
de choléra en Haïti

— p. 8

A look back at the cholera
outbreak in Haïti

BUT ALSO...

TRANSITIONS

Études humanitaires :
un champ encore à défricher

— p. 92

Humanitarian studies:
a field yet to be explored

REPORTAGE

Indonésie : le péril vert

— p. 120

Indonesia: the green peril

Alternatives Humanitaires est une revue bilingue (français/anglais) à vocation internationale soutenue par :
Humanitarian Alternatives is an international, bilingual review (English/French) supported by:



Avec la contribution de | *With the contribution of:*
Fonds RIACE France
Métropole de Lyon
Solidarités Internationales
Fondation Lord Michelham of Hellingly

En collaboration avec un réseau d'universités et d'institutions partenaires qui s'enrichit régulièrement :
In collaboration with a developing network of partner universities and institutes:



Directeur de la publication | *Publication director*
Bernard Michel

Conseil d'orientation | *Orientation council*

Francis Charhon • Jean-Pierre Claveranne • Yvan Conoir
• Emanuela Croce • Hélène Daniel • Bruno-Georges David
• Anne-Lise Lierville • Jean-François Mattei • Thierry Mauricet
• Karine Meaux • Bernard Michel • Benoît Miribel
• Bénédicte Pansier • Frédéric Wehner • Jean-Baptiste Richardier
• Maria Rubio • Jean-Christophe Rufin • Philippe Ryfman
• Audrey Sala • Virginie Troit • Joël Weiler

Comité de rédaction | *Editorial board*

Jean-François Corty • Clara Egger • Pierre Gallien
• Valérie Gorin • Vincent Léger • Stéphanie Stern

Conseil scientifique | *Scientific council*

François Audet • Sophie Brière / Stéphanie Maltais
• Yvan Conoir • Dorothee Lintner • Houwayda Matta Bou Ramia
• Gautier Pirotte • Raphaëlle Parizet / Christophe Jacqmin
• Dana Popescu-Jourdy • Nathalie Rubio
• Stéphanie Tchiombiano • Nicolas Faynot

Rédacteur en chef | *Editor-in-Chief*

Boris Martin
boris.martin@alternatives-humanitaires.org

Chargée de coordination | *Coordination manager*

Caroline Voisine
caroline.voisine@alternatives-humanitaires.org

Communication et aide à l'édition | *Communication and Editorial support*

Stéphanie Durdilly
stephanie.durdilly@alternatives-humanitaires.org

Traducteur-ices | *Translators*

Anna Brun • Gillian Eaton • Fay Guerry • Lucile Guieu
• Sophie Jeangeorges • Benjamin Richardier • Derek Scoins
• Naomi Walker • Thomas Young

Correction de la version française

| *Correction for the French version*
Cécile Leonett

Correction de la version anglaise

| *Correction for the English version*
A.D.T. International

ÉDITORIAL | EDITORIAL

Entre souffrance des populations, profiteurs et spéculateurs : la lutte contre la faim est une bataille contre l'ordre établi

Between suffering populations, profiteers and speculators: the fight against hunger is a battle against the established order

Stéphanie Stern • Référente Apprentissage et valorisation des savoirs, Action contre la Faim – France

Frédéric Mousseau • Directeur politique du Oakland Institute

Stéphanie Stern • Knowledge Management and Learning Senior Advisor, Action Against Hunger – France

Frédéric Mousseau • Policy Director, Oakland Institute

Copilotes du dossier de ce numéro avec *Boris Martin*, rédacteur en chef

Co-directors of this issue's Focus with *Boris Martin*, Editor-in-Chief



STÉPHANIE
STERNFRÉDÉRIC
MOUSSEAU

Depuis cinq ans, la faim est repartie à la hausse et les crises alimentaires se multiplient. En 2022, 828 millions de personnes souffraient de la faim dans le monde, soit quarante-six millions de plus qu'un an auparavant. D'après le rapport 2023 sur les crises alimentaires du Programme alimentaire mondial, on dénombreait cinquante-huit crises alimentaires dans le monde en 2022 et 258 millions de personnes en situation d'insécurité alimentaire aigüe, c'est-à-dire en incapacité d'accéder physiquement et économiquement à une nourriture suffisante, saine et nutritive. La sous-nutrition, qui implique un retard de croissance, une malnutrition aigüe et des carences multiples, demeure la cause de près de la moitié des décès des enfants de moins de cinq ans. En dehors même des situations de crise aigüe, trois milliards de personnes n'ont pas accès à un régime alimentaire sain. L'insécurité alimentaire, autrefois triste apanage des pays pauvres ou en guerre, touche de manière croissante les pays industrialisés. Quelque 16 % des Français déclarent ne pas manger à leur faim et vingt-six millions d'Américains souffraient de la faim en 2020. Au même moment, comme l'ont rappelé les manifestations paysannes, début 2024, dans plusieurs pays européens, les agriculteurs et les éleveurs qui produisent notre alimentation sont largement marginalisés et exploités par des politiques publiques qui profitent aux grands groupes agroalimentaires et à leurs actionnaires.

Les articles de ce dossier, sous différents angles, arrivent à la même conclusion : notre système d'économie mondialisé est à bout de souffle et, loin d'atténuer les inégalités et les crises alimentaires, il ne fait que les accroître. La « Révolution verte » promise à l'Afrique n'a pas eu lieu et, comme le démontre Timothy A. Wise dans son article, l'augmentation de productivité se fait toujours attendre alors que les sols... et les paysans s'appauvrissent, et que le nombre de personnes souffrant de la faim ne cesse d'augmenter. Tout en défendant

Over the past five years, hunger has been on the rise again, and the number of food crises has increased. In 2022, 828 million people worldwide went hungry – 46 million more than in the previous year. According to the World Food Programme's 2023 Global Report on Food Crises, there were fifty-eight food crises across the world in 2022 and 258 million people suffered from acute food insecurity, meaning they were physically and economically unable to access enough food that was safe and nutritious. Undernutrition – a condition that results in stunted growth, acute malnutrition and multiple deficiencies – still causes around half the deaths of children aged under five. And leaving serious crises aside, three billion people are unable to have a healthy diet. Food insecurity used to be the tragic preserve of poor or war-torn countries. But it is now affecting developed countries ever more too. For example, 16% of French people claim they do not eat their fill and 26 million Americans went hungry in 2020. At the same time, farmers and livestock breeders have been widely marginalised and exploited by public policies, which benefit large agribusiness groups and their shareholders. At the start of 2024, farmers' protests in several European countries underlined this matter.

From different angles, the articles in this issue reach the same conclusion: our globalised economy has run out of steam and, instead of reducing inequalities and food crises, it only increases them. Africa was promised a "Green Revolution", yet this has not taken place. As Timothy A. Wise shows in his article, we are still awaiting an upturn in productivity, while soil quality and smallholders get poorer and the number of people going hungry only rises. In an ardent defence of agroecology, Caroline Broudic claims this epic failure can be partly explained by a desire to impose a global vision of agriculture and food systems that is simplistic, reductive and standardised. For her, this vision reflects neither the diversity nor

ardemment l'agroécologie, Caroline Broudic explique partiellement ce naufrage par la volonté d'imposer une vision mondiale standardisée, simpliste et réductrice des systèmes agricoles et alimentaires, qui ne reflète ni la diversité ni la complexité des modèles paysans ou autochtones, mais s'accorde parfaitement avec les intérêts des grands groupes agro-industriels. Analysant la hausse des prix alimentaires consécutive à l'invasion de l'Ukraine par la Russie en 2022, Frédéric Mousseau va plus loin. Il dénonce l'inaction coupable des États et la complicité des institutions internationales qui mettent en œuvre des politiques financées avec de l'argent public, au détriment des paysans et des consommateurs, pour le profit des grands groupes et de leurs actionnaires. Thomas Toulas appelle quant à lui à une approche holistique et concertée qui prenne en compte les déséquilibres de pouvoir – entre pays et entre genres –, les causes profondes des conflits, ainsi que les enjeux climatiques et environnementaux.

Pour les organisations humanitaires, la lutte contre la faim est donc aussi politique et demande davantage que les moyens nécessaires pour mettre en œuvre des actions auprès des populations. Il n'en demeure pas moins que les modalités de cette action humanitaire restent toujours à adapter et améliorer tant elle doit être, en effet, holistique. C'est ce que propose Olivia Falkowitz en recommandant, partant de l'exemple de la République centrafricaine, de penser la sécurité alimentaire à l'aune des indicateurs de santé pour mieux anticiper les crises et hiérarchiser les réponses. Une approche différente, moins verticale et plus proche des réalités territoriales : c'est aussi ce que demande Harold Gaël Njouonang Djomo depuis le Cameroun, dans un article que les lecteurs retrouveront en exclusivité dans la rubrique *Forum* du site d'*Alternatives Humanitaires*.

Nous espérons que ce dossier nous fera collectivement avancer, en donnant quelques clés pour améliorer les

the complexity of native or smallholder models but instead goes hand in hand with the interests of large agribusiness groups. Frédéric Mousseau goes even further as he analyses the hike in food prices that resulted from Russia's invasion of Ukraine in 2022. He decries the guilty inertia of states and the collusion of international institutions that apply policies financed by public money – all at the expense of smallholders and consumers and in aid of large business groups and their shareholders. Meanwhile, Thomas Toulas calls for a holistic approach that takes into account power imbalances – between countries and genders – and the root causes of conflicts, as well as challenges regarding the climate and the environment.

For humanitarian organisations, the fight against hunger is therefore also a political one, requiring more than just resources needed to take action on behalf of populations. The fact remains, however, that the modalities of this humanitarian action still need to be adapted and improved, because it must be holistic. That is what Olivia Falkowitz suggests: based on the example of the Central African Republic, she recommends rethinking food security in light of health indicators to anticipate crises better and prioritise responses. And from Cameroon, Harold Gaël Njouonang Djomo maintains that a new approach is needed: a less vertical approach, closer to the reality on the ground in local regions. Readers can find his article exclusively in the *Forum* section of the *Humanitarian Alternatives* website.

We hope this issue will help us make progress together by giving us keys to improve the operations of humanitarian actors. Beyond their crucial role in the survival of millions, the latter need to convince their partners and political decision-makers that the fight against hunger in the world is the same as the fight for social and economic justice. We will never manage to defeat the scourge of hunger without questioning today's economic model and established order.

opérations des acteurs humanitaires. Au-delà du rôle crucial qui est le leur dans la survie de millions de personnes, ils doivent convaincre leurs partenaires et les décideurs politiques que la bataille contre la faim dans le monde est aussi celle de la justice sociale et économique. On ne pourra vaincre ce fléau sans questionner et remettre en cause le modèle économique en place et l'ordre établi.

BULANCE





PERSPECTIVES

PERSPECTIVES

L'origine de l'épidémie de choléra à Haïti en 2010

The origins of the 2010 Haiti cholera outbreak

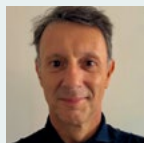
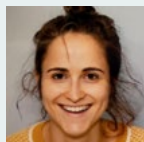
Emmanuel Baron • Médecin, directeur d'Épicentre
Jean-Hervé Bradol • Médecin, directeur d'études
au Centre de réflexion sur l'action et les savoirs humanitaires,
Médecins Sans Frontières – France
Elba Rahmouni • Chargée de diffusion au Centre
de réflexion sur l'action et les savoirs humanitaires,
Médecins Sans Frontières – France



En 2010, quelques mois à peine après le séisme qui avait dévasté Haïti et causé tant de victimes, le pays était frappé par une épidémie de choléra. À l'origine de celle-ci, les Nations unies mettront six années à reconnaître à demi-mot leur responsabilité. Les trois auteurs de cet article reviennent sur la chronologie de cette affaire et en tirent les leçons.

In 2010, just a few months after the earthquake that devastated Haiti and claimed so many victims, the country was hit by a cholera outbreak. It took the United Nations six years to half-heartedly acknowledge its responsibility for the epidemic. The three authors of this article review the chronology of this episode and draw lessons from it.



EMMANUEL
BARONJEAN-HERVÉ
BRADOLELBA
RAHMOUNI

De 2010 à 2019, une épidémie de choléra a sévi en Haïti, causant environ 10 000 décès. La question de l'origine émergea en même temps que se propageaient les premiers cas. Bien que la communauté scientifique ait rencontré peu de difficultés à établir l'origine du fléau, sa reconnaissance ne sera officielle qu'en 2016, après des années de controverses. Quels étaient les débats conduisant de nombreux acteurs, dont Médecins Sans Frontières (MSF), à ne pas vouloir se prononcer ?

Le début de l'épidémie : détection précoce et enquête épidémiologique

En octobre 2010, quand l'épidémie de choléra¹ débute à Haïti, l'incrédulité aurait pu prévaloir puisque cette maladie ne s'était pas manifestée dans cette partie de l'île d'Hispaniola depuis plus d'un siècle. Depuis le tremblement de terre du 12 janvier 2010, la surveillance épidémiologique était sur le qui-vive. Un réseau d'alerte épidémies avait été déployé sur cinquante et un sites par le ministère de la Santé publique et de la Population (MSPP), par la branche américaine de l'Organisation mondiale de la santé (OMS), la Pan American Health Organization, et par une institution étatsunienne, le Center for Disease Control and Prevention (CDC). Cette surveillance s'est, de fait, avérée utile pour détecter l'épidémie de choléra à un stade précoce.

Son démarrage est en effet établi en un temps record. Dès la mi-octobre, des soignants haïtiens et cubains de l'hôpital de Mirebalais (90 000 habitants) signalent aux autorités sanitaires du département du Centre une épidémie de plusieurs dizaines de cas de diarrhées aqueuses sévères, et la mort à l'hôpital

— 1. Le choléra est une maladie diarrhéique épidémique, strictement humaine, due à des bactéries. La pandémie actuelle (la septième) touche toutes les régions du monde. L'Organisation mondiale de la santé estime à près de 3 millions le nombre de cas, et à plus de 95 000 le nombre de décès dus à cette maladie chaque année dans le monde. Le taux global de létalité a été de 1,8 % en 2016, et il a dépassé les 6 % parmi les groupes vulnérables résidant dans des zones à haut risque.

A cholera epidemic hit Haiti from 2010 to 2019, claiming roughly 10,000 lives. The issue of the origin of the outbreak emerged at the same time as the first cases were spreading. Although the scientific community had little difficulty establishing the origin of the outbreak, it would only be officially recognised in 2016, following years of controversy. What discussions were had which led to many stakeholders, including *Médecins Sans Frontières* (MSF), not wanting to speak up?

The start of the outbreak: early detection and epidemiological investigation

Incredulity could have prevailed when the cholera outbreak began in Haiti in October 2010,¹ as the disease had not affected that part of Hispaniola for over a century. Epidemiological surveillance had been on the alert since the earthquake of 12 January 2010. The Haitian Ministry of Public Health and Population (MSPP), the US branch of the World Health Organization, the Pan American Health Organization and a US institution, the Center for Disease Control and Prevention (CDC), had deployed an epidemiological early warning system across fifty-one locations. This surveillance proved useful for detecting the cholera outbreak at an early stage.

The start of the outbreak was detected in record time. In mid-October, Haitian and Cuban healthcare workers at the hospital in Mirebalais (population 90,000) reported to the Centre Department's health authorities an outbreak of several dozen cases of acute watery diarrhoea and the death at the hospital of a 20-year-old male. On 18 October, a team from the Cuban medical mission passed on the information to Haiti's national

— 1. Cholera is an epidemic diarrhoeal disease caused by bacteria and only suffered by humans. The current cholera pandemic (the seventh) has affected all the regions of the world. The World Health Organization estimates that there are roughly three million cases and over 95,000 deaths caused by the disease each year around the world. The global fatality rate was 1.8% in 2016, but it has exceeded 6% in vulnerable groups living in high-risk areas.

d'un homme de 20 ans. À Port-au-Prince, le 18 octobre, une brigade de la mission médicale cubaine communique l'information aux autorités sanitaires nationales. Deux épidémiologistes sont désignés en appui à la mission d'investigation mandatée par l'échelon départemental, déjà arrivée le 19 octobre dans les communes du département du Centre.

Les membres de la mission d'investigation recueillent six échantillons de selles auprès de personnes symptomatiques identifiées lors d'une visite à leur domicile à Meille. Ce hameau de quelques dizaines d'habitants, situé à un peu plus de quatre kilomètres de Mirebalais, leur a été désigné par les résidents et les équipes soignantes comme le lieu d'apparition des premiers cas. Meille est traversé par un cours d'eau qui rejoint la rivière Latem, laquelle se jette dans l'Artibonite, le fleuve le plus important du pays. C'est à Meille qu'a été identifié le premier cas de diarrhée aqueuse sévère, le 12 octobre. L'enquête de terrain diligentée par le département ne retrouve aucun cas suspect antérieur à cette date en aval sur les rives du fleuve Artibonite².

Dans le village de Meille se trouve le camp Annapurna, où un contingent d'environ 400 casques bleus est arrivé progressivement début octobre en provenance de Katmandou, au Népal, où le choléra est présent. La mission d'investigation sanitaire se voit refuser l'accès au camp militaire et à son personnel. Le médecin du camp affirme qu'aucun soldat n'a été affecté par la diarrhée, ce qui est improbable quand on connaît la fréquence élevée des diarrhées aqueuses de toute nature chez les voyageurs. Les enquêteurs constatent que les eaux usées de la garnison sont en partie rejetées dans le cours d'eau, ce qui sera confirmé par les journalistes Jonathan Katz et Sebastian Walker

health authorities in Port-au-Prince. Two epidemiologists were appointed to support the investigation at the departmental level, with the investigation team having already reached the local districts in the Centre Department by 19 October.

The members of the investigative team collected six stool samples from identified symptomatic people by carrying out home visits in Meille. They were told by the residents and healthcare teams that this hamlet of a few dozen residents, located just over a couple of miles from Mirebalais, was where the first cases appeared. A waterway flows through Meille and joins the Latem River, which flows into the Artibonite River, Haiti's longest river. The first case of acute watery diarrhoea was detected in Meille on 12 October. The field investigation conducted by the department did not find any suspect cases downstream along the banks of the Artibonite River prior to that date.²

The village of Meille is home to the Annapurna camp, where a contingent of around 400 United Nations (UN) peacekeepers had arrived in small groups, from early October, from Kathmandu in Nepal, where cholera is endemic. The health investigation team were refused access to the military camp and its personnel. The camp doctor asserted that none of the peacekeepers had been affected by diarrhoea, an unlikely story given the high frequency of watery diarrhoea of all kinds among travellers. The investigators observed that the camp's wastewater was partly discharged into the waterway, which was subsequently confirmed by the journalists Jonathan Katz and Sebastian Walker from the Associated Press and Al-Jazeera in a report from the area on 27 October.³

— 2. Louise C. Ivers and David A. Walton, "The 'first' case of cholera in Haiti: lessons for global health", *The American Journal of Tropical Medicine and Hygiene*, vol. 86, no. 1, 2012, pp. 36–38.

— 2. Louise C. Ivers and David A. Walton, "The 'first' case of cholera in Haiti: lessons for global health", *The American Journal of Tropical Medicine and Hygiene*, vol. 86, no. 1, 2012, pp. 36–38.

— 3. Sebastian Walker, "UN Investigates Cholera Spread in Haiti", *Al Jazeera English*, October 28, 2010, https://www.youtube.com/watch?v=gk-2HyQHUZ0&ab_channel=AlJazeeraEnglish

d'Associated Press et d'Al-Jazeera, lors d'un reportage sur place le 27 octobre³. Roberson Alphonse, un journaliste du quotidien haïtien *Le Nouvelliste*, met quant à lui en évidence que l'autre destination des eaux usées du camp militaire, après pompage et transport par camion, est une fosse septique à ciel ouvert, en train de déborder, non loin du cours d'eau qui traverse le hameau⁴. Les prélèvements de ces eaux usées à la recherche de vibron cholérique⁵ par les enquêteurs de l'échelon sanitaire départemental s'avèreront négatifs. Cela est troublant, mais peut évoquer une chloration de la fosse septique.

Les échantillons prélevés le 19 octobre par la mission d'investigation sanitaire, et qui ont été envoyés à Port-au-Prince, sont analysés par le Laboratoire national de santé publique (LNSP). Cinq sur six s'avèreront positifs: la présence du vibron en cause dans la septième pandémie de choléra est bel et bien relevée pour la première fois à Haïti.

La question de l'origine de l'épidémie

Ces résultats suscitent une controverse alors qu'apparaissent des milliers de cas le long des rives du fleuve Artibonite. Une question taraude la société haïtienne: le vibron cholérique a-t-il été introduit sur l'île par les casques bleus népalais ou a-t-il une origine environnementale? L'enquête épidémiologique conduit tout droit à la porte du camp Annapurna, à Meille, comme lieu d'origine des premiers cas. En outre, une deuxième série de résultats d'analyses de laboratoire effectuées par le CDC à partir de vibrions fournis par le LNSP sont rendus publics le 13 novembre. Ils montrent qu'une souche unique de

Roberson Alphonse, a journalist from the Haitian daily newspaper *Le Nouvelliste*, reported that another destination for the military camp's wastewater, after it was pumped and transported by truck, was an open-air septic tank, overflowing and located close to the waterway that crosses the hamlet.⁴ Wastewater samples taken by the departmental health investigators looking for the cholera-causing bacterium were negative.⁵ This was disturbing, but may suggest chlorination of the septic tank.

The samples taken on 19 October by the health investigation team were sent to Port-au-Prince for analysis at the National Public Health Laboratory (LNSP). Five of the six tested positive: the strain of cholera that caused the world's seventh cholera pandemic had been well and truly detected for the first time in Haiti.

The question of the origins of the outbreak

The results caused a lot of controversy just as thousands of cases were emerging along the banks of the Artibonite River. One big question was nagging in the Haitians' minds: had the strain of cholera been introduced to the island by the UN peacekeepers from Nepal, or was there an environmental cause? The epidemiological investigation led straight to the gates of the Annapurna camp in Meille as the source of the outbreak. Moreover, the results of a second series of laboratory tests carried out by the CDC using samples provided by the LNSP were made public on 13 November. They showed that a single strain of cholera had been introduced onto the island in one go. A third series of results was published in the *New England Journal of Medicine* on 6 December 2010,⁶

— 3. Sebastian Walker, "UN Investigates Cholera Spread in Haiti", *Al Jazeera English*, October 28, 2010, https://www.youtube.com/watch?v=gk-2HyQHUZ0&ab_channel=AlJazeeraEnglish

— 4. Roberson Alphonse, Louis F., Pierre Louis J.S., « Mirebalais. Cholera, Part 1 », *Le Nouvelliste*, 8 novembre 2010, https://www.youtube.com/watch?v=Ke4m7mtBuks&ab_channel=LeNouveliste

— 5. Vibron est le nom donné aux bactéries en forme de virgule, comme celles qui provoquent le choléra.

— 4. Roberson Alphonse, Louis F., Pierre Louis J.S., « Mirebalais. Cholera, Part 1 », *Le Nouvelliste*, 8 novembre 2010, https://www.youtube.com/watch?v=Ke4m7mtBuks&ab_channel=LeNouveliste

— 5. Vibron is the name given to comma-shaped bacteria, like those that cause cholera.

— 6. Chen-Shan Chin, Jon Sorenson, Jason B. Harris et al., "The origin of the Haitian cholera outbreak strain", *New England Journal of Medicine*, vol. 364, no. 1, 2011, pp. 33–42. December 2010 results updated January 2011.

vibron cholérique a été introduite sur l'île en une seule fois. Le 6 décembre 2010, une troisième série de résultats est publiée dans le *New England Journal of Medicine*⁶ et ils confirment l'aire géographique d'origine du vibron responsable de l'épidémie à Haïti : l'Asie du Sud, et non les Amériques ou l'Afrique de l'Est.

Ces éléments auraient dû mettre fin à tout débat. En effet, au moment du diagnostic des premiers cas à la mi-octobre 2010, il n'y a pas eu à Meille d'autres afflux de populations venues d'un territoire où une épidémie de choléra sévissait, à l'exception des casques bleus népalais arrivés entre le 8 et le 24 octobre. Pourtant la controverse durera cinq ans. Dans ce laps de temps, l'épidémie aura fait au moins 10 000 morts, sans qu'officiallement nous sachions comment la bactérie est parvenue dans le pays. L'interdiction initialement opposée par les Nations unies – et maintenue par la suite – d'examiner les soldats népalais ou d'accéder à leurs dossiers médicaux nourrira le doute.

La publication, en décembre 2010, de données montrant que les génomes⁷ des vibrions en cause dans l'épidémie haïtienne sont en tout point identiques à ceux collectés au Népal en 2009 et 2010 clôt le débat dans le champ scientifique⁸. En revanche, dans la sphère politique et sociale, notamment aux Nations unies, il faudra attendre l'année 2016.

Afin de mieux comprendre la controverse, nous pouvons classer de façon schématique les participants au débat en fonction de leurs différentes attitudes envers les soldats népalais : la décharge, la désignation publique et le reproche à huis clos.

— 6. Chen-Shan Chin, Jon Sorenson, Jason B. Harris *et al.*, "The origin of the Haitian cholera outbreak strain", *New England Journal of Medicine*, vol. 364, no. 1, 2011, pp. 33–42. Résultats de décembre 2010 mis à jour en janvier 2011.

— 7. Ensemble du capital génétique d'un être vivant.

— 8. Chen-Shan Chin, Jon Sorenson, Jason B. Harris *et al.*, "The origin of the Haitian cholera...", art. cit.

« Le vibron cholérique a-t-il été introduit sur l'île par les casques bleus népalais ou a-t-il une origine environnementale ? »

"Had the strain of cholera been introduced to the island by the UN peacekeepers from Nepal, or was there an environmental cause?"

confirming South Asia, rather than the Americas or East Africa, as the geographical area that was the source of the strain responsible for Haiti's outbreak.

These findings should have put an end to any further debate. Indeed, when the first cases were detected in mid-October 2010, there were no other influxes of people into Meille from cholera-endemic areas, other than the Nepalese Blue Helmets, who arrived from 8-24 October. However, the controversy went on for another five years. The outbreak is thought to have claimed at least 10,000 lives over this period of time, without it being officially acknowledged how the bacterium came to Haiti in the first place. The ban on examining the Nepalese soldiers or accessing their medical records, originally opposed by the UN and subsequently kept in place, fuelled doubts.

The publication in December 2010 of data showing that the genomes⁷ of the strains causing the Haitian cholera outbreak were completely identical to those collected in Nepal in 2009 and 2010 settled the matter in the scientific community.⁸ However, in the sociopolitical arena, notably the UN, it wasn't settle until 2016.

— 7. The complete set of genes or genetic material present in a living being.

— 8. Chen-Shan Chin, Jon Sorenson, Jason B. Harris *et al.*, "The origin of the Haitian cholera...", art. cit.

La décharge

Ceux qui formulent des éléments à décharge pour les casques bleus népalais sont les agences des Nations unies, Rita Colwell – une chercheuse de l'université du Maryland considérée comme une sommité dans son domaine –, la revue de l'académie étasunienne de médecine, David Sack – un chercheur de l'université Johns-Hopkins –, le quotidien anglais *The Guardian*, la revue scientifique *The Lancet* et Alejandro Cravioto, un chercheur mexicain, directeur exécutif du Centre international pour la recherche sur les maladies diarrhéiques (basé à Dhaka au Bangladesh) et chargé d'une enquête sur l'origine du choléra par l'ONU.

Tous défendent la thèse environnementaliste selon laquelle le choléra aurait émergé en raison de la transformation de vibrions présents dans l'environnement haïtien, mais habituellement non susceptibles de provoquer la maladie. Cette transformation serait à mettre en relation avec l'augmentation de la température et de la salinité des eaux saumâtres des estuaires, consécutive au tremblement de terre de janvier 2010.

Sous l'apparence de rigueur scientifique, les Nations unies se livrent à ce qui s'apparente – d'après l'expert français Renaud Piarroux – à un exercice de production et de propagation de fausses informations⁹. Plusieurs éléments sont nécessaires pour décrire une épidémie : une définition de cas, des lieux et des périodes concernés. Or, pour toutes ces dimensions, les Nations unies ont fourni des explications en contradiction avec l'enquête épidémiologique du ministère mettant en cause les casques bleus. Ainsi, la définition biologique des cas a été remise en question par les Nations unies grâce aux arguments empruntés aux scientifiques partisans d'une origine environnementale du choléra. Les Nations unies reprennent la thèse de

To gain a better understanding of the controversy, we can categorise the participants in the debate based on their differing attitudes towards the Nepalese peacekeepers: their defenders, those who pointed the finger publicly and those who criticised them behind closed doors.

The defenders

Those who sought to gather information to defend the Nepalese peacekeepers were the UN agencies, Rita Colwell, a researcher at the University of Maryland regarded as an authority in her area of expertise, the US National Academy of Medicine's review, David Sack, a researcher at John Hopkins University, the British daily newspaper *The Guardian*, *The Lancet* medical journal and Alejandro Cravioto, a Mexican researcher and the executive director of the International Centre for Diarrhoeal Disease Research, based in Dhaka in Bangladesh, who the UN tasked with investigating the origin of the outbreak.

They all championed the environmental hypothesis, according to which cholera emerged due to a transformation of strains dormant in the Haitian environment but which did not usually cause the disease. This transformation was thought to be linked to the increased temperature and salinity of the brackish estuary waters following the January 2010 earthquake.

Under the guise of scientific rigour, the UN engaged in what the French expert Renaud Piarroux describes as an exercise in the generation and dissemination of misinformation.⁹ Several pieces of information are needed to define an outbreak: a case definition, locations and periods in question. However, for all these parameters the UN provided explanations that contradicted the ministry's own epidemiological investigation that lay the blame on the UN peacekeepers.

— 9. Renaud Piarroux, *Choléra. Haïti 2010-2018. Histoire d'un désastre*, CNRS Éditions, 2019. <https://www.cnrseditions.fr/catalogue/biologie-et-sante/cholera-haiti-2010-2018-histoire-d-un-desastre>

— 9. Renaud Piarroux, *Choléra. Haïti 2010-2018. Histoire d'un désastre*, CNRS Éditions, 2019. <https://www.cnrseditions.fr/catalogue/biologie-et-sante/cholera-haiti-2010-2018-histoire-d-un-desastre>

Rita Colwell, selon laquelle des vibrions qui ne produisent pas de toxine et qui n'ont jamais été identifiés dans d'autres contextes comme responsables de cas sévères et d'épidémies meurtrières pourraient être à l'origine de cette épidémie. La localisation des faits est aussi présentée de manière tronquée: exclure les premiers cas cliniques enregistrés à Meille de l'analyse des données – comme le fait l'ONU (faute de confirmation biologique possible à ce stade initial) – permet de situer l'apparition de l'épidémie en aval dans le département de l'Artebonite. Cela revient à exonérer les soldats népalais puisque les localités en aval de Meille apparaissent alors touchées avant et non après ce hameau. Enfin, en datant arbitrairement le début de l'épidémie au mois de septembre et non au mois d'octobre, les Nations unies suggèrent que l'épidémie aurait démarré avant l'arrivée des casques bleus népalais à Haïti.

La désignation publique

Ceux qui désignent, dans l'espace public, le contingent de casques bleus népalais comme responsable de l'importation du choléra sont très nombreux. On compte d'abord le maire de Mirebalais, des administrés de cette ville comme du village de Meille et, plus globalement, une partie conséquente de la population haïtienne¹⁰. On dénombre également des soignants haïtiens et cubains basés à Mirebalais et à Lascahobas (une autre ville du département du Centre) – et Fidel Castro lui-même, qui reprendra à son compte les constatations de la brigade médicale cubaine présente sur place. Les journalistes déjà cités – Roberson Alphonse, Jonathan Katz et Sebastian Walker – s'inscrivent dans ce mouvement de dénonciation publique, tout comme une équipe de scientifiques de l'université d'Harvard, l'ambassadeur de Suède¹¹, Thierry Durand, directeur

« Sous l'apparence de rigueur scientifique, les Nations unies se livrent à ce qui s'apparente – d'après l'expert français Renaud Piarroux – à un exercice de production et de propagation de fausses informations. »

“Under the guise of scientific rigour, the UN engaged in what the French expert Renaud Piarroux describes as an exercise in the generation and dissemination of misinformation.”

The biological definition of cases was therefore challenged by the UN using arguments borrowed from scientists favouring the environmental hypothesis. The UN supported Rita Colwell's theory, according to which strains that did not produce any toxins and had never been identified in other contexts as the cause of severe cases and deadly epidemics could be the source of the outbreak in this case. The geographical location of the cases was also presented in a distorted fashion: the exclusion of the first clinical cases detected in Meille from the data analysis – as the UN did (because laboratory confirmation was not possible at this initial stage) – enabled the outbreak of the outbreak to be located downstream in Artebonite Department. This was tantamount to absolving the Nepalese peacekeepers, as the locations downstream of Meille appeared to have been hit by cholera before and not after the hamlet was affected. Finally, by arbitrarily dating the start of the outbreak to September and not October, the UN suggested that the outbreak was underway before the Nepalese peacekeepers arrived in Haiti.

Public finger pointers

Many people publicly pointed the finger at the contingent of Nepalese

— 10. Des habitants manifesteront d'ailleurs dans les rues, comme à Cap-Haïtien à la mi-novembre 2010, « Choléra : des heurts éclatent en Haïti entre casques bleus et manifestants », *Le Nouvelliste*, 15 novembre 2010.

— 11. Isolé parmi les ambassadeurs, il se retrouvera en tension avec l'agence suédoise de coopération internationale.

des opérations de MSF – France, et deux anciens présidents de l'association – Rony Brauman et Jean-Hervé Bradol, alors directeurs d'études au Centre de réflexion sur l'action et les savoirs humanitaires (Crash), minoritaires au sein de leur institution, comme nous le verrons plus loin. Enfin, l'expert français Renaud Piarroux, missionné par le ministère des Affaires étrangères et l'ambassade de France, qui sera présent sur place dès le 7 novembre 2010. Il soutiendra les conclusions de l'enquête du ministère de la Santé haïtien (MSPP) en expliquant que l'épidémie n'est pas la conséquence de changements dans l'environnement, mais qu'elle est due à un germe importé par les casques bleus népalais. D'après lui, les Nations unies devraient reconnaître leur responsabilité et mobiliser les ressources pour répondre à l'épidémie, l'émergence de nouveaux cas pouvant être stoppée en appliquant des mesures préventives simples, renforcées par la vaccination. Une reconnaissance d'autant plus nécessaire qu'une partie de la population, excédée, cherche des boucs émissaires tels que les prêtres vaudous : quelque quarante-cinq d'entre eux mourront, lynchés après avoir été accusés de sorcellerie et d'empoisonnement¹².

Le reproche à huis clos

Ceux qui formulent des opinions à huis clos au sujet des casques bleus népalais sont les exécutants de l'enquête épidémiologique du ministère de la Santé haïtien (MSPP) à l'échelon local et départemental, les directeurs concernés du MSPP à Port-au-Prince, le ministre de la Santé et le Président lui-même. Certains de ses membres transmettent discrètement à Renaud Piarroux des documents confidentiels du ministère, qui incriminent les casques bleus népalais, tout en s'abstenant de toute dénonciation publique. Les autorités sanitaires et politiques craignent d'affaiblir la position des casques bleus en les désignant comme étant à l'origine d'une épidémie

peacekeepers for importing cholera to Haiti. Firstly, the Mayor of Mirebalais, then residents of Mirebalais and the village of Meille and more generally a significant proportion of Haiti's population.¹⁰ Then there were the Haitian and Cuban healthcare workers based in Mirebalais and Lascahobas (another town in the Centre Department) and even Fidel Castro himself, who championed the observations of the Cuban medical mission in the area. The aforementioned journalists – Roberson Alphonse, Jonathan Katz and Sebastian Walker – were part of this movement to publicly expose the source of the outbreak, as were a team of scientists at Harvard, the Swedish ambassador,¹¹ Thierry Durand, MSF – France's Operations Director, and two former presidents of the organisation, Rony Brauman and Jean-Hervé Bradol, at the time directors of studies at MSF *Centre de réflexion sur l'action et les savoirs humanitaires* (Crash), who were in the minority in their institution, as we will see further on. Finally, there was also the French expert Renaud Piarroux, appointed by the Ministry of Foreign Affairs and the French embassy, who was on the ground from 7 November 2010. He supported the findings of the MSPP's investigation, explaining that the outbreak was not the result of environmental changes but rather had been caused by a bacterium imported by the Nepalese peacekeepers. In his view, the UN should have acknowledged its responsibility and mobilised resources to tackle the outbreak. The emergence of new cases could have been prevented by applying basic preventive measures bolstered by vaccination. Acknowledgement of responsibility was all the more necessary given that some of the furious population were looking for scapegoats, such as voodoo priests, forty-five of whom were

— 12. « Haïti – Social : Lynchages, au moins 45 morts, choléra ou guerre de religion ? », *Haïti Libre*, 23 décembre 2010, <https://www.haitilibre.com/article-1975-haiti-social-lynchages-au-moins-45-morts-cholera-ou-guerre-de-religion.html>

— 10. Residents will be demonstrating in the streets, as they did in Cap-Haïtien in mid-November 2010, « Choléra : des heurts éclatent en Haïti entre casques bleus et manifestants », *Le Nouvelliste*, 15 novembre 2010.

— 11. He was isolated among his fellow ambassadors and ended up in conflict with the Swedish International Development Cooperation Agency.

meurtrière, alors qu'ils sont une composante essentielle des forces de l'ordre dans ce pays où l'État est si faible. Le contexte est d'autant plus sensible que le premier tour des élections générales est prévu pour le 28 novembre 2010 et que de nombreux candidats réclament leur report.

MSF appartient à cette catégorie d'acteurs qui jugent la discussion au sujet de l'origine de l'épidémie inutile pour organiser la réponse, voire l'estiment dangereuse au vu du contexte social et politique.

Le débat au sein de Médecins Sans Frontières

Le tremblement de terre de janvier 2010 a provoqué un très grand nombre de morts et de blessés. Cette catastrophe dite naturelle a été suivie d'une configuration humanitaire aussi rare que spectaculaire : couverture médiatique très importante, intervention militaire étasunienne, afflux par centaines, voire par milliers, d'organismes d'aide. Ce séisme s'inscrit dans un moment de tension entre l'ONU – qui travaillait alors à une normalisation et une spécialisation des réponses aux situations d'urgence sous l'égide de ses agences – et MSF qui s'inquiétait d'une approche complexe et lente, par ailleurs en contradiction avec le principe d'indépendance des organismes humanitaires vis-à-vis des États.

Avec l'objectif de contribuer à une réaction en urgence, plus rapide et plus massive contre l'épidémie de choléra en Haïti, Rony Brauman publie une tribune dans *Le Monde* du 23 novembre 2010¹³. D'après lui, les sujets de commentaires sont la faible mobilisation des organismes d'aide en réponse à l'épidémie, les violences lors de manifestations contre les soldats des Nations unies en charge de la « stabilisation » que la

lynched and killed after being accused of witchcraft and poisoning.¹²

Behind-closed-doors critics

The MSPP's epidemiological investigators at the local and departmental levels, the relevant MSPP directors in Port-au-Prince, the minister of health and the president himself criticised the Nepalese peacekeepers behind closed doors. Some of them handed confidential ministry documents incriminating the Nepalese soldiers to Renaud Piarroux, while refraining from any public condemnation. The health and political authorities feared weakening the position of the peacekeepers by stating that they were the source of the deadly epidemic, at a time when they were a key part of the forces of law and order in a country where the State is so weak. The context was even more sensitive as the first round of the general elections was scheduled to take place on 28 November 2010 with many of those standing for election calling for the elections to be postponed.

MSF belonged to this group who deemed discussions about the origins of the outbreak pointless in terms of organising the response, and even thought it dangerous given the sociopolitical context.

The debate within Médecins Sans Frontières

The January 2010 earthquake caused a very high death toll and left lots of survivors with injuries. This natural disaster was followed by an uncommon and remarkable humanitarian response: widespread media coverage, US military intervention and the influx of hundreds, if not thousands, of aid agencies. The earthquake happened during a period of tense relations between the UN – working at the time on the standardisation and specialisation of responses to emergency situations under the aegis

— 13. Rony Brauman, « Faiblesses du dispositif anti-choléra à Haïti. Il faut soigner par la réhydratation intensive », *Le Monde*, 23 novembre 2010, https://www.lemonde.fr/idees/article/2010/11/23/faiblesses-du-dispositif-anti-cholera-a-haiti_1443887_3232.html

— 12. « Haïti – Social : Lynchages, au moins 45 morts, choléra ou guerre de religion ? », *Haïti Libre*, 23 décembre 2010, <https://www.haitilibre.com/article-1975-haiti-social-lynchages-au-moins-45-morts-cholera-ou-guerre-de-religion.html>

vox populi soupçonnait d'avoir importé la maladie, la nécessité de traiter les cas selon les protocoles simples et efficaces de réhydratation, la mise en œuvre des mesures de prévention vis-à-vis des sources d'eau et des aliments pouvant être contaminés. Au sujet de l'origine de l'épidémie, l'auteur de la tribune dans *Le Monde* reprend à son compte la thèse environnementaliste.

Peu après, Rony Brauman reçoit la copie d'un télégramme diplomatique français dans lequel se trouvent exposées les conclusions de Renaud Piarroux ; le télégramme se termine par l'injonction de ne pas divulguer l'information. En parallèle, l'expert français découvre à la lecture du quotidien *Le Monde* l'opinion de l'ancien président de MSF en faveur de la thèse environnementaliste. Connaissant ce dernier, il lui écrit et, une fois rentré à Paris, se rend au siège de MSF où il rencontre Marie-Pierre Allié, la présidente de l'association, Thierry Durand, le directeur des opérations, Rony Brauman et Jean-Hervé Bradol. Pour Renaud Piarroux, qui leur donne une copie de son rapport, cela ne fait aucun doute : les dirigeants de MSF ont été bernés par la campagne de désinformation des Nations unies.

À partir de cet échange, Rony Brauman et Jean-Hervé Bradol sont désormais convaincus que les casques bleus sont à l'origine de l'épidémie. Mais au sein de MSF, les partisans d'une communication publique incluant la question de l'origine de l'épidémie restent isolés. La présidente de la section française et Unni Karunakara, le président de MSF international, déclarent que rechercher l'origine d'une épidémie fait bien partie des données nécessaires aux analyses pour planifier une réponse, mais que dans ce cas, ils ne connaissent pas avec certitude l'origine de l'épidémie. L'hypothèse que le contingent népalais des Nations unies pourrait être à l'origine de l'épidémie induit un certain désarroi chez MSF, comme l'atteste la façon dont la rédaction du journal satirique interne, *Dazibao*, rend compte de la discussion au sein de l'association :

of its agencies – and MSF, which was concerned about a complex and slow approach, an approach that also contradicted the principle of humanitarian organisation independence from states.

Rony Brauman published an opinion column in *Le Monde* on 23 November 2010 with the aim of helping to prompt a swifter and bigger emergency response to Haiti's cholera outbreak.¹³ In his view, the issues worth highlighting were the underwhelming response by aid agencies to the outbreak, violence during protests against the UN peacekeepers tasked with "stabilising" Haiti who the people suspected of having imported the disease, the need to treat cholera cases using simple and effective rehydration protocols and the rollout of prevention measures targeting water sources and food that might be contaminated. With regard to the origin of the outbreak, in his opinion piece published in *Le Monde*, Brauman championed the environmental hypothesis.

Shortly afterwards, Rony Brauman received a copy of a French diplomatic service telegram listing Renaud Piarroux's conclusions; the telegram ended with a firm instruction not to disclose the information. At the same time, Piarroux learned the opinion of the former MSF president, espousing the environmental hypothesis, from reading *Le Monde*. As Piarroux knew Brauman, he wrote to him and once back in Paris, visited MSF's headquarters, where he met with Marie-Pierre Allié, the president, Thierry Durand, Operations Director, Rony Brauman and Jean-Hervé Bradol. Renaud Piarroux handed over a copy of his report and was not in any doubt about the matter: the people at the top of MSF had been deceived by the UN misinformation campaign.

— 13. Rony Brauman, « Faiblesses du dispositif anti-choléra à Haïti. Il faut soigner par la réhydratation intensive », *Le Monde*, 23 novembre 2010, https://www.lemonde.fr/idees/article/2010/11/23/faiblesses-du-dispositif-anti-cholera-a-haiti_1443887_3232.html

« Alors que la population meurt du choléra dans l'indifférence des ONG paralysées par la bureaucratie du système de l'aide... les intellos du Crash ne trouvent rien de mieux à faire que de lancer MSF dans un débat futile sur l'origine de l'épidémie... déclenchant une violence aussi débridée que gratuite entre les membres de l'association... tout en contribuant à nourrir l'animosité de la plèbe à l'encontre de braves casques bleus n'ayant que d'inoffensifs rouleaux de papier hygiénique pour se défendre.¹⁴»

Cette opinion est partagée par de nombreux cadres de MSF qui considèrent que l'entreprise visant à connaître l'origine de l'épidémie est futile, qu'elle est un gaspillage de temps en raison d'une absence de conséquences sur le traitement des patients comme sur la dynamique épidémique.

Le 13 décembre 2010, les directeurs généraux des sections MSF se réunissent et s'entendent au sujet de la communication publique sur l'origine des cas de choléra à Haïti. Contre l'avis du directeur général de la session française, les quatre autres centres opérationnels¹⁵ choisissent de ne pas évoquer l'origine de l'épidémie. Le travail de Renaud Piarroux est jugé trop faible par l'association pour être repris dans sa communication. Les dirigeants de MSF préfèrent insister sur l'échec de la réponse du système de l'aide et lancer un appel pour l'accès libre aux rapports et aux enquêtes épidémiologiques, en souhaitant que ces dernières se développent.

La fin de l'épidémie

Après le double séquençage des génomes des vibriens haïtien et népalais et leur comparaison en 2014, la négation par les Nations unies de la responsabilité de leur contingent népalais dans l'importation du choléra n'est plus crédible d'un point de vue scientifique. S'il n'existe pas d'enquête permettant

« Au sein de MSF, les partisans d'une communication publique incluant la question de l'origine de l'épidémie restent isolés. »

"Within MSF, those in favour of public communication highlighting the issue of the outbreak's origin remained isolated."

From then on, Rony Brauman and Jean-Hervé Bradol were convinced that the peacekeepers were the source of Haiti's outbreak. However, within MSF, those in favour of public communication highlighting the issue of the outbreak's origin remained isolated. The president of MSF's French section and Unni Karunakara, the president of MSF International, said that seeking the origin of an outbreak was part of the data needed for analysis to plan the response, but in this case they were unsure about the source of the outbreak. The hypothesis that the Nepalese contingent of UN peacekeepers could be the source of the outbreak caused consternation at MSF, as borne out by the way in which the satirical in-house journal, *Dazibao*, reported on the discussion in the association:

"At a time when the population is dying of cholera against the backdrop of the indifference of non-governmental organisations paralysed by the bureaucratic nature of the aid system... the intellectuals at Crash can find nothing better to do than start a futile debate at MSF about the origins of the outbreak... triggering unbridled and gratuitous conflict between the organisation's members... while also playing a part in fueling the masses' animosity towards the brave peacekeepers whose only means of defending themselves are innocuous toilet rolls."¹⁴

— 14. *Dazibao* : revue interne de MSF pour le débat associatif, automne 2010.

— 15. MSF compte cinq centres opérationnels : Paris, Bruxelles, Genève, Amsterdam et Barcelone.

— 14. *Dazibao*: *Médecins Sans Frontières*' in-house discussion magazine, autumn 2010.

« Comment les autorités pourraient-elles en effet apporter une réponse appropriée ou prévenir un phénomène morbide, voire mortel, dont elles ne connaissent pas l'origine ? »

“How can the authorities provide an appropriate response or prevent a pathological, even deadly, phenomenon, if they are unaware of its origin?”

de connaître les opinions de la population haïtienne, les données qualitatives disponibles laissent à penser que peu d'acteurs et d'observateurs doutent de la responsabilité des casques bleus népalais dès la fin 2010.

Pour justifier leur attitude, les Nations unies invoquent un risque sécuritaire et politique majeur : émeutes, violences mortelles contre les casques bleus, annulation des élections, échec de la mission onusienne de stabilisation... La surestimation des menaces d'atteinte à l'ordre public a pu reposer sur une certaine défiance à l'égard de la population haïtienne présumée immature et dangereuse.

Finalement, en 2016, le Secrétaire général des Nations unies, Ban Ki-moon, reconnaît la responsabilité de son organisation¹⁶. Entretemps, les poursuites intentées par certains malades et familles de personnes décédées se sont éteintes en raison du statut d'immunité juridique des Nations unies. La controverse sur l'origine de l'épidémie a finalement contribué à une mobilisation qui aura conduit

— 16. Martine Valo, « L'ONU admet sa responsabilité dans l'épidémie de choléra en Haïti », *Le Monde*, 19 août 2016, https://www.lemonde.fr/planete/article/2016/08/19/l-onu-admet-sa-responsabilite-dans-l-epidemie-de-cholera-en-haiti_4985249_3244.html#:~:text=Du%20bout%20des%20l%C3%A8vres%2C%20les,rendu%20malades%20800%20000%20personnes

This opinion was shared by many MSF executives who felt that efforts to ascertain the origin of the outbreak were futile and a waste of time because of the lack of repercussions on patient treatment and on the epidemic dynamics.

The general managers of the various MSF sections held a meeting on 13 December 2010. They agreed on public communication about the origin of Haiti's cholera cases. Going against the opinion of the general manager of the French section, the four other operational centres decided not to mention the origin of the outbreak.¹⁵ Renaud Piarroux's work was deemed too flimsy by MSF to be used in its communication. The MSF executives opted to stress the failure of the aid system's response and launch an appeal for open access to reports and epidemiological investigations, expressing a wish for the latter to be developed.

The end of the outbreak

Following the dual genetic sequencing of the Haitian and Nepalese strains and their comparison in 2014, the UN's denial that it was their Nepalese peacekeepers who imported cholera into Haiti was no longer credible from a scientific perspective. While no investigation has been conducted to find out the opinion of the Haitian population, the qualitative data available suggests that few stakeholders and observers had any reservations about the responsibility of the Nepalese peacekeepers as of late 2010.

The UN sought to justify its attitude by alluding to a major security and political risk: rioting, lethal violence against the peacekeepers, cancelled elections and a failure of the UN stabilisation mission. The overestimation of the threat to public order may have been based on a certain degree of mistrust of the Haitian population, thought to be immature and dangerous.

Finally, in 2016, Ban Ki-moon, the UN secretary-general, acknowledged his

— 15. MSF has five operational centres: Paris, Brussels, Geneva, Amsterdam and Barcelona.

à l'élimination de la maladie en 2019, après des années d'intenses efforts.

L'origine d'une épidémie, une question cruciale

Les autorités politiques et sanitaires endossent la responsabilité de la réponse aux épidémies. Cette tâche complexe nécessite qu'elles soient créditées d'une forme de légitimité politique autant que scientifique. Pour ce faire, leur communication doit reposer sur une certaine connaissance de la situation épidémiologique, à laquelle la question de l'origine de l'épidémie n'échappe pas. Comment les autorités pourraient-elles en effet apporter une réponse appropriée ou prévenir un phénomène morbide, voire mortel, dont elles ne connaissent pas l'origine ? Quand bien même il n'est pas toujours aisé de déterminer l'origine de ces fléaux, si les autorités laissent cette interrogation en suspens, elles prennent le risque d'affaiblir leur crédibilité au sein des sociétés concernées.

Par ailleurs, dans le cas où la communication au sujet de l'origine d'une épidémie ne réussit pas à s'imposer, l'espace politique s'ouvre à des alternatives aux discours des autorités officielles. Le pouvoir politique peut s'en trouver déstabilisé. Les affirmations qui circulent, alors même que leur véracité n'est pas encore établie, peuvent se transformer en accusation et entraîner des conséquences allant du mépris à la violence sociale.

Transmission iatrogène par les institutions de soins¹⁷, accident de laboratoire¹⁸, programmes de recherches biologiques à des fins militaires¹⁹, portage et

organisation's responsibility.¹⁶ In the meantime, legal action attempted by some of those with cholera and families of those who died came to nothing because of the UN's legal immunity. The controversy about the outbreak's origin ultimately contributed to a mobilisation that led to the disease being eradicated in 2019, following years of intense effort.

The origin of outbreaks – a crucial question

The political and health authorities shoulder the responsibility for the response to outbreaks. This complex task requires them to be both politically and scientifically legitimate. To achieve this, their communication must be based on some knowledge of the epidemiological situation, with the question of the outbreak's origin being a key part of that. How can the authorities provide an appropriate response or prevent a pathological, even deadly, phenomenon, if they are unaware of its origin? Even though it is not always easy to determine the origin of outbreaks, if the authorities leave this question unanswered, they run the risk of weakening their credibility in the affected societies.

Furthermore, if communication about the origin of an outbreak does not gain a firm foothold, alternatives to the official authorities' messaging may take root in the political arena. The political authorities can be undermined as a result. The theories doing the rounds, even if their veracity has not yet been established, can turn into accusations and lead to consequences ranging from contempt to social violence.

There are several situations in which those in power or those working in public health and healthcare have been

— 17. Le VIH et l'hépatite C sont des exemples de maladies où la transmission de l'infection lors des soins a joué un rôle important dans les dynamiques épidémiques.

— 18. Il existerait à ce jour un exemple historique de grande épidémie provenant d'un accident de laboratoire : en 1977, une épidémie de grippe A (H1N1), provenant probablement d'un laboratoire chinois, s'étend à l'URSS voisine et au reste du monde.

— 19. Tels ceux menés par l'Unité 731 de l'armée japonaise (1936-1945) qui a inoculé la peste et le choléra à des villages chinois, entraînant le décès de 400 000 personnes.

— 16. Martine Valo, « L'ONU admet sa responsabilité dans l'épidémie de choléra en Haïti », *Le Monde*, 19 août 2016, https://www.lemonde.fr/planete/article/2016/08/19/l-onu-admet-sa-responsabilite-dans-l-epidemie-de-cholera-en-haiti_4985249_3244.html#:~:text=Du%20about%20des%20l%C3%A8vres%2C%20les,rendu%20malades%20800%20000%20personnes

transmission passive de germes par les représentants des autorités elles-mêmes comme dans le cas haïtien, il a existé plusieurs situations dans lesquelles les gouvernants ou les acteurs des soins et de la santé publique ont eu une responsabilité dans l'émergence des épidémies. La connaissance de ces exemples permet de rappeler l'utilité, pour les acteurs de santé, de considérer la question de l'origine des épidémies et de penser leurs pratiques comme pouvant apporter des solutions, mais aussi poser des problèmes.

responsible for the emergence of outbreaks, including iatrogenic transmission by healthcare facilities,¹⁷ laboratory leaks,¹⁸ biological research programmes for military purposes¹⁹ and representatives of the authorities themselves passively carrying and passing on diseases, as in the Haitian case. Knowledge of these examples emphasises the need for health stakeholders to consider the issue of the origin of outbreaks and design their practices as a means of providing solutions but also raising issues.

Translated from the French by Gillian Eaton

— 17. HIV and Hepatitis C are examples of diseases for which transmission in healthcare settings played a big role in epidemic dynamics.

— 18. To date, there is thought to be one recorded example of a major epidemic caused by a laboratory leak: in 1977 an epidemic of the H1N1 flu strain, thought to have come from a Chinese laboratory, spread to the neighbouring USSR and around the world.

— 19. Such as those conducted by Unit 731 of the Japanese army (1936-1945). The unit deliberately injected Chinese villagers with biological agents, including plague and cholera, causing the deaths of 400,000 people.

Biographies



EMMANUEL BARON

Médecin et titulaire d'un MSc (Master of Science) en épidémiologie de la London School of Hygiene and Tropical Medicine, Emmanuel Baron s'est engagé avec Médecins Sans Frontières (MSF) sur différents programmes de secours aux populations en situation précaire et de lutte contre les maladies infectieuses. Il y a ensuite occupé le poste de directeur médical à Paris avant de prendre la direction d'Épicentre, groupe de recherche, d'épidémiologie et de formation affilié à MSF.

A doctor and the holder of an MSc in epidemiology from the London School of Hygiene & Tropical Medicine. Emmanuel Baron worked for *Médecins Sans Frontières* (MSF) on various emergency programmes helping vulnerable populations and tackling infectious diseases. He then held the post of medical director in Paris before joining Epicentre MSF, a research, epidemiology and training group embedded in MSF, as general manager.

JEAN-HERVÉ BRADOL

Directeur d'études au Centre de réflexion sur l'action et les savoirs humanitaires (Crash) de Médecins Sans Frontières (MSF), Jean-Hervé Bradol est médecin, diplômé de médecine tropicale, de médecine d'urgence et d'épidémiologie médicale. Il est parti pour la première fois en mission avec MSF en 1989, entreprenant des missions longues en Ouganda, en Somalie et en Thaïlande. En 1994, il est entré au siège parisien comme responsable de programmes. Entre 1996 et 2000, il a été directeur de la communication, puis directeur des opérations. De mai 2000 à juin 2008, il a été président de la section française de MSF. Jean-Hervé Bradol est l'auteur de plusieurs publications, dont *Innovations médicales en situations humanitaires. Le travail de Médecins Sans Frontières* (dir., avec Claudine Vidal, L'Harmattan, 2009) et *Génocide et crimes de masse. L'expérience rwandaise de MSF (1982-1997)* (avec Marc Le Pape, CNRS Éditions, 2017).

A director of studies at *Médecins Sans Frontières* (MSF) *Centre de réflexion sur l'action et les savoirs humanitaires* (Crash). Jean-Hervé Bradol is a doctor and specialises in tropical medicine, emergency medicine and epidemiology. He went on his first MSF mission in 1989, undertaking long-term assignments in Uganda, Somalia and Thailand. He returned to the organisation's Paris headquarters as head of programmes in 1994. He served as the communications director and then operations director from 1996 to 2000. He was president of the French MSF section from May 2000 to June 2008. Jean-Hervé Bradol is the author of several publications, including *Medical Innovations in Humanitarian Situations: The Work of Médecins Sans Frontières* (ed., with Claudine Vidal, CreateSpace Independent Publis, 2011) and *Humanitarian aid, genocide and mass killings. Médecins Sans Frontières, the Rwandan experience, 1982-97* (with Marc Le Pape, Manchester University Press, 2017).

ELBA RAHMOUNI

Chargée de diffusion au Centre de réflexion sur l'action et les savoirs humanitaires (Crash) de Médecins Sans Frontières (MSF) depuis avril 2018, elle est diplômée d'un master de recherche en histoire de la philosophie classique et d'un master professionnel en conseil éditorial et gestion des connaissances numériques. Au cours de ses études, Elba Rahmouni a travaillé sur des questions de philosophie morale et s'est notamment intéressée à la nécessité pratique et à l'interdiction morale, juridique et politique du mensonge chez Kant.

Elba Rahmouni has been in charge of dissemination at *Médecins Sans Frontières* (MSF) *Centre de réflexion sur l'action et les savoirs humanitaires* (Crash) since April 2018. She is the holder of a Master's degree in history of classical philosophy and a Master's degree in editorial consulting and digital knowledge management. During her studies, she worked on moral philosophy issues and was particularly interested in the practical necessity and the moral, legal and political prohibition of lying in Kant's philosophy.



FOCUS

**CRISES
ALIMENTAIRES**
FOOD CRISES



Quel rôle pour les acteurs humanitaires ?

What role for humanitarian actors?

La crise alimentaire mondiale n'a pas eu lieu

The global food crisis that wasn't

Frédéric Mousseau • Policy Director
at the Oakland Institute (United States)

U

ne prétendue « crise alimentaire mondiale » frappe le monde depuis l'invasion russe de l'Ukraine début 2022, alors qu'il n'y a pas de pénurie alimentaire et que les stocks alimentaires sont à leurs niveaux les plus élevés. Frédéric Mousseau explique comment les grands groupes agroalimentaires et les spéculateurs profitent de la situation au détriment des agriculteurs et des consommateurs et appelle les acteurs humanitaires à relever ce nouveau défi pour lutter contre la faim dans le monde.

En février 2022, dans les jours qui ont suivi l'invasion de l'Ukraine par la Russie, les prix des denrées alimentaires ont flambé sur les marchés internationaux. L'index des prix des produits alimentaires de l'Organisation des Nations unies (ONU) pour l'alimentation et l'agriculture (*Food and Agriculture Organization* – FAO en anglais) a atteint un « niveau record » de 20 % au-dessus de son niveau de l'année précédente. Cette augmentation des prix a été ressentie dans le monde entier et a eu un impact dramatique sur les moyens de

A so-called “global food crisis” has unfolded since the Russian invasion of Ukraine early 2022 whereas in reality there is no food global shortage, and food stocks are at their highest levels. Frédéric Mousseau explains how corporate profiteers and speculators have taken advantage of the situation at the expense of farmers and consumers and calls on humanitarian actors to rise to this new challenge to tackle world hunger.

In February 2022, food prices skyrocketed on international markets within days of Russia's invasion of Ukraine. The Food and Agriculture Organization (FAO) of the United Nations' (UN) Food Price Index reached an “all-time high” and was up 20 percent compared to a year before. Felt around the world, this price increase had a dramatic impact over the livelihoods of billions who buy their food to feed their family. This inflation was a key factor that led the World Food Programme (WFP) to dub 2022 a “year of unprecedented hunger”.

Yet, though Ukraine has been traditionally a major exporter of food commodities on international markets, exporting about 9 percent of all wheat and 12 percent

subsistance de milliards de personnes qui achètent leur nourriture pour nourrir leur famille. Cette inflation a été un facteur clé qui a conduit le Programme alimentaire mondial (PAM) à qualifier l'année 2022 d'« année de famine sans précédent ».

Pourtant, même si l'Ukraine est traditionnellement un exportateur majeur de denrées alimentaires sur les marchés internationaux – elle exporte environ 9 % de l'ensemble du blé et 12 % de l'ensemble du maïs échangés dans le monde¹ –, il n'y a pas eu de pénurie alimentaire à la suite de l'invasion russe. D'après un rapport de la FAO² publié en mai 2022, le monde disposait alors d'« un niveau d'offre relativement confortable » concernant les céréales. Cela a été confirmé par la Banque mondiale qui notait que les stocks mondiaux de céréales avaient atteint des niveaux historiquement hauts, et que près des trois quarts des exportations de blé russes et ukrainiennes avaient déjà été livrées avant le début de la guerre³. Le tapage médiatique sur le fait que la guerre en Ukraine allait conduire à une crise alimentaire mondiale a été contredit par les chiffres fournis par le ministère de l'Agriculture ukrainien lui-même, qui a déclaré en mai que le pays avait exporté 46,51 millions de tonnes de céréales au cours de la saison 2021-2022, contre 40,85 millions l'année précédente⁴.

— 1. US Department of Agriculture, Foreign Agricultural Service, *Ukraine Agricultural Production and Trade*, April 2022, <https://fas.usda.gov/sites/default/files/2022-04/Ukraine-Factsheet-April2022.pdf>

— 2. Food and Agriculture Organization, *World Food Situation, FAO Cereal Supply and Demand Brief*, 2 February 2024, <https://www.fao.org/worldfoodsituation/csdb/en>

— 3. Mari Elka Pangestu, "Four paths to respond to the food price crisis", World Bank blogs, 25 March 2022, <https://blogs.worldbank.org/voices/four-paths-respond-food-price-crisis>

— 4. Gus Trompiz and Pavel Polityuk, "Ukraine's Black Sea grain export success tested by Red Sea crisis", *Reuters*, 25 January 2024, <https://www.reuters.com/markets/commodities/ukrainian-grain-exports-this-month-much-lower-than-may-2021-ministry-2022-05-19>

of all corn traded globally,¹ there was no food shortage following the Russian invasion. According to a May 2022 report by FAO,² the world enjoyed at that time "a relatively comfortable supply level" of cereals. This was confirmed by the World Bank, which noted that global stocks of cereals were at historically high levels and that about three-quarters of Russian and Ukrainian wheat exports had already been delivered before the war started.³ The media hype about the war in Ukraine leading to a global food crisis was contradicted by the numbers given by the Ukrainian Ministry of Agriculture itself that reported in May that the country exported 46.51 million tonnes of cereals in the 2021/22 season, versus 40.85 million the previous year.⁴

Why did food prices suddenly go up in 2022?

In a repeat of the 2007-2008 food crisis, speculation was a key factor behind this rise. Though the G7 countries and the European Union all committed to putting an end to food speculation in 2009, it has clearly not stopped.⁵ As analysed by the Lighthouse Reports,⁶ in 2022, "speculators had flooded commodity markets in attempts to make a profit out of escalating

— 1. US Department of Agriculture, Foreign Agricultural Service, *Ukraine Agricultural Production and Trade*, April 2022, <https://fas.usda.gov/sites/default/files/2022-04/Ukraine-Factsheet-April2022.pdf>

— 2. Food and Agriculture Organization, *World Food Situation, FAO Cereal Supply and Demand Brief*, 2 February 2024, <https://www.fao.org/worldfoodsituation/csdb/en>

— 3. Mari Elka Pangestu, "Four paths to respond to the food price crisis", World Bank blogs, 25 March 2022, <https://blogs.worldbank.org/voices/four-paths-respond-food-price-crisis>

— 4. Gus Trompiz and Pavel Polityuk, "Ukraine's Black Sea grain export success tested by Red Sea crisis", *Reuters*, 25 January 2024, <https://www.reuters.com/markets/commodities/ukrainian-grain-exports-this-month-much-lower-than-may-2021-ministry-2022-05-19>

— 5. Benoît Biteau, Karima Delli, Bas Eickhout *et al.*, "Stop speculators gambling with our food and energy prices – and our lives", Greens/EFA, 6 July 2022, <https://www.greens-efa.eu/opinions/stop-gambling-with-our-food-and-energy-prices>

— 6. Ludo Hekman, Margot Gibbs, Thin Lei Win *et al.*, "The Hunger profiteers. Financial speculators make a killing on food prices in regulatory failure", Lighthouse Reports, 6 May 2022, <https://www.lighthousereports.nl/investigation/the-hunger-profiteers>

FRÉDÉRIC
MOUSSEAU

Pourquoi les prix des denrées alimentaires ont-ils soudain augmenté en 2022 ?

Tout comme lors de la crise alimentaire de 2007-2008, la spéculation a été un élément essentiel de cette augmentation. Bien que les pays du G7 et l'Union européenne se soient tous engagés à mettre fin à la spéculation alimentaire en 2009, celle-ci n'a manifestement pas cessé⁵. Les analyses de Lighthouse Reports⁶ en 2022 arrivent à la conclusion que « des spéculateurs ont envahi les marchés des denrées alimentaires pour tenter de tirer un profit de l'augmentation des prix. » Pour donner un exemple frappant de cette situation, deux « fonds négociés en bourse » (*exchange-traded funds* – ETF en anglais) attachés aux denrées alimentaires ont reçu 1,2 milliard de dollars américains d'investissements, soit une augmentation de 600 % par rapport aux 197 millions de dollars reçus pour toute l'année 2021. Selon le *New York Times*⁷, « en avril 2022, les spéculateurs ont été responsables de 72 % des activités d'achat sur le marché du blé de Paris, soit une augmentation de 25 % par rapport à avant la pandémie. » Olivier De Schutter, le rapporteur spécial des Nations unies pour les droits de l'Homme et l'extrême pauvreté, a observé avec raison que « l'activité spéculative d'investisseurs institutionnels puissants s'intéressant habituellement peu aux fondamentaux du marché agricole parie de fait sur la faim et l'aggrave. »

En plus de la spéculation financière, il est désormais largement établi que l'accroissement des profits des grands

— 5. Benoît Biteau, Karima Delli, Bas Eickhout *et al.*, "Stop speculators gambling with our food and energy prices – and our lives", Greens/EFA, 6 July 2022, <https://www.greens-efa.eu/opinions/stop-gambling-with-our-food-and-energy-prices>

— 6. Ludo Hekman, Margot Gibbs, Thin Lei Win *et al.*, "The Hunger profiteers. Financial speculators make a killing on food prices in regulatory failure", Lighthouse Reports, 6 May 2022, <https://www.lighthousereports.nl/investigation/the-hunger-profiteers>

— 7. "Poor countries face a mounting catastrophe fueled by inflation and debt", *The New York Times*, 17 May 2022.

prices". A striking example were two top commodity-linked "exchange-traded funds" which have received US\$1.2 billion of investments – compared to just US\$197 million for the whole of 2021 – a 600 percent increase. According to the *New York Times*,⁷ "in April 2022, speculators were responsible for 72 percent of the buying activity on the Paris wheat market, up from 25 percent before the pandemic". Olivier De Schutter, UN Special Rapporteur on Extreme Poverty and Human Rights, rightly observed that "speculative activity by powerful institutional investors who are generally unconcerned with agricultural market fundamentals are indeed betting on hunger, and exacerbating it".

In addition to financial speculation, there is now widespread evidence that another major factor of price increase has been the profiteering from private firms. A number of institutions such as the International Monetary Fund (IMF),⁸ the Organisation for Economic Co-operation and Development⁹ and the European Central Bank¹⁰ have documented how rising profits for corporations and their shareholders was a considerable factor of inflation in 2022. Large food multinational corporations took advantage of the situation to increase their profit margins and thus recorded exceptional profits for 2022. For instance, Archer Daniels Midland's profits rose by 39 percent, from US\$4.8 billion in 2021 to 6.6 billion.¹¹ Glencore announced a US\$6.4 billion

— 7. "Poor countries face a mounting catastrophe fueled by inflation and debt", *The New York Times*, 17 May 2022.

— 8. Niels-Jakob Hansen, Frederik G. Toscani and Jing Zhou, "Euro area inflation after the pandemic and energy shock: Import prices, profits and wages", International Monetary Fund, Working Paper no. 131, 23 June 2023.

— 9. OCDE, *Perspectives économiques de l'OCDE, volume 2023, numéro 1*, 7 juin 2023, https://www.oecd-ilibrary.org/fr/economics/perspectives-economiques-de-l-ocde/volume-2023/issue-1_4d811166-fr

— 10. Banque centrale européenne, *Economic, financial and monetary developments, Economic bulletin*, no. 4, 2023, <https://www.ecb.europa.eu/pub/economic-bulletin/html/eb202304.en.html>

— 11. Archer Daniels Midland, *2022 Annual Report*, https://s1.q4cdn.com/365366812/files/doc_financials/2022/ar/ADM-Proxy-and-10-k.pdf

groupes privés a constitué un autre facteur majeur de l'augmentation des prix. Plusieurs institutions telles que le Fonds monétaire international (FMI)⁸, l'Organisation de coopération et de développement économiques⁹ et la Banque centrale européenne¹⁰ ont documenté la façon dont les profits croissants des entreprises et de leurs actionnaires ont été un facteur très important d'inflation en 2022. Les multinationales du secteur alimentaire ont profité de la situation pour augmenter leurs marges de profit et ont ainsi enregistré des bénéfices exceptionnels en 2022. Par exemple, les bénéfices d'Archer Daniels Midland ont augmenté de 39 %, pour passer de 4,8 milliards de dollars américains en 2021 à 6,6 milliards en 2022¹¹. Glencore a annoncé des bénéfices à hauteur de 6,4 milliards de dollars américains, soit une augmentation de 73 % par rapport à l'année précédente¹². Les bénéfices de Louis Dreyfus sont passés de 1,6 milliard de dollars en 2021 à 2,3 milliards en 2022, soit une augmentation de 44 %¹³. Et Cargill a déclaré avoir connu une augmentation de 23 % de son chiffre d'affaires pour atteindre le record de 165 milliards de dollars en 2022, avec un bénéfice record de 6,7 milliards de dollars¹⁴.

— 8. Niels-Jakob Hansen, Frederik G. Toscani and Jing Zhou, "Euro area inflation after the pandemic and energy shock: Import prices, profits and wages", International Monetary Fund, Working Paper no. 131, 23 June 2023.

— 9. OCDE, *Perspectives économiques de l'OCDE, volume 2023, numéro 1*, 7 juin 2023, https://www.oecd-ilibrary.org/fr/economics/perspectives-economiques-de-l-ocde/volume-2023/issue-1_4d811166-fr

— 10. Banque centrale européenne, *Economic, financial and monetary developments, Economic bulletin*, no. 4, 2023, <https://www.ecb.europa.eu/pub/economic-bulletin/html/eb202304.en.html>

— 11. Archer Daniels Midland, *2022 Annual Report*, https://s1.q4cdn.com/365366812/files/doc_financials/2022/ar/ADM-Proxy-and-10-K.pdf

— 12. Glencore, *Preliminary results 2022, Highlights*, 15 February 2023, <https://www.glencore.com/media-and-insights/news/preliminary-results-2022>

— 13. Louis Dreyfus Company, *Annual Report 2022*, <https://www ldc.com/annual-report-2022>

— 14. Gerson Freitas Jr., "Cargill profit drops 43 % from record high", *Bloomberg*, 19 September 2023.

profit, up 73 percent compared to the previous year.¹² Louis Dreyfus' 2022 profits were US\$2.3 billion compared to US\$1.6 billion for 2021, a 44 percent increase.¹³ Cargill reported a 23 percent jump in its revenue in 2022 to a record US\$165 billion, with a record US\$6.7 billion profit.¹⁴

In 2023, food prices went down compared to 2022 but remained about 15 percent higher than the average of the past ten years. Yet, two years after the invasion of Ukraine, there is still no food shortage. The reality is that the world produces far more food than we eat. Whereas some 25 percent of the food produced globally is lost or wasted, over 33 percent is used for animal feed as well as for other non-food uses, mainly agro-fuels.¹⁵ The growing amount of food diverted to the production of agro-fuels – as already seen during the 2007-2008 food price crisis – is another major factor fuelling tension in the global food markets. The US produces every year roughly 400 million tonnes of corn, but over 40 percent of this amount – 160 million tonnes – goes to ethanol production, another 40 percent goes to animal feed, a further 10 percent is exported and only 10 percent is used as food. US ethanol production increased from 3.6 million barrels in 2001 to over 400 million in 2021.¹⁶ Despite its commitment to tackle the climate crisis and the fact

— 12. Glencore, *Preliminary results 2022, Highlights*, 15 February 2023, <https://www.glencore.com/media-and-insights/news/preliminary-results-2022>

— 13. Louis Dreyfus Company, *Annual Report 2022*, <https://www ldc.com/annual-report-2022>

— 14. Gerson Freitas Jr., "Cargill profit drops 43 % from record high", *Bloomberg*, 19 September 2023.

— 15. M. Berners-Lee, C. Kennelly, R. Watson et al., "Current global food production is sufficient to meet human nutritional needs in 2050 provided there is radical societal adaptation", *Elementa: Science of the Anthropocene*, vol. 6, no. 52, 18 July 2018, <https://online.ucpress.edu/elementa/article/doi/10.1525/elementa.310/112838/Current-global-food-production-is-sufficient-to>

— 16. U.S. Energy Information Administration, *Biofuels explained: Biodiesel, renewable diesel, and other biofuels*, 29 June 2022, <https://www.eia.gov/energyexplained/biofuels/use-and-supply-of-ethanol-supply.php#:~:text=Total%20production%20capacity%20increased%20from,year%20from%201981%20through%202021>

En 2023, les prix des denrées alimentaires ont baissé par rapport à 2022, mais sont restés environ 15 % plus élevés que la moyenne des dix années précédentes. Pourtant, deux ans après l'invasion de l'Ukraine, il n'y a toujours pas de pénurie de produits alimentaires. La réalité, c'est qu'à l'échelle de la planète, nous produisons bien plus de nourriture que ce que nous mangeons. Alors que 25 % des denrées alimentaires produites dans le monde sont perdues ou gaspillées, plus de 33 % de ces denrées sont utilisées pour nourrir les animaux et pour d'autres usages non alimentaires, principalement pour produire des agrocarburants¹⁵. Le fait qu'une quantité croissante de denrées alimentaires serve à produire des agrocarburants – comme cela avait déjà été constaté durant la crise des prix des produits alimentaires de 2007-2008 – est un autre facteur majeur qui alimente les tensions sur les marchés des denrées alimentaires du monde entier. Les États-Unis produisent chaque année près de 400 millions de tonnes de maïs, mais plus de 40 % de ce maïs – soit 160 millions de tonnes – servent à produire de l'éthanol, tandis que 40 % servent à nourrir le bétail, que 10 % sont exportés et que seulement 10 % sont utilisés pour l'alimentation. Aux États-Unis, la production d'éthanol est passée de 3,6 millions de barils en 2001 à 400 millions en 2021¹⁶. Malgré son engagement dans la lutte contre la crise climatique et le fait que l'éthanol produise au moins 24 % de carbone de plus que le pétrole¹⁷, en

that ethanol is at least 24 percent more carbon-intensive than petrol,¹⁷ under pressure from US Congress and the industry, the Biden administration has taken steps in April 2022 to encourage further ethanol production¹⁸ while continuing to heavily subsidise it.¹⁹ A number of other countries Brazil ranking second after the US similarly continue to expand their production of agro-fuels despite their devastating impact on the climate and the environment.

Puzzling biases in the understanding and the responses to food crises

Considering these major factors of tension on global food markets, some of the key responses to the 2022 situation are puzzling, with important implications in the way the world understands and addresses food crises.

In early 2022, for governments of rich nations and international institutions, the immediate dominant message was to keep trade open. The World Bank, the IMF, WFP and the World Trade Organization (WTO) urged in a joint statement "all countries to keep trade open and avoid restrictive measures such as export bans on food or fertilizer that further exacerbate the suffering of the most vulnerable people".²⁰ When India decided to restrict wheat exports in order to ensure enough food availability

— 15. M. Berners-Lee, C. Kennelly, R. Watson *et al.*, "Current global food production is sufficient to meet human nutritional needs in 2050 provided there is radical societal adaptation", *Elementa: Science of the Anthropocene*, vol. 6, no. 52, 18 July 2018, <https://online.ucpress.edu/elementa/article/doi/10.1525/elementa.310/112838/Current-global-food-production-is-sufficient-to>

— 16. U.S. Energy Information Administration, *Biofuels explained: Biodiesel, renewable diesel, and other biofuels*, 29 June 2022, <https://www.eia.gov/energyexplained/biofuels/use-and-supply-of-ethanol-supply.php#:~:text=Total%20production%20capacity%20increased%20from,year%20from%201981%20through%202021>

— 17. Leah Douglas, "U.S. corn-based ethanol worse for the climate than gasoline, study finds", *Reuters*, 14 February 2022, <https://www.reuters.com/business/environment/us-corn-based-ethanol-worse-climate-than-gasoline-study-finds-2022-02-14>

— 17. Leah Douglas, "U.S. corn-based ethanol worse for the climate than gasoline, study finds", *Reuters*, 14 February 2022, <https://www.reuters.com/business/environment/us-corn-based-ethanol-worse-climate-than-gasoline-study-finds-2022-02-14>

— 18. CNBC, *Biden waiving ethanol rule in bid to lower gasoline prices*, 12 April 2022, <https://www.cnn.com/2022/04/12/biden-waiving-ethanol-rule-in-bid-to-lower-gasoline-prices.html>

— 19. Environmental Protection Agency, *Renewable Fuel Standard Program: Overview for renewable fuel standard*, 23 January 2024, <https://www.epa.gov/renewable-fuel-standard-program/overview-renewable-fuel-standard>

— 20. La Banque mondiale, *Joint Statement: The Heads of the World Bank Group, IMF, WFP, and WTO call for urgent coordinated action on food security*, 13 April 2022, <https://www.worldbank.org/en/news/statement/2022/04/13/joint-statement-the-heads-of-the-world-bank-group-imf-wfp-and-wto-call-for-urgent-coordinated-action-on-food-security>

avril 2022, l'administration Biden – sous la pression du Congrès et de l'industrie – a pris des mesures pour encourager davantage la production d'éthanol¹⁸ tout en continuant à la subventionner largement¹⁹. Un certain nombre d'autres pays, notamment le Brésil qui arrive deuxième derrière les États-Unis, continuent à développer leur production d'agrocultures malgré leurs effets dévastateurs sur le climat et l'environnement.

Des biais déroutants dans la compréhension et la gestion des crises alimentaires

Au vu de ces facteurs de tension sur les marchés alimentaires mondiaux, certaines des réponses à la situation de 2022 sont pour le moins étonnantes et ont des implications majeures sur la manière dont le monde comprend les crises alimentaires et y répond.

Début 2022, pour les gouvernements des nations les plus riches et les institutions internationales, le message principal et immédiat était de maintenir les échanges commerciaux. Dans une déclaration commune, la Banque mondiale, le FMI, le PAM et l'Organisation mondiale du commerce (OMC) ont enjoint « tous les pays à maintenir les échanges commerciaux et à éviter de prendre des mesures restrictives telles que des interdictions d'exportation de denrées alimentaires ou d'engrais qui aggraveraient encore davantage la souffrance des populations les plus vulnérables²⁰ ». Lorsque l'Inde a décidé de limiter ses exportations de blé afin de garantir une disponibilité suffisante

— 18. CNBC, *Biden waiving ethanol rule in bid to lower gasoline prices*, 12 April 2022, <https://www.cnbc.com/2022/04/12/biden-waiving-ethanol-rule-in-bid-to-lower-gasoline-prices.html>

— 19. Environmental Protection Agency, *Renewable Fuel Standard Program: Overview for renewable fuel standard*, 23 January 2024, <https://www.epa.gov/renewable-fuel-standard-program/overview-renewable-fuel-standard>

— 20. La Banque mondiale, *Joint Statement: The Heads of the World Bank Group, IMF, WFP, and WTO call for urgent coordinated action on food security*, 13 April 2022, <https://www.worldbank.org/en/news/statement/2022/04/13/joint-statement-the-heads-of-the-world-bank-group-imf-wfp-and-wto-call-for-urgent-coordinated-action-on-food-security>

« La réalité, c'est qu'à l'échelle de la planète, nous produisons bien plus de nourriture que ce que nous mangeons. »

“The reality is that the world produces far more food than we eat.”

for its population, it was asked by the US government²¹ and the IMF²² to reconsider its decision. Obviously misrepresenting the nature of the crisis, their cited concern was that export restrictions will “exacerbate food shortages” amidst Russia’s invasion of Ukraine. India’s restrictions concerned no more than 10 million tonnes of wheat, quite insignificant when compared for instance to the US cereal production for ethanol of 400 million tonnes.

After the Russian invasion, keeping the flow of food commodities from Ukraine became a key priority for the UN, which translated into a major international agreement, the Black Sea Grain Initiative, signed in July 2022, purportedly to prevent famines and a global food crisis.²³ The initiative led by the UN and negotiated between Russia, Türkiye, and Ukraine specifically allowed for commercial food and fertilizer to be shipped from three Ukrainian ports. For the UN Secretary General, António Guterres, it was a “big step forward in tackling the global food crisis now gripping the globe”. USAID claimed that the “lifesaving deal” will

— 21. “US hopes India would ‘reconsider’ its decision to restrict wheat exports”, *The Economic Times*, 17 May 2022, <https://economictimes.indiatimes.com/news/economy/foreign-trade/us-hopes-to-convince-india-to-reconsider-wheat-exports-curb-decision/articleshow/91610162.cms>

— 22. *New Delhi Television*, “Beg India to reconsider wheat export ban as soon as possible: IMF Chief”, 24 May 2022, https://www.youtube.com/watch?v=cBuqdsK6h_o&ab_channel=NDTV

— 23. United Nations, *Black Sea Grain Initiative*, 22 July 2022, <https://www.un.org/en/black-sea-grain-initiative>

pour sa population, le gouvernement américain²¹ et le FMI²² lui ont demandé de reconsidérer sa décision. Selon eux, ces restrictions « aggraveraient les pénuries alimentaires » dans le contexte de l'invasion de l'Ukraine par la Russie, ce qui donnait une image manifestement fautive de la nature de la crise. Les restrictions appliquées par l'Inde ne portaient que sur 10 millions de tonnes de blé, ce qui est insignifiant comparé, par exemple, à la production américaine de céréales utilisées pour produire de l'éthanol, qui s'élève à 400 millions de tonnes.

Après l'invasion russe, le maintien du flux de denrées alimentaires venant d'Ukraine est devenu une priorité essentielle des Nations unies, ce qui s'est traduit par un accord international important, l'Initiative céréalière de la mer Noire, qui a été signé en juillet 2022, prétendument pour éviter des famines et une crise alimentaire mondiale²³. Cette initiative menée par les Nations unies et négociée entre la Russie, la Turquie et l'Ukraine avait pour but de permettre les exportations de denrées alimentaires et d'engrais à partir de trois ports ukrainiens. Pour le Secrétaire général des Nations unies, António Guterres, il s'agissait d'« un grand pas en avant pour lutter contre la crise alimentaire mondiale qui sévit actuellement dans le monde²⁴ ». La Commission européenne a célébré l'initiative comme « une étape essentielle dans les efforts pour surmonter l'insécurité alimentaire mondiale causée par l'agression de la Russie contre l'Ukraine²⁵ ».

— 21. "US hopes India would 'reconsider' its decision to restrict wheat exports", *The Economic Times*, 17 May 2022, <https://economictimes.indiatimes.com/news/economy/foreign-trade/us-hopes-to-convince-india-to-reconsider-wheat-exports- curb-decision/articleshow/91610162.cms>

— 22. *New Delhi Television*, "Beg India to reconsider wheat export ban as soon as possible: IMF Chief", 24 May 2022, https://www.youtube.com/watch?v=cBuqdsK6h_o&ab_channel=NDTV

— 23. United Nations, *Black Sea Grain Initiative*, 22 July 2022, <https://www.un.org/en/black-sea-grain-initiative>

— 24. USAID, *The Black Sea Grain Initiative*, 10 November 2022, <https://www.usaid.gov/fact-sheet/food-security/black-sea-grain-initiative>

— 25. European External Action Service, *Russia/Ukraine: Statement by High Representative Josep Borrell on the agreement on export of grains*, 16 January 2024, <https://www.un.org/en/black-sea-grain-initiative/data>

"help people in need across the globe by delivering desperately needed grains to lower income countries and bringing down food prices".²⁴ The European Commission celebrated the initiative as "a critical step forward in efforts to overcome the global food insecurity caused by Russia's aggression against Ukraine".²⁵

However, despite these hopeful statements, largely echoed in the Western media and government circles, trumpeting that the initiative was essential to secure food supply for those in need – particularly in Africa –, data released by the UN offered a starkly different reality. It shows that, after a year of operations, only 3 percent of the 32.9 million tonnes of food exported from Ukraine under the initiative went to low-income countries, and only 2 percent went to WFP food aid operations. The top destination for Ukraine's agricultural exports was the European Union, with China being second.²⁶

Spain was the largest recipient in Europe. The top 4 corporations that exported Ukrainian agricultural commodities to Spain are some of the largest food multinationals: Archer Daniels Midland (305,000 tonnes), Glencore (278,390 tonnes), Louis Dreyfus (223,059 tonnes) and Cargill (118,735 tonnes). As mentioned earlier, whereas inflation was spreading in all markets around the world making it more and more difficult for the poor to meet their basic food needs, these corporations announced a major jump in revenues and record profits totalling billions in 2022.

— 24. USAID, *The Black Sea Grain Initiative*, 10 November 2022, <https://www.usaid.gov/fact-sheet/food-security/black-sea-grain-initiative>

— 25. European External Action Service, *Russia/Ukraine: Statement by High Representative Josep Borrell on the agreement on export of grains*, 22 July 2022, https://www.eeas.europa.eu/eeas/russiaukraine-statement-high-representative-josep-borrell-agreement-export-grains_en

— 26. United Nations, *Data. Black Sea Grain Initiative*, 16 January 2024, <https://www.un.org/en/black-sea-grain-initiative/data>

Cependant, malgré ces déclarations pleines d'espoir, qui ont reçu un large écho dans les médias occidentaux et les milieux gouvernementaux, lesquels assuraient que l'initiative était essentielle pour sécuriser l'approvisionnement en denrées alimentaires des populations dans le besoin, en particulier en Afrique, les données publiées par les Nations unies présentent une réalité bien différente. Elles montrent qu'au bout d'un an, seulement 3 % des 32,9 millions de tonnes de denrées alimentaires exportées par l'Ukraine dans le cadre de l'initiative sont arrivées dans des pays à faible revenu, et seulement 2 % ont été utilisées dans le cadre des opérations d'aide alimentaire du PAM. La première destination des exportations agricoles ukrainiennes a été l'Union européenne, suivie par la Chine²⁶.

En Europe, l'Espagne est le pays qui a reçu la plus grande part de ces exportations. Les quatre entreprises qui ont exporté le plus de denrées alimentaires ukrainiennes en Espagne sont parmi les plus grandes multinationales du secteur alimentaire, à savoir Archer Daniels Midland (305 000 tonnes), Glencore (278 390 tonnes), Louis Dreyfus (223 059 tonnes), et Cargill (118 735 tonnes). Comme nous l'avons mentionné plus haut, alors que l'inflation se propageait sur tous les marchés du monde et qu'il était de plus en plus difficile pour les populations pauvres de satisfaire leurs besoins alimentaires de base, ces mêmes entreprises annonçaient une forte augmentation de leurs chiffres d'affaires et des bénéfices records qui atteignirent des milliards en 2022.

Au lieu d'apporter de l'aide aux populations pauvres de la planète, l'initiative des Nations unies pour faciliter les exportations ukrainiennes a

22 July 2022, https://www.eeas.europa.eu/eeas/russiaukraine-statement-high-representative-josepborrell-agreement-export-grains_en

— 26. United Nations, *Data. Black Sea Grain Initiative*, 16 January 2024, <https://www.un.org/en/black-sea-grain-initiative/data>

Instead of offering relief to the world poor, the UN initiative to ease Ukrainian exports has primarily benefitted these large corporations, their shareholders, creditors, and their partners, large Ukrainian agribusinesses and oligarchs. The Oakland Institute's report released in February 2023, "War and Theft: The Takeover of Ukraine's Agricultural Land",²⁷ exposed that the producers exporting agricultural commodities from Ukraine are mostly large-agribusinesses and oligarchs, associated with European and North American financial interests. It detailed how these actors are heavily indebted to Western financial institutions, in particular the European Bank for Reconstruction and Development, the European Investment Bank and the International Finance Corporation, the private sector arm of the World Bank.

Despite catering for these interests, the Black Sea Grain Initiative threatened the livelihoods of millions of European farmers – to the extent that Hungary and Poland banned imports from Ukraine in April 2023 to protect their farmers against the unfair competition of these cheap imports.²⁸ In France, farmers and the poultry industry also denounced the devastating impact of the cheap chicken imports from Ukraine, facilitated by tariff exemptions and European financing of Myronivskiy Hliboprodukt, the largest poultry producer in Ukraine, controlled by the oligarch Yuriy Kosiuk.²⁹

In 2022, the profits of the four major food corporations mentioned earlier were about US\$20 billion. Remarkably, the same year, WFP was seeking

— 27. Frédéric Rousseau and Eve Devillers, *War and Theft: The Takeover of Ukraine's Agricultural Land*, The Oakland Institute, 23 February 2023, <https://www.oaklandinstitute.org/sites/oaklandinstitute.org/files/takeover-ukraine-agricultural-land.pdf>

— 28. "Hungary, Poland Block Ukrainian Farm Imports as Accord Falters", *Bloomberg*, 15 April 2023.

— 29. Patrice Moyon, « Le roi du poulet ukrainien fait trembler le coq gaulois », *Ouest-France*, 20 juillet 2023, <https://www.ouest-france.fr/economie/agriculture/le-roi-du-poulet-ukrainien-fait-trembler-le-coq-gaulois-74379878-2155-11ee-83e6-ea6b7a82d0d2>

principalement bénéficié à ces grands groupes, à leurs actionnaires, à leurs créanciers et à leurs partenaires – des géants de l'agro-alimentaire et des oligarques ukrainiens. Le rapport du Oakland Institute, publié en février 2023 et intitulé (en français) *Guerre et spoliation : la prise de contrôle des terres agricoles ukrainiennes*²⁷, montre que les producteurs qui exportent des denrées alimentaires depuis l'Ukraine sont en majorité des géants du secteur agro-alimentaire et des oligarques associés à des intérêts financiers européens et nord-américains. Il montre aussi comment ces acteurs sont lourdement endettés auprès des institutions financières occidentales, en particulier la Banque européenne pour la reconstruction et le développement, la Banque européenne d'investissement et la Société financière internationale, la branche de la Banque mondiale consacrée au secteur privé.

En privilégiant ces intérêts, l'Initiative céréalière de la mer Noire a mis en danger les moyens de subsistance de millions d'agriculteurs européens, au point que la Hongrie et la Pologne ont interdit les importations depuis l'Ukraine en avril 2023 afin de protéger leurs agriculteurs contre la concurrence injuste que représentaient ces importations à bas prix²⁸. En France, les agriculteurs et l'industrie de la volaille ont aussi dénoncé l'impact dévastateur des importations de poulet à bas prix depuis l'Ukraine, facilitées par les exemptions de taxes et le financement par l'Europe de Myronivskyi Hliboprodukt, le plus gros producteur de volaille d'Ukraine, contrôlé par l'oligarque Iouri Kosiouk²⁹.

— 27. Frédéric Rousseau and Eve Devillers, *War and Theft: The Takeover of Ukraine's Agricultural Land*, The Oakland Institute, 23 February 2023, <https://www.oaklandinstitute.org/sites/oaklandinstitute.org/files/takeover-ukraine-agricultural-land.pdf>

— 28. "Hungary, Poland Block Ukrainian Farm Imports as Accord Falters", *Bloomberg*, 15 April 2023.

— 29. Patrice Moyon, « Le roi du poulet ukrainien fait trembler le coq gaulois », *Ouest-France*, 20 juillet 2023, <https://www.ouest-france.fr/economie/agriculture/le-roi-du-poulet-ukrainien-fait-trembler-le-coq-gaulois-74379878-2155-11ee-83e6-ea6b7a82d0d2>

US\$22 billion to address the food needs of 345 million people in eighty-two countries.³⁰ Unfortunately, the food aid organisation was only able to raise a US\$14 billion budget that year. The high price of food and petrol made it harder for WFP to address food aid needs, with 2022 monthly operating costs of US\$73.6 million above their 2019 average – a staggering 44 percent rise. According to WFP, "the extra now spent on operating costs would have previously fed 4 million people for one month".³¹

It is just outrageous that global food insecurity has increased due to speculation and profiteering from some of the largest food corporations, while limiting the ability of relief organisations to provide their assistance and forcing them to raise more funds as the costs of providing food relief has increased everywhere.

The chronic inability of international organisations to raise enough resources for relief operations was dramatic even before the rise in food prices. Even in the absence of a global food shortage, food insecurity is a daily reality for billions around the globe, threatened by droughts, conflicts and the high price of food. FAO estimates that between 691 and 783 million people in the world faced hunger in 2022 and that, considering the midrange (about 735 million), 122 million more people faced hunger in 2022 than in 2019, before the global pandemic.³² Unfortunately, the massive human suffering and hunger that was affecting many countries even prior to the war in Ukraine remains barely addressed by rich nations. UN humanitarian appeals

— 30. World Food Programme, *France and WPM launch FARM solidarity mechanism*, 26 July 2022, <https://www.wfp.org/news/france-and-wfp-launch-farm-solidarity-mechanism>

— 31. World Food Programme, *A global food crisis. 2023: Another year of extreme jeopardy for those struggling to feed their families*, 24 June 2022, <https://www.wfp.org/global-hunger-crisis>

— 32. FAO, IFAD, UNICEF, WFP and WHO, *In Brief to The State of Food Security and Nutrition in the World 2023. Urbanization, agrifood systems transformation and healthy diets across the rural-urban continuum*, 2023, <https://doi.org/10.4060/cc6550en>

En 2022, les bénéficiaires des quatre plus grandes entreprises de produits alimentaires déjà citées ont atteint près de 20 milliards de dollars américains. Étonnamment, la même année, le PAM cherchait à rassembler 22 milliards de dollars pour répondre aux besoins alimentaires de 345 millions de personnes dans 82 pays³⁰. Malheureusement, cette année-là, l'organisation d'aide alimentaire n'a pu rassembler que la somme de 14 milliards de dollars. Du fait des prix élevés des denrées alimentaires et du pétrole, le PAM faisait face à des difficultés croissantes pour répondre aux besoins alimentaires, avec des coûts opérationnels mensuels qui s'élevaient en 2022 à 73,6 millions de dollars de plus que la moyenne de ces coûts en 2019, soit une augmentation vertigineuse de 44 %. D'après le PAM, « les sommes supplémentaires dépensées aujourd'hui pour les frais de fonctionnement auraient permis de nourrir 4 millions de personnes pendant un mois.³¹ »

Il est proprement scandaleux que la faim dans le monde ait augmenté du fait de la spéculation et des profits extravagants des grandes entreprises agroalimentaires, tout en limitant la capacité des organisations humanitaires à fournir de l'aide et en les contraignant à collecter davantage de fonds pour couvrir l'augmentation des coûts.

L'incapacité chronique des organisations internationales à collecter suffisamment de ressources pour les opérations d'aide alimentaire était dramatique avant même cette augmentation des prix de 2022. Même en l'absence de pénurie alimentaire mondiale, l'insécurité alimentaire est une réalité quotidienne pour des milliards de personnes qui vivent sous la menace des sécheresses, des

— 30. World Food Programme, *France and WFP launch FARM solidarity mechanism*, 26 July 2022, <https://www.wfp.org/news/france-and-wfp-launch-farm-solidarity-mechanism>

— 31. Programme alimentaire mondial, *Une crise alimentaire mondiale. 2023 : une nouvelle année de risques extrêmes pour ceux qui luttent pour nourrir leur famille*, 24 juin 2022, <https://fr.wfp.org/crise-alimentaire-mondiale>

« Même en l'absence de pénurie alimentaire mondiale, l'insécurité alimentaire est une réalité quotidienne pour des milliards de personnes. »

“Even in the absence of a global food shortage, food insecurity is a daily reality for billions around the globe.”

for acute crises are chronically underfunded.³³ In 2021, only 45 percent of the UN appeal for Yemen and the Horn of Africa was fulfilled, only 29 percent for Syria. Globally in 2023, the UN reported that just over one third of the \$57 billion required for humanitarian assistance had been funded, “making this the worst funding shortfall” in years.³⁴

Revisiting what happened in 2022 raises a fundamental question for relief actors: in a context where food is abundant, where tensions on the markets are driven by speculation, profiteering and growing amounts of food commodities used for agro-fuels, why is there so much insistence on keeping trade open? Why did the UN invest so much in a Black Sea Grain Initiative that did not address food insecurity but rather sustain the business of corporations, their creditors and shareholders?

In early 2022, WFP appears to have been ill-driven to side with the World Bank and WTO in a joint statement that called for keeping the trade open, misusing the humanitarian imperative for the benefit of the agrobusiness conglomerates. For

— 33. OCHA, *Coordinated plans 2021*, <https://fts.unocha.org/appeals/overview/2021>

— 34. OCHA, *Launching 2024 global appeal, UN relief chief spotlights need to “reconfirm humanity”*, 11 December 2023, <https://www.unocha.org/news/launching-2024-global-appeal-un-relief-chief-spotlights-need-reconfirm-humanity#:~:text=In%202023%2C%20we%20have%20so,than%20in%20the%20previous%20year>

conflits, et de l'augmentation des prix des denrées. La FAO estime qu'entre 691 et 783 millions de personnes dans le monde ont été confrontées à la faim en 2022 et que, en prenant en compte la moyenne (environ 735 millions), ce sont 122 millions de personnes supplémentaires qui ont eu faim en 2022 par rapport à 2019, avant la pandémie mondiale³². Malheureusement, les pays riches n'ont apporté que peu de réponses aux souffrances et à la faim qui affectaient de nombreux pays avant même la guerre en Ukraine. Les appels humanitaires de l'ONU pour faire face à des crises aiguës sont sous-financés de façon chronique³³. En 2021, seulement 45 % de l'appel de l'ONU pour le Yémen et la Corne de l'Afrique a été financé, et seulement 29 % de l'appel pour la Syrie. Globalement en 2023, l'ONU indiquait que seul un peu plus d'un tiers des 57 milliards de dollars nécessaires à la fourniture d'aide humanitaire avait été financé, « ce qui en fait historiquement un des pires déficits de financement.³⁴ »

Ce qui s'est passé en 2022 pose une question fondamentale pour les acteurs humanitaires : alors que la nourriture est disponible en abondance, que l'inflation est due à la spéculation, à l'augmentation des bénéfices des grands groupes et qu'une part croissante de la production de denrées alimentaires est utilisée pour les agrocarburants, pourquoi insiste-t-on autant sur le maintien des échanges commerciaux ? Pourquoi l'ONU a-t-elle autant investi dans l'Initiative céréalière de la mer Noire alors qu'elle ne répondait pas au problème d'insécurité

— 32. FAO, FIDA, OMS, PAM et UNICEF, *Résumé de l'état de la sécurité alimentaire et de la nutrition dans le monde 2023. Urbanisation, transformation des systèmes agroalimentaires et accès à une alimentation saine le long du continuum rural-urbain*, 2023, <https://www.fao.org/3/cc6550fr/cc6550fr.pdf>

— 33. OCHA, *Coordinated plans 2021*, <https://fts.unocha.org/appeals/overview/2021>

— 34. OCHA, *Launching 2024 global appeal, UN relief chief spotlights need to "reconfirm humanity"*, 11 December 2023, <https://www.unocha.org/news/launching-2024-global-appeal-un-relief-chief-spotlights-need-reconfirm-humanity#:~:text=ln%202023%2C%20we%20have%20so,than%20in%20the%20previous%20year>

humanitarian organisations, a key lesson learned from the so-called 2022 food crisis and a challenge for the future of the fight against hunger is the need to better understand and control the narrative around global hunger and food crises.

New avenues for humanitarian organisations to advocate

The impact of high food prices on the poor and on the ability of humanitarian organisations to provide necessary relief makes it paramount for these organisations to embark actively on new avenues for advocacy that go beyond the call for more public funding for their operations:

Recognising and respecting food sovereignty

If governments and international institutions are serious about eliminating human suffering caused by high food prices, they should not put pressure on countries to prevent them from regulating their markets and ensuring food supply at a level which allows national food security. It is essential that they recognise and respect food sovereignty of all nations and the responsibility of governments to guarantee the right to affordable and nutritious food for all their citizens, as stipulated by the United Nations Voluntary Guidelines on the Right to Food.³⁵

Upholding the United Nations Charter

Pretending their goal was to fight world hunger was appallingly deceitful when the UN acted as a business broker for agribusiness corporations through the Black Sea Grain Initiative. This violated the values and principles of Article 55 of the UN Charter, which directs the institution to promote the conditions of economic and social progress and development.³⁶ Whereas world hunger,

— 35. FAO, *Directives volontaires à l'appui de la concrétisation progressive du droit à une alimentation adéquate dans le contexte de la sécurité alimentaire nationale*, 2005, <https://www.fao.org/3/y7937f/y7937f00.pdf>

— 36. *United Nations Charter (full text)*, 26 June 1945, <https://www.un.org/en/about-us/un-charter/full-text>

alimentaire, mais faisait les affaires des grands groupes agroalimentaires, de leurs créanciers et de leurs actionnaires ?

Début 2022, le PAM semble avoir été bien mal inspiré de s'associer à la Banque mondiale et à l'OMC dans la déclaration commune qui appelait à maintenir les échanges commerciaux et détournait l'impératif humanitaire au bénéfice des conglomérats de l'agro-alimentaire. Pour les organisations humanitaires, la leçon à tirer de cette vraie-fausse crise alimentaire de 2022 est que comprendre et contrôler le récit sur la faim dans le monde et les crises alimentaires est devenu un défi majeur à relever pour la lutte contre la faim.

De nouvelles manières de faire du plaidoyer pour les organisations humanitaires

Du fait de l'incidence des prix élevés des denrées alimentaires sur les plus pauvres et sur les capacités des organisations humanitaires à fournir l'aide nécessaire, il est fondamental que ces organisations s'engagent activement dans un nouveau plaidoyer qui aille au-delà de l'appel à plus de financements publics pour leurs opérations.

Reconnaître et respecter la souveraineté alimentaire

Si les gouvernements et les institutions internationales veulent vraiment faire disparaître les souffrances humaines liées à la hausse des prix des denrées alimentaires, ils ne doivent pas exercer de pressions sur les pays qui cherchent à réguler leurs marchés et à garantir un approvisionnement alimentaire suffisant pour préserver leur sécurité alimentaire au niveau national. Il est essentiel qu'ils reconnaissent et respectent la souveraineté alimentaire de toutes les nations et la responsabilité qu'ont les gouvernements de garantir le droit à des produits alimentaires abordables et nutritifs pour tous leurs citoyens, conformément aux Directives volontaires de l'ONU sur le droit à l'alimentation³⁵.

— 35. FAO, *Directives volontaires à l'appui de la*

« Comprendre et contrôler le récit sur la faim dans le monde et les crises alimentaires est devenu un défi majeur à relever pour la lutte contre la faim. »

“A challenge for the future of the fight against hunger is the need to better understand and control the narrative around global hunger and food crises.”

conflicts and climate emergency require massive international mobilisation, the UN bodies, Western banks and financial institutions must be held accountable and made to focus their efforts on assisting people and governments for the common good.

Curbing speculation on food markets

Key measures that countries can take to relieve pressure on world markets are to curb speculation on food products – specifically restricting the so-called future commodity markets where speculators bet on future prices. Both the US and the European Union have instruments and mechanisms in place that allow them to act, with the Commodity Futures Trading Commission³⁷ and the European Securities and Markets Authority.³⁸ What is missing is their political will to strengthen and use these mechanisms.

Taxing the profits of the profiteers

As argued by Oxfam, “rich countries need to listen to the demands from the Global South to overhaul the global tax system to make it inclusive and fairer. A UN tax convention could pave the way for reforms to a global tax system that

— 37. CFTC, *Speculative Limits*, <https://www.cftc.gov/IndustryOversight/MarketSurveillance/SpeculativeLimits/speculativelimits.html>

— 38. Autorité européenne des marchés financiers (AEMF), *Présentation*, <https://www.esma.europa.eu>

Faire respecter la Charte des Nations unies

Dans le cadre de l'Initiative céréalière de la mer Noire, en prétendant lutter contre la faim dans le monde alors qu'elle agissait comme un agent au service des grandes entreprises agro-alimentaires, l'ONU a été incroyablement malhonnête. C'était une violation des valeurs et des principes de l'Article 55 de la Charte des Nations unies qui stipule que l'institution doit favoriser les conditions du progrès et du développement dans l'ordre économique et social³⁶. Parce que la faim dans le monde, les conflits et l'urgence climatique nécessitent une mobilisation internationale massive, les agences et programmes des Nations unies, les banques et les institutions financières occidentales doivent être tenus pour responsables et contraints à concentrer leurs efforts sur l'aide aux populations et aux gouvernements dans un objectif de bien commun.

Limiter la spéculation sur les marchés alimentaires

Une des mesures clés que les pays peuvent prendre pour faire baisser la pression sur les marchés mondiaux est de limiter la spéculation sur les produits alimentaires, et en particulier de mettre en place des restrictions sur les marchés des contrats à terme où les spéculateurs parient sur les prix futurs. Les États-Unis tout comme l'Union européenne disposent des instruments et des mécanismes qui leur permettraient d'agir, notamment la Commodity Futures Trading Commission³⁷ et l'Autorité européenne des marchés financiers³⁸. Il ne leur manque que la volonté politique pour renforcer et utiliser ces mécanismes.

concrétisation progressive du droit à une alimentation adéquate dans le contexte de la sécurité alimentaire nationale, 2005, <https://www.fao.org/3/y7937f/y7937f00.pdf>

— 36. Nations unies, *Charte des Nations unies (version intégrale)*, 26 juin 1945, <https://www.un.org/fr/about-us/un-charter/full-text>

— 37. CFTC, *Speculative Limits*, <https://www.cftc.gov/IndustryOversight/MarketSurveillance/SpeculativeLimits/speculativeLimits.html>

— 38. Autorité européenne des marchés financiers (AEMF), *Présentation*, <https://www.esma.europa.eu>

currently favours rich countries".³⁹ According to Oxfam, US\$9 trillion could be raised just from taxing the wealth and income of the top 1 percent richest people and taxing the profits of 722 of the world's biggest corporations.⁴⁰ This sum is the equivalent of 236 times the shortfall of humanitarian assistance funding in 2023. As relief organisations struggle to raise resources for lifesaving interventions, their chronic underfunding would be obviously easily solved with the establishment of such a mechanism to finance global solidarity.

Pivotal moments are moments of clarity that provide new perspectives and opportunities to make long lasting changes. Though world hunger, devastating conflicts and widespread suffering were there before, the wars in Ukraine and the Middle East have brought us such moments. Time is overdue to challenge the established order and put in place real solutions to alleviate world hunger.

— 39. Oxfam International, *New climate and tax taskforce must make rich polluters pay*, 2 December 2023, <https://www.oxfam.org/en/press-releases/new-climate-and-tax-taskforce-must-make-rich-polluters-pay>

— 40. Make rich polluters pay, *Climate equality – A planet for the 99 %*, Oxfam, 2023, <https://makerichpolluterspay.org/climate-equality-report>

Taxer les bénéfices des profiteurs

Comme l'a souligné Oxfam, « les pays riches doivent entendre les demandes des pays du Sud sur la révision du système fiscal international pour le rendre inclusif et plus juste. Une convention des Nations unies sur la fiscalité pourrait ouvrir la voie à des réformes du système fiscal international qui, à l'heure actuelle, favorise les pays riches.³⁹ » Selon Oxfam, 9 000 milliards de dollars américains pourraient être levés rien qu'en taxant la richesse et les revenus du 1 % des personnes les plus riches et les bénéfices de 722 des plus grandes entreprises mondiales⁴⁰. Cette somme correspond à 236 fois le déficit de financement de l'aide humanitaire en 2023. Alors que les organisations humanitaires peinent à trouver des ressources pour financer des interventions qui sauvent des vies, leur sous-financement chronique pourrait être facilement résolu avec la création d'un tel mécanisme pour financer la solidarité mondiale.

Les moments décisifs sont des moments de grande clarté où apparaissent de nouvelles perspectives et opportunités pour réaliser de grands changements. Même si la faim dans le monde, des conflits dévastateurs et des souffrances immenses étaient déjà là, les guerres en Ukraine et au Moyen-Orient doivent constituer un tournant majeur. Il est plus que temps de remettre en cause l'ordre établi afin d'ouvrir la voie à de vraies solutions contre la faim.

Traduit de l'anglais par Lucile Guieu

« 9 000 milliards de dollars américains pourraient être levés rien qu'en taxant la richesse et les revenus du 1 % des personnes les plus riches et les bénéfices de 722 des plus grandes entreprises mondiales. »

“US\$9 trillion could be raised just from taxing the wealth and income of the top 1 percent richest people and taxing the profits of 722 of the world's biggest corporations.”

— 39. Oxfam International, *New climate and tax taskforce must make rich polluters pay*, 2 December 2023, <https://www.oxfam.org/en/press-releases/new-climate-and-tax-taskforce-must-make-rich-polluters-pay>

— 40. Make rich polluters pay, *Climate equality – A planet for the 99 %*, Oxfam, 2023, <https://makerichpolluterspay.org/climate-equality-report>

Biographie | Biography



FRÉDÉRIC MOUSSEAU

Frédéric Mousseau est directeur politique du Oakland Institute (<https://www.oaklandinstitute.org>). Au sein de cette organisation, il coordonne les recherches ainsi que les activités de plaidoyer portant sur l'investissement foncier, l'alimentation, l'agriculture et les institutions internationales. Au cours de ses plus de trente ans d'expérience, il a écrit de nombreux rapports, analyses et articles sur ces sujets. Économiste de formation, il a travaillé pendant presque vingt ans comme salarié et consultant pour des organisations humanitaires, notamment Action contre la Faim, Médecins Sans Frontières et Oxfam International.

Frédéric a dirigé des opérations d'aide humanitaire dans le cadre de nombreuses crises dans le monde entier, mais aussi conçu et supervisé des programmes portant sur la sécurité alimentaire dans plus de trente pays. Il a aussi réalisé de nombreuses analyses et études sur les politiques, les programmes et les institutions liés à la sécurité alimentaire et a publié plusieurs rapports et articles sur ces thématiques.

Ces dernières années, Frédéric s'est concentré sur son travail de recherche et de plaidoyer et sur les politiques en matière de sécurité alimentaire, en lien avec le rôle des institutions internationales, les investissements dans le secteur de l'agriculture et les terres arables, la volatilité des prix alimentaires et les crises alimentaires.

Frédéric Mousseau is the Policy Director at the Oakland Institute (<https://www.oaklandinstitute.org>), where he coordinates the Institute's research and advocacy activities on land rights, food, agriculture, and international institutions. With over thirty years of experience, he has authored numerous reports, reviews, and articles on these issues. Trained as an economist, Frederic has worked as a staff member and consultant for international relief agencies for nearly two decades, including Action Against Hunger, *Médecins Sans Frontières*, and Oxfam International. In addition to providing leadership to relief efforts in a number of crises around the world, he has designed and supervised food security programs in over 30 countries. He has also conducted numerous reviews and studies on food security policies, programs and institutions; and authored several reports and articles on these issues.

In recent years, Frédéric has focused on research, advocacy and policy work on food security as it relates to the role of international institutions, investment in agriculture and arable land, food price volatility, and food crises.

« L'extensification non durable » : avec la Révolution verte africaine, les donateurs aggravent la faim

"Unsustainable extensification": donors deepen hunger with the Green Revolution in Africa

Timothy A. Wise • Senior Advisor at the Institute for Agriculture and Trade Policy (United States)

E

n Afrique, les initiatives de la Révolution verte promettent une « intensification durable », c'est-à-dire une amélioration de la productivité permettant d'augmenter la quantité de cultures vivrières sur la même terre. En réalité, selon Timothy A. Wise, les donateurs qui participent aux initiatives de ce type devraient reconsidérer ces investissements et plutôt chercher à promouvoir l'agroécologie et d'autres formes de production agricole diversifiées et à faibles intrants.

Depuis près de vingt ans, sociétés philanthropiques et donateurs bilatéraux affirment que la solution à l'insécurité alimentaire persistante de l'Afrique se trouve dans les programmes de développement agricole qui promeuvent « l'intensification durable », en d'autres

Green Revolution initiatives in Africa promise "sustainable intensification", productivity improvements to grow more food on the same land. In fact, according to Timothy A. Wise, donors to such initiatives need to reconsider such investments and instead promote agroecology and other low-input forms of diverse crop production.

Private philanthropies and bilateral donors have claimed for nearly two decades that the solutions to Africa's persistent food insecurity lie in agricultural development schemes that promote "sustainable intensification", raising productivity on existing croplands. Their promotion of commercial seeds, synthetic fertilisers and other chemical inputs through donor initiatives such as the Alliance for a Green Revolution in Africa (AGRA) have been underwritten by the Bill and Melinda Gates Foundation, the Rockefeller Foundation and bilateral

TIMOTHY A.
WISE

termes le renforcement de la productivité des terres agricoles existantes. Leur promotion des semences commerciales, des engrais synthétiques et d'autres intrants chimiques, par l'intermédiaire d'initiatives de donateurs telles que l'Alliance pour une révolution verte en Afrique (*Alliance for a Green Revolution in Africa* – AGRA en anglais), est financée par la Fondation Bill and Melinda Gates, la Fondation Rockefeller et des donateurs bilatéraux, originaires notamment des États-Unis, du Royaume-Uni ou d'Allemagne.

Or, cette stratégie n'a pas produit de résultats, comme l'ont montré plusieurs évaluations indépendantes¹ ou sponsorisées par les donateurs². Comme je m'attacherai à l'expliquer, si la productivité a non seulement ralenti dans le cas des cultures subventionnées, comme le maïs ou le riz, elle a même diminué pour d'autres cultures de base essentielles telles que le millet ou le sorgho. L'insécurité alimentaire s'est renforcée de moitié. Les données scientifiques montrent que les incitations en faveur des cultures subventionnées ont augmenté de manière considérable les surfaces de terres consacrées à ces cultures au lieu de renforcer la productivité des terres existantes, donnant lieu à une « extensification non durable » au lieu de « l'intensification durable » promise.

Une part importante de la contribution de l'agriculture mondiale au changement climatique provient du « changement d'affectation des terres », une formule neutre qui désigne l'expansion souvent destructrice de l'agriculture sur de nouvelles terres. Ce type d'« extensification » de l'agriculture peut avoir des conséquences environnementales graves : déforestation, érosion des sols,

donors from the United States (US), the United Kingdom and Germany among others.

That strategy has failed to produce results, as both independent¹ and donor-sponsored evaluations² have shown. As I will document, not only has productivity lagged in supported crops such as maize and rice, it has declined for other key staples such as millet and sorghum. Food insecurity has increased by 50%. Evidence shows that the incentives for supported crops have significantly increased land devoted to those crops rather than increasing productivity on existing lands, causing unsustainable extensification rather than the promised sustainable intensification.

A significant share of global agriculture's contribution to climate change comes from "land-use change", a neutral expression for the often-destructive expansion of agriculture onto new land. That sort of "extensification" of agriculture can have serious environmental consequences – deforestation, soil erosion, unsustainable water use, etc. Those in turn have important implications for climate change, as a recent United Nations (UN) report highlighted. Land-use changes due to agricultural expansion increase carbon emissions from land clearing, eliminate carbon-dioxide-absorbing plants such as rainforests and prairies and generate greenhouse gases with modern farming methods. According to the UN, they account for about 30% of agriculture-related emissions.³

— 1. Timothy A. Wise, *Failing Africa's Farmers: An Impact Assessment of the Alliance for a Green Revolution in Africa*, Global Development and Environment Institute, Tufts University, Working Paper, no. 20-01, July 2020, https://sites.tufts.edu/gdae/files/2020/07/20-01_Wise_FailureToYield.pdf

— 2. AGRA, *PIATA Final Evaluation Report, Volume 1*, 28 February 2022, <https://agra.org/archive/piata-final-evaluation-volume-i>

— 1. Timothy A. Wise, *Failing Africa's Farmers: An Impact Assessment of the Alliance for a Green Revolution in Africa*, Global Development and Environment Institute, Tufts University, Working Paper, no. 20-01, July 2020, https://sites.tufts.edu/gdae/files/2020/07/20-01_Wise_FailureToYield.pdf

— 2. AGRA, *PIATA Final Evaluation Report, Volume 1*, 28 February 2022, <https://agra.org/archive/piata-final-evaluation-volume-i>

— 3. Intergovernmental Panel On Climate Change, *Climate Change and Land: An IPCC Special Report on climate change, desertification, land degradation, sustainable land management, food security, and greenhouse gas fluxes in terrestrial ecosystems*, 2019, <https://www.ipcc.ch/srcl> Also published by Cambridge University Press, November 2022.

utilisation non durable de l'eau, etc., qui ont à leur tour des implications importantes pour le changement climatique, comme l'a souligné un rapport récent des Nations unies. Les changements d'affectation des terres imputables à l'expansion agricole augmentent les émissions de carbone en raison du défrichage, ils éliminent les espèces végétales qui absorbent le dioxyde de carbone, notamment dans les forêts tropicales ou les prairies, et génèrent des gaz à effet de serre via les méthodes agricoles modernes. Selon les Nations unies, ils sont à l'origine de 30 % des émissions liées à l'agriculture³.

Une perspective néo-malthusienne par trop simpliste attribue l'extensification à la croissance des populations, qui exercerait une pression sur des ressources naturelles peu abondantes. Or la réponse proposée par la Révolution verte pour l'Afrique est tout aussi simpliste.

Les défaillances du modèle de la Révolution verte

En 2006, l'AGRA a présenté une stratégie cohérente et des objectifs admirablement ambitieux. Sa promotion agressive des semences commerciales et des engrais synthétiques allait accélérer la mise en place d'un cercle vertueux de développement agricole. À en croire la « théorie du changement » de l'AGRA, pour reprendre ses propres termes, l'augmentation des rendements agricoles permettrait de nourrir les populations souffrant de la faim et d'encourager la poursuite des investissements dans les technologies agricoles d'amélioration de la productivité.

En 2020, j'ai réalisé une évaluation complète des effets des programmes de la Révolution verte dans les treize

A simplistic neo-Malthusian perspective attributes extensification to growing populations exerting pressure on scarce natural resources. An equally simplistic response is the Green Revolution for Africa.

The failing Green Revolution model

In 2006, AGRA offered a coherent strategy and admirably ambitious goals. Its aggressive promotion of commercial seeds and synthetic fertilisers would catalyse a virtuous cycle of agricultural development. AGRA's self-proclaimed "theory of change" held that rising yields would feed the hungry and stimulate further investments in productivity-enhancing farm technologies.

In 2020 I carried out a comprehensive assessment of the impacts of Green Revolution programmes in AGRA's thirteen focus countries.⁴ The evidence shows that AGRA's theory of change was flawed at every turn. Those seeds and fertilisers did not produce a productivity revolution. Maize yields grew only 29% despite billions of dollars in government subsidies to allow farmers to buy – and corporations to sell – the inputs. Meanwhile, more nutritious and climate-resilient traditional crops such as millet and sorghum saw yields stagnate or decline as farmers planted more subsidised maize. According to my more comprehensive Staple Yield Index for a basket of food crops, yields rose only 18% over fourteen years, barely faster than before the new Green Revolution push.⁵

With limited yield improvements, farmers didn't see more food or higher incomes from sales of their promised new surplus production. They saw a losing proposition, with the costs of seeds and fertilisers outpacing the expected returns from crop sales. When subsidies

— 3. Intergovernmental Panel On Climate Change, *Climate Change and Land: An IPCC Special Report on climate change, desertification, land degradation, sustainable land management, food security, and greenhouse gas fluxes in terrestrial ecosystems*, 2019, <https://www.ipcc.ch/srccl> Également publié par Cambridge University Press, November 2022.

— 4. Timothy A. Wise, *Failing Africa's Farmers...*, *op. cit.*

— 5. Author's calculations from data from FAO, as presented in Timothy A. Wise, *Failing Africa's Farmers...*, *op. cit.*

pays ciblés par l'AGRA⁴. Les données scientifiques montrent que la théorie du changement de l'AGRA présentait des défauts à tous points de vue. Ces semences et engrais n'ont pas produit une révolution de la productivité. Les récoltes de maïs n'ont augmenté que de 29 % malgré les milliards de dollars de subventions gouvernementales qui devaient permettre aux agriculteurs d'acheter les intrants, et aux entreprises de les vendre. Dans le même temps, certaines cultures traditionnelles plus nutritives et résilientes du point de vue climatique, telles que le millet ou le sorgho, ont vu leur rendement stagner ou diminuer, alors que les agriculteurs cultivaient du maïs, plus subventionné. Selon mon *Staple Yield Index* (indice de rendement des cultures de base), qui est plus complet, pour un panier de produits alimentaires, les rendements n'ont augmenté que de 18 % sur une période de quatorze ans, à peine plus rapidement qu'avant l'impulsion de la Révolution verte⁵.

L'amélioration des rendements étant limitée, les agriculteurs n'ont pas constaté la nouvelle production excédentaire qui leur avait été promise et leur aurait permis de cultiver davantage de nourriture ou d'augmenter leurs revenus grâce aux ventes. Ils y ont vu une proposition perdante, les coûts des semences et des engrais dépassant les bénéfices escomptés de la vente des récoltes. Lorsque les subventions sont supprimées, les budgets gouvernementaux finissant par être réduits, les agriculteurs cessent d'acheter de nouvelles semences et des engrais et ils

— 4. Timothy A. Wise, *Failing Africa's Farmers...*, op. cit. Voir également Timothy A. Wise, « De fausses promesses : la "révolution verte en Afrique" échoue à ses propres conditions », publié sur le site du Comité pour l'abolition des dettes illégitimes, 20 juillet 2020, <https://www.cadtm.org/De-fausses-promesses-la-revolution-verte-en-Afrique-echoue-a-ses-propres-et-sur-Le-Club-de-Mediapart>, 18 juillet 2020, <https://blogs.mediapart.fr/jean-marc-b/blog/180720/fausses-promesses-la-revolution-verte-en-afrique-echoue-ses-propres-conditions>

— 5. Calculs de l'auteur à partir des données de la FAO, telles qu'elles sont présentées dans Timothy A. Wise, *Failing Africa's Farmers...*, op. cit.

are cut as government budgets are eventually squeezed, farmers stop buying the seeds and fertilisers and go back to their old seeds, if they managed to save any. Many find themselves in debt after input purchases fail to pay off after one bad harvest.

Many now farm land that is less fertile than before, the nutrients drained by monocultures of maize. The fertilisers fed the maize, not the soil, which continued to lose fertility, starved for the organic matter provided by more ecological methods such as intercropping – planting leguminous crops alongside maize – and expanded applications of animal manure for fertilisation.⁶

So no one should be surprised to find hunger on the rise. Farmers were not growing much more food. What food they were growing – mostly starchy staples like maize and rice – was less nutritious than the mix of crops they used to grow. And they had little new cash income to purchase more food, never mind a diverse and nutritious diet. Many had less cash as they tried to pay off debts from their failed investments in commercial seeds and fertilisers. Those who became reliant on synthetic fertilizers often found that they needed to purchase increasing quantities just to maintain the same yield.

The UN has recorded a 50% increase in the number of severely undernourished people in Sub-Saharan Africa since 2006.⁷ The number of chronically "undernourished" people in AGRA's thirteen focus countries has increased nearly 50%, not decreased, according to recent

— 6. Stephen Greenberg, Gareth Jones and Blessings Chinsinga, *Running to Stand Still: Small-scale farmers and the Green Revolution in Malawi*, African Centre for Biosafety, October 2014, <https://acbio.org.za/wp-content/uploads/2022/04/Malawi-report.pdf>

— 7. FAO, IFAD, UNICEF, WFP and WHO, *The State of Food Security and Nutrition in the World 2023. Urbanization, agrifood systems transformation and healthy diets across the rural-urban continuum*, FAO, 2023, <https://www.fao.org/3/cc3017en/cc3017en.pdf>

reviennent à leurs anciennes semences, s'ils ont réussi à en conserver. Nombre d'entre eux se retrouvent en situation d'endettement lorsque l'achat d'intrants ne se révèle pas payant après une mauvaise récolte.

Nombreux sont ceux qui cultivent désormais des terres moins fertiles qu'auparavant, les nutriments ayant été drainés par les monocultures de maïs. En effet, les engrais ont nourri le maïs et non le sol, qui a continué à perdre en fertilité, manquant de cette matière organique qui pourrait pourtant être fournie via des méthodes plus écologiques telles que la culture intercalaire – plantation de légumineuses à côté du maïs – ou l'épandage de fumier animal pour la fertilisation⁶.

Personne ne devrait donc être surpris par l'augmentation de la faim. Les agriculteurs ne faisaient pas beaucoup plus d'agriculture vivrière. Leur production alimentaire – principalement des aliments de base riches en amidon comme le maïs ou le riz – était moins nourrissante que la variété de céréales qu'ils avaient l'habitude de cultiver. Et ils avaient peu de nouveaux apports de trésorerie à investir dans l'achat de nourriture supplémentaire, sans même parler d'une alimentation variée et nutritive. Ils étaient nombreux à avoir moins de trésorerie : en cause, leurs tentatives d'éponger les dettes issues de leurs investissements malheureux dans les semences commerciales et les engrais. Ceux qui sont devenus dépendants des engrais synthétiques ont souvent constaté qu'ils devaient en acheter des quantités croissantes pour maintenir le même rendement.

Les Nations unies ont enregistré une augmentation de 50 % du nombre de personnes sévèrement sous-alimentées en

— 6. Stephen Greenberg, Gareth Jones and Blessings Chinsinga, *Running to Stand Still: Small-scale farmers and the Green Revolution in Malawi*, African Centre for Biosafety, October 2014, <https://acbio.org.za/wp-content/uploads/2022/04/Malawi-report.pdf>

« Les agriculteurs n'ont pas constaté la nouvelle production excédentaire qui leur avait été promise. »

"Farmers didn't see more food or higher incomes from sales of their promised new surplus production."

hunger data from the UN.⁸ Underlying that deprivation is a model of agricultural development that is encouraging unsustainable land use and undermining crop and diet diversity.

Extensification, not intensification

The data also revealed that Green Revolution initiatives were not only failing to achieve sustainable intensification, they were promoting the opposite. Between 2006 and 2018 maize productivity rose only 29% while the area planted to maize increased 45% in AGRA's thirteen focus countries. Overall, production increased 87%, but mainly because of extensification rather than intensification. Meanwhile, land planted to other staples such as millet and sorghum declined or stagnated, as did yields.⁹

This outcome will come as no surprise to those living in AGRA countries where incentives are heavily concentrated on maize. In most AGRA countries, governments provide large subsidies to farmers to buy and use commercial maize seeds and fertilisers. AGRA itself spent one billion dollars in its first fourteen years of

— 8. Data presented in Timothy A. Wise, "Digging Africa Deeper into Hunger: Annual Green Revolution forum ignores widespread failure of its push for industrialized agriculture", *Inter Press Service*, 2023, <https://www.ipsnews.net/2023/08/digging-africa-deeper-hungerannual-green-revolution-forum-ignores-widespread-failure-push-industrialized-agriculture>

— 9. All data cited here, unless otherwise indicated, is from the UN, cited in my Working Paper: Timothy A. Wise, *Failing Africa's Farmers...*, *op. cit.*

Afrique sub-saharienne depuis 2006⁷. Le nombre de personnes souffrant d'une « sous-alimentation » chronique dans les treize pays ciblés par l'AGRA a augmenté de près de 50 %, nombre qui n'a pas diminué selon les dernières données sur la faim des Nations unies⁸. Cette privation trouve ses racines dans un modèle de développement agricole qui encourage l'utilisation non durable des terres et met à mal la diversité des cultures et de l'alimentation.

Une extensification plutôt qu'une intensification

Les données ont également révélé que non seulement les initiatives de la Révolution verte échouaient à parvenir à une intensification durable, mais qu'elles encourageaient exactement l'inverse. Entre 2006 et 2018, la productivité du maïs n'a augmenté que de 29 %, tandis que les surfaces de culture du maïs ont augmenté de 45 % dans les treize pays ciblés par l'AGRA. En tout, la production a augmenté de 87 %, mais principalement en raison de l'extensification plutôt que de l'intensification. À la même période, les surfaces consacrées à d'autres cultures de base telles que le millet ou le sorgho ont diminué ou stagné, tout comme les rendements⁹.

Ce résultat ne surprendra pas les personnes qui vivent dans les pays de l'AGRA, où les incitations sont fortement axées sur le maïs. Dans la plupart des pays de l'AGRA, les gouvernements offrent de généreuses subventions aux

— 7. FAO, FIDA, UNICEF, PAM, OMS, *L'État de la sécurité alimentaire et de la nutrition dans le monde 2023 : Urbanisation, transformation des systèmes agroalimentaires et accès à une alimentation saine le long du continuum rural-urbain*, FAO, 2023, <https://www.fao.org/agrifood-economics/publications/detail/fr/c/1655093>

— 8. Données présentées dans Timothy A. Wise, "Digging Africa Deeper into Hunger: Annual Green Revolution forum ignores widespread failure of its push for industrialized agriculture", *Inter Press Service*, 2023, <https://www.ipsnews.net/2023/08/digging-africa-deeper-hungerannual-green-revolution-forum-ignores-widespread-failure-push-industrialized-agriculture>

— 9. Sauf indication contraire, toutes les données présentées ici proviennent des Nations unies, citées dans mon document de travail : Timothy A. Wise, *Failing Africa's Farmers...*, *op. cit.*

work, but African governments have been spending up to one billion dollars *per year* on such Farm Input Subsidy Programmes (FISPs).¹⁰ Some governments also pay above-market prices to farmers for their maize to maintain public grain reserves.

As any agricultural economist can attest, land and investments flow to crops that are subsidised or otherwise supported. That has been true in the US for decades. In Africa, maize has received the lion's share of the support in most AGRA countries, so land and investment have moved more heavily into maize production. Farmers are incentivised to switch out of existing crops like millet, which has seen an alarming 24% decline in production and a 21% drop in yields, and into maize. Hence the decline in crop diversity under Green Revolution programmes.

Farmers with access to land are also incentivised to bring new land into production, which allows them to reap the benefits of government support programmes. Hence the extensification of production. Across AGRA countries, there was a 13% increase in land under cultivation from 2006 to 2018, the majority of it in AGRA's two principal supported crops: maize and rice. More than 7.4 million more hectares of land were planted in maize in 2018 than in 2006. Another 3.5 million more hectares were planted in rice. Those 10.9 million hectares accounted for nearly all of the expansion in land planted to cereal crops in that time period. In Nigeria, land planted to maize and rice jumped 64% and 83% respectively, while millet and sorghum land declined 52% and 14%. In Ghana, another supposed AGRA success story, maize and rice land increased 35% and 113% at the expense of millet and sorghum, which lost 10% and 21% of planted area.¹¹

— 10. Thomas S. Jayne and Shahidur Rashid, "Input subsidy programs in sub-Saharan Africa: a synthesis of recent evidence", *Agricultural Economics*, vol. 44, no. 6, September 2013, pp. 547–562.

— 11. Author's calculations from data from FAO, as presented in Timothy A. Wise, *Failing Africa's Farmers...*, *op. cit.*

agriculteurs pour leur permettre d'acheter et d'utiliser des semences de maïs commerciales et des engrais. L'AGRA elle-même a dépensé un milliard de dollars au cours de ses quatorze premières années d'activité, mais les gouvernements africains dépensent depuis plusieurs années jusqu'à un milliard de dollars *par an* pour de tels « Programmes de subventions aux intrants agricoles.¹⁰ » Certains gouvernements proposent même aux agriculteurs d'acheter leur maïs à des prix supérieurs à ceux du marché afin de maintenir les réserves publiques de céréales.

Comme pourra le confirmer n'importe quel économiste spécialisé dans l'agriculture, les terres et les investissements sont principalement consacrés aux cultures qui sont subventionnées ou soutenues d'une autre manière. C'est le cas aux États-Unis depuis des décennies. En Afrique, c'est le maïs qui a reçu l'essentiel de l'aide dans la plupart des pays de l'AGRA : ainsi, les terres et les investissements ont été affectés de manière plus importante vers la production de maïs. Les agriculteurs ont été encouragés à abandonner les cultures existantes comme le millet, qui a connu un déclin alarmant de 24 % en matière de production et de 21 % en matière de récoltes, au profit du maïs, ce qui explique le déclin de la diversité des cultures dans le cadre des programmes de la Révolution verte.

Les agriculteurs ayant accès à la terre sont également encouragés à mettre en production de nouvelles surfaces agricoles, ce qui leur permet de jouir des bénéfices des programmes de soutien gouvernementaux, d'où l'extensification de la production. Dans l'ensemble des pays de l'AGRA, une hausse de 13 % des terres cultivées a été constatée entre 2006 et 2018, en majorité pour les deux principales céréales subventionnées par l'AGRA, le maïs et le riz.

— 10. Thomas S. Jayne and Shahidur Rashid, "Input subsidy programs in sub-Saharan Africa: a synthesis of recent evidence", *Agricultural Economics*, vol. 44, no. 6, September 2013, pp. 547–562.

« Le nombre de personnes souffrant d'une "sous-alimentation" chronique dans les treize pays ciblés par l'AGRA a augmenté de près de 50 %. »

"The number of chronically 'undernourished' people in AGRA's thirteen focus countries has increased nearly 50%."

It is hard to argue that Green Revolution programmes did not contribute significantly to this problem of agricultural extensification. That is especially problematic when such input-intensive agriculture is failing to generate the promised productivity gains or reductions in hunger.

Zambia illustrates the ways in which Green Revolution incentives have led to undesirable outcomes. Zambia was one of AGRA's focus countries until a few years ago. It left the alliance but has rejoined recently. Zambia provides extensive subsidies for maize production and also buys maize at supported prices for its food reserve programme. As a result, it has the highest levels of fertiliser use among AGRA countries. Between 2006 and 2018, Zambia increased maize production by 150%, making it an apparent Green Revolution success story.

But only a small share of the added maize came from productivity growth. Yields grew just 27% while the area planted to maize doubled. Millet and sorghum production and yields declined and farmers moved land out of those traditional staples into maize in response to Green Revolution incentives. Two-thirds of Zambia's 32% increase in land planted to crops was attributable to new land planted to maize. Staple yields overall increased just 20% in that twelve-year period. And all that maize failed to stem hunger or reduce poverty. The number of undernourished Zambians increased 29% while extreme rural poverty remained at 78%.

Plus de 7,4 millions d'hectares de terres supplémentaires ont été utilisés pour la culture du maïs en 2018 par rapport à 2006 ; pour le riz, le chiffre s'élève à 3,5 millions d'hectares supplémentaires. Ces 10,9 millions d'hectares au total ont représenté la quasi-intégralité de l'expansion des terres consacrées aux cultures céréalières au cours de la période. Au Nigeria, les surfaces de terres consacrées à la culture du maïs et du riz ont bondi respectivement de 64 % et 83 %, tandis que celles consacrées au millet et au sorgho ont chuté de 52 % et 14 %. Au Ghana, une autre prétendue *success story* de l'AGRA, les terres de culture du maïs et du riz ont vu leurs surfaces augmenter de 35 % et de 113 %, au détriment du millet et du sorgho, qui ont perdu respectivement 10 % et 21 % de leurs zones cultivées¹¹.

Dès lors, il est difficile d'affirmer que les programmes de la Révolution verte n'ont pas contribué de manière significative à ce problème de l'extensification agricole. C'est d'autant plus problématique lorsqu'une agriculture à niveau élevé d'intrants échoue à générer les gains de productivité ou les réductions de la faim qui avaient été promis.

La Zambie est un bon exemple de la façon dont les incitations de la Révolution verte ont mené à des résultats indésirables. Jusqu'à ces dernières années, la Zambie faisait partie des pays ciblés par l'AGRA. Elle a quitté l'Alliance, mais l'a rejointe de nouveau récemment. La Zambie propose de généreuses subventions pour la production de maïs, mais achète également du maïs à des prix soutenus dans le cadre de son programme de réserve alimentaire. Ainsi, elle possède les plus hauts niveaux d'utilisation d'engrais des pays de l'AGRA. Entre 2006 et 2018, la Zambie a renforcé la production de maïs de 150 %, ce qui en fait une apparente réussite de la Révolution verte.

— 11. Calculs de l'auteur à partir des données de la FAO dans Timothy A. Wise, *Failing Africa's Farmers...*, op. cit.

This evidence has yet to convince donors or African governments to change course. As support for AGRA has waned amid a chorus of calls from African civil society groups,¹² the African Development Bank (AfDB) is now doubling down on the failed Green Revolution strategy. Its Feed Africa programme commits 50 billion dollars to promote agribusiness development across forty African countries.¹³ At the centre of that strategy are plans for 100,000-hectare "agro-poles" to jumpstart commercial agricultural production both for export and for growing urban markets. According to a forthcoming analysis of the forty country development plans, such efforts will dramatically worsen Africa's land-use problems.¹⁴

Data on proposed land use from just nineteen of the forty country programmes suggest that much of that new development will be on uncultivated or "underutilised" land.¹⁵ For the nineteen countries with land-use estimates, they total a stunning 22 million hectares, an area nearly the size of Ghana. The AfDB plan for Rwanda somehow envisions one million hectares of the country's estimated 1.4 million hectares of arable land being converted to intensive agro-industrial production.¹⁶ The scheme smacks of "land-grabbing" and clearly threatens the small-scale farmers who are already cultivating that land.

— 12. Recent calls for change are listed at: *Beyond Africa's Green Revolution: Time for donors to shift funding to agroecology*, Institute for Agriculture and Trade Policy, <https://www.iatp.org/beyond-africas-green-revolution-time-donors-shift-funding-agroecology>

— 13. African Development Bank, *Feed Africa. The high 5 for transforming Africa*, 2019, <https://www.afdb.org/en/the-high-5/feed-africa>

— 14. Alliance for Food Sovereignty in Africa, *The Costs To Smallholders Of AfDB's Feed Africa Initiative: A Closer Look At The 40 Country Compacts*, February 2024, <https://afsafira.org/the-costs-to-smallholders-of-afdb-feed-africa-initiative-a-closer-look-at-the-40-country-compacts>

— 15. African Development Bank, *Compacts*, 2023, <https://www.afdb.org/en/dakar-2-summit-feed-africa-food-sovereignty-and-resilience/compacts>

— 16. African Development Bank, *Rwanda: Country Food and Agriculture Delivery Compact*, 20 February 2023, <https://www.afdb.org/en/documents/rwanda-country-food-and-agriculture-delivery-compact>

Cependant, seule une petite part du maïs supplémentaire provient en réalité d'une augmentation de la productivité. Les rendements n'ont augmenté que de 27 %, tandis que les surfaces de culture du maïs ont doublé. La production et les récoltes de millet et de sorgho ont diminué, et les agriculteurs ont cessé de consacrer des terres à ces cultures de base au profit du maïs, en réaction aux incitations de la Révolution verte. En Zambie, les deux tiers de l'augmentation de 32 % des surfaces de terres cultivées étaient attribuables à des nouvelles terres de culture du maïs. Dans l'ensemble, les récoltes de cultures de base ont augmenté de seulement 20 % au cours de cette période de douze ans. Et tout ce maïs n'est pas parvenu à juguler la faim ni à réduire la pauvreté. Le nombre de personnes sous-alimentées en Zambie a augmenté de 29 %, tandis que la pauvreté rurale extrême est demeurée à 78 %.

Toutefois, ces données scientifiques n'ont pas encore convaincu les donateurs ou les gouvernements africains de changer de cap. Le soutien à l'AGRA ayant diminué suite aux nombreux appels de groupes de la société civile africaine¹², la Banque africaine de développement double désormais la mise sur la stratégie pourtant peu convaincante de la Révolution verte. Son programme « Nourrir l'Afrique » promet cinquante milliards de dollars pour promouvoir le développement agroindustriel dans quarante pays africains¹³. Au cœur de cette stratégie, des plans prévoient des « agro-pôles » d'une surface de 100 000 hectares qui visent à relancer la production agricole commerciale, tant pour l'exportation que pour les marchés urbains en expansion. Selon une analyse à venir des plans de développement des quarante pays

— 12. Les appels au changement figurent dans : *Beyond Africa's Green Revolution: Time for donors to shift funding to agroecology*, Institute for Agriculture and Trade Policy, <https://www.iatp.org/beyond-africas-green-revolution-time-donors-shift-funding-agroecology>

— 13. African Development Bank, *Feed Africa. The high 5 for transforming Africa*, 2019, <https://www.afdb.org/en/the-high-5/feed-africa>

"Time to change course"

The Alliance for Food Sovereignty in Africa, the continent's largest civil society organisation, with millions of members all over Africa, has repeatedly argued that it is "time to change course: the future is in agroecology".¹⁷

It is a myth that the only way to increase productivity on existing agricultural lands is through Green Revolution seeds and fertilisers. Examples abound across Africa of farming communities that are increasing both the diversity and productivity of their fields using farmer-saved seeds.¹⁸ In Africa and other developing countries, some 15 million small-scale farmers interplant so-called green-manure cover-crops alongside their food crops to fix nitrogen in the soil, reduce weeding, add another food or forage crop to their fields and increase carbon sequestered in the soil. Scientists recommend appropriate cultivars from a range of more than 100 proven cover crops.¹⁹

Such approaches are documented in a recent UN report from its High Level Panel of Experts on food security and nutrition.²⁰ Farmers are getting far better results, growing more food on existing land in sustainable ways that increase soil fertility over time. One University of Essex study surveyed nearly 300 large ecological agriculture projects across more than fifty developing countries and documented an average 79% increase

— 17. Josephine Atangana and Bridget Mugambe, "Time to change course: The future is in agroecology", *African Arguments*, 19 October 2021, <https://africanarguments.org/2021/10/time-to-change-course-the-future-is-in-agroecology>

— 18. Alliance for Food Sovereignty in Africa, *Case studies of seed*, 2023, <https://afsafrica.org/case-studies-seed>

— 19. Roland Bunch, *Restoring the Soil: How to use green manure/cover crops to fertilize the soil and overcome droughts – Second Edition*, ECHO Incorporated, 2019, <https://www.echocommunity.org/resources/aba0ef91-ceed-4f06-8ca7-e9518288345e>

— 20. HLPE, *Agroecological and other innovative approaches for sustainable agriculture and food systems that enhance food security and nutrition*, FAO, July 2019, p. 163, <http://www.fao.org/3/ca5602en/ca5602en.pdf>

concernés, de tels efforts aggraveront de manière dramatique les problèmes d'utilisation des terres du continent africain¹⁴.

Les données sur l'utilisation des terres issues de dix-neuf programmes de pays seulement (sur quarante) suggèrent que la plupart de ces nouveaux développements s'effectueront sur des terres non cultivées ou « sous-utilisées.¹⁵ » Pour les dix-neuf pays disposant d'estimations sur l'utilisation des terres, celles-ci s'élèvent à un total impressionnant de vingt-deux millions d'hectares, soit une superficie proche de celle du Ghana. Aussi inconcevable que cela puisse paraître, le plan de la Banque africaine de développement pour le Rwanda prévoit qu'un million d'hectares, sur le total estimé d'1,4 million d'hectares de terres arables du pays, sera converti à la production agro-industrielle intensive¹⁶. Ce programme s'apparente à un accaparement des terres, et constitue une menace claire pour les petits exploitants agricoles qui cultivent déjà ces terres.

« Le moment de changer de cap »

L'Alliance pour la souveraineté alimentaire en Afrique, la plus grande organisation de la société civile du continent, riche de millions de membres dans toute l'Afrique, martèle que « c'est le moment de changer de cap : l'avenir, c'est l'agroécologie¹⁷ ».

L'argument selon lequel la seule façon de renforcer la productivité des terres agricoles existantes est de s'appuyer sur les

— 14. Alliance for Food Sovereignty in Africa, *The Costs To Smallholders Of AfDB's Feed Africa Initiative: A Closer Look At The 40 Country Compacts*, February 2024, <https://afsafrica.org/the-costs-to-smallholders-of-afdb-s-feed-africa-initiative-a-closer-look-at-the-40-country-compacts>

— 15. African Development Bank, *Compacts*, 2023, <https://www.afdb.org/en/dakar-2-summit-feed-africa-food-sovereignty-and-resilience/compacts>

— 16. African Development Bank, *Rwanda: Country Food and Agriculture Delivery Compact*, 20 February 2023, <https://www.afdb.org/en/documents/rwanda-country-food-and-agriculture-delivery-compact>

— 17. Josephine Atangana and Bridget Mugambe, "Time to change course: The future is in agroecology", *African Arguments*, 19 October 2021, <https://africanarguments.org/2021/10/time-to-change-course-the-future-is-in-agroecology>

in productivity with decreasing costs and rising incomes.²¹ This is far higher than AGRA's 18% yield growth in staple crops.

Agroecological farming can also achieve sustainable extensification. With the support of some governments, West African farmers are expanding onto uncultivated lands but in a way that builds rather than compromises the environment. In long-term land rehabilitation projects in the drylands of West Africa, farmers in Burkina Faso, Senegal, Ghana and Niger are leading what they call "another kind of green revolution". They regenerate tree growth on deforested lands then diversify production as part of agro-forestry initiatives increasingly supported by national governments. This restores soil fertility, increases water retention and has been shown to increase yields 40%-100% within five years while increasing farmer incomes and food security.²²

Land reclamation is a desirable form of extensification, avoiding the negative environmental impacts of input-intensive farming of monocultures of Green Revolution crops. Similarly, agroecology programmes intensify the production of diverse food crops on existing lands in ways that rebuild soil fertility and resilience to climate change.

Such strategies stand in stark contrast to Green Revolution programmes that fail to help solve Africa's unsustainable land-use issues. In fact, they make them worse.

— 21. Jules N. Pretty, Andrews D. Noble, Deborah Ann Bossio et al., "Resource-Conserving Agriculture Increases Yields in Developing Countries", *Environmental Science and Technology*, vol. 40, no. 4, 15 February 2006, pp. 1114–1119.

— 22. Chris Reu, Gary Tappan and Melinda Smale, *Agroenvironmental transformation in the Sahel: Another kind of "Green Revolution"*, IFPRI Discussion Paper, 2009, <https://www.ifpri.org/publication/agroenvironmental-transformation-sahel>

semences et les engrais de la Révolution verte est un mythe. Partout en Afrique, les exemples abondent de communautés agricoles qui renforcent à la fois la diversité et la productivité de leurs champs en utilisant les semences conservées par les agriculteurs¹⁸. Dans les pays d'Afrique et d'autres pays en développement, pas moins de quinze millions de petits exploitants agricoles plantent des « cultures de couverture d'engrais vert » à côté de leurs cultures vivrières afin de fixer l'azote dans le sol, réduire le désherbage, ajouter une nouvelle culture vivrière ou fourragère dans leurs champs et augmenter le stockage du carbone dans le sol. Des scientifiques recommandent des cultivars adaptés issus d'une gamme de plus de cent cultures de couverture à l'efficacité prouvée¹⁹.

De telles approches sont documentées dans un récent rapport du Groupe d'experts de haut niveau sur la sécurité alimentaire et la nutrition des Nations unies²⁰. Les agriculteurs obtiennent de bien meilleurs résultats, ils parviennent à cultiver davantage sur des terres existantes, en employant des moyens durables qui renforcent la fertilité des sols au fil des années. Une étude de l'université d'Essex, qui s'est penchée sur près de 300 grands projets d'agriculture écologique dans plus de cinquante pays en développement, a mis en avant un renforcement moyen de la productivité de 79 %, accompagné d'une baisse des coûts et d'une augmentation des revenus²¹, un chiffre largement

« Partout en Afrique, les exemples abondent de communautés agricoles qui renforcent à la fois la diversité et la productivité de leurs champs en utilisant les semences conservées par les agriculteurs. »

“Examples abound across Africa of farming communities that are increasing both the diversity and productivity of their fields using farmer-saved seeds.”

— 18. Alliance for Food Sovereignty in Africa, *Case studies of seed*, 2023, <https://afsafrica.org/case-studies-seed>

— 19. Roland Bunch, *Restoring the Soil: How to use green manure/cover crops to fertilize the soil and overcome droughts – Second Edition*, ECHO Incorporated, 2019, <https://www.echocommunity.org/resources/aba0ef91-ceed-4f06-8ca7-e9518288345e>

— 20. HLPE, *Agroecological and other innovative approaches for sustainable agriculture and food systems that enhance food security and nutrition*, FAO, July 2019, p. 163, <http://www.fao.org/3/ca5602en/ca5602en.pdf>

— 21. Jules N. Pretty, Andrews D. Noble, Deborah Ann Bossio *et al.*, "Resource-Conserving Agriculture Increases Yields in Developing Countries", *Environmental Science and Technology*, vol. 40, no. 4, 15 February 2006, pp. 1114–1119.

supérieur aux 18 % de croissance de rendement des cultures vivrières de l'AGRA.

L'agriculture agroécologique peut également permettre de parvenir à une extensification durable. Avec le soutien de certains gouvernements, des agriculteurs ouest-africains procèdent à une expansion sur des terres non cultivées, mais en veillant à adopter une démarche qui renforce l'environnement plutôt que de lui être néfaste. Dans le cadre de projets à long terme centrés sur la remise en état de terres arides en Afrique de l'Ouest, des agriculteurs du Burkina Faso, du Sénégal, du Ghana et du Niger ont pris la tête de ce qu'ils ont baptisé « un autre type de révolution verte ». Ils régénèrent la croissance des arbres sur les terres déboisées, puis diversifient la production dans le cadre d'initiatives d'agroforesterie de plus en plus soutenues par les gouvernements nationaux. Cela restaure la fertilité des sols et augmente la rétention d'eau ; par ailleurs, il a été démontré que cela augmentait les rendements de 40 % à 100 % sur cinq ans, tout en augmentant les revenus des agriculteurs et la sécurité alimentaire²².

La remise en culture est une forme souhaitable d'extensification qui permet d'éviter les impacts environnementaux néfastes des monocultures nécessitant de grandes quantités d'intrants de la Révolution verte. De même, les programmes d'agroécologie intensifient la production de cultures vivrières diverses sur les terres existantes, en employant des méthodes qui rétablissent la fertilité des sols et favorisent la résilience face au changement climatique.

Les stratégies de ce type se démarquent nettement des programmes de la Révolution verte, qui échouent à résoudre les problèmes d'utilisation non durable des terres en Afrique. En réalité, ils les aggravent.

Article traduit de l'anglais par Anna Brun

— 22. Chris Reu, Gary Tappan and Melinda Smale, *Agroenvironmental transformation in the Sahel: Another kind of "Green Revolution"*, IFPRI Discussion Paper, 2009, <https://www.ifpri.org/publication/agroenvironmental-transformation-sahel>

Biographie | Biography



TIMOTHY A. WISE

Conseiller principal à l'Institute for Agriculture and Trade Policy (IATP), où ses recherches se concentrent sur l'avenir alimentaire à partir de son ouvrage récent, *Eating Tomorrow: Agribusiness, Family Farmers, and the Battle for the Future of Food* (The New Press, 2019, non traduit en français). Timothy A. Wise est agrégé supérieur de recherche au Global Development and Environment Institute de l'université Tufts, dont il a fondé le programme sur la mondialisation et le développement durable. Il a été conseiller principal au Small Planet Institute où il a dirigé le programme sur les droits fonciers et alimentaires de 2016 à 2020. Il a également dirigé l'organisme d'aide Grassroots International, basé aux États-Unis. Par ailleurs, il a codirigé (avec Hilda Salazar et Laura Carlsen) *Confronting Globalization: Economic Integration and Popular Resistance in Mexico* (Kumarian Press, 2003). Il vit à Cambridge, dans le Massachusetts.

A senior advisor at the Institute for Agriculture and Trade Policy (IATP), where his work focuses on the Future of Food, based on his recent book, *Eating Tomorrow: Agribusiness, Family Farmers, and the Battle for the Future of Food* (The New Press, 2019). Timothy A. Wise is a senior research fellow at Tufts University's Global Development and Environment Institute, where he founded and directed its Globalization and Sustainable Development Program. He previously served as senior advisor with the Small Planet Institute, where he directed the Land and Food Rights Program from 2016-2020. He formerly directed the US-based aid agency Grassroots International. He is the coeditor (with Hilda Salazar, and Laura Carlsen) of *Confronting Globalization: Economic Integration and Popular Resistance in Mexico* (Kumarian Press, 2003). He lives in Cambridge, Massachusetts.

Rôle de l'agroécologie face aux enjeux alimentaires

Agroecology and the challenges of food production

Caroline Broudic • Experte sur les enjeux liés à l'agriculture et à l'alimentation

O

n parle beaucoup d'agroécologie sans toujours savoir ce que recouvre ce système alternatif de production. C'est ce que nous explique l'autrice,

revenant sur les présupposés de plus en plus décriés de la Révolution verte qui fondent toujours en grande partie la conception de la sécurité alimentaire.

En 2015, sous l'égide des Nations unies, la communauté internationale s'était engagée à éliminer la faim, assurer la sécurité alimentaire, améliorer la nutrition et promouvoir une agriculture durable à l'horizon 2030. Ce deuxième Objectif de développement durable était ambitieux, mais les Nations unies s'appuyaient à l'époque sur une tendance à la baisse des taux d'insécurité alimentaire et nutritionnelle au cours des années précédentes. Force est de constater que non seulement l'objectif ne sera pas atteint dans six ans, mais, plus grave encore, que la situation alimentaire et nutritionnelle mondiale n'a cessé de se dégrader depuis 2015.

There's a lot of talk about agroecology, but we don't always know what this alternative production system actually means. This is what the author explains, going back over the increasingly disparaged premises of the Green Revolution, which still largely underpin the concept of food security.

In 2015, under the aegis of the United Nations (UN), the international community made a commitment to end hunger, achieve food security, improve nutrition and promote sustainable agriculture by 2030. This second Sustainable Development Goal (SDG) was ambitious, but at the time the UN was basing its approach on the downward trend in the level of food and nutrition insecurity seen in preceding years. It is clear that not only will this SDG not be achieved within the next six years but, what's more critical, the global food and nutrition situation has steadily worsened since 2015.

A current system based on outdated assumptions

The current agricultural and food systems inherited from the Green

Un système actuel basé sur des postulats dépassés

Les systèmes agricoles et alimentaires actuels hérités de la « Révolution verte » sont désormais crédités d'importants impacts négatifs. Fondée sur l'intensification des productions agricoles à travers la mécanisation, le développement de l'irrigation et l'usage à large échelle de variétés de céréales à hauts potentiels de rendement et d'intrants de synthèse, cette politique a contribué à la dégradation des écosystèmes, à la pollution des sols, de l'eau et de l'air, à la perte massive de biodiversité et aux inégalités économiques et sociales. Les coûts cachés (écologiques, sociaux, économiques) des systèmes agroalimentaires ont en effet été estimés à 12 700 milliards d'USD en 2020, soit l'équivalent de 10 % du PIB mondial¹.

La conception de la sécurité alimentaire et de l'agriculture portée par les organisations internationales et par les grandes organisations non gouvernementales (ONG) internationales s'inspire en grande partie de cet héritage. Elle repose en effet sur la maximisation des rendements, partant du postulat qu'accroître la production améliorerait la disponibilité et contribuerait mécaniquement à la réduction des prix des produits alimentaires pour les rendre plus accessibles. Ce postulat est en cela le reflet des politiques et stratégies agricoles des pays occidentaux depuis les années 1950. Or, cette conception dominante de la sécurité alimentaire est problématique à plus d'un titre.

Elle repose en effet sur une vision simpliste et réductrice des systèmes agricoles et alimentaires. Axée sur quelques productions, de préférence en lien avec le marché, elle ne reflète ni la diversité ni la complexité des modèles paysans et/ou autochtones. Elle évacue cette complexité en invisibilisant ou en

« Les coûts cachés (écologiques, sociaux, économiques) des systèmes agroalimentaires ont en effet été estimés à 12 700 milliards d'USD en 2020. »

"In 2020, the hidden costs (environmental, social, economic) of agrifood systems were estimated at US\$12,700 billion."

Revolution are now acknowledged as having major adverse effects. Based on an intensification of agricultural production through mechanisation, the development of irrigation and the large-scale use of cereal varieties with high yield potential and synthetic inputs, this policy has led to the degradation of ecosystems, pollution of the soil, water and air, massive loss of biodiversity and economic and social inequality. In 2020, the hidden costs (environmental, social, economic) of agrifood systems were estimated at US\$12,700 billion – equivalent to 10% of global GDP.¹

The concept of food security and agriculture promoted by international organisations and major international non-governmental organisations (NGOs) is largely rooted in this legacy. It is based on maximising yields, starting from the premise that increasing production will improve availability and automatically help cut the price of food in order to make it more accessible. In this respect, it reflects the agricultural policies and strategies of Western countries pursued since the 1950s, but this prevailing approach to food security is problematic in more ways than one.

— 1. FAO, *Les coûts cachés de l'agroalimentaire*, 2024, https://www.fao.org/interactive/state-of-food-agriculture/fr/?fbclid=IwAR2zoQqJwtfYgmcxdhod_JFeCVwf3H0ca6qG8Eei6-3lwlBAAHSzPeg6bA

— 1. FAO, *The hidden costs of the agri-food industry*, 2024, <https://www.fao.org/interactive/state-of-food-agriculture/en>



CAROLINE
BROUDIC

minimisant des pans entiers de l'économie alimentaire des populations rurales en actant un principe selon lequel ce qui ne serait pas quantifiable n'existerait pas. C'est le cas, par exemple, des jardins nourriciers (ou « jardins de case ») dont le rôle dans l'alimentation des familles est largement sous-estimé, ou de l'occultation pure et simple de la cueillette de fruits ou de plantes sauvages. Dans un autre registre, cloisonner des activités comme la production agricole et l'élevage – alors qu'ils font partie d'un même système agricole – est une aberration économique, culturelle, sociale et écologique. Cette approche, résultat d'une dérive basée sur la spécialisation, est en cela déconnectée de la réalité des modes de vie ruraux où la polyculture-élevage prédomine.

Par ailleurs, cette conception de la sécurité alimentaire est porteuse d'un héritage colonial qu'elle perpétue à travers l'idéologie qui la structure. Elle est en effet construite sur des présupposés méprisants, voire racistes, d'une prétendue ignorance et incompetence des populations rurales du Sud. Les organisations internationales poursuivent ainsi la « mission civilisatrice » des pays occidentaux en prétendant éduquer les populations « aux bonnes » pratiques agricoles, nutritionnelles et hygiénistes. La répétition des mêmes activités de sensibilisation durant des années est rarement questionnée puisque la responsabilité de l'échec est systématiquement imputée à l'ignorance des populations elles-mêmes. Par l'effet d'un tel raisonnement circulaire, l'échec en vient même à justifier l'activité. La supposée incompetence des populations rurales se nourrit du mépris et de la dévalorisation des savoirs empiriques au profit d'une approche techniciste. Or, cette perception est en réalité le miroir de l'ignorance du personnel des organisations internationales dont les cadres sont majoritairement issues du milieu urbain et n'ont, la plupart du temps, qu'une compréhension partielle et biaisée du monde rural. L'illettrisme des femmes est, par exemple, présenté

It is based on a simplistic and reductionist understanding of agricultural and food systems. Focusing on the production of a small number of commodities, preferably market-linked, it reflects neither the diversity nor the complexity of traditional and/or indigenous models. It glosses over this complexity by hiding or minimising entire sections of the food economy of rural communities by adopting the principle that what cannot be quantified does not exist. This is the case, for example, with kitchen gardens (or “cottage gardens”) whose role in providing families with food is largely under-estimated, or with the outright disregard for gathering wild fruit and plants. On a different level, compartmentalising activities such as crop production and livestock farming – even though they are part of the same agricultural system – is an economic, cultural, social and ecological aberration. This approach, the result of a drift based on specialisation, is out of touch with the reality of rural life which is dominated by mixed farming.

Incidentally, this notion of food security reflects a colonial legacy that it perpetuates through its underlying ideology. It is built on disparaging, if not racist, presumptions of the so-called ignorance and incompetence of the rural populations of the Global South. International organisations therefore pursue the “civilising mission” of Western countries by purporting to educate these populations in “good” agricultural, nutrition and hygiene practices. The repetition of the same awareness activities over many years is rarely questioned, as the responsibility for failure is systematically attributed to the ignorance of the populations themselves. As a result of such circular reasoning, failure may even be used to justify the activity. The supposed incompetence of rural communities is fuelled by the contempt for and belittlement of empirical knowledge in favour of a technical approach. Yet this perception is really a reflection of the ignorance of the employees of international organisations who largely come from an urban background and generally have only a partial

comme la limite indépassable à leurs connaissances, sans considération d'autres formes de transmission, et surtout en ignorant l'étendue de leurs savoirs dans le domaine des plantes médicinales ou alimentaires, de la foresterie, ou encore des semences.

En outre, le modèle dominant de la sécurité alimentaire a longtemps véhiculé des stéréotypes sexistes sur l'agriculture, en minimisant le rôle des femmes dans la production agricole ou en les assignant à quelques cultures, notamment maraîchères. La prise en compte des problématiques liées au genre a permis de contrecarrer cette vision, reflet de l'invisibilisation des femmes dans le monde agricole occidental. Pour autant, l'argument de l'émancipation des femmes est parfois utilisé pour justifier de vastes programmes de privatisation des terres. En arguant de l'archaïsme de sociétés qui nieraient les droits de propriété foncière des femmes, l'objectif d'organisations internationales telles que la Banque mondiale est de poursuivre l'entreprise coloniale de démantèlement de la propriété collective ou publique. La promotion des droits des femmes légitimerait ainsi la marchandisation des terres en éludant les réalités historiques qui démontrent que ces politiques de privatisation n'ont jamais profité, bien au contraire, aux plus pauvres et encore moins aux femmes². La sécurité alimentaire et l'égalité entre les hommes et les femmes peuvent ainsi être instrumentalisées pour justifier l'acaparement des ressources naturelles.

Enfin, les organisations promotrices de la sécurité alimentaire entretiennent des relations de plus en plus décomplexées avec le secteur privé, notamment les grandes multinationales de l'agroalimentaire (engrais, semences, produits phytosanitaires, etc.) et d'internet. Le Programme alimentaire mondial participe ainsi, depuis 2004, au Forum

and distorted understanding of rural life. The illiteracy of women, for example, is presented as an insurmountable limit to their knowledge, without taking into account other forms of transmission and, above all, ignoring the breadth of their knowledge of medicinal or food plants, forestry or even seeds.

Furthermore, the dominant model of food security has long conveyed sexist stereotypes about agriculture, downplaying the role of women in agricultural production or assigning them to certain activities such as market gardening. Taking gender-related problems into account has helped counter this view, which reflects the invisibility of women in the Western agricultural world. Yet the argument about the emancipation of women is sometimes used to justify vast land-privatisation programmes. By arguing that societies which deny women the right to own land are archaic, the aim of international organisations such as the World Bank is to continue the colonial enterprise of dismantling collective or public ownership. Promoting women's rights therefore legitimises the commodification of land by avoiding the historical reality which shows that these privatisation policies have never benefited the poorest people and even less so women – quite the opposite in fact.² Food security and gender equality can thus be used as a means of justifying the grabbing of natural resources.

Lastly, organisations which promote food security have an increasingly open-minded relationship with the private sector, particularly the major agri-food (fertilisers, seed, phytosanitary products etc.) and internet multinationals. The World Food Programme, for example, has been attending the World Economic Forum in Davos since 2004 in a determined effort to develop partnerships with the private sector; indeed, when presented as a sector worth US\$ 8,000 billion in 2021, the food industry is certain to attract a

— 2. Fatiha Talahite, « Pour une économie politique générée des droits de propriété », *Cahiers du Genre*, vol. 1, n° 62, mai 2017, p. 19-42.

— 2. Fatiha Talahite, « Pour une économie politique générée des droits de propriété », *Cahiers du Genre*, vol. 1, n° 62, mai 2017, p. 19-42.

économique mondial de Davos dans une volonté assumée de développer des partenariats avec le secteur privé. Il est vrai que les systèmes alimentaires, présentés comme un secteur équivalant à 8000 milliards de dollars en 2021, ont de quoi susciter les convoitises. L'agriculture intelligente face au climat est une illustration de cette collusion entre les agences des Nations unies et les acteurs engagés dans le domaine des NBIC (nanotechnologies, biotechnologies, sciences de l'information et de la cognition) dont « la volonté [est] d'assujettir les processus naturels aux besoins de l'économie³ ». Les partenariats avec le secteur privé se retrouvent également de manière croissante au niveau local sous forme de délégation de services publics, évinçant les collectivités territoriales comme les comités d'usagers. Cette pratique conduit, dans certains cas, à une privatisation souvent synonyme de privation des communs (semences, terres, eau) et interroge sur l'affectation indirecte de subventions publiques à des intérêts privés.

Et, alors même que ce modèle hégémonique est porté par les agences des Nations unies, les bailleurs de fonds (USAID, l'agence américaine de développement, Union européenne, Banque mondiale...) et – il faut bien le dire – les principales ONG internationales qui interviennent dans le domaine de la sécurité alimentaire et nutritionnelle, il est un échec. Il se nourrit même de la perpétuation des crises. Preuve en est que les mêmes réponses sont apportées depuis parfois des décennies auprès des mêmes populations sans qu'une amélioration de leur situation alimentaire et économique puisse être observée – quand elle ne s'aggrave pas – et sans que l'absence de résultats remette en question les réponses apportées et les financements alloués. La responsabilité de l'échec est alors imputée à l'incurie des gouvernements, au clientélisme des collectivités locales, ou encore à

— 3. Hélène Tordjman, *La croissance verte contre la nature. Critique de l'écologie marchande*, Éditions La Découverte, 2021.

lot of interest. Climate-smart agriculture is an example of this collusion between UN agencies and actors involved in NBIC (nanotechnology, biotechnology, information technology and cognitive sciences), whose "aim [is] to subjugate natural processes to the needs of the economy"³. Partnerships with the private sector are increasingly found at local level in the form of delegated public services, bypassing both local authorities and user committees. In some cases, this practice leads to privatisation which is often synonymous with the withdrawal of common resources (seed, land, water) and questions the indirect allocation of public subsidies to private interests.

Even though this hegemonic model is supported by UN agencies, funding bodies (the United States Agency for International Development, the European Union, the World Bank, etc.) and – it must be said – the main international NGOs involved in food and nutrition security, it is a failure. It is even fuelled by the perpetuation of crises. This is demonstrated by the fact that the same solutions have sometimes been provided to the same populations for decades with no obvious improvement in their food and economic situation – or even a worsening thereof – and with the lack of results not calling into question the solutions provided and the funding allocated. The failure is then blamed on the negligence of governments, the cronyism of local authorities or the archaic nature of rural societies that are resistant to change. As for the "independent" assessments, they are far too biased⁴ to question the ideological concept of humanitarian or development aid. While the agrifood industry is never required to prove its ability to address the agricultural and food challenges of the twenty-first century, alternative systems are constantly expected to do so. This is the case for agroecology, where

— 3. Hélène Tordjman, *La croissance verte contre la nature. Critique de l'écologie marchande*, Éditions La Découverte, 2021.

— 4. The organisations whose projects are evaluated are both judges and jury in the evaluation process: recruitment of the consultants, sharing of information, validation of reports, payment of fees.

l'archaïsme de sociétés rurales rétives au changement. Quant à l'exercice des évaluations dites « indépendantes », il est bien trop biaisé⁴ pour remettre en question la conception idéologique de l'aide humanitaire ou au développement. S'il n'est jamais exigé de l'agroalimentaire qu'il prouve sa capacité à répondre aux défis agricoles et alimentaires du XXI^e siècle, il est en revanche attendu en permanence des systèmes alternatifs qu'ils s'y soumettent. C'est le cas pour l'agroécologie dont les preuves scientifiques de l'efficacité face aux principaux enjeux alimentaires (changement climatique, dégradation des sols, compétition sur les ressources en eau et forestière, inégalités sociales) abondent pourtant aujourd'hui⁵.

L'agroécologie comme contre-modèle viable et juste

L'agroécologie est définie à la fois comme un ensemble de pratiques agricoles, un partage des savoirs et un mouvement social. Elle cherche à maintenir la fertilité des sols sur le long terme, à préserver l'équilibre des écosystèmes et à garantir l'autonomie des paysan·nes en promouvant des approches fondées sur la valorisation des processus écologiques et le respect de la diversité. Il est désormais largement admis que les transitions agroécologiques doivent se produire au-delà des seules pratiques agricoles, et qu'elles requièrent aussi des processus de changement social, politique et culturel⁶. L'agroécologie implique de fait un changement de paradigme

« Les mêmes réponses sont apportées depuis parfois des décennies auprès des mêmes populations sans qu'une amélioration de leur situation alimentaire et économique puisse être observée. »

“The same solutions have sometimes been provided to the same populations for decades with no obvious improvement in their food and economic situation.”

there is abundant scientific evidence of its effectiveness in addressing the main food challenges (climate change, soil degradation, competition for water and forest resources, social inequality).⁵

Agroecology as a viable and fair countermodel

Agroecology is defined as a set of agricultural practices, a sharing of knowledge and a social movement. It seeks to maintain soil fertility in the long term, preserve the balance of ecosystems and guarantee the farmers' autonomy by promoting approaches based on the enhancement of ecological processes and respect for diversity. It is now widely accepted that agroecological transition must occur outside agricultural practices and that social, political and cultural change is also required.⁶ Agroecology involves a paradigm shift from the dominant model of food security. It requires a transition from a linear, sector-based and specialised approach to a

— 4. Les organisations dont les projets sont évalués sont en effet juges et parties dans le processus d'évaluation : recrutement des consultant·es, partage des informations, validation des rapports, paiement des honoraires.

— 5. HLPE, *Approches agroécologiques et autres approches novatrices pour une agriculture et des systèmes alimentaires durables propres à améliorer la sécurité alimentaire et la nutrition*, Rapport du Groupe d'experts de haut niveau sur la sécurité alimentaire et la nutrition, 17 juillet 2019, https://www.fao.org/fileadmin/templates/cfs/HLPE/reports/HLPE_Report_14_FR.pdf

— 6. Omar Felipe Giraldo and Peter M. Rosset, "Agroecology as a territory in dispute: between institutionality and social movements", *The Journal of Peasant Studies*, vol. 45, no. 3, 2018, pp. 545–564.

— 5. HLPE, *Agroecological and other innovative approaches for sustainable agriculture and food systems that enhance food security and nutrition*, A report by The High Level Panel of Experts on Food Security and Nutrition, July 2019, <https://www.fao.org/3/ca5602en/ca5602en.pdf>

— 6. Omar Felipe Giraldo and Peter M. Rosset, "Agroecology as a territory in dispute: between institutionality and social movements", *The Journal of Peasant Studies*, vol. 45, no. 3, 2018, pp. 545–564.

par rapport au modèle dominant de la sécurité alimentaire. Elle nécessite le passage d'une démarche linéaire, sectorialisée et spécialisée à une démarche systémique des systèmes agricoles et alimentaires⁷. Il ne s'agit plus de maximiser les résultats dans une seule dimension (par exemple, les rendements ou les récoltes d'une seule culture) en utilisant des « paquets techniques » standardisés, comme c'est le cas pour le secteur actuellement dominant. L'agroécologie propose au contraire des solutions localement adaptées, identifiées en suivant une démarche adaptative, c'est-à-dire basées sur l'observation, le partage d'expériences et la co-construction entre une pluralité d'acteurs.

L'originalité du concept de l'agroécologie est qu'il s'est construit sur une double filiation, à la fois dans le travail scientifique nord-américain et dans l'engagement des mouvements sociaux de plusieurs pays d'Amérique latine. L'agroécologie parvient ainsi à rapprocher le domaine scientifique des préoccupations politiques, sociales et sociétales. Les observations faites par plusieurs agronomes et écologues au cours de leurs recherches de terrain latino-américaines les ont incités à construire un modèle alternatif de développement à partir d'une évaluation critique des impacts de la Révolution verte. Le plus connu d'entre eux est Miguel Altieri, agronome d'origine chilienne, enseignant à l'université de Berkeley (Californie) qui définit l'agroécologie comme « l'application de concepts et de principes écologiques à la conception et à la gestion d'agro-écosystèmes durables⁸ ». Autrement dit, il s'agit de s'appuyer sur les régulations naturelles de l'agro-écosystème plutôt que sur les intrants, pour assurer la production

systemic approach for agricultural and food systems.⁷ It is no longer a question of maximising results in just one parameter (for example, yields or harvests from a single crop) using standardised "technical packages", as is the case for the current dominant sector. On the contrary, agroecology offers locally adapted solutions, identified by following an adaptive approach, *i.e.* solutions based on observation, sharing experiences and co-construction between a wide variety of actors.

The originality of the concept of agroecology lies in the fact that it was built on a dual foundation of North American scientific work and the commitment of social movements in several Latin American countries. Agroecology thus succeeds in bringing science closer to political, social and societal concerns. Observations made by several agronomists and ecologists during their Latin American field research prompted them to build an alternative development model based on a critical assessment of the effects of the Green Revolution. The most famous is Miguel Altieri, a Chilean-born agronomist and professor at the University of Berkeley (California), who defines agroecology as "the application of ecological concepts and principles to the design and management of sustainable agro-ecosystems".⁸ In other words, it relies on the natural regulators of the agro-ecosystem rather than on inputs to secure agricultural production without wasting resources, especially those that are not renewable.⁹ The theoretical framework developed by these scientists will provide the various social actors already engaged in agroecological

— 7. Emile A. Frison, *From uniformity to diversity: A paradigm shift from industrial agriculture to diversified agroecological systems*, IPES-Food, June 2016, https://www.ipes-food.org/_img/upload/files/UniformityToDiversity_FULLL.pdf

— 8. Miguel A. Altieri, *Agroecology: The scientific basis of alternative agriculture*, University of Berkeley, 1983 et *Agroecology: The science of sustainable agriculture*, Westview Press, 1995.

— 7. Emile A. Frison, *From uniformity to diversity: A paradigm shift from industrial agriculture to diversified agroecological systems*, IPES-Food, June 2016, https://www.ipes-food.org/_img/upload/files/UniformityToDiversity_FULLL.pdf

— 8. Miguel A. Altieri, *Agroecology: The scientific basis of alternative agriculture*, University of Berkeley, 1983 et *Agroecology: The science of sustainable agriculture*, Westview Press, 1995.

— 9. Jean-Marc Meynard, *L'agroécologie, un nouveau rapport aux savoirs et à l'innovation*, EDP Sciences, 2017.

agricole sans gaspiller les ressources, en particulier celles qui ne sont pas renouvelables⁹. Le cadre théorique élaboré par ces scientifiques offrira à divers acteurs sociaux déjà engagés dans des pratiques agroécologiques un cadre de référence pour penser une alternative à l'agriculture chimique.

Les organisations des sociétés civiles de défense des droits des paysan·nes ont joué un rôle central et historique dans la définition de l'agroécologie¹⁰. Cette dernière est étroitement liée à la conception de la souveraineté alimentaire telle que définie par la Via Campesina en 1996¹¹, puis dans la Déclaration de Nyéléni de 2007 et de 2015¹². Elle met l'accent sur les rapports de domination, en dénonçant notamment le contrôle sur les ressources nécessaires pour produire, transformer et distribuer les aliments exercé par les acteurs de l'agroalimentaire, au détriment des petits producteurs. Pour les organisations des sociétés civiles, l'agroécologie n'est pas un ensemble étroit de techniques agricoles, mais elle est, au-delà des pratiques, une lutte politique qui exige que les populations « remettent en question et transforment les structures de pouvoir dans la société ».

Les années 2000 constituent une étape décisive dans l'évolution de l'agroécologie, qui traduit la prise de conscience grandissante des menaces climatiques et écologiques sur les systèmes agricoles et alimentaires. La notion de transition agroécologique, théorisée par de nombreux auteurs¹³, permet de refléter

« L'agroécologie implique de fait un changement de paradigme par rapport au modèle dominant de la sécurité alimentaire. »

"Agroecology involves a paradigm shift from the dominant model of food security."

practices with a reference framework to think about alternatives to chemical agriculture.

Civil society organisations which defend farmers' rights have played a central and historic role in defining agroecology.¹⁰ This definition is closely linked to the concept of food sovereignty as defined by *La Via Campesina* in 1996¹¹ and then in the Nyéléni Declaration of 2007 and 2015.¹² It emphasises power relationships, in particular by denouncing the control exercised by agrifood actors over the resources needed to produce, process and distribute food, to the detriment of small producers. For civil society organisations, agroecology is not a narrow set of agricultural techniques but, practices aside, a political struggle which requires people to "question and transform power structures in society".

The 2000s were a milestone in the development of agroecology, reflecting the growing awareness of climate and ecological threats to agricultural and food systems. The notion of agroecological transition, a theory developed by many authors,¹³ allows us to reflect on the

— 9. Jean-Marc Meynard, *L'agroécologie, un nouveau rapport aux savoirs et à l'innovation*, EDP Sciences, 2017.

— 10. Allison Loconto and Eve Fouilleux, "Defining agroecology: Exploring the circulation of knowledge in FAO's Global Dialogue 1", *The International Journal of Sociology of Agriculture and Food*, vol. 25, no. 2, 2019, pp. 116–137.

— 11. Déclaration de Rome de la Via Campesina sur la souveraineté alimentaire (1996).

— 12. Le Forum international sur l'agroécologie (Nyéléni, 2015) présente « l'agroécologie comme un élément clef dans la construction de la souveraineté alimentaire ».

— 13. Steve Gliessman, "Transforming food systems with agroecology", *Agroecology and Sustainable*

— 10. Allison Loconto and Eve Fouilleux, "Defining agroecology: Exploring the circulation of knowledge in FAO's Global Dialogue 1", *The International Journal of Sociology of Agriculture and Food*, vol. 25, no. 2, 2019, pp. 116–137.

— 11. *La Via Campesina*, Rome Declaration on food sovereignty (1996).

— 12. The International Forum for Agroecology (Nyéléni, 2015), considers "agroecology as a key element in the construction of food sovereignty".

— 13. Steve Gliessman, "Transforming food systems

les défis protéiformes auxquels les systèmes agricoles et alimentaires sont aujourd'hui confrontés dans les pays du Nord comme du Sud : urgences environnementales, dérèglements climatiques, inégalités sociales, artificialisation et accaparement des terres et de l'eau, pour n'en citer que quelques-uns.

La conception de l'agroécologie la plus largement partagée aujourd'hui est celle qui repose sur les treize principes proposés en 2019 par le Groupe d'experts de haut niveau sur la sécurité alimentaire et nutritionnelle (*High Level Panel of Experts* – HLPE en anglais)¹⁴. Sans prétendre à l'exhaustivité, les trois éléments suivants peuvent illustrer la contribution de l'agroécologie à l'amélioration de la sécurité alimentaire et nutritionnelle.

L'autonomie comme élément fondateur

L'autonomie des paysan·nes et des écosystèmes ne constitue pas l'un des treize principes du HLPE, mais il peut être admis que chacun d'entre eux converge vers cet objectif. La recherche d'un équilibre au sein des écosystèmes permet de s'abstraire de l'utilisation d'intrants chimiques et ainsi de limiter sa dépendance au marché. L'agroécologie, en relocalisant et renforçant les pouvoirs de décisions et d'actions des paysan·nes et des citoyen·nes, leur permet de choisir les pratiques et modèles agricoles et alimentaires qui leur conviennent le mieux. L'agroécologie, en défendant les droits d'accès et d'usage au foncier et aux ressources naturelles des populations rurales, notamment les plus marginalisées, contribue à l'autonomisation alimentaire des populations rurales.

Food Systems, vol. 40, no. 3, 2016, pp. 187–189 ; François-Xavier Côte, Emmanuelle Poirier-Magona, Sylvain Perret et al., *La transition agro-écologique des agricultures du Sud*, Éditions Quae, 2019 ; Alexander Wesel, Barbara Gemmill-Herren, Rachel Beznal Kerr et al., "Agroecological principles and elements and their implications for transitioning to sustainable food systems. A review", *Agronomy for Sustainable Development*, vol. 40, no. 6, 2020.

— 14. HLPE, *Approches agroécologiques et autres approches novatrices...*, op. cit.

multifaceted challenges that agricultural and food systems are currently facing in the countries of both the Global North and the Global South: environmental emergencies, climate change, social inequality, the artificialisation and grabbing of land and water, to name but a few.

The most widely shared current concept of agroecology is based on the thirteen principles proposed by the High Level Panel of Experts on Food Security and Nutrition (HLPE) in 2019.¹⁴ Without claiming to be exhaustive, the following three aspects illustrate agroecology's contribution to improving food and nutrition security.

Autonomy as a founding principle

The autonomy of farmers and ecosystems is not one of the thirteen principles of the HLPE, but it is fair to say that each of them converges towards this objective. Striving for balance within ecosystems allows us to move away from the use of chemical inputs and thus limit dependence on the market. By relocalising and strengthening the ability of farmers and citizens to make decisions and take action, agroecology allows them to choose the agricultural and food practices and models that best suit them. By defending the rights of rural communities – especially the most marginalised – to access and use land and natural resources, agroecology contributes to the food autonomy of rural communities. It encourages and secures the investments made in the land (enrichment, planting trees, irrigation systems, etc.).

with agroecology", *Agroecology and Sustainable Food Systems*, vol. 40, no. 3, 2016, pp. 187–189 ; François-Xavier Côte, Emmanuelle Poirier-Magona, Sylvain Perret et al., *La transition agro-écologique des agricultures du Sud*, Éditions Quae, 2019 ; Alexander Wesel, Barbara Gemmill-Herren, Rachel Beznal Kerr et al., "Agroecological principles and elements and their implications for transitioning to sustainable food systems. A review", *Agronomy for Sustainable Development*, vol. 40, no. 6, 2020.

— 14. HLPE, *Agroecological and other innovative approaches...*, op. cit.

Elle favorise, en les sécurisant, les investissements réalisés sur les terres (amendements, plantations d'arbres, systèmes d'irrigation, etc.).

La diversité comme contrepoint à la standardisation

La diversité agit sur les pratiques agricoles (cultures sur sol vivant¹⁵, association de cultures, végétation naturelle associée aux cultures, agroforesterie, pollinisation...), sur les paysages (bocages, intégration des arbres dans le système agraire, pâturages...), sur les milieux (préservation des écosystèmes tels que les zones humides, les savanes herbacées, les forêts...), sur les cultures (diversité des espèces et variétés, semences paysannes...), sur les régimes alimentaires (produits adaptés localement, saisonniers, diversifiés, nutritifs...) ou encore sur l'organisation sociale et économique (pluralité d'acteurs et d'activités, diversité des marchés dont locaux, contrôle des ressources foncières ou hydriques limitant les risques de concentration et favorisant la concertation entre acteurs). La biodiversité contribue à l'amélioration de la qualité des sols qui elle-même renforce la valeur nutritive des aliments (quinze des dix-huit nutriments essentiels aux plantes sont fournis par les sols, d'après la FAO). La préservation de la biodiversité atténue les risques liés aux changements climatiques, aux attaques de bioagresseurs ou de maladies (notamment liées à l'utilisation de pesticides), et aux crises de natures diverses.

Le « dialogue des savoirs » comme déconstruction d'un modèle hiérarchisé

En considérant les connaissances paysannes et autochtones et en les entremêlant à la recherche scientifique, l'agroécologie stimule les dynamiques collectives de création et de partage de connaissances¹⁶. L'approche se

« Les organisations des sociétés civiles de défense des droits des paysan·nes ont joué un rôle central et historique dans la définition de l'agroécologie. »

“Civil society organisations which defend farmers' rights have played a central and historic role in defining agroecology.”

Diversity as a counterpoint to standardisation

Diversity affects agricultural practices (crops on living soil,¹⁵ crop combinations, natural vegetation associated with crops, agroforestry, pollination, etc.), the landscape (*bocage*, integrating trees into the agricultural system, pastures, etc.), the environment (preservation of ecosystems such as wetlands, grasslands, forests, etc.), crops (diversity of species and varieties, locally produced seeds, etc.), diet (locally adapted, seasonal, diverse, nutritious, etc. products) and social and economic organisation (a wide range of actors and activities, market diversity [including local markets], control of land and water resources limiting the risk of concentration and encouraging collaboration between the actors). Biodiversity helps improve soil quality, which in turn enhances the nutritional value of food (according to FAO, fifteen of the eighteen nutrients essential for plants are provided by the soil). Preserving biodiversity mitigates the risks associated with climate change, attacks by bio-aggressors or diseases (mainly linked to pesticide use) and various crises.

— 15. La culture sur sol vivant implique de ne plus travailler le sol et de lui apporter de la matière organique pour stimuler les cycles naturels.

— 16. Miguel Altieri, "Agroecology, Small Farms, and

— 15. Cultivation on living soil no longer involves working the soil but adding organic matter to it to stimulate natural cycles.

distingue de la vulgarisation agricole par son horizontalité, par le type d'acteurs qu'elle mobilise et les rôles qu'elle leur attribue. Les conseillers agricoles ne sont plus les détenteurs d'un savoir qu'ils transmettent aux paysans, mais se positionnent dans une démarche d'expérimentation collective. Les groupes d'échanges entre paysan·nes jouent un rôle central pour l'apprentissage de solutions innovantes et la diffusion des connaissances de pair à pair se réalise à travers les réseaux de paysan·nes relais ou les organisations paysannes. La recherche-action est ainsi constitutive de l'agroécologie, dans le sens où elle accompagne un changement par une démarche participative alliant pratique et production de connaissances.

L'agroécologie n'est donc pas un simple substrat pour écologiser la sécurité alimentaire, mais une conception décoloniale de l'alimentation. Il est donc important d'en comprendre les fondements pour ne pas vider le concept de sa substance et le réduire à quelques pratiques écologiquement acceptables. L'enjeu est d'autant plus important que l'appropriation du terme par des acteurs aux visions parfois très différentes peut être à la fois un atout et un risque. Quand la recherche de compromis avec les tenants de l'agroalimentaire en vient, par exemple, à tolérer l'utilisation de produits chimiques dans les pratiques agroécologiques, alors même que celle-ci est incompatible avec l'atteinte d'un équilibre au sein de l'écosystème, le risque est fort que l'agroécologie soit dénaturée. La responsabilité des praticien·nes est alors d'en défendre les valeurs émancipatrices et de déconstruire une approche de l'agriculture et de l'alimentation fortement standardisée et idéologisée.

The "knowledge dialogue" as a deconstruction of a hierarchical model

By taking local and indigenous knowledge into account and combining it with scientific research, agroecology stimulates the collective dynamics of knowledge creation and sharing.¹⁶ This approach differs from agricultural extension in its horizontality, the type of actors it mobilises and the roles it assigns to them. Agricultural advisors are no longer the holders of knowledge that they pass on to farmers but are part of a process of collective experimentation. Discussion groups for farmers play a central role for learning about innovative solutions, and peer-to-peer knowledge is disseminated through networks of farmers or farmers' organisations. Action research is thus a constituent part of agroecology, in the sense that it accompanies change through a participatory approach combining practice and the production of knowledge.

Agroecology is not therefore a simple foundation for greening-up food security but a decolonial concept of food. It is therefore important to understand its basic premises so as not to strip the concept of its substance and reduce it to a few ecologically acceptable practices. The challenge is all the more important in that the appropriation of the term by actors with sometimes very different visions can be both an asset and a risk. When the search for compromises with the agrifood industry leads, for example, to the use of chemicals in agroecological practices being tolerated even though this is incompatible with striking a balance in the ecosystem, there is a real risk that agroecology will be distorted. Its practitioners therefore have a responsibility to defend its emancipatory values and deconstruct a highly standardised and ideologised approach to agriculture and food.

Food Sovereignty", *Monthly Review*, vol. 61, no. 3, 2009, pp. 102–113.

— 16. Miguel Altieri, "Agroecology, Small Farms, and Food Sovereignty", *Monthly Review*, vol. 61, no. 3, 2009, pp. 102–113.

Biographie | Biography



CAROLINE BROUDIC

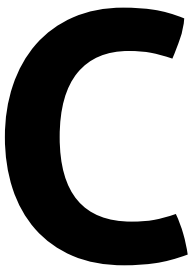
Co-fondatrice du bureau d'étude GéoEco Alternatives, Caroline Broudic, socio-économiste de formation, a près de trente années d'expérience sur les enjeux liés à l'agriculture et à l'alimentation. Son expertise porte sur les aspects politiques, économiques, sociaux et écologiques de la question alimentaire, abordée dans des contextes aussi bien d'urgence (conflits, catastrophes naturelles...) que de « développement ». Son sujet de prédilection : l'agroécologie dans la réflexion comme dans la pratique d'une approche respectueuse du vivant et outil de transformation sociale. Caroline accorde par ailleurs une attention toute particulière aux problématiques liées au genre dans les domaines de l'agriculture et l'alimentation. Elle participe actuellement à la création d'une association à gouvernance collégiale sur les rapports des humains au vivant.

Co-founder of the consultancy GéoEco Alternatives, Caroline Broudic, a socio-economist by training, has nearly thirty years' experience of agriculture- and food-related issues. Her expertise covers the political, economic, social and ideological aspects of food in emergency (conflicts, natural disasters, etc.) and "development" settings. Her favourite subject is the theory and practice of agroecology as an approach which respects the living world and as a tool for social transformation. Caroline pays particular attention to gender-related issues in agriculture and food. She is currently involved with setting up an association with collegial governance to study the relationships between human beings and the living world.

Créer des passerelles entre la santé publique et les systèmes alimentaires : une approche stratégique pour réexaminer les crises alimentaires

Bridging public health and food systems: a strategic approach to reexamine food crises

Olivia Falkowitz • Food security and livelihoods assessment specialist at Impact/Reach Initiatives

A large, bold, black letter 'C' is positioned on the left side of the page, partially overlapping a light gray circular graphic.

et article met en lumière l'escalade de la crise alimentaire mondiale et explore les défis liés à la priorisation de l'aide humanitaire à la lumière de

la diminution des ressources. L'autrice plaide en faveur d'approches analytiques intégrées de la santé publique et des systèmes alimentaires. En utilisant la République centrafricaine comme étude de cas, Olivia Falkowitz met l'accent sur la nature interconnectée des crises alimentaires et sanitaires, préconisant une compréhension holistique.

This article highlights the escalating global food crisis and explores the challenges in humanitarian prioritisation in light of shrinking resources. The author advocates for integrated analytical approaches to public health and food systems. Using the Central African Republic as a case study, Olivia Falkowitz emphasises the interconnected nature of food and health crises, urging a holistic understanding.

Food (in)security and famine are increasingly at the heart of humanitarian response and challenges. The global food crisis was reported in at least fifty-eight countries in

(In)sécurité alimentaire et famine occupent une place de plus en plus centrale dans les interventions humanitaires et les défis rencontrés par le secteur. La crise alimentaire mondiale concernait au moins cinquante-huit pays en 2022¹, 258 millions de personnes se trouvant, selon les estimations, en situation d'insécurité alimentaire aiguë et ayant un besoin urgent d'assistance.

Parmi la population analysée, 376 000 personnes étaient confrontées à des situations catastrophiques et en danger de famine. D'un autre côté, depuis 2016, le nombre de personnes ayant une consommation alimentaire minimalement adéquate, mais ne pouvant pas assumer certaines dépenses non-alimentaires sans s'engager dans des stratégies d'adaptation de stress (phase 2 de l'IPC) est en hausse régulière². Si, dans le cadre de l'aide humanitaire, des financements sont depuis longtemps consacrés à l'assistance en matière de sécurité alimentaire, la hiérarchisation devient de plus en plus difficile dans des conditions de diminution des ressources financières. La plupart des crises alimentaires ont actuellement lieu dans des contextes prolongés, où les relations entre les chocs amplifiés et les vulnérabilités sous-jacentes (ou l'érosion de la résilience) dues aux fragilités et défaillances systémiques deviennent difficiles à distinguer. En outre, les synergies entre une crise alimentaire et les domaines de la santé publique ne font pas systématiquement l'objet d'une analyse commune, ce qui empêche de concevoir des solutions plus efficaces afin de prévenir l'aggravation progressive de la situation. De quelles manières les perspectives alternatives quant à la hiérarchisation peuvent-elles mieux contribuer à

2022¹ with an estimated 258 million people in a situation of acute food insecurity and in urgent need of assistance.

Among the population analysed, 376,000 people were in catastrophic conditions and at risk of famine. In parallel, the number of people who have minimally adequate diets and resort to negative coping strategies to afford non-food needs (IPC Phase 2) has steadily risen since 2016.² While humanitarian aid funding has long supported food security assistance, prioritisation becomes increasingly challenging with shrinking financial resources. Most food crises currently occur in protracted contexts where the relations between compounded shocks and underlying vulnerabilities (or eroding resilience) due to systemic fragilities and failures become difficult to distinguish. Moreover, synergies between a food crisis and public health domains aren't systemically analysed jointly, preventing the design of more effective solutions and deterioration in severity over time. In what ways can alternative perspectives on prioritisation better inform effective humanitarian interventions? Integrated public health and food systems analytical approaches are two directions that could complement existing methods of humanitarian prioritisation. This article will explore the added value of both approaches to better inform humanitarian response through a review of existing concepts and a case study discussing the current situation in the Central African Republic (CAR). The case study will be based primarily on primary data collected by the REACH initiative through a yearly multi-sectoral needs assessment.³

— 1. FSIN et Réseau mondial contre les crises alimentaires, *Rapport mondial sur les crises alimentaires 2023 – Une analyse conjointe pour de meilleures décisions*, 2023, <https://www.fsinplatform.org/sites/default/files/resources/files/GRFC2023-brief-FR.pdf>

— 2. FSIN et Réseau mondial contre les crises alimentaires, *Rapport mondial...*, *op. cit.*

— 1. FSIN and Global Network Against Food Crises, *Global Report on Food Crises 2023 Mid-Year Update*, 2023, https://www.fsinplatform.org/sites/default/files/resources/files/GRFC2023_MYU_September2023.pdf

— 2. FSIN and Global Network Against Food Crises, *GRFC 2023 Mid-Year Update, Global Report...*, *op. cit.*

— 3. This large household survey was collected between June and September 2023 in all 16 prefectures of the country reaching 12,298 households through a 2-stage cluster sampling. Findings are representative at the sub-prefecture level with a confidence level of 92% and a margin of error of +/- 10%.



OLIVIA
FALKOWITZ

l'efficacité des interventions humanitaires ? Les approches analytiques de la santé publique intégrée et des systèmes alimentaires constituent deux directions qui pourraient compléter les méthodes de hiérarchisation humanitaire existantes. Le présent article examinera la valeur ajoutée des deux approches pour mieux éclairer l'intervention humanitaire par un passage en revue des concepts existants et une étude de cas qui porte sur la situation actuelle en République centrafricaine. L'étude de cas s'appuiera principalement sur des données primaires collectées par l'initiative REACH via une évaluation des besoins multisectorielle³.

Tirer parti des cadres et outils existants

Les cadres analytiques actuels utilisés par le secteur humanitaire pour conceptualiser l'insécurité alimentaire aiguë et la famine s'appuient sur l'étude des éléments suivants : consommation alimentaire, moyens de subsistance, nutrition et indicateurs de mortalité. Selon le Réseau d'information sur la sécurité alimentaire (*Food Security Information Network – FSIN* en anglais), une crise alimentaire « survient lorsque les taux d'insécurité alimentaire aiguë et de malnutrition exposent au niveau local ou national, donnant lieu à un besoin d'assistance alimentaire d'urgence⁴ ». Comprendre la gravité, l'ampleur et l'échelle des crises alimentaires est crucial pour assurer l'efficacité de la réponse humanitaire. Le Cadre intégré de classification de la sécurité alimentaire (*Integrated Food Insecurity Phase Classification – IPC* en anglais), établi en 2004, constitue un outil standardisé essentiel pour analyser la gravité de l'insécurité alimentaire aiguë et chronique,

— 3. Les données de cette grande enquête auprès des ménages ont été collectées entre juin et septembre 2023 dans les seize préfectures du pays, atteignant 12 298 ménages par l'intermédiaire d'un échantillonnage par grappes en deux étapes. Les conclusions sont représentatives au niveau de la sous-préfecture, avec un niveau de confiance de 92 % et une marge d'erreur de +/- 10 %.

— 4. FSIN et Réseau mondial contre les crises alimentaires, *Rapport mondial...*, op. cit.

Leveraging existing frameworks and tools

Current analytical frameworks used by the humanitarian sector to conceptualise acute food insecurity and famine are underpinned by food consumption, livelihoods, nutrition and mortality indicators. According to the Food Security Information Network (FSIN), a food crisis “occurs when rates of acute food insecurity and malnutrition rise sharply at local or national levels, raising the need for emergency food assistance”.⁴ Understanding the severity, magnitude and scale of food crises is crucial for effective humanitarian response. Since 2004, the Integrated Food Insecurity Phase Classification (IPC) provides an essential standardised framework for analysing the severity of acute and chronic food insecurity and acute malnutrition.⁵ This framework categorises acute food insecurity levels into five phases, with the most acute Phase 5 indicating catastrophic conditions. A famine classification at the area level (at least 20% of the population within the unit of analysis) should be supported by evidence of extreme food insecurity, collapsed livelihood systems and breached emergency anthropometric and mortality thresholds. According to the IPC definition, a famine is “an extreme deprivation of food. Starvation, death, destitution, and extremely critical levels of acute malnutrition are or will likely be evident”.⁶ It rightfully provides a high enough threshold, which might however more often than not lead to late detection of a famine occurring.

An integrated public health approach could support better prioritising of areas showing multiple gaps in life-saving sectors, better anticipation and early

— 4. FSIN and Global Network Against Food Crises, *GRFC 2023 Mid-Year Update, Global Report...*, op. cit.

— 5. See the IPC website: <https://www.ipcinfo.org>

— 6. IPC Global Partners, *Integrated Food Security Phase Classification Technical Manual Version 3.1. Evidence and Standards for Better Food Security and Nutrition Decisions*, 2021, https://www.ipcinfo.org/fileadmin/user_upload/ipcinfo/manual/IPC_Technical_Manual_3_Final.pdf

et de la malnutrition aiguë⁵. Ce cadre classe les niveaux d'insécurité alimentaire aiguë en cinq phases, la phase 5, la plus aiguë, indiquant des conditions catastrophiques. Une classification en état de famine au niveau de la zone (au moins 20 % de la population au sein de l'unité d'analyse) doit être étayée par des données probantes indiquant une insécurité alimentaire extrême, un effondrement des systèmes de moyens de subsistance et un dépassement des seuils anthropométriques et de mortalité. Selon la définition de l'IPC, la famine est « un manque extrême de nourriture. Des niveaux d'inanition, de décès, de dénuement et de malnutrition aiguë critiques sont manifestes ou risquent de le devenir⁶ ». La définition propose, à juste titre, un seuil suffisamment élevé, ce qui peut toutefois le plus souvent mener à une détection tardive de la survenue d'une famine.

L'adoption d'une approche de santé publique intégrée pourrait favoriser une amélioration, d'une part, de la hiérarchisation des zones sujettes à de multiples lacunes dans les secteurs vitaux et, d'autre part, de l'anticipation et de l'alerte précoce des conditions semblables à la famine en étudiant la concomitance entre crises alimentaires et crises sanitaires. L'analyse de la santé publique intégrée vise à comprendre les concomitances et relations entre, d'un côté, les secteurs essentiels et vitaux que sont la santé, la nutrition, l'eau et l'assainissement et la sécurité alimentaire et, de l'autre, les résultats et/ou chocs observés. Le risque d'absence d'information à cet égard peut mener à une réponse mal renseignée ou retardée. Bien qu'elle soit très largement centrée sur les lacunes en matière de consommation alimentaire et de moyens de subsistance, notre compréhension

« Les spécialistes les plus renommés de la famine reconnaissent le caractère multisectoriel de cette dernière à travers le prisme de la santé publique afin de mieux prévenir les crises les plus graves, et y faire face. »

“Leading famine researchers consider the multisectoral nature of famine through a public health lens to better prevent and respond to the most acute crises.”

warning of famine-like conditions considering when food crises co-occur with health crises. Public health integrated analysis aims to understand the co-occurrences and relationships between the core life-saving sectors of health, nutrition, water and sanitation and food security to observed outcomes and/or shocks. The risk of not having this information can lead to a misinformed or delayed response. While heavily focused on food consumption and livelihood gaps, our understanding of their interrelation with other essential life-saving sectors like Water Sanitation and Hygiene (WASH) and health remains fragmented in some contexts. Leading famine researchers consider the multisectoral nature of famine through a public health lens to better prevent and respond to the most acute crises.⁷ A recent example would be the drought-induced food crisis in Somalia (2020-2022) where at least 1.1 million

— 5. Voir le site de l'IPC : <https://www.ipcinfo.org>

— 6. Partenaires mondiaux de l'IPC, *Manuel technique IPC version 3.1. Preuves et normes pour de meilleures décisions en sécurité alimentaire et nutritionnelle*, 2021, https://www.ipcinfo.org/fileadmin/user_upload/ipcinfo/manual/IPC_Technical_Manual_3_Final_French.pdf

— 7. Daniel Maxwell, Paul Howe and Merry Fitzpatrick, *Famine Prevention: A landscape report*, Feinstein International Center, Tufts University, February 2023, <https://fic.tufts.edu/wp-content/uploads/Famine-Prevention-Landscape2023.pdf>; Francesco Checchi, Rob Bailey, Nancy Balfour et al., “A weak health response is increasing the risk of excess mortality as food crisis worsens in Somalia”, *Conflict and Health*, vol. 11, 2017.

de la corrélation de ces aspects avec d'autres secteurs vitaux tels que l'eau, l'assainissement et l'hygiène (EAH) et la santé demeure fragmentée dans certains contextes. Les spécialistes les plus renommés de la famine reconnaissent le caractère multisectoriel de cette dernière à travers le prisme de la santé publique afin de mieux prévenir les crises les plus graves, et y faire face⁷. La crise alimentaire provoquée par la sécheresse en Somalie (2020-2022), durant laquelle au moins 1,1 million de personnes ont été déplacées⁸ vers des zones d'installations (in)formelles, en quête de sécurité, d'assistance et d'autres sources de revenus en est un exemple récent ; ces populations se sont retrouvées concentrées dans des conditions inadaptées, avec un accès à des services d'EAH et de santé insuffisants, ce qui a contribué de manière significative à des pertes élevées en vies humaines⁹. Cette approche reconnaît l'interconnexion entre ces domaines et leur interaction avec les chocs et facteurs de stress, les vulnérabilités, les systèmes, les politiques et les mécanismes d'adaptation.

Parallèlement, l'analyse des crises alimentaires via le prisme des systèmes alimentaires pourrait renforcer l'identification des vulnérabilités sous-jacentes ou récurrentes découlant des lacunes structurelles, et faire émerger des recommandations concrètes pour une intervention fondée sur le nexus action humanitaire-développement-recherche de la paix. Bien qu'il n'existe pas de définition

people were displaced⁸ to (in)formal settlements in search of safety, assistance and alternative income; these populations ended up concentrated in inadequate conditions with poor WASH and health services significantly contributing to excess loss of life.⁹ This approach recognises the interconnectedness of these domains and their interaction with shocks and stressors, vulnerabilities, systems, policies and coping mechanisms.

Simultaneously, the analysis of food crises through a food systems lens could strengthen the identification of underlying or recurrent vulnerabilities stemming from structural gaps and provide actionable recommendations for a humanitarian-development-peace (HDP) nexus response. There's still no unanimous definition of food systems, the High-Level Panel of Experts on Food Security and Nutrition (HLPE) describes it as "all the elements (environment, people, inputs, processes, infrastructures, institutions, etc.) and activities that relate to the production, processing, distribution, preparation, and consumption of food, and the outputs of these activities, including socio-economic and environmental outcomes".¹⁰ Although the humanitarian sector is traditionally tasked to respond to emergencies where immediate loss of life is a threat, the majority of food crises exist within protracted contexts.¹¹ A food systems perspective can highlight at which level

— 7. Daniel Maxwell, Paul Howe and Merry Fitzpatrick, *Famine Prevention: A landscape report*, Feinstein International Center, Tufts University, February 2023, <https://fic.tufts.edu/wp-content/uploads/Famine-Prevention-Landscape2023.pdf>; Francesco Checchi, Rob Bailey, Nancy Balfour *et al.*, "A weak health response is increasing the risk of excess mortality as food crisis worsens in Somalia", *Conflict and Health*, vol. 11, 2017.

— 8. OCHA, *Somalia. Drought Displacement Monitoring Dashboard (August 2022)*, 20 September 2022, <https://reliefweb.int/report/somalia/drought-displacement-monitoring-dashboard-august-2022>

— 9. OCHA, *Somalia Drought – Baidoa and Buur Hakaba Public Health Alert*, August 2022, <https://reliefweb.int/report/somalia/somalia-drought-baidoa-and-buur-hakaba-public-health-alert-august-2022>

— 8. OCHA, *Somalia. Drought Displacement Monitoring Dashboard (August 2022)*, 20 September 2022, <https://reliefweb.int/report/somalia/drought-displacement-monitoring-dashboard-august-2022>

— 9. OCHA, *Somalia Drought – Baidoa and Buur Hakaba Public Health Alert*, August 2022, <https://reliefweb.int/report/somalia/somalia-drought-baidoa-and-buur-hakaba-public-health-alert-august-2022>

— 10. HLPE, *Nutrition and food systems. A report by the High Level Panel of Experts on Food Security and Nutrition of the Committee on World Food Security*, 2017, <https://www.fao.org/documents/card/en/c/17846E>

— 11. Alice Obrecht, Sophia Swithern and Jennifer Doherty, *The State of the Humanitarian System (SOHS) – Summary*, Alnap, 2022, <https://sohs.alnap.org/help-library/2022-the-state-of-the-humanitarian-system-sohs-%E2%80%93-summary>

unanime des systèmes alimentaires, le Groupe d'experts de haut niveau sur la sécurité alimentaire et la nutrition (*High-Level Panel of Experts on Food Security and Nutrition* – HLPE en anglais) décrit ceux-ci comme « l'ensemble des éléments (environnement, individus, apports, processus, infrastructures, institutions, etc.) et des activités liés à la production, à la transformation, à la distribution, à la préparation et à la consommation des denrées alimentaires, ainsi que du résultat de ces activités, notamment sur les plans socioéconomique et environnemental¹⁰ ». Bien que le secteur humanitaire soit traditionnellement chargé d'intervenir dans les urgences caractérisées par les risques de pertes de vies humaines immédiates, la plupart des crises alimentaires surviennent dans des contextes prolongés¹¹. Une perspective axée sur les systèmes alimentaires peut permettre de mettre au jour à quel niveau (du ménage, de la communauté, de la région, du pays, etc.) les difficultés ont lieu et quelles parties prenantes de l'intervention seraient les mieux placées pour combler les lacunes. Comprendre les mécanismes au niveau méso au sein d'un système alimentaire pourrait contribuer à mieux identifier le type d'intervention que les acteurs de l'aide peuvent mettre en place pour prévenir et diminuer les crises alimentaires.

La République centrafricaine : une crise silencieuse

Un conflit s'est déclaré en République centrafricaine en 2012, et a mené à une crise humanitaire complexe. L'année dernière, environ 3,4 millions de personnes ont eu besoin d'une

(household, community, regional, national, etc.) challenges are occurring and which response stakeholders would be best strategically positioned to address gaps. Understanding meso-level mechanisms within a food system could contribute to a better identification of the types of responses by aid and other actors to overlay to prevent and mitigate food crises.

The Central African Republic: a silent crisis

Conflict erupted in CAR in 2012, leading to a complex humanitarian crisis. Last year, about 3.4 million people needed humanitarian assistance,¹² including about 484,000 internally displaced people.¹³ This crisis is driven by multiple localised drivers including conflict, flooding, chronic poverty, high food prices in urban settings, displacement and weak public policies. In 2023, it was the food crisis with the fifth highest proportion of the population facing acute food insecurity, but also the country with the highest Global Hunger Index score, underpinned by 48.7% of the population undernourished, indicating a consistent inability to meet minimum dietary energy requirements,¹⁴ and facing chronic food insecurity. As of September 2023, about 2 million of the population required urgent food and livelihood assistance (IPC Phase 3 and above), with a 10% population increase in Phase 3 and higher as of April 2024, the start of the lean season.¹⁵

— 10. HLPE, *Nutrition et systèmes alimentaires. Résumé et recommandations*, Rapport du Groupe d'experts de haut niveau sur la sécurité alimentaire et la nutrition du Comité de la sécurité alimentaire mondiale, 11 septembre 2017, https://www.fao.org/fileadmin/user_upload/hlpe/hlpe_documents/HLPE_S_and_R/HLPE_2017_Nutrition-and-food-systems_S_R-FR.pdf

— 11. Alice Obrecht, Sophia Swithern and Jennifer Doherty, *The State of the Humanitarian System (SOHS) – Summary*, Alnap, 2022, <https://sohs.alnap.org/help-library/2022-the-state-of-the-humanitarian-system-sohs-%E2%80%93-summary>

— 12. OCHA, *Central African Republic Humanitarian Needs Overview 2023*, January 2023, <https://reliefweb.int/report/central-african-republic/central-african-republic-humanitarian-needs-overview-2023-english-summary-january-2023>

— 13. International Organization on Migration, *Displacement Tracking Matrix (IOM-DTM) for Central African Republic*, 2023, <https://dtm.iom.int/reports/republique-centrafricaine-rapport-sur-les-deplacements-19-aout-2023?close=true>

— 14. Klaus von Grebmer, Jill Bernstein, Miriam Wiemers et al., *2023 Global Hunger Index: The Power of Youth in Shaping Food Systems*, October 2023, <https://reliefweb.int/report/world/2023-global-hunger-index-power-youth-shaping-food-systems>

— 15. IPC partners, *Central African Republic AFI analysis*, 2023, <https://www.ipcinfo.org/ipc-country-analysis/en/?country=CAF>

assistance humanitaire¹², dont environ 484 000 personnes déplacées à l'intérieur des frontières du pays¹³. Cette crise est provoquée par de multiples facteurs localisés, y compris les conflits, les inondations, la pauvreté chronique, les prix élevés des denrées alimentaires en milieu urbain, les déplacements et la faiblesse des politiques publiques. En 2023, la crise alimentaire voit la cinquième proportion la plus élevée de population confrontée à une insécurité alimentaire aiguë, mais c'est également le pays dont l'indice de la faim dans le monde est le plus élevé : en effet, 48,7 % de la population souffre de sous-nutrition, ce qui révèle une incapacité constante à satisfaire les besoins énergétiques alimentaires minimaux¹⁴, et une insécurité alimentaire chronique. En septembre 2023, environ deux millions d'habitants du pays ont eu besoin d'une assistance alimentaire urgente et de moyens de subsistance (phase 3 de l'IPC et plus), avec une augmentation de 10 % de la population en phase 3, et plus élevée en avril 2024, au début de la période de soudure¹⁵.

Reviewing the map of the last CAR IPC AFI analysis, 13 out of the 17 prefectures are classified under Phase 3, which does not immediately inform stakeholders about priority locations. From 2018 until today, national-level acute food insecurity classifications of the population have mildly fluctuated over the years (*Figure 1*). The combination of somewhat static acute food insecurity figures and the severity of chronic measurements suggests hidden complexities preventing a more accurate analysis of severity and magnitude. Data quality and availability can be a challenge, due to access issues the population still faces, which should be factored in and undoubtedly affect any analysis. Nonetheless, further efforts are needed to unveil localised hotspots and underlying drivers to ensure an accurate understanding of the crisis.

— 12. OCHA, *Central African Republic Humanitarian Needs Overview 2023*, January 2023, <https://reliefweb.int/report/central-african-republic/central-african-republic-humanitarian-needs-overview-2023-english-summary-january-2023>

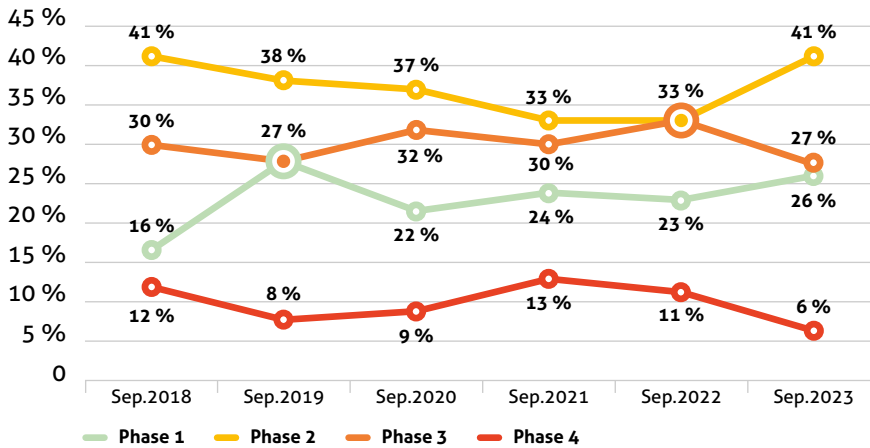
— 13. Organisation internationale pour les Migrations, *République Centrafricaine – Rapport sur les déplacements 19 (août 2023)*, octobre 2023, <https://dtm.iom.int/reports/republique-centrafricaine-rapport-sur-les-deplacements-19-aout-2023?close=true>

— 14. Klaus von Grebmer, Jill Bernstein, Miriam Wiemers et al., *2023 Global Hunger Index: The Power of Youth in Shaping Food Systems*, October 2023, <https://reliefweb.int/report/world/2023-global-hunger-index-power-youth-shaping-food-systems>

— 15. Partenaires de l'IPC, *République centrafricaine – Classification de l'insécurité alimentaire aiguë, 2023*, <https://www.ipcinfo.org/ipc-country-analysis/en/?country=CAF>

Fig.1 – IPC – Classification nationale de l'insécurité alimentaire aiguë en République centrafricaine, 2018-2023

Fig.1 – IPC AFI national classification in Central African Republic 2018-2023



L'étude de la carte de la dernière analyse de l'insécurité alimentaire aiguë en République centrafricaine de l'IPC révèle que treize des dix-sept préfectures sont classées en phase 3, ce qui n'informe pas directement les parties prenantes sur les emplacements prioritaires. De 2018 à aujourd'hui, les classifications d'insécurité alimentaire aiguë de la population au niveau national n'ont que légèrement fluctué au cours des dernières années (fig. 1). La combinaison de chiffres de l'insécurité alimentaire aiguë quelque peu statiques et la gravité des mesures chroniques sous-entend des complexités cachées, ce qui empêche une analyse plus complète de sa gravité et de son ampleur. La qualité et la disponibilité des données peuvent constituer un défi, en raison des problèmes d'accès que rencontre toujours la population, qui doivent être pris en compte et qui influencent incontestablement toute analyse. Cependant, il faut faire davantage d'efforts pour révéler les zones chaudes localisées et les facteurs sous-jacents, afin de garantir une compréhension exacte de la crise.

Public health in the Central African Republic

A recent nationwide study¹⁶ conducted in the country (including coverage in non-government-controlled areas) uncovered higher mortality rates in 2022, more than twice as high as estimates for any other country in the world.¹⁷ According to a World Bank analysis,¹⁸ food insecurity is also a leading cause of under-five mortality, standing at 84.3 deaths per 1,000. As insecurity, displacement and epidemics are identified as key drivers of food insecurity, understanding their implication on public health could prompt a better prioritisation among prefectures beyond the number of "people in need" of food and livelihood assistance.

— 16. Karume Baderha Augustin Gang, Jennifer O'Keeffe, Les Roberts *et al.*, "Cross-sectional survey in Central African Republic finds mortality 4-times higher than UN statistics: how can we not know the Central African Republic is in such an acute humanitarian crisis?", *Conflict and Health*, vol. 17, no. 1, 18 April 2023.

— 17. Karume Baderha Augustin Gang, Jennifer O'Keeffe, Les Roberts *et al.*, "Cross-sectional survey in Central African Republic finds mortality..." *art. cit.*

— 18. World Bank, *Additional Financing to the Central African Republic (CAR) Emergency Food Crisis Response Project*, 2023, <https://projects.worldbank.org/en/projects-operations/project-detail/IP180996>

La santé publique en République centrafricaine

Une étude récente à l'échelle nationale¹⁶ menée dans le pays (qui a également couvert des zones non contrôlées par le gouvernement) a mis au jour des taux de mortalité plus élevés en 2022, correspondant à plus du double des estimations concernant n'importe quel autre pays du monde¹⁷. Selon une analyse de la Banque mondiale¹⁸, l'insécurité alimentaire est également une des principales causes de mortalité chez les enfants de moins de cinq ans, avec 84,3 décès pour 1000 enfants. L'insécurité, le déplacement et les épidémies étant identifiés comme des facteurs clés de l'insécurité alimentaire, comprendre leur implication dans la santé publique pourrait donner lieu à une meilleure hiérarchisation entre les préfectures, au-delà du simple nombre de « personnes ayant besoin » d'une assistance alimentaire et de moyens de subsistance.

Identifier les facteurs communs et les facteurs contributifs des crises sanitaires et alimentaires, et y remédier, peut mener à une amélioration de nombreux résultats, par une approche intégrée pour une gestion efficace des crises. La santé d'une population nécessite une combinaison de services de santé préventifs et thérapeutiques. L'accessibilité, la disponibilité et la qualité de ces services peuvent être affectées par des lacunes existantes ou des facteurs externes. Les principaux indicateurs à étudier doivent permettre d'évaluer les besoins en matière de soins de santé non satisfaits dans les trois mois précédents, en plus de la couverture en soins

Identifying and addressing common drivers and contributing factors of health and food crises can lead to improvements in multiple outcomes, through an integrated approach for effective crisis management. The health of a population requires a combination of preventive and therapeutic health services. Accessibility, availability and quality of these services can be affected by existing gaps or external factors. Key indicators to be considered should assess unmet healthcare needs in the preceding three months, in addition to basic reproductive healthcare coverage, child vaccinations for measles and PENTA (5 vaccines combined in one injection, *editor's note*) and perceived barriers to healthcare. As of September 2023, Ouham-Pendé and Vakaga prefectures both observed severe conflict events affecting food security, with 5% of the population in IPC AFI Phase 4 in Ouham-Pendé and 10% in Vakaga prefecture in need of emergency humanitarian assistance. Nonetheless, as shown in *Table 1*, the percentage of households self-reporting unmet health needs was higher in Ouham-Pendé, while access to safe water sources (mainly boreholes) and improved sanitation (mainly pit latrines without slabs) was lower than in Vakaga, potentially unveiling poorer public health outcomes which may be compounding existing food and livelihood gaps. Both Ouham-Pendé and Vakaga are conflict-affected areas, however, arguably, the conflict may be having a greater impact on driving the co-occurrence of food and health crises in Ouham-Pendé and therefore may be of greater concern.

Aggravated food security and public health domains can exacerbate each other and further deteriorate the vulnerability and resilience of the population. The anticipation of further deterioration within a food crisis can be better informed by a public health analysis and improved prioritisation. For example, physical and financial access to safe drinking water as well as improved sanitation are key to linking food security to health outcomes and anticipating

— 16. Karume Baderha Augustin Gang, Jennifer O'Keeffe, Les Roberts *et al.*, "Cross-sectional survey in Central African Republic finds mortality 4-times higher than UN statistics: how can we not know the Central African Republic is in such an acute humanitarian crisis?", *Conflict and Health*, vol. 17, no. 1, 18 April 2023.

— 17. Karume Baderha Augustin Gang, Jennifer O'Keeffe, Les Roberts *et al.*, "Cross-sectional survey in Central African Republic finds mortality..." *art. cit.*

— 18. Banque mondiale, *Additional Financing to the Central African Republic (CAR) Emergency Food Crisis Response Project*, 2023, <https://projects.worldbank.org/en/projects-operations/project-detail/P180996>

Tableau 1 – République centrafricaine : les conclusions dans les domaines de la santé publique dans quatre préfectures

PRÉFECTURE	IMPACT SUR LA POPULATION (RÉSULTATS)				CONTRIBUTEURS SÉLECTIONNÉS		
	Mortalité (taux de mortalité brut)	Malnutrition - Malnutrition aiguë de l'IPC, sept. 23 - fév. 24 (Phase de malnutrition aiguë)	Sécurité alimentaire - Insécurité alimentaire aiguë de l'IPC, sept. 23 - fév. 24 (% de la population dans la phase3+ d'insécurité alimentaire aiguë)	Besoins en matière de soins de santé auto-déclarés (quels qu'ils soient) (% des ménages)	Besoins en matière de soins de santé non satisfaits auto-déclarés (quels qu'ils soient) (% des ménages)	Accès à des sources d'eau améliorées (% des ménages)	Accès à un assainissement amélioré (% des ménages)
Niveau national	0,75	P2 de malnutrition aiguë de l'IPC	33 %	35,4 %	11,5 %	69,1 %	62,3 %
Ouaka	1,66	P3 de malnutrition aiguë de l'IPC	30 %	34,7 %	7,5 %	56,4 %	38,5 %
Ouham-Pendé	0,59	P3 de malnutrition aiguë de l'IPC	40 %	39,8 %	17,4 %	73,4 %	56,6 %
Vakaga	0,47	P3 de malnutrition aiguë de l'IPC	35 %	33,5 %	8,1 %	75,3 %	67,4 %
Mbomou	0,28	P1 de malnutrition aiguë de l'IPC	53 %	24,2 %	5,5 %	63,5 %	69,0 %

Table 1 – Central African Republic: findings on public health domains in four prefectures

PRÉFECTURE	IMPACT ON POPULATION (OUTCOMES)				SELECTED CONTRIBUTING FACTORS		
	Mortality (CDR)	Malnutrition - IPC AMN Sept. 23 - Feb. 24 (AMN Phase)	Food security - IPC AFI Sept. 23 - Feb. 24 (% of population in AFI Phase3+)	Self-reported any health needs (% of HHs)	Self-reported any unmet health needs (% of HHs)	Access to improved water source (% of HHs)	Access to improved sanitation (% of HHs)
National	0,75	IPC AMN P2	33 %	35,4 %	11,5 %	69,1 %	62,3 %
Ouaka	1,66	IPC AMN P3	30 %	34,7 %	7,5 %	56,4 %	38,5 %
Ouham-Pendé	0,59	IPC AMN P3	40 %	39,8 %	17,4 %	73,4 %	56,6 %
Vakaga	0,47	IPC AMN P3	35 %	33,5 %	8,1 %	75,3 %	67,4 %
Mbomou	0,28	IPC AMN P1	53 %	24,2 %	5,5 %	63,5 %	69,0 %

élémentaires de santé reproductive, de la vaccination pentavalent (5 vaccins combinés en une injection, Ndlr) et contre la rougeole pour les enfants, et des obstacles perçus à l'accès aux soins de santé. En septembre 2023, les préfectures de Ouham-Pendé et de Vakaga avaient toutes les deux été le témoin d'événements conflictuels graves affectant la sécurité alimentaire, 5 % de la population de Ouham-Pendé se trouvant dans la phase 4 d'insécurité alimentaire aiguë de l'IPC, et 10 % des habitants de la préfecture de Vakaga ayant besoin d'une assistance humanitaire d'urgence. Néanmoins, comme le montre le *Tableau 1*, le pourcentage de ménages qui ont déclaré des besoins non satisfaits en matière de soins de santé était plus élevé dans la préfecture de Ouham-Pendé, tandis que l'accès à des sources d'eau sûres (principalement des puits de forage) et à un assainissement amélioré (principalement des latrines à fosse simple sans dalles) était inférieur à celui de Vakaga, ce qui met potentiellement au jour de moins bons résultats de santé publique pouvant aggraver les lacunes existantes en matière d'alimentation et de moyens de subsistance. Si les préfectures de Ouham-Pendé et de Vakaga sont toutes deux touchées par le conflit, on peut toutefois avancer qu'il est possible que ce conflit ait un impact plus grand sur la concomitance des crises alimentaires et sanitaires à Ouham-Pendé, et donc y être plus préoccupant.

Les domaines aggravés de la sécurité alimentaire et de la santé publique peuvent s'exacerber mutuellement et détériorer davantage la situation de la population, que ce soit en aggravant sa vulnérabilité ou en atténuant sa résilience. L'anticipation d'une détérioration supplémentaire au cours d'une crise alimentaire pourra bénéficier de l'apport d'une analyse de santé publique, ce qui améliorerait la hiérarchisation. Par exemple, l'accès physique et financier à de l'eau potable, mais également à un assainissement amélioré, est essentiel pour relier la sécurité alimentaire aux résultats sanitaires et pour anticiper

any deterioration of health status that further worsens malnutrition. In Ouaka prefecture, one-third of the population is in Phase 3 and above while in Mbomou prefecture about half of the population is facing food consumption and livelihood gaps. It would seem evident to allocate more assistance to the latter, however, when reviewing mortality rates and health outcomes in both locations, the population in Ouaka is facing much more severe conditions. Arguably, prioritising food assistance in Ouaka over Mbomou could save more lives given the severity of public health outcomes, even though there is a smaller proportion of the population with identified food consumption gaps. The underlying vulnerabilities affected and deteriorated by multiple crises will weaken the resilience of the population and will mutually reinforce each other to increase exposure to public health risks.

Exploring food systems

The co-occurrence of a health crisis with a food crisis will inform further prioritisation processes within a crisis based on the multiple gaps a population is facing. To optimise resource allocation in crisis response, an analysis of structural limitations contributing to food crises is essential. Identifying barriers at different scales should prompt diverse actors to enhance emergency interventions where populations suffer acute food insecurity.

Although conflict is a key driver of food insecurity in CAR, the weakened resilience of the country's food system is an equally important driver affecting food insecurity.¹⁹ An enlightening example is the underperformance of the agri-food sector and its role as a key contributing factor to chronic food insecurity and

— 19. It should be acknowledged that two new food security dimensions were proposed recently, namely "sustainability" and "agency". Although this change won't be addressed further here, these dimensions speak to unveiling systemic barriers shaping the nature of food insecurity: Jennifer Clapp *et al.*, "Viewpoint: The case for a six-dimensional food security framework", *Food Policy*, vol. 106, 2022.

toute détérioration potentielle de la situation de santé, ce qui aurait pour conséquence d'aggraver la malnutrition. Dans la préfecture de Ouaka, un tiers de la population se trouve en phase 3 et au-dessus, tandis que dans celle de Mbomou, environ la moitié de la population est confrontée à des lacunes en matière de consommation alimentaire et de moyens de subsistance. Il semblerait évident d'affecter davantage d'assistance à cette dernière ; toutefois, en examinant les taux de mortalité et les résultats de santé dans les deux préfectures, on constate que la population de Ouaka est confrontée à des conditions bien plus graves. Ainsi, donner priorité à l'assistance alimentaire de Ouaka par rapport à Mbomou pourrait sans doute permettre de sauver davantage de vies, étant donné la gravité des résultats en matière de santé publique, bien que la proportion de la population confrontée à des lacunes identifiées en matière de consommation alimentaire soit inférieure. Les vulnérabilités sous-jacentes qui sont affectées et détériorées par les multiples crises atténueront la résilience de la population et se renforceront mutuellement, augmentant ainsi l'exposition aux risques de santé publique.

Explorer le(s) système(s) alimentaire(s)

La concomitance d'une crise sanitaire et d'une crise alimentaire aura une incidence sur la suite des processus de hiérarchisation au sein d'une crise, à partir des multiples lacunes rencontrées par une population donnée. Pour optimiser l'affectation des ressources dans une intervention de crise, il est essentiel de procéder à une analyse des limitations structurelles qui contribuent aux crises alimentaires. L'identification des obstacles à différentes échelles devrait pousser divers acteurs à renforcer les interventions d'urgence dans les situations où les populations sont confrontées à une insécurité alimentaire aiguë.

Bien que le conflit constitue l'un des principaux facteurs d'insécurité alimentaire en République centrafricaine,

« Bien que le conflit constitue l'un des principaux facteurs d'insécurité alimentaire en République centrafricaine, la baisse de la résilience du système alimentaire du pays est un facteur d'insécurité alimentaire tout aussi important. »

“Although conflict is a key driver of food insecurity in CAR, the weakened resilience of the country's food system is an equally important driver affecting food insecurity.”

livelihood gaps. An overwhelming majority of households active in the sector (90%)²⁰ face challenges, including low productivity and production, partly due to limited access to inputs, poor infrastructure and weak external and internal market systems. Yet, as recognised by the IPC AFI analysis, the country has a strong agricultural potential, with the majority (69%)²¹ of the population relying on the sector through multiple livelihood systems and a favourable agroecological environment for production. Therefore, prioritising support to the recovery of infrastructure and market systems (among other structural gaps) in addition to household-level support, in places with the worst acute food insecurity, may be necessary to better address the medium- and long-term chronic drivers that contribute to repeated acute food insecurity, compounded by conflict dynamics.

Interestingly, while development fund allocations, including both food and

— 20. REACH, *Multi-sectoral Needs Assessment: Central African Republic*, 2023.

— 21. International Labor Organization, *ILO Modeled Estimates (ILOEST database)*, ILOSTAT, 2021.

la baisse de la résilience du système alimentaire du pays est un facteur d'insécurité alimentaire tout aussi important¹⁹. Un exemple éclairant à ce titre est la sous-performance du secteur agro-alimentaire, et son rôle de contributeur essentiel à l'insécurité alimentaire chronique et aux lacunes en matière de moyens de subsistance. Une écrasante majorité des ménages actifs dans le secteur (90 %) ²⁰ est confrontée à des difficultés, y compris la faiblesse de la productivité et de la production, celle-ci découlant notamment d'un accès limité aux intrants, l'insuffisance des infrastructures et la faiblesse des systèmes de marché externes et internes. Toutefois, comme l'a mis en avant l'analyse de l'insécurité alimentaire aiguë de l'IPC, le pays est doté d'un fort potentiel agricole, la majorité (69 %) ²¹ de la population dépendant du secteur par l'intermédiaire de systèmes de moyens de subsistance multiples, ainsi que d'un environnement agro écologique favorable à la production. Par conséquent, donner la priorité à l'aide au rétablissement des infrastructures et des systèmes de marché (entre autres lacunes structurelles), outre l'appui au niveau des ménages, dans les endroits caractérisés par l'insécurité alimentaire aiguë la plus marquée, pourra être nécessaire pour mieux lutter contre les facteurs chroniques, à moyen comme à long terme, qui contribuent à la récurrence de l'insécurité alimentaire aiguë, aggravée par les dynamiques de conflits.

Il est intéressant de noter que si les affectations de fonds pour le développement (secteurs alimentaires et

non-food sectors, frequently surpass allocations for humanitarian funds in the country, funding directed towards food sectors predominantly constitutes a substantial portion of the humanitarian portfolio. ²² Emergency and longer-term approaches to assistance can be complementary but should have a similar understanding of priority gaps to maximize impact. To that end, an improved integrated analysis including chronic and acute drivers of food insecurity and food systems could be tailored to communicate gaps at multiple scales to various stakeholders simultaneously.

Current food security analysis informing humanitarian response about food crises is mainly supported by the IPC classification, a strong analytical framework that allows cross-crisis comparison and evaluation of the severity of food crises. The focus on informing humanitarian food security response might prevent current analysis from widening the scope and provide a more comprehensive picture of co-occurring gaps that could support refining the prioritisation process. Simultaneously, the focus for food crisis analysis is very much given to one scale of acute food needs, whereas considering the multiscale nature of systems in which food crises occur might propose an improved common prioritisation of gaps among response actors. Public health and food systems approaches aren't fully mapped out as clearly as food security analysis is currently, but various promising options are emerging and also could better reflect what people and systems in question seek to achieve food security and overall well-being.

— 19. Il convient de tenir compte du fait que deux nouvelles dimensions de la sécurité alimentaire ont été proposées récemment : le « développement durable » et l'« autonomie décisionnelle ». Bien que ce changement ne soit pas abordé plus avant ici, ces dimensions témoignent du dévoilement des obstacles systémiques qui constituent la nature de l'insécurité alimentaire : Jennifer Clapp *et al.*, "Viewpoint: The case for a six-dimensional food security framework", *Food Policy*, vol. 106, 2022.

— 20. REACH, *Multi-sectoral Needs Assessment: Central African Republic*, 2023.

— 21. Organisation internationale du travail. *ILO Modelled Estimates (ILOEST database)*, ILOSTAT, 2021.

— 22. GNAFC, *2023 Financing Flows and Food Crises Report – Analysis of humanitarian and development financing flows to food sectors in food crisis countries, 2024*, https://www.fightfoodcrises.net/fileadmin/user_upload/fightfoodcrises/doc/resources/Financing_Flows_and_Food_Crises_Report_2023.pdf

non-alimentaires inclus) dépassent souvent les affectations pour les fonds humanitaires dans le pays, les financements dirigés directement vers les secteurs alimentaires constituent pour la plupart une proportion importante du portefeuille humanitaire²². Les approches d'urgence et de plus long terme quant à l'assistance peuvent être complémentaires, mais doivent se fonder sur une compréhension similaire des lacunes prioritaires afin de maximiser leur impact. À cette fin, une analyse intégrée améliorée qui inclurait les facteurs chroniques et aigus d'insécurité alimentaire et les systèmes alimentaires pourrait être adaptée pour rendre compte des lacunes à différentes échelles aux différentes parties prenantes simultanément.

L'analyse actuelle de la sécurité alimentaire sur laquelle repose l'intervention humanitaire concernant les crises alimentaires s'appuie principalement sur la classification de l'IPC, un cadre analytique robuste qui permet de dresser des comparaisons entre les différentes crises et d'évaluer la gravité des crises alimentaires. Le choix d'axer l'information de l'intervention humanitaire sur la sécurité alimentaire pourrait empêcher l'analyse actuelle d'élargir le périmètre et de donner à voir une vision plus complète des lacunes concomitantes, qui pourrait pourtant contribuer au perfectionnement du processus de hiérarchisation. Parallèlement, l'analyse des crises alimentaires est très majoritairement centrée sur une seule échelle, celle des besoins aigus en nourriture, alors que la prise en compte de la nature multi-échelle des systèmes dans lesquels surviennent les crises alimentaires permettrait peut-être de proposer une hiérarchisation améliorée des lacunes, commune aux différents acteurs de l'intervention. Les approches fondées sur la santé publique et les systèmes

— 22. GNAFC, 2023 *Financing Flows and Food Crises Report – Analysis of humanitarian and development financing flows to food sectors in food crisis countries*, 2024, https://www.fightfoodcrises.net/fileadmin/user_upload/fightfoodcrises/doc/resources/Financing_Flows_and_Food_Crises_Report_2023.pdf

alimentaires ne sont pas définies aussi clairement que l'est l'analyse de la sécurité alimentaire, mais plusieurs options prometteuses émergent, qui pourraient par ailleurs mieux refléter ce que les personnes et les systèmes en question recherchent pour parvenir à la sécurité alimentaire et au bien-être global.

Traduit de l'anglais par Anna Brun

Biographie | Biography



OLIVIA FALKOWITZ

Olivia Falkowitz est la référente pour le monde en matière de sécurité alimentaire et de moyens de subsistance chez IMPACT Initiatives ; elle accompagne actuellement les équipes pays d'IMPACT dans l'évaluation de la sécurité alimentaire et des moyens de subsistance et l'analyse avec pour objectif de soutenir les activités de hiérarchisation en matière de sécurité alimentaire et de moyens de subsistance et d'appréciation de la situation. Avant de rejoindre l'organisation IMPACT, Olivia a passé plus de huit ans à diriger des programmes d'interventions d'urgence en matière de sécurité alimentaire et de moyens de subsistance ainsi que des programmes de redressement rapide dans différents contextes, notamment en Palestine, au Liban, au Guatemala ou en Tunisie, coopérant, entre autres organisations, avec Action contre la Faim.

Olivia Falkowitz is the global food security and livelihoods (FSL) focal point for IMPACT Initiatives, currently supporting IMPACT's country teams in FSL assessment, and analysis to support FSL prioritisation activities and situational awareness. Before joining IMPACT, Olivia spent more than eight years leading FSL emergency response "Cash and voucher assistance" and early recovery programmes in a variety of contexts such as Palestine, Lebanon, Guatemala and Tunisia, working with Action Against Hunger among other organisations.

Comment assurer l'accès à une alimentation suffisante, saine et durable ?

How can access to sufficient, healthy and sustainable food be secured?

Thomas Toulas • Chargé de mission plaidoyer & mobilisation
Nutrition for Growth chez Action contre la Faim – France

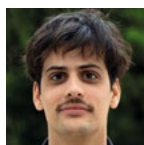
S'

il referme ce dossier, cet article est aussi celui qui donne à la fois à lire le propos d'un acteur humanitaire, en complément des analyses des chercheurs qui précèdent, et à destination d'un public peut-être moins averti. Mettant en perspective les causes croisées de l'insécurité alimentaire, l'auteur offre un plaidoyer pour que le combat devienne global et politique. En somme, qu'il fédère les énergies des ONG elles-mêmes et de leurs soutiens pour porter la parole des chercheurs et espérer infléchir les logiques dangereuses des dirigeants politiques et des géants de l'agroalimentaire.

Les causes de la faim et de l'insécurité nutritionnelle sont nombreuses et largement identifiées, mais elles n'interviennent pas de façon indépendante.

While this article closes the *Focus*, it also presents the views of one humanitarian actor, complementing the analyses of the preceding researchers and aimed at an audience that is perhaps less well informed. Putting the intersecting causes of food insecurity into perspective, the author argues for the fight to become global and political. In short, he calls for the energies of the NGOs themselves and their supporters to be brought together to help convey the words of researchers and hope to influence the dangerous thinking of political leaders and agri-food giants.

The causes of hunger and food insecurity are many and widely recognised, but they do not operate independently. Either connected at the source or in response to one another, all the causes of hunger feed on one another, creating a vicious circle that only radical and concerted political action can hope to break.



THOMAS
TOULAS

Tantôt à la source des unes, tantôt en réaction aux autres, toutes les causes de la faim s'alimentent entre elles, créant un cercle vicieux que seule une action politique radicale et concertée pourrait réellement atténuer.

Les causes majeures de la faim

Les effets de la crise climatique et environnementale affectent durement la capacité des populations à se nourrir sainement et durablement. Altérant progressivement nos écosystèmes et modifiant les climats régionaux ou entraînant des chocs violents et inhabituels, ces changements affectent sévèrement les ressources en eau, réduisent les terres arables et détruisent les moyens de subsistance. Cela exacerbe les maladies liées à l'eau et perturbe la santé mentale avec des répercussions sur la vie intime des ménages ou encore l'éducation des enfants. Globalement, ces effets menacent sérieusement la sécurité alimentaire et nutritionnelle des populations. Les enjeux que pose la question de la lutte contre le réchauffement climatique peuvent se résumer autour de deux concepts : l'atténuation et l'adaptation. Le premier consiste à réduire notre influence sur la biodiversité par une transition vers des modes de consommation plus respectueux de l'environnement. L'adaptation renvoie au fait que les effets du réchauffement climatique se font déjà très fortement ressentir avec pour conséquence, au-delà des effets déjà mentionnés, l'augmentation et l'intensification des conflits liés au contrôle des ressources telles que les terres, provoquant des déplacements massifs qui privent des millions de personnes de leurs moyens de subsistance¹.

Agir pour atténuer et s'adapter aux effets du réchauffement climatique est essentiel si l'on veut assurer la sécurité alimentaire et nutritionnelle. Pour cela, la transformation des systèmes

The main causes of hunger

The effects of the climate and environmental crisis are having a devastating impact on people's ability to eat healthily and sustainably. Gradually damaging our ecosystems and altering regional climates or causing violent and extraordinary events, these changes severely affect water resources, reduce arable land and destroy livelihoods. This in turn exacerbates water-borne disease and impairs mental health, with repercussions on the private lives of families as well as on how children are raised. Overall, these effects seriously threaten people's food and nutrition security. The challenges linked to the issue of combating global warming can be summarised by two concepts: mitigation and adaptation. The first consists of reducing our impact on biodiversity by making a shift to more environmentally friendly modes of consumption. Adaptation refers to the fact that the results of global warming are already being felt strongly with consequently, in addition to the outcomes already mentioned, an escalation and intensification of conflicts linked to the control of resources such as land, triggering mass displacements and therefore depriving millions of people of their means of subsistence.¹

Acting to mitigate and adapt to the effects of global warming is crucial if food and nutrition security is to be ensured. For this, transforming food systems is a useful starting point. In effect, our industrialised and globalised food systems, reliant on agribusiness, are responsible for one-third of greenhouse gas emissions. They therefore contribute significantly to environmental damage and put enormous pressure on natural resources. These systems are increasingly showing their limitations, both for the environment and biodiversity and in terms of their viability when it comes to feeding the whole population in a healthy and affordable way. To make our food systems

— 1. Nations unies, *La crise climatique – Nous pouvons gagner la course*, 2020, <https://www.un.org/fr/un75/climate-crisis-race-we-can-win>

— 1. United Nations, *The Climate Crisis – A Race We Can Win*, 2020, https://www.un.org/sites/un2.un.org/files/2020/01/un75_climate_crisis.pdf

alimentaires est une porte d'entrée pertinente. En effet, nos systèmes alimentaires industriels et mondialisés actuels, dépendants de l'agro-industrie, sont responsables d'un tiers des émissions de gaz à effet de serre. Ils contribuent donc grandement à la dégradation de l'environnement et mettent une forte pression sur les ressources naturelles. Ces systèmes montrent de plus en plus leurs limites, tant pour l'environnement et la biodiversité que pour sa viabilité à nourrir l'ensemble de la population de façon saine et abordable. Pour rendre nos systèmes alimentaires plus durables et garantir une meilleure résilience des populations et des écosystèmes, l'agroécologie apporte des solutions qui s'adaptent aux contextes locaux². Notons qu'en Afrique subsaharienne, région chroniquement frappée par des crises alimentaires, les petites exploitations représentent à peu près 80 % de l'ensemble des exploitations agricoles et qu'elles emploient directement quelque 175 millions de personnes, soit environ un adulte sur trois³.

Quant aux conflits qui se multiplient et s'enlisent, ils annihilent toute perspective de développement et affectent particulièrement les populations et leur capacité à se nourrir. Lorsqu'un conflit de grande ampleur éclate, les infrastructures agricoles peuvent être détruites, les marchés alimentaires peuvent être perturbés. Les déplacements forcés privent les communautés de leurs moyens de subsistance et les éloignent des services essentiels⁴. En 2023, le Conseil de sécurité des Nations unies a adopté une déclaration qui condamne fermement l'utilisation de la famine

« Nos systèmes alimentaires industriels et mondialisés actuels, dépendants de l'agro-industrie, sont responsables d'un tiers des émissions de gaz à effet de serre. »

“Our industrialised and globalised food systems, reliant on agribusiness, are responsible for one-third of greenhouse gas emissions.”

more sustainable and ensure populations and ecosystems can be more resilient, agroecology provides solutions suited to local contexts.² We should point out that in Sub-Saharan Africa, a region chronically prone to food crises, small farms account for approximately 80% of all agricultural holdings and directly employ about 175 million people, or about one adult in three.³

As for the escalating number of increasingly deadlocked conflicts, they rule out any prospect of development and particularly affect people and their ability to feed themselves. When a large-scale conflict breaks out, agricultural infrastructure may be destroyed and food markets disrupted. Forced displacement deprives communities of key services and puts distance between them.⁴ In 2023, the United Nations (UN) Security Council adopted a declaration strongly condemning both the use of starvation

— 2. Voir l'article de Caroline Broudic, « Rôle de l'agroécologie face aux enjeux alimentaires », dans ce numéro, p. 54.

— 3. OCDE et FAO, *Perspectives agricoles de l'OCDE et de la FAO 2016-2025*, juillet 2016, <https://www.fao.org/3/Bo091f/Bo091f.pdf>

— 4. Angelika Rettberg, « Les conséquences des conflits armés sur la paix et le développement durables en Amérique latine », *Chronique ONU*, vol. 52, n° 4, p. 26-28, <https://www.un.org/fr/chronicle/article/les-consequences-des-conflits-armes-sur-la-peace-et-le-developpement-durables-en-amerique-latine>

— 2. See the article by Caroline Broudic, "Agroecology and the challenges of food production", in this issue p. 54.

— 3. OECD and the Food and Agriculture Organization of the United Nations, *OECD-FAO Agricultural Outlook 2016-2025*, July 2016.

— 4. Angelika Rettberg, « Les conséquences des conflits armés sur la paix et le développement durables en Amérique latine », *Chronique ONU*, vol. 52, n° 4, p. 26-28, <https://www.un.org/fr/chronicle/article/les-consequences-des-conflits-armes-sur-la-peace-et-le-developpement-durables-en-amerique-latine>

comme méthode de guerre, et le refus d'accès humanitaire, rappelant ainsi la résolution 2417 fondatrice (2018). Il souligne le lien entre les conflits armés, la violence et l'insécurité alimentaire, et rappelle que les conflits ont contribué à l'insécurité alimentaire aiguë qui touchait 117 millions de personnes dans dix-neuf pays en 2022. Or, le droit international humanitaire protège les ressources alimentaires, indispensables pour éviter la propagation de maladies ou les carences qui mènent à la sous-nutrition. Le Statut de Rome de la Cour pénale internationale dispose qu'« affamer délibérément des civils [...] en les privant d'objets indispensables à leur survie, y compris en empêchant intentionnellement l'envoi des secours » constitue un crime de guerre.

Dans ce contexte d'intensification des crises, nos sociétés sont en train de creuser un fossé entre ceux qui ont « tout » et ceux qui n'ont « rien », du fait de l'encouragement des politiques à l'acaparement des richesses par un petit nombre d'individus. Or, on constate une chute vertigineuse de l'État providence, avec pour conséquence la détérioration des services publics essentiels et une augmentation criante des inégalités socio-économiques⁵ qui réduit inévitablement l'accès des populations les plus modestes à une alimentation saine et suffisante, et à des prix abordables. Le rapport sur l'état de la sécurité alimentaire et de la nutrition dans le monde (*State of Food Insecurity – SOFI* en anglais)⁶ révèle que le coût d'une alimentation saine dépasse largement le seuil international de pauvreté (1,90 USD) par jour. Il souligne qu'une alimentation équilibrée, même la moins chère, coûte cinq fois plus cher que celle

as a method of warfare and the denial of humanitarian access, referring back to founding resolution 2417 (2018). It underlines the link between armed conflict, violence and food insecurity, noting that conflicts contributed to acute food insecurity affecting 117 million people in nineteen countries in 2022. International humanitarian law protects food resources which are vital for preventing the spread of disease or deficiencies that can lead to undernutrition. The Rome Statute of the International Criminal Court states that "intentionally using starvation of civilians [...] by depriving them of objects indispensable to their survival, including wilfully impeding relief supplies" constitutes a war crime.

Against the background of escalating crises, the gap is being widened in our societies between the haves and the have-nots as a result of policies encouraging the monopolising of wealth by a small number of individuals. And yet we observe a drastic collapse in the welfare state, resulting in the deterioration of essential public services and a dramatic increase in socio-economic inequalities,⁵ which inevitably reduces the access the most disadvantaged populations have to an adequate supply of healthy food at affordable prices. The "State of Food Security and Nutrition in the World"⁶ report reveals that the cost of a healthy diet (US\$1.90 a day) is well above the international poverty line. It emphasises that a balanced diet, even the least expensive, costs five times as much as one that meets nutritional needs with starch-based foods alone.

In these circumstances, social protection, which aims to prevent and reduce poverty by providing income security and access to healthcare, housing, education,

— 5. Nations unies, *En finir avec les inégalités*, 2020, <https://www.un.org/fr/un75/inequality-bridging-divide>

— 6. FAO, FIDA, UNICEF, PAM et OMS, *L'État de la sécurité alimentaire et de la nutrition dans le monde 2023 : Urbanisation, transformation des systèmes agroalimentaires et accès à une alimentation saine le long du continuum rural-urbain*, FAO, 2023, <https://www.fao.org/agrifood-economics/publications/detaill/fr/c/1655093>

— 5. United Nations, *Inequality – Bridging the Divide*, 2020, <https://www.un.org/en/un75/inequality-bridging-divide>

— 6. FAO, IFAD, UNICEF, WFP and WHO, *The State of Food Security and Nutrition in the World 2023. Urbanization, agrifood systems transformation and healthy diets across the rural-urban continuum*, FAO, 2023, <https://www.fao.org/3/cc3017en/cc3017en.pdf>

composée uniquement de féculents pour satisfaire les besoins nutritionnels.

Dans ces conditions, la protection sociale, qui vise à prévenir et réduire la pauvreté en assurant la sécurité des revenus et l'accès aux soins de santé, au logement, à l'éducation, à l'eau et à la nourriture, est essentielle. Selon l'Organisation internationale du travail, la protection sociale est un droit humain, elle est universelle. Malgré son effet positif indiscutable sur la sécurité nutritionnelle, avant la pandémie de Covid-19, seule 45 % de la population mondiale bénéficiait de prestations de protection sociale, laissant 55 %, soit 4 milliards de personnes, sans protection. Les effets de la pandémie ont certainement creusé l'écart. Or, au cours des deux dernières décennies, les institutions financières internationales – Fonds monétaire international et Banque mondiale en tête – ont contribué à enterrer la protection sociale en encourageant des politiques d'austérité, c'est-à-dire la réduction des dépenses gouvernementales, à des fins de « rééquilibrage budgétaire », ou en octroyant des prêts impossibles à rembourser. La dégradation du climat économique et social a largement favorisé la construction « d'États gendarmes », négligeant les droits humains⁷ et, *in fine*, tout aussi coûteux du fait de leurs répercussions négatives sur les populations.

Parallèlement aux inégalités socio-économiques, les inégalités de genre sont à la fois une cause et une conséquence de la faim, créant un cercle vicieux où les femmes sont les premières affectées. Le cinquième objectif de développement durable mentionne que « l'égalité entre les sexes n'est pas seulement un droit humain fondamental, [mais] aussi un fondement nécessaire pour un monde pacifique, prospère et durable. » Quelques données alarmantes méritent d'être rappelées pour notre propos : dans les

« Les inégalités de genre sont à la fois une cause et une conséquence de la faim, créant un cercle vicieux où les femmes sont les premières affectées. »

“Gender inequalities are both a cause and a consequence of hunger, creating a vicious circle in which women are the first to be affected.”

water and food, is vital. According to the International Labour Organisation, social protection is a human right and is universal. Despite their undeniably positive impact on nutritional security, before the Covid-19 pandemic, only 45% of the world population was in receipt of social protection benefits, leaving 55% or 4 billion people without protection. The effects of the pandemic have undoubtedly widened the gap. Yet during the last two decades, international financial institutions, led by the International Monetary Fund and the World Bank, have helped cripple social protection by encouraging policies of austerity, in other words, reducing government expenditure, for “fiscal rebalancing” purposes, or by granting loans that are impossible to repay. The worsening of the social and economic climate has widely favoured the establishment of “night-watchman states”, neglecting human rights⁷ and ultimately just as costly because of their negative impacts on the population.

Alongside socio-economic inequalities, gender inequalities are both a cause and a consequence of hunger, creating a vicious circle in which women are the first to be affected. The fifth goal of sustainable development mentions that

— 7. Bhumika Muchhala, “The Urgency of fiscal justice: Another wave of austerity threatens the right to development for the South”, *Third World Network*, 19 October 2020, <https://www.twn.my/title2/finance/2020/fi201004.htm>

— 7. Bhumika Muchhala, “The Urgency of fiscal justice: Another wave of austerity threatens the right to development for the South”, *Third World Network*, 19 October 2020, <https://www.twn.my/title2/finance/2020/fi201004.htm>

régions les plus touchées par la faim et l'insécurité nutritionnelle, les femmes, souvent responsables de l'alimentation des foyers et des enfants, sont l'objet de discriminations qui entravent leur accès aux droits fonciers et à la nourriture ; elles représentent en moyenne moins de 20 % des propriétaires terriens dans le monde, mais constituent environ 43 % de la main-d'œuvre agricole⁸. Sans droits fonciers sécurisés, les femmes sont exposées à l'expulsion, à la violence domestique et à l'exclusion des décisions concernant leurs terres. Au-delà du droit en vigueur, dans de nombreuses régions du monde, le droit coutumier, dominé par des normes patriarcales, prend une place importante et limite encore un peu plus l'accès des femmes à la terre. L'Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) estime que si les femmes bénéficiaient du même accès aux ressources productives que les hommes, le nombre de personnes qui souffrent de la faim dans le monde diminuerait de 12 % à 17 % environ⁹. Cette situation influe directement sur la santé et le développement des femmes et de leurs enfants. Sans une alimentation saine lors de la grossesse et des 1000 premiers jours de l'enfant, les défenses immunitaires s'affaiblissent, et le développement cognitif est durablement touché. Les conséquences sont irréversibles et compromettent la survie, la croissance et l'apprentissage des enfants ainsi que leur capacité future à subvenir à leurs besoins. Comme point de départ pour lutter plus particulièrement contre la sous-nutrition et atteindre les cibles mondiales de nutrition fixées par l'Organisation mondiale de la santé, les planchers de protection sociale pourraient, par exemple, accorder un revenu

“equality between the sexes is not only a fundamental human right, [but] also a necessary foundation for a peaceful, prosperous and sustainable world”. It is worth reminding ourselves here of some alarming statistics: in the regions hardest hit by hunger and nutrition insecurity, women, often the ones responsible for feeding their households and children, face discrimination hindering their access to land rights and to food; they represent on average fewer than 20% of land owners worldwide, but make up about 43% of the agricultural workforce.⁸ Without secure land rights, women are vulnerable to eviction, to domestic violence and to exclusion from decisions concerning their land. In addition to the law in force, in many regions of the world customary law, dominated by patriarchal norms, plays an important role and restricts even further women's access to land. The UN Food and Agriculture Organization estimates that if women enjoyed the same access to productive resources as men, the number of people suffering from hunger in the world would fall by approximately 12-17%.⁹ This situation has a direct impact on the health and development of women and their children. Without a healthy diet during pregnancy and the first thousand days of a child's life, the immune system is weakened, and cognitive development is severely impaired. The consequences are irreversible and jeopardise children's survival, growth and learning, as well as their future ability to support themselves. As a starting point to combat undernutrition in particular and to meet the global nutrition targets of the World Health Organization, minimum social protection levels could, for example, grant a universal basic income for the first thousand days of a child's life, thus allowing

— 8. United Nations, Human rights, *Insecure land rights for women: a threat to progress on gender equality and sustainable development*, Working group on discrimination against women and girls, July 2017, <https://www.ohchr.org/sites/default/files/Documents/Issues/Women/WG/Womenslandright.pdf>

— 9. FAO, *La Situation Mondiale de l'Alimentation et de l'Agriculture, 2010-2011. Le rôle des femmes dans l'agriculture – Comblant le fossé entre les hommes et les femmes pour soutenir le développement*, 2011, <https://www.fao.org/3/i2050f/i2082f00.pdf>

— 8. United Nations, Human rights, *Insecure land rights for women: a threat to progress on gender equality and sustainable development*, Working group on discrimination against women and girls, July 2017, <https://www.ohchr.org/sites/default/files/Documents/Issues/Women/WG/Womenslandright.pdf>

— 9. FAO, *The State of Food and Agriculture. Women in Agriculture. Closing the Gender Gap for Development*, 2010-2011, <https://www.fao.org/3/i2050f/i2082f00.pdf>

de base universel pour les 1000 premiers jours de l'enfant, ce qui permettrait d'assurer à la mère et à l'enfant l'accès aux ressources et aux soins nécessaires lors de la période la plus cruciale pour le développement humain.

En 2021, les femmes étaient 126 millions de plus que les hommes à souffrir d'insécurité alimentaire, contre 49 millions de plus en 2019. À l'évidence, l'atteinte de l'objectif « zéro faim » est compromise tant que ces inégalités persistent et limitent le rôle essentiel des femmes dans la réalisation de la sécurité alimentaire et nutritionnelle.

Assurer la sécurité alimentaire et nutritionnelle : une lutte politique

En 2015, les Nations unies ont pris l'engagement de réaliser 17 Objectifs de développement durable (ODD) à l'horizon 2030. Le deuxième ODD, « zéro faim », consiste à « éliminer la faim, assurer la sécurité alimentaire, améliorer la nutrition et promouvoir l'agriculture durable ». Cet engagement, à l'instar des seize autres, doit être une boussole pour les États de la communauté internationale. Malheureusement, ces derniers, guidés par les intérêts financiers et cachés derrière « l'intérêt de la nation », nous font avancer en petits groupes fermés, dans la direction opposée, face à de forts vents contraires. Cette attitude, dans le contexte évoqué plus haut, réduit la réalisation des ODD et nos ambitions à vivre dignement ensemble en une simple utopie. Les objectifs de l'agenda 2030 des Nations unies sont intéressants par le fait que leur accomplissement individuel n'est possible que si on réalise l'ensemble. L'objectif « zéro faim » illustre bien dans la mesure où l'atteinte de la sécurité nutritionnelle pour toutes et tous nous oblige à nous pencher sur des enjeux de santé, d'économie, d'inégalités sociales et de genre, de lutte contre le réchauffement climatique, de construction de la paix, de diplomatie, de gouvernance et de démocratie – en son sens le plus noble, de gouvernance par le peuple pour le peuple. Le réchauffement climatique, les conflits, les inégalités

mother and child to access the resources and care necessary during this most critical period in human development.

In 2021, 126 million more women than men suffered food insecurity, compared with 49 million more in 2019. Clearly, the attainment of the “zero hunger” goal is compromised as long as these inequalities continue to exist and limit the key role of women in achieving food and nutrition security.

Ensuring food and nutrition security: a political battle

In 2015, the UN committed to achieving seventeen Sustainable Development Goals (SDGs) by 2030. The second SDG, “zero hunger”, aims to “end hunger, achieve food security and improved nutrition and promote sustainable agriculture”. This commitment, like the sixteen others, must be a compass for the states of the international community. Regrettably, these states, driven by financial interests and hiding behind “national interest”, are moving us on in small, closed groups in the opposite direction, against strong headwinds. This attitude, in the context alluded to earlier, reduces to a utopian pipedream the implementation of the SDGs and our aspiration to live together decently. The goals of the 2030 UN agenda are useful since accomplishing them individually is only possible by attaining them all. The “zero hunger” goal clearly illustrates this insofar as achieving nutrition security for all forces us to turn our attention to the issues of health, the economy, social and gender inequalities, combatting global warming, peacebuilding, diplomacy, governance, and democracy – in its most noble sense, that of governance by the people for the people. Global warming, conflict, economic, social and gender inequalities, shrinking civic space and the prioritising of economic, geopolitical and strategic interests are in fact interrelated problems which have a significant impact on access to and the quality of our social protection, health, food and education systems, intended to guarantee our most fundamental rights.

« Seul un changement collectif et radical d'approche, d'une logique de croissance par la domination à une logique de développement par la concertation, permettrait de réaliser les ODD. »

"Only a radical, collective change in approach, from one of growth through domination to one of development through concertation, will make it possible to achieve the SDGs."

économiques, sociales et de genre, la réduction de l'espace civique et la priorisation des intérêts économiques, géopolitiques et stratégiques sont en effet des problématiques interconnectées qui exercent une influence significative sur l'accès et la qualité de nos systèmes de protection sociale, de santé, alimentaires et éducatifs, censés garantir nos droits les plus fondamentaux.

Comment transformer ces systèmes pour qu'ils remplissent leur fonction première ? La marche est haute, mais seul un changement collectif et radical d'approche, d'une logique de croissance par la domination à une logique de développement par la concertation, permettrait de réaliser les ODD. Cela devra inévitablement passer par un transfert de pouvoirs vers les sociétés civiles. Afin de maintenir le cap fixé, boussole en main, nous avons en effet une nécessité pressante d'instaurer des espaces de dialogue inclusifs et démocratiques qui mettent les droits humains et la dignité humaine au cœur de nos préoccupations. Ces espaces doivent être pensés et normés, d'une part, pour donner une place à part entière à la table des négociations pour celles et ceux qui sont le plus durement touchés et, d'autre part, pour trouver des solutions qui tiennent compte de l'ensemble des défis auxquels

How can these systems be transformed to fulfil their primary function? It is a major challenge but only a radical, collective change in approach, from one of growth through domination to one of development through concertation, will make it possible to achieve the SDGs. This will inevitably involve a transfer of power to civil society. To stay the course, compass in hand, there is an urgent need to create inclusive, democratic spaces for dialogue with human rights and dignity at the very centre of our concerns. These forums must be well designed and standardised on the one hand, to give a special place round the negotiating table to the men and women who are most severely affected and, on the other hand, to find solutions which take account of all the challenges facing us. Indeed, the forums for discussion we set up lose sight of the general good if only influential stakeholders from the political and economic spheres are invited to the table with inclusiveness and funding as the main arguments. They are arenas of influence in which the players with the most power and financial resources are the driving forces. "Multi-stakeholder" summits, which legitimise themselves by including civil society as a token gesture, tend ultimately to stifle the concerns of the latter as a result of the imbalance of power. Yet civil society worldwide, represented by a variety of stakeholders such as non-governmental organisations, lawyers, researchers, students, trade unions and campaigners, works every day to promote, protect and further human rights. Its common goal is the search for justice, equality and respect for human dignity. In spite of a growing awareness of the fundamental importance of the knowledge and experience of "local civil society" organisations in developing appropriate and sustainable responses and their vital role in defending the rights of citizens throughout the world, they cannot be transformative without the creation of bodies in which they have real coercive power. It is for this reason that it is absolutely essential to maintain and foster the existence of a dynamic, varied and independent civil society,

nous sommes confrontés. En effet, les espaces de dialogue que nous construisons perdent de vue l'intérêt général en invitant à la table les seuls acteurs influents des sphères politiques et économiques avec l'inclusivité et le financement comme arguments principaux. Ce sont des arènes d'influences où les acteurs qui bénéficient le plus de pouvoir et de moyens financiers sont les locomotives. Les sommets « multi-acteurs », qui se légitiment en incluant pour la forme les sociétés civiles, tendent finalement à étouffer les préoccupations de ces dernières du fait de l'asymétrie de pouvoir. Or, les sociétés civiles du monde entier – représentées par une diversité d'acteurs tels que les organisations non gouvernementales, les avocats, les chercheurs, les étudiants, les syndicats, les activistes – travaillent chaque jour pour promouvoir, protéger et faire progresser les droits humains. Leur objectif commun est la recherche de la justice, de l'égalité et du respect de la dignité humaine. Malgré une prise de conscience croissante quant à l'importance fondamentale des connaissances et de l'expérience des « sociétés civiles locales » pour élaborer des réponses durables et adaptées, et leur rôle fondamental pour défendre les intérêts des citoyens du monde, elles ne pourront être transformatives sans la création d'instances où elles disposeront d'un réel pouvoir coercitif. C'est pourquoi il est absolument essentiel de maintenir et de favoriser l'existence de sociétés civiles dynamiques, variées, indépendantes avec des ressources qui leur permettent de continuer leur action en faveur des droits humains. La faim dans le monde et l'accès à une nourriture saine et durable qui permette à chacun et chacune de vivre en bonne santé est un problème pour lequel la seule solution réside dans le respect et la mise en application des droits humains. L'humanité a sans aucun doute les moyens, tant cognitifs que scientifiques, technologiques, ou techniques d'y parvenir. Les sociétés civiles sont là pour le rappeler. Assurer la sécurité alimentaire et nutritionnelle pour toutes et tous est une lutte politique.

with resources enabling it to continue its action of promoting human rights. Hunger in the world and access to a sustainable and healthy food supply allowing everyone to live in good health is a problem for which the only solution lies in the respect and enforcement of human rights. Humanity has undoubtedly the means, whether cognitive, scientific, technological or technical, to achieve this. Civil society is there to remind us of this. Guaranteeing food and nutrition security for all, women and men, is a political struggle.

Translated from the French by Fay Guerry

Biographie | Biography



THOMAS TOULAS

Après des débuts dans l'art et la communication visuelle, Thomas Toulas a rapidement choisi de se consacrer à l'influence des politiques internationales. Son parcours l'a d'abord conduit à travailler en collaboration avec les sociétés civiles et les agences des Nations unies pour promouvoir l'égalité des genres dans l'action humanitaire au Sahel. Aujourd'hui, Thomas est chargé de mission plaidoyer & mobilisation N4G [Nutrition for Growth] chez Action contre la Faim – France.

After an early career in art and visual communication, Thomas Toulas quickly opted to focus on the influence of international policies. His career path initially led him to work in partnership with civil society and United Nations agencies to promote gender equality in humanitarian action in the Sahel. He is currently Advocacy and Nutrition for Growth Mobilisation Project Officer with Action Against Hunger, France.



TRANSITIONS



TRANSITIONS

Les études humanitaires : un champ toujours en voie de constitution

Humanitarian studies: a field still in the making

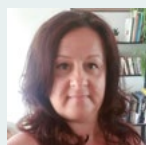
Valérie Gorin • Directrice des programmes,
Centre d'études humanitaires, université de Genève



Il en a fallu du temps avant que l'humanitaire, d'une action militante, passe à un objet de recherche. C'est toute cette évolution que retrace avec brio Valérie Gorin, tout en rappelant au passage que les « études humanitaires » sont encore loin d'être achevées. En filigrane, l'autrice « situe » dans cette histoire le rôle qu'une revue comme *Alternatives Humanitaires* peut jouer dans la construction d'un pont entre action et réflexion.

It took a long time for humanitarian action to evolve from an act of activism to a subject of research. Valérie Gorin expertly traces this evolution, while reminding us that “humanitarian studies” are still far from complete. In a subtle way, the author illustrates the role that a review like *Humanitarian Alternatives* can play in building a bridge between action and reflection.



VALÉRIE
GORIN

Fondé en 1998, le Centre d'études humanitaires Genève a fêté ses 25 ans à l'automne 2023. Témoin des changements contextuels et organisationnels qui ont profondément remodelé l'action humanitaire ces deux dernières décennies, il est aussi contemporain du champ naissant des « études humanitaires » depuis le début des années 2000. La fondation du Humanitarian Studies Centre en 2023, à l'université Erasmus de Rotterdam, en est l'un des exemples les plus récents¹. Cette montée en puissance des études humanitaires traduit pourtant la reconnaissance tardive de ce champ depuis le début du siècle. Cet article se propose dès lors d'explorer la trajectoire académique de l'action humanitaire en suivant deux axes. Le premier questionne la dénomination elle-même : l'intérêt de l'aborder sous forme « d'études » permet en effet de ne pas cantonner l'action humanitaire à un objet, mais à la faire « intervenir dans l'ensemble du champ des sciences humaines et sociales, sur la base d'un déplacement d'ordre conceptuel ou paradigmatique² ». Le deuxième axe interroge ensuite la délimitation du champ, pris dans une tension constante entre le développement d'une pensée critique et réflexive sur l'humanitaire, et l'envie de répondre aux besoins de formation avec et pour les humanitaires.

De l'emploi du terme « études »

En 2002, Philippe Ryfman posait déjà le cadre de ce qui pourrait être une « école française » d'analyse de l'humanitaire, appelant à la création d'initiatives fédératrices pour constituer un véritable champ d'études, telles que des « programmes de recherche, de doctorants,

— 1. Parmi les centres les plus connus, citons également l'Institut d'études humanitaires internationales à Aix-en-Provence (fondé en 1993), le Humanitarian and Conflict Resolution Institute à Manchester (2008), le Center for Humanitarian Leadership (2011) à Melbourne, le Center for Conflict and Humanitarian Studies (2016) à Doha, le Centre for Humanitarian Action à Berlin (2018) et le Norwegian Center for Humanitarian Studies (2021-2023).

— 2. Lucas Monteil et Alice Romero, « Des disciplines aux "studies". Savoirs, trajectoires, politiques », *Revue d'anthropologie des connaissances*, vol. 11, n° 3, 2017, p. 231.

In November 2023, the Geneva Centre of Humanitarian Studies, founded in 1998, celebrated its twenty-fifth anniversary. The Centre has been both witness to the contextual and organisational changes that have profoundly shaped humanitarian action over the last two decades and a contemporary to the nascent field of "humanitarian studies" since the early 2000s, of which the establishment of the Humanitarian Studies Centre at Erasmus University Rotterdam in 2023 is the most recent example.¹ However, the growing take-up of humanitarian studies in recent years throws into stark relief the slow burn the field's development has gone through since the beginning of the century. This article will therefore explore the academic trajectory of humanitarian action along two axes. The first axis examines the denomination of the field itself: indeed, by addressing the subject in the form of "studies", humanitarian action is not confined to being an end in itself but is able to "intervene in the entire field of human and social sciences, on the basis of a conceptual and paradigmatic shift".² The second axis examines the delimitation of the field, which finds itself in constant tension between the development of a critical and reflexive analysis of humanitarian action, and the desire to provide for training needs with and for humanitarians.

On the use of the term "studies"

In 2002, Philippe Ryfman laid out the framework of what could be a "French school" of humanitarian analysis, calling for uniting initiatives, such as "research programmes, doctoral student programmes, thematic collections from

— 1. The best-known centres also include the *Institut d'études humanitaires internationales* in Aix-en-Provence (founded in 1993), the Humanitarian and Conflict Resolution Institute in Manchester (2008), the Centre for Humanitarian Leadership in Melbourne (2011), the Center for Conflict and Humanitarian Studies in Doha (2016), the Centre for Humanitarian Action in Berlin (2018) and the Norwegian Centre for Humanitarian Studies (2021-2023).

— 2. Lucas Monteil et Alice Romero, « Des disciplines aux "studies". Savoirs, trajectoires, politiques », *Revue d'anthropologie des connaissances*, vol. 11, n° 3, 2017, p. 231.

de collections thématiques chez des éditeurs de référence, de revues ou de colloques³ ». Force est de constater que, depuis lors, ces initiatives ont vu le jour. Dans la mouvance de cet humanitaire « à la française », les revues *Humanitaire*, *Humanitaires en mouvement* et la présente revue *Alternatives Humanitaires*⁴ sont nées pour faire entendre la voix des organisations humanitaires francophones sur le plan international, au motif que les publications anglo-saxonnes étaient plus nombreuses⁵. Pourtant, et tout comme en France, les revues prônant une focale purement humanitaire n'apparaissent pas avant les années 2010 chez les éditeurs anglophones. Mentionnons entre autres, le *Journal of International Humanitarian Action* (2016, affilié à la plateforme Network on Humanitarian Action, NOHA) et le *Journal of Humanitarian Affairs* (2019, affilié à Save the Children, en lien avec le Centre de réflexion sur l'action et les savoirs humanitaires [Crash] de Médecins Sans Frontières [MSF] et le Manchester Humanitarian and Conflict Response Institute). Des collections spécifiques, comme les *Humanitarian Studies* chez Routledge, et d'autres manuels destinés aux étudiants⁶ ont également achevé l'institutionnalisation de ce champ autour d'un savoir partagé.

Quels sont les facteurs qui expliquent le retard dans l'émergence des études humanitaires ? En considérant les « studies » comme l'établissement de champs de recherche et d'analyse interdisciplinaires, il est intéressant de noter deux éléments dominants dans

« Au cours des décennies 1950-1980, la question de l'assistance internationale est ainsi abordée dans des publications à ancrage essentiellement disciplinaire, comme le droit ou la médecine. »

“From the 1950s to the 1980s, the question of international aid was broached in publications which had a primarily disciplinary focus, such as law and medicine.”

leading publishers, journals or conferences” in order to create a true field of study.³ To his credit, these initiatives have since taken concrete shape. Indeed a number of reviews – *Humanitaire* (2000-2015, published by *Médecins du Monde*), *Humanitaires en mouvement* (2008, published by *Groupe URD*) and this present review *Humanitarian Alternatives/Alternatives Humanitaires* (2016)⁴ – were inspired by this “French-style” humanitarianism, giving Francophone humanitarian organisations a voice on the international scene otherwise crowded with English-language publications.⁵ Nonetheless, just like their French-language counterparts, English-language reviews with a purely humanitarian focus did not appear until the 2010s. These English-language reviews included, among others, the *Journal of International Humanitarian Action* (2016, in association with the Network on Humanitarian Action [NOHA]) and the *Journal of Humanitarian Affairs* (2019, in association with Save

— 3. Philippe Ryfman, « Vers une “École française” d'analyse de l'humanitaire ? », *Revue Internationale et Stratégique*, vol. 3, n° 47, 2002, p. 143.

— 4. La revue *Humanitaire* était éditée par Médecins du Monde entre 2000 et 2015 ; la revue *Humanitaires en mouvement* est éditée par le Groupe URD depuis 2008, et la revue *Alternatives Humanitaires* est éditée depuis 2016.

— 5. Origine de la revue *Alternatives Humanitaires* : <https://www.alternatives-humanitaires.org/fr/presentation-de-la-revue>

— 6. Roger Mc Ginty and Jenny H. Peterson, *The Routledge Companion to Humanitarian Action*, Routledge, 2015.

— 3. Philippe Ryfman, « Vers une “École française” d'analyse de l'humanitaire ? », *Revue Internationale et Stratégique*, vol. 3, n° 47, 2002, p. 143.

— 4. The review *Humanitaire* was published by *Médecins du Monde* between 2000 and 2015; *Humanitarian Aid on the Move* has been published by *Groupe URD* since 2008, and *Humanitarian Alternatives* has been published since 2016.

— 5. Origin of the *Humanitarian Alternatives* review: <https://www.alternatives-humanitaires.org/en/presentation>

les trajectoires d'institutionnalisation. D'abord, la légitimation d'un tel champ d'études est liée, là comme ailleurs, à « l'opportunité de développer des perspectives critiques sur des objets invisibilisés et dominés dans l'espace des disciplines et, au-delà, dans une démarche de recherche de reconnaissance⁷ ». Au cours des décennies 1950-1980, la question de l'assistance internationale est ainsi abordée dans des publications à ancrage essentiellement disciplinaire, comme le droit ou la médecine, et autour de sujets connexes à l'humanitaire – migration ou prévention des catastrophes par exemple⁸. L'une des plus anciennes revues⁹, *Disasters* (1977), émanait d'un groupe d'étudiants qui avait travaillé en contexte d'urgence et qui formera le London Technical Group ; ce groupe sera absorbé en 1991 par l'Overseas Development Institute, un centre de recherche qui travaille en consultation avec l'ancien département du Développement international du gouvernement britannique. Ces revues traduisent donc l'institutionnalisation de champs parallèles à l'humanitaire, tels que les « development studies », « disaster studies », « refugee studies » ou « peace studies », qui émergent au lendemain de la Seconde Guerre mondiale et dans le sillage de la décolonisation. Elles vont de pair avec le déploiement de politiques visant à renforcer l'aide au développement, la résolution des conflits ou l'assistance aux réfugiés. Cependant, alors que le système d'aide internationale vit un renouveau entre les années 1950-1960, marqué par l'essor des Nations unies et la multiplication des organisations non gouvernementales (ONG), l'action humanitaire reste un objet secondaire qui ne s'imposera

— 7. Lucas Monteil et Alice Romerio, « Des disciplines aux "studies". Savoirs... », art. cit., p. 236.

— 8. L'Association internationale des études humanitaires fournit une liste de revues scientifiques plus exhaustive : <https://ihsa.info/resources/ihsa-journal>

— 9. Historiquement, la *Revue Internationale de la Croix-Rouge* (1869) éditée par le CICR peut être considérée comme la première « revue humanitaire ».

the Children and in partnership with Médecins Sans Frontières's Centre de réflexion sur l'action et les savoirs humanitaires [known as the Crash] and the Manchester Humanitarian and Conflict Response Institute). In addition, specific collections, such as Routledge's *Humanitarian Studies*, as well as other student textbooks⁶ also helped to complete the institutionalisation of the field around shared knowledge.

What are the factors that explain the belated emergence of humanitarian studies? If we consider "studies" as the establishment of interdisciplinary fields of research and analysis, it is interesting to single out two dominant elements within the institutionalisation trajectories. First of all, as in any field of study, the legitimation of such a field of study is closely connected with the "opportunity for developing critical perspectives on subjects that have been invisibilised and dominated within and beyond the disciplinary space, in a quest for recognition".⁷ Thus, from the 1950s to the 1980s, the question of international aid was broached in publications which had a primarily disciplinary focus, such as law and medicine, or in relation to issues akin to humanitarianism, migration and disaster prevention, for example.⁸ One of the oldest journals,⁹ *Disasters* (1977), was created by a group of students who had worked in emergency contexts and were later to form the London Technical Group; a group absorbed in 1991 by the Overseas Development Institute, a research centre operating in consultation with the former British government's Department for International Development. These publications are

— 6. Roger Mc Ginty and Jenny H. Peterson, *The Routledge Companion to Humanitarian Action*, Routledge, 2015.

— 7. Lucas Monteil et Alice Romerio, « Des disciplines aux "studies". Savoirs... », art. cit., p. 236.

— 8. The International Humanitarian Studies Association provides a more exhaustive list of scientific journals: <https://ihsa.info/resources/ihsa-journal>

— 9. Historically, the *International Review of the Red Cross* (1869) published by the ICRC can be considered as the first "humanitarian journal".

comme un prisme à travers lequel analyser les relations internationales qu'à la fin du xx^e siècle.

L'institutionnalisation des études humanitaires qui s'ensuit n'est donc pas tant due à l'invisibilité de l'aide qu'à un changement de paradigme. L'action humanitaire était jusqu'alors davantage perçue comme une profession de foi que comme un « métier » requérant des compétences professionnelles spécifiques. Cette vision vocationnelle renvoie ici aux narratifs développés depuis longtemps par les humanitaires eux-mêmes, dans de nombreuses (auto) biographies à visée presque mythographique¹⁰. Au cours des années 2000 toutefois, les écrits de praticiens adoptent une posture plus critique d'un humanitaire « par-delà la légende¹¹ », inaugurant la lignée d'acteurs qui mettent leur expérience au service d'une démarche oscillant entre réflexion et recherche. L'ère de « l'humanitaire libéral¹² » voit ainsi surgir de nombreuses controverses à propos de l'aide internationale, présentée de plus en plus comme un système « sous attaque¹³ » qui aurait montré ses limites et ses paradoxes¹⁴. Ces critiques sont en partie le résultat de l'échec de la communauté internationale lors du génocide rwandais qui, dans le prolongement de la guerre en ex-Yougoslavie, cristallise la prise de conscience par les organisations humanitaires de l'instrumentalisation de l'aide¹⁵. Des voix s'élèvent alors pour demander des réformes du système

an illustration of the institutionalisation of fields parallel to humanitarian action, such as development studies, disaster studies, refugee studies and peace studies, which emerged in both the aftermath of the Second World War and the wake of decolonisation. They came hand in hand with the expansion of policies designed to strengthen development aid, conflict resolution and refugee assistance. However, while the international aid system underwent a revival in the 1950s and 1960s, marked by the rise of the United Nations (UN) and the surge in non-governmental organisations (NGOs), humanitarian action remained a secondary objective, which would only assert itself as a prism through which to analyse international relations in the late twentieth century.

The ensuing institutionalisation of humanitarian studies is therefore to a greater degree due to a paradigm shift than the invisibility of aid. Indeed, humanitarian action had until then been perceived more as a calling than a proper "occupation" requiring specific professional competencies. The idea of a humanitarian vocation refers back to narratives long developed by humanitarians themselves, in numerous (auto)biographies with quasi-mythographic aspirations.¹⁰ However, during the 2000s, the literature from practitioners adopted a more critical stance towards humanitarianism, going "beyond the legend"¹¹ and heralding a lineage of actors who would come to apply their experience in an approach alternating between reflection and research. Thus, in the era of "liberal humanitarianism",¹² many controversies arose concerning international aid, which was increasingly presented as a system

— 10. Marcel Junod, *Le Troisième combattant. De l'ypérite en Abyssinie à la bombe atomique d'Hiroshima*, Éditions Payot, 1947 ; Bernard Kouchner, *L'île de lumière*, Éditions Ramsay, 1980.

— 11. Rony Brauman, « L'humanitaire par-delà la légende », *Études*, vol. 3, tome 392, 2000, p. 615-626.

— 12. Michael Barnett, *Empire of Humanity: A History of Humanitarianism*, 2011, Cornell University Press, pp. 161-240.

— 13. Joanna Macrae, "The death of humanitarianism? An anatomy of the attack", *Disasters*, vol. 22, no. 4, 1998, pp. 309-317.

— 14. Fiona Terry, *Condemned to Repeat? The Paradox of Humanitarian Action*, Cornell University Press, 2002.

— 15. Marc-Antoine Pérouse de Montclos, *L'aide humanitaire, aide à la guerre ?*, Éditions Complexe, 2001.

— 10. Marcel Junod, *Le Troisième combattant. De l'ypérite en Abyssinie à la bombe atomique d'Hiroshima*, Éditions Payot, 1947 ; Bernard Kouchner, *L'île de lumière*, Éditions Ramsay, 1980.

— 11. Rony Brauman, « L'humanitaire par-delà la légende », *Études*, vol. 3, tome 392, 2000, p. 615-626.

— 12. Michael Barnett, *Empire of Humanity: A History of Humanitarianism*, 2011, Cornell University Press, pp. 161-240.

« La naissance des études humanitaires est donc corrélée à l'agenda des critiques qui ont agité le système humanitaire depuis une vingtaine d'années. »

“The birth of humanitarian studies therefore correlates with the catalogue of criticism that has shaken the humanitarian system over the last twenty years.”

et de sa gouvernance ; un débat ravivé par le 11-Septembre, les guerres qui s'ensuivent en Afghanistan et en Irak, et celles qui seront déclenchées dans le prolongement des Printemps arabes, à l'image de la Syrie. La naissance des études humanitaires est donc corrélée à l'agenda des critiques qui ont agité le système humanitaire depuis une vingtaine d'années, attention qui s'est également traduite par une production académique, avec le développement de travaux portant sur l'histoire des organisations, l'humanitaire dans les relations internationales, ainsi que sur l'anthropologie, la sociologie et la politisation de l'aide.

Ensuite, l'apparition d'un champ d'études spécifique est à mettre en parallèle avec les « enjeux de pouvoir qui les accompagnent et les sous-tendent », notamment « les liens entre évolutions internes au champ universitaire, mouvements sociaux et politiques publiques¹⁶ ». Ici, plus que le militantisme qui caractérise la naissance des « gender studies » ou des « postcolonial studies », c'est la place grandissante de l'humanitaire dans le débat public et le rôle des États qui ont mené à la reconnaissance progressive des études humanitaires au cours des années 1990. On le

“under attack”¹³ that had revealed its limits and paradoxes.¹⁴ This criticism was in part prompted by the international community's failings during the Rwanda genocide which, in the prolongation of the Yugoslav Wars, was a wake-up call to humanitarian organisations about the instrumentalisation of aid.¹⁵ At this time, voices began calling for the reform of the system and its governance; a debate rekindled by the September 11 attacks and the ensuing wars in Afghanistan and Iraq, as well as by the wars unleashed in the wake of the Arab Spring, such as in Syria. The birth of humanitarian studies therefore correlates with the catalogue of criticism that has shaken the humanitarian system over the last twenty years. Scrutiny that also translated into academic output with the publication of works focused on the history of organisations, humanitarian action in international relations, as well as the anthropology, the sociology and the politicisation of aid.

Secondly, the appearance of a specific field of study must be tied in with the “power dynamics accompanying and underlying it” and in particular with the “connections between evolutions internal to the academic field, social movements and public policies”.¹⁶ In this instance, more than the activism that characterises the birth of gender studies or postcolonial studies, it is the growing place occupied by humanitarian action in the public debate and the evolving role of states that led to the progressive recognition of humanitarian studies during the 1990s. One indication of this shift is the emergence of teaching and research networks, such as the aforementioned NOHA network. Founded in 1993, this network is composed of nine

— 16. Lucas Monteil et Alice Romerio, « Des disciplines aux "studies". Savoirs, ... », art. cit., p. 237.

— 13. Joanna Macrae, "The death of humanitarianism? An anatomy of the attack", *Disasters*, vol. 22, no. 4, 1998, pp. 309–317.

— 14. Fiona Terry, *Condemned to Repeat? The Paradox of Humanitarian Action*, Cornell University Press, 2002.

— 15. Marc-Antoine Pérouse de Montclos, *L'aide humanitaire, aide à la guerre ?*, Éditions Complexes, 2001.

— 16. Lucas Monteil et Alice Romerio, « Des disciplines aux "studies". Savoirs, ... », art. cit., p. 237.

constate avec l'établissement de réseaux d'enseignement et de recherche tels que NOHA, déjà évoqué. Fondé en 1993, ce réseau regroupe neuf universités en Europe et il est soutenu par la Commission européenne¹⁷. Depuis 2017, une association internationale des études humanitaires (IHSA) regroupe également la communauté des chercheurs dans les pays du Nord comme du Sud et permet ainsi un décloisonnement d'un narratif humanitaire occidental-centré. Une communauté qui se visibilise et interagit grâce notamment à l'organisation de conférences internationales, dont celles de l'IHSA ou de l'International Humanitarian Summit à Dubai, ce dernier « sommet » reflétant la place grandissante des États du Golfe dans l'aide internationale. Ce développement académique s'est aussi traduit par la création de cursus de formation. En 2010, deux études de marché dénombraient ainsi entre cinquante et quatre-vingts masters en action humanitaire dans le monde, majoritairement situés dans les pays du Nord, et en langue anglaise¹⁸. Les objectifs de ces différentes initiatives et réseaux sont multiples : promotion de la recherche et de l'enseignement, production de réflexions sur les politiques et pratiques humanitaires au travers de publications et d'événements publics.

Quels champs cultivent les études humanitaires ?

Aborder les études humanitaires impliquerait dans un premier temps l'exercice toujours difficile de circonscrire ce qu'est l'humanitaire. Loin de le considérer comme une discipline en soi – comme peuvent l'être l'histoire ou la sociologie qui s'enseignent avec leurs propres épistémologies et méthodes –, l'humanitaire s'envisage à la fois comme « une idéologie, un mouvement, une profession et

« En 2010, deux études de marché dénombraient ainsi entre cinquante et quatre-vingts masters en action humanitaire dans le monde, majoritairement situés dans les pays du Nord, et en langue anglaise. »

“In 2010, two market studies identified between fifty and eighty Masters courses in humanitarian action around the world, most of which were located in Global North countries and taught in English.”

European universities and backed by the European Commission.¹⁷ Since 2017, the International Humanitarian Studies Association (IHSA) also brings together the research communities of countries in both the Global North and the Global South, thereby starting to break down the Western-centred humanitarian narrative. This research community is becoming increasingly visible and collaborative, in particular thanks to the organisation of international conferences, including those held by IHSA and the International Humanitarian Summit in Dubai, the latter reflecting the growing involvement of the Gulf States in international aid. This academic development has also resulted in the creation of education programmes. Thus, in 2010, two market studies identified between fifty and eighty Masters courses in humanitarian action around the world, most of which were located in Global North countries and taught in English.¹⁸ These various initiatives and

— 17. Voir le site : <https://www.nohanet.org>

— 18. Jean-Daniel Rainhorn, Amna Smailbegovic et Sabine Jiekak, *Formations universitaires en action humanitaire*, Centre d'enseignement et de recherche en action humanitaire de Genève (CERAH), 2010 ; Peter Walker and Catherine Russ, *Professionalising the Humanitarian Sector. A Scoping Study*, Enhancing Learning and Research for Humanitarian Assistance (ELRHA), 2010.

— 17. See the website: <https://www.nohanet.org>

— 18. Jean-Daniel Rainhorn, Amna Smailbegovic et Sabine Jiekak, *Formations universitaires en action humanitaire*, Centre d'enseignement et de recherche en action humanitaire de Genève (CERAH), 2010 ; Peter Walker and Catherine Russ, *Professionalising the Humanitarian Sector. A Scoping Study*, Enhancing Learning and Research for Humanitarian Assistance (ELRHA), 2010.

une initiative compatissante pour porter assistance et protection aux populations à risque » ainsi « qu'un ensemble d'institutions, un marché et un secteur d'activités¹⁹ ». Cette définition plus large et flexible permet de dépasser une focale centrée uniquement sur l'étude des institutions, des contextes et des réponses. Pour autant, peut-on vraiment apprendre et enseigner l'humanitaire sans le limiter à une simple expertise technique ou à un savoir-faire ? Comme le soulignait déjà Ryfman en 2002, cartographier « l'état des savoirs » se révèle délicat²⁰, et plus encore s'il s'agit de dresser un parcours généraliste et transversal de la formation universitaire. Comme pour l'ensemble des « studies », c'est une perspective réflexive et critique qui domine, mais avec une tension permanente entre pluri- et interdisciplinarité. En 2001, le Programme plurifacultaire en action humanitaire (PpAH), ancêtre du Centre d'études humanitaires Genève, mobilisait ainsi l'ensemble des facultés de l'Université de Genève (droit, médecine, psychologie et sciences de l'éducation, sciences économiques et sociales, sciences de la Terre) :

« Concevoir la formation et la recherche sur l'humanitaire dans un esprit résolument pluridisciplinaire permet de répondre aux grands défis humanitaires de notre temps, qu'il s'agisse de l'appréhension globale des problèmes structurels de société, des questions de violence, de guerre, de torture, de faim, d'inégalités, des catastrophes anthropiques ou naturelles, dans leur phase d'identification, de prévention, de gestion d'urgence ou de reconstruction, ou de la prise en compte de réflexions éthiques sur les pratiques professionnelles dans l'humanitaire, ici et ailleurs²¹. »

— 19. Antonio Donini, "The far side: the meta functions of humanitarianism in a globalised world", *Disasters*, no. 34, 2010, p. 221.

— 20. Philippe Ryfman, « Vers une "École française"... », *op. cit.*, p. 135.

— 21. Programme plurifacultaire en action humanitaire, *Rapport d'activités 2000-2001 et perspectives*, Université de Genève, 2001, p. 3.

networks have multiple objectives: to promote research and teaching and to produce theory on humanitarian policies and practices through publications and public events.

What fields do humanitarian studies cultivate?

Addressing humanitarian studies first warrants the difficult task of defining what humanitarian action actually is. Far from being considered a discipline unto itself – such as history or sociology, which are taught using their own distinctive epistemologies and methods –, humanitarian action must be regarded at once as "an ideology, a movement, a profession and a compassionate endeavour to provide assistance and protection to populations at risk" and "a set of institutions, a business and an industry".¹⁹ This wider, more flexible definition makes it possible to go beyond a focus centred solely on the study of institutions, contexts and responses. Yet, is it really feasible to learn and teach humanitarian action without limiting it to mere technical expertise or know-how? As pointed out by Ryfman in 2002, mapping "the state of knowledge" is a complex endeavour,²⁰ even more so when the objective is to create a generalist and cross-disciplinary university curriculum. As for the "studies" as a whole, a reflective and critical perspective prevails but finds itself in constant tension between pluri- and inter-disciplinarity. Indeed, in 2001, the Plurifaculty Programme for Humanitarian Action (PPAH), the precursor of the Geneva Centre of Humanitarian Studies, drew upon each of the University of Geneva's faculties (law, medicine, psychology and educational sciences, economic and social sciences, earth sciences):

— 19. Antonio Donini, "The far side: the meta functions of humanitarianism in a globalised world", *Disasters*, no. 34, 2010, p. 221.

— 20. Philippe Ryfman, « Vers une "École française"... », *op. cit.*, p. 135.

Les parcours universitaires et de formation reflètent dans l'ensemble les principales réformes du système humanitaire ces vingt dernières années. Devant la reconnaissance des états « d'urgences complexes », les besoins en coordination et professionnalisation ont amené de nouveaux modèles de management au sein des organisations et appelé la maîtrise de connaissances multiples sur les contextes de crise. Le tournant d'un humanitaire fondé sur les besoins vers une approche tournée sur les droits a aussi poussé les acteurs à adopter un cadre normatif qui appelle à la redevabilité et la standardisation. Une véritable approche interdisciplinaire peine néanmoins à se formuler, comme le relevait Alain Guilloux en 2009, quand il constatait que la majorité des formations humanitaires se situaient en réalité au sein de départements ou de facultés disciplinaires²². À titre d'exemple, le Centre d'études humanitaires Genève est rattaché à la Faculté de médecine et une partie de sa formation porte sur des enjeux de santé, alors que les centres de Rotterdam ou de Doha sont rattachés aux Instituts en sciences sociales. Ce rattachement existe bien souvent pour des raisons historiques en lien avec l'ancrage disciplinaire de leurs fondateurs. Cependant, une nuance fondamentale doit être apportée à l'autre constat de Guilloux qui souligne que « peu de programmes cherchent à explorer l'environnement politique dans lequel l'humanitaire opère, les contextes dans lesquels il se déploie, et les choix difficiles auxquels les acteurs humanitaires font face²³ ». Au contraire, une démarche plus systématique inspirée par les sciences sociales a conduit à considérer l'humanitaire comme un système construit par des idéologies, des identités multiples, des rapports de force et des dogmes.

"Designing training and research in humanitarian action in a resolutely pluridisciplinary manner provides responses to the major humanitarian challenges of our time: both by overarchingly addressing the structural problems of society and the subjects of violence, war, torture, hunger, inequalities and anthropic or natural catastrophes, in terms of their identification, prevention, emergency management or reconstruction, and by taking into account the ethical deliberations on professional humanitarian practices, here and elsewhere."²¹

Higher education and training programmes have mostly, throughout the last twenty years, reflected the humanitarian system's main reforms and controversies. With the recognition of states of "complex emergency", the need for coordination and professionalisation has led to new management models within organisations and required the proficiency of a broad knowledge base of crisis situations. The shift from needs-based humanitarianism to rights-based humanitarianism has also prompted actors to adopt a normative framework founded on accountability and standardisation. Nevertheless, a true interdisciplinary approach is struggling to emerge, as pointed out by Alain Guilloux in 2009, when he observed that the majority of humanitarian training courses were taught within disciplinary departments and faculties.²² For example, the Geneva Centre of Humanitarian Studies is attached to the Faculty of Medicine and part of the training it provides addresses health issues, while the Rotterdam and Doha training programmes are attached to social sciences institutes. The purpose of these attachments is often historical, stemming from the disciplinary origins of the programme founders. However, a fundamental nuance must be given to

— 22. Alain Guilloux, "Interdisciplinarity in perspective: The case of humanitarian studies", *The Journal of the World Universities Forum*, vol. 2, no. 6, 2009, p. 72.

— 23. *Idem*.

— 21. Programme plurifacultaire en action humanitaire, *Rapport d'activités 2000-2001 et perspectives*, Université de Genève, 2001, p. 3 [translated by the author].

— 22. Alain Guilloux, "Interdisciplinarity in perspective: The case of humanitarian studies", *The Journal of the World Universities Forum*, vol. 2, no. 6, 2009, p. 72.

Les études humanitaires se situent donc à la fois au sein, en amont et en aval du secteur humanitaire et portent essentiellement sur la production et la circulation des savoirs *émanant* d'un tel secteur et *portant* sur celui-ci, son système de gouvernance, ses dynamiques de pouvoir, ses normes et son ethos. L'évolution du programme de master du Centre d'études humanitaires Genève montre ainsi qu'en 1998 – dès les débuts donc –, l'analyse politique, économique et sociale des contextes humanitaires était présente, tout comme la gestion des projets et des équipes, en plus des disciplines traditionnelles associées au travail humanitaire, telles que la santé et le droit²⁴. En 2023, le tronc commun du cursus a intégré les dimensions éthiques, sociologiques et anthropologiques de l'aide, tout en renforçant l'offre de formation spécialisée sur des secteurs d'activité en négociation, plaider, communication ou protection²⁵. Ce socle de base se retrouve dans la majorité des programmes universitaires, mais il démontre aussi que les « études humanitaires semblent aujourd'hui plus relever d'une accumulation d'approches et de connaissances disciplinaires que d'évoluer vers une discipline en tant que telle²⁶ ».

Pour autant, les questions de légitimité et de statut ne sont pas résolues au sein des études humanitaires. Faut-il les considérer comme portant uniquement sur l'humanitaire-objet, ce qui signifierait des frontières assez étanches entre le monde académique et celui des praticiens ? Ou au contraire, impliquent-elles des frontières plus poreuses, en intégrant des partenariats et de la recherche au sein des organisations et avec elles ? Dans quelle mesure ces études considèrent-elles l'humanitaire-sujet, c'est-à-dire le savoir produit

Guilloux's other observation that "few programmes seek to explore the political environment in which humanitarianism operates, the contexts in which humanitarian action is deployed and the difficult choices faced by humanitarian actors".²³ On the contrary, a more systemic, social sciences-inspired approach has led to humanitarian action being considered as a system constructed by ideologies, multiple identities, power relationships and dogmas.

Humanitarian studies are therefore positioned within, upstream and downstream of the humanitarian sector and mainly address the production and circulation of knowledge emanating from the sector and focusing on the sector, its mode of governance, its power dynamics, standards and ethos. Thus, the evolution of the Geneva Centre of Humanitarian Studies' programmes demonstrates that in 1998 – i.e. from its inception –, in addition to the traditional disciplines associated with humanitarian work, such as health and law, the following subjects were also all covered: political, economic and social analysis of humanitarian contexts, as well as project and team management.²⁴ In 2023, the core curriculum of courses included the ethical, sociological and anthropological dimensions of aid while simultaneously reinforcing the specialised training provided in the areas of negotiation, advocacy, communication and protection.²⁵ This core curriculum is found in most university programmes, yet it also demonstrates that "humanitarian studies today seem more to be drawing upon an accumulation of approaches and disciplinary knowledge than evolving towards a discipline as such".²⁶

— 24. Programme plurifacultaire en action humanitaire..., *op. cit.*, p. 26-39.

— 25. Voir le catalogue des cours du Centre : <https://humanitarianstudies.ch/course-catalogue-2023-2024>

— 26. Jean-Daniel Rainhorn, Amna Smailbegovic et Sabine Jiekkak, *Formations universitaires en action...*, *op. cit.*, p. 12.

— 23. *Idem.*

— 24. Programme plurifacultaire en action humanitaire..., *op. cit.*, p. 26-39.

— 25. See the Centre's course catalogue: <https://humanitarianstudies.ch/course-catalogue-2023-2024>

— 26. Jean-Daniel Rainhorn, Amna Smailbegovic et Sabine Jiekkak, *Formations universitaires en action...*, *op. cit.*, p. 12 [translated by the author].

directement par les institutions humanitaires ? Là aussi, le champ est mouvant et intègre des approches différentes selon la nature des centres académiques qui les portent. Alors que le Centre d'études humanitaires Genève se consacre exclusivement à la formation continue de professionnels humanitaires et bénéficie de partenariats avec des organisations telles que le Comité international de la Croix-Rouge (CICR) et MSF, qui envoient des cohortes de participants aux cours, une majorité de centres se consacrent à la formation initiale. À ce jour, il existe des données partielles et datées indiquant un taux d'employabilité d'environ 50 % de ces jeunes diplômés dans le secteur humanitaire²⁷. Enfin, certains centres exercent uniquement comme instituts de recherche et de réflexion.

La nature des publications scientifiques est également éclairante sur les frontières entre recherche, débat, politique et pratique. Les revues francophones et anglophones offrent un dialogue entre chercheurs et praticiens, mais aussi des travaux sous forme de recherche empirique, états de littérature, essais ou documents d'orientation des politiques. Un dialogue qui reste encore restreint après des débuts difficiles, comme le soulignaient déjà ironiquement les éditeurs du premier numéro de la revue *Disasters* : « Bien que nous soupçonnions que [les scientifiques et les travailleurs humanitaires] évitent de se lire mutuellement, nous espérons qu'un certain échange d'idées puisse se produire. Cela pourrait même contribuer à diminuer la condescendance entre les deux groupes, bien qu'aucun ne réalise qu'elle est mutuelle²⁸ ».

Outre les cursus académiques, un grand nombre de formations professionnelles non diplômantes ont également vu le jour, notamment chez les

« Les études humanitaires se situent donc à la fois au sein, en amont et en aval du secteur humanitaire et portent essentiellement sur la production et la circulation des savoirs émanant d'un tel secteur et portant sur celui-ci. »

“Humanitarian studies are therefore positioned within, upstream and downstream of the humanitarian sector and mainly address the production and circulation of knowledge emanating from the sector and focusing on the sector.”

Nonetheless, the questions of legitimacy and status remain unresolved within humanitarian studies. Should they be considered as focused solely from the perspective of humanitarianism-as-object, implying relatively impervious boundaries between the academic and practitioner worlds? Or, on the contrary, do they entail more porous boundaries, with the integration of partnerships and research both within and with organisations? To what extent do they consider humanitarianism-as-subject, *i.e.* knowledge produced directly by humanitarian institutions? Here too the field is shifting and encompassing a diversity of approaches based on the nature of the academic centres providing the studies. While the Geneva Centre of Humanitarian Studies dedicates itself exclusively to the continuing education of humanitarian professionals, backed by partnerships with organisations such as the International Committee of the Red Cross and *Médecins Sans Frontières*, which send cohorts of participants to courses, most of the other centres are dedicated to initial training. To date, partial and dated data indicate

— 27. Peter Walker and Catherine Russ, *Professionalising the Humanitarian Sector...*, *op. cit.*, p. 46.

— 28. “Editorial”, *Disasters, The Journal of Disaster Studies, Policy and Management*, vol. 1, n° 2, 1977, p. 1 [traduit par l'auteurice].

anglophones. Des plateformes telles que l'Humanitarian Leadership Academy (émanant de Save the Children) ou RedR UK s'inscrivent notamment dans le renforcement des capacités locales, en collaboration avec des ONG nationales. Bien souvent, ces formations sont aussi des voies de reconversion professionnelle pour des humanitaires revenus du terrain. L'Organisation des Nations unies dispose même de son propre Institut pour la formation et la recherche (UNITAR), destiné en premier lieu à façonner les jeunes diplomates issus de ses rangs. Rares, cependant, sont les organisations qui disposent d'un fonds de formation, comme le programme iDevelop du CICR. Ce soutien à la formation académique permet de déconstruire la culture organisationnelle et de s'exposer à d'autres points de vue, mais il est difficile de déterminer le nombre et le profil des employés qui en bénéficient, les organisations communiquant très peu sur leurs données socio-démographiques. Il existe donc des silos de formation qui, soit cantonnent à un savoir technique et managérial – comme les formations internes en ONG –, soit exposent à la réflexion théorique.

Ce que former veut dire

Ce discours sur la professionnalisation et la formation doit toutefois être relativisé de deux manières. La première nuance porte sur la reconnaissance de diplômés universitaires dans les parcours humanitaires. Grâce aux travaux en sociologie du travail²⁹, les réalités des carrières sont mieux connues aujourd'hui. Il existe des disparités entre le personnel expatrié, qui bénéficie de formations universitaires, et le personnel national, qui reste cantonné à une expérience sur le terrain. De plus, les formations académiques humanitaires montrent des inégalités d'accès, particulièrement celles dispensées en Occident dont les prix sont rétroactifs pour les travailleurs venant des pays du Sud, et qui

an employability rate of approximately 50% of young graduates in humanitarian sectors.²⁷ Finally, certain centres only operate as research institutes and think tanks.

The nature of scientific publications also sheds light upon the boundaries between research, debate, policy and practice. French-language and English-language reviews provide a forum for dialogue between researchers and practitioners as well as content in the form of empirical research, literature reviews, essays and policy documents. This dialogue still remains limited today, as in its difficult beginnings, as was pointed out with irony by the editors of the review *Disasters* in the first issue: "While we suspect that [scientists and relief workers] may avoid reading articles produced by the other, we should hope that some interchange of ideas may result. It may even diminish the condescension which neither group appears to realise is mutual".²⁸

In addition to academic courses, many non-qualifying professional training courses have also emerged, in particular in English-speaking countries. Platforms such as the Humanitarian Leadership Academy (a unit within Save the Children) and RedR UK work in particular on strengthening local skills in collaboration with partner NGOs. Very often, these training programmes also provide a career transition path to humanitarians who have returned from the field. The UN even has its own Institute for Training and Research, primarily intended to shape the young diplomats coming out of its fold. However, few organisations have a training fund (such as does the ICRC's iDevelop programme, for example). Supporting academic training helps to deconstruct organisational culture and expose staff to other points of view. However, it is difficult to determine the

— 29. Pascal Dauvin et Johanna Siméant, *Le travail humanitaire. Les acteurs des ONG, du siège au terrain*, 2002, Presses de Sciences Po.

— 27. Peter Walker and Catherine Russ, *Professionalising the Humanitarian Sector...*, *op. cit.*, p. 46.

— 28. "Editorial", *Disasters, The Journal of Disaster Studies, Policy and Management*, vol. 1, n° 2, 1977, p. 1.

restent donc réservées à une minorité, même si elles bénéficient d'une meilleure reconnaissance professionnelle³⁰. Toutefois, les connaissances apprises à l'université semblent souvent peu mobilisables sur le terrain³¹. Ces enjeux se retrouvent dans les motivations des étudiants du Centre d'études humanitaires Genève (regroupant expatriés et nationaux) qui annoncent, lors de leur inscription, vouloir améliorer leurs compétences, saisir des opportunités professionnelles, bénéficier d'une certification diplômante dans un institut académique reconnu, ou se reconverter professionnellement.

Une deuxième nuance porte sur l'identification des aptitudes et des compétences à développer pour les métiers humanitaires. Les injonctions à la professionnalisation de ces dernières décennies se sont souvent traduites dans un langage vide de sens poussant à l'efficacité et à la performance – qui est même apparu dans l'une des normes humanitaires en vigueur³². Des études récentes de Bioforce et sur le réseau NOHA³³ soulignent notamment le manque de consensus sur les compétences à avoir. Comment circonscrire un savoir commun dans un monde où les visions humanitaires peuvent être très différentes ? Qu'en est-il notamment des enjeux de pouvoir liés au langage et à la localisation dans la production des savoirs, à l'heure où les appels à la décolonisation demandent une

number and profile of employees benefiting from training, as organisations share very little socio-demographic data. What we find in effect are training silos that are either confined to technical and managerial knowledge – such as in-house NGO training programmes – or provide exposure to theoretical reflection.

What education and training mean

The narrative on professional education and training needs, however, to be contextualised in two ways. Firstly, in terms of the recognition of university qualifications in humanitarian career paths. Indeed, a more accurate understanding of the realities of humanitarian careers has been provided by research into sociology of work,²⁹ showing that disparities exist between expatriated staff with access to university training and national staff who are limited to experience in the field. In addition, access to academic humanitarian programmes is unequal, in particular in Western programmes, whose prices are prohibitive for candidates from Global South countries and therefore remain reserved to a minority, despite the programmes having better professional recognition.³⁰ University-acquired knowledge is often, however, unusable in the field.³¹ These challenges are echoed in the desires expressed upon enrolment by Geneva Centre of Humanitarian Studies students (including both expatriates and nationals) to improve their skills, seize professional opportunities, obtain an official qualification from a recognised academic institute or retrain for a new career.

Secondly, in terms of the identification of the aptitudes and competencies required by humanitarian professions. The injunctions to professionalisation

— 30. Eric James, "The professional humanitarian and the downsides of professionalisation", *Disasters*, vol. 40, no. 2, 2016, pp. 185–206.

— 31. Silke Roth, *The Paradoxes of Aid Work: Passionate Professionals*, Routledge, 2015, p. 75.

— 32. Core Humanitarian Standard, « Norme humanitaire fondamentale de qualité et de redevabilité », numéro 7, https://corehumanitarianstandard.org/files/files/CHS_French.pdf

— 33. Rory Downham, « La professionnalisation de l'action humanitaire : un chantier qui reste ouvert », *Alternatives Humanitaires*, n° 16, 2021, p. 112–127, <https://www.alternatives-humanitaires.org/fr/2021/03/25/la-professionnalisation-de-laction-humanitaire-un-chantier-qui-reste-ouvert> ; Lars Löfquist, "Teaching humanitarian action: NOHA joint master's programme at 30." *Journal of International Humanitarian Action*, vol. 8, no. 1, 2023, p. 8.

— 29. Pascal Dauvin et Johanna Siméant, *Le travail humanitaire. Les acteurs des ONG, du siège au terrain*, 2002, Presses de Sciences Po.

— 30. Eric James, "The professional humanitarian and the downsides of professionalisation", *Disasters*, vol. 40, no. 2, 2016, pp. 185–206.

— 31. Silke Roth, *The Paradoxes of Aid Work: Passionate Professionals*, Routledge, 2015, p. 75.

reconfiguration des dynamiques dans le système humanitaire ? Des questions qui demeurent ouvertes et qui nécessitent aussi d'explorer la circulation et la contestation des savoirs dans le champ des études humanitaires.

in recent decades have often resulted in meaningless language pushing for effectiveness and performance – even appearing in one of the current humanitarian standards.³² Recent Bioforce studies and a case study of the NOHA network³³ have in particular highlighted the lack of consensus regarding the necessary skills. How can a set of common competencies be defined in a world in which humanitarian visions differ so greatly? What can be said about the language and localisation-related power dynamics at play in the production of knowledge at a time when calls for decolonisation prescribe the reconfiguration of the humanitarian system's power dynamics? These yet-to-be-answered questions will require an examination of the processes of knowledge circulation and contention within the field of humanitarian studies.

Translated from the French by Naomi Walker

— 32. Core Humanitarian Standard, "Core Humanitarian Standard on Quality and Accountability", number 7, <https://corehumanitarianstandard.org/files/files/Core%20Humanitarian%20Standard%20-%20English.pdf>

— 33. Rory Downham, "The professionalisation of humanitarian action: a work still in progress", *Humanitarian Alternatives*, no. 16, 2021, p. 112-127, <https://www.alternatives-humanitaires.org/en/2021/03/25/the-professionalisation-of-humanitarian-action-a-work-still-in-progress>; Lars Löfqvist, "Teaching humanitarian action: NOHA joint master's programme at 30." *Journal of International Humanitarian Action*, vol. 8, no. 1, 2023, p. 8.

Biographie | Biography



VALÉRIE GORIN

Directrice des programmes au Centre d'études humanitaires Genève, centre conjoint de l'Université de Genève et de l'Institut de hautes études internationales et du développement. Historienne de formation, Valérie Gorin a obtenu son doctorat en Sciences de la communication à l'Université de Genève en 2013. Ses thèmes de recherche portent sur l'histoire et la communication humanitaire, avec un intérêt spécifique pour la culture visuelle des organisations de solidarité internationale et les pratiques de plaidoyer. Valérie a également co-dirigé plusieurs publications sur les réponses face aux famines (*European Review of History*, 2015), les représentations de la crise migratoire 2014-2016 (*Journal of Applied Journalism and Media Studies*, 2018) et les liens entre émotions et images en contexte humanitaire (Palgrave Macmillan, 2022).

Head of learning at the Geneva Centre for Humanitarian Studies, a joint centre of the University of Geneva and the Graduate Institute of International and Development Studies. A historian by training, Valérie Gorin obtained her doctorate in Communication Sciences from the University of Geneva in 2013. Her research focuses on humanitarian history and communication, with a specific interest in the visual culture of international solidarity organisations and advocacy practices. Valérie has also co-edited several publications on responses to famines (*European Review of History*, 2015), representations of the 2014-2016 migration crisis (*Journal of Applied Journalism and Media Studies*, 2018) and the links between emotions and images in humanitarian contexts (*Palgrave Macmillan*, 2022).

TRIBUNE





TRIBUNE

Le passé impérial et l'avenir décolonisé de l'action humanitaire

The imperial past and decolonised future of humanitarian action

William Plowright • Assistant professor in International Security,
Durham University (United Kingdom)



Le secteur humanitaire n'échappe pas aux remises en question provoquées par le mouvement décolonialiste. S'il est essentiel de regarder en face les reliques de l'histoire, il faut aussi être fort de ce que l'on porte. Cette tribune aide incontestablement à tracer un chemin entre ces deux exigences.

The humanitarian sector has not escaped the challenges posed by the decolonisation movement. While it is essential to face up to the relics of history, we must also be strong in what we stand for. This opinion piece will undoubtedly help to chart a course between these two requirements.





WILLIAM
PLOWRIGHT

Toute institution sociale est le produit de l'époque à laquelle elle a été créée. L'humanitaire a vu le jour et s'est développé au cours des XIX^e et XX^e siècles – périodes d'impérialisme et de colonialisme – et de nombreux aspects de cette époque persistent dans les structures de l'action humanitaire internationale aujourd'hui. Pour faire face aux défis du présent, une réflexion honnête et approfondie sur ces héritages est nécessaire.

Cet article propose une description de l'action humanitaire contemporaine prenant en considération son passé impérial et les tentatives actuelles de décolonisation de l'aide. Il identifie les éléments des systèmes coloniaux et/ou impériaux qui subsistent dans le système humanitaire international. Enfin, il résume le débat contemporain sur la décolonisation du secteur humanitaire, en examinant à la fois les appels au changement et les critiques qui leur sont adressées¹.

Le passé impérial de l'humanitaire

On ne peut ignorer que l'humanitarisme s'est développé dans une époque dominée par le colonialisme et l'impérialisme². Bien que souvent traités comme des synonymes, l'impérialisme et le colonialisme ont des significations différentes. La politologue Barbara Arneil affirme que si l'impérialisme vise à conquérir de nouveaux territoires et de nouveaux peuples, le colonialisme cherche à isoler ces peuples et à les préserver de leur propre culture³. L'objectif

— 1. Voir Judith von Heusinger, Kerstin Zimmer and Thorsten Bonacker, *Localization in Development Aid. How Global Institutions enter Local Lifeworlds*, Routledge, 2016 ; Molly Sundberg, "National staff in public foreign aid: Aid localization in practice", *Human Organization*, vol. 78, no. 3, 2019, pp. 253–263 ; Raymond Apthorpe and John Borton, "Disaster-affected populations and 'localization': what role for anthropology following the World Humanitarian Summit?", *Public Anthropologist*, vol. 1, no. 2, 2019, pp. 133–155 ; Simone Lucatello and Oscar A Gómez, "Understanding humanitarian localization in Latin America – as local as possible: but how necessary?", *Journal of International Humanitarian Action*, vol. 7, no. 1, 2022 ; William Plowright, *Armed Groups and International Legitimacy: Child Soldiers in Intra-State Conflict*, Routledge, 2021.

— 2. Michael Barnett, *Empire of Humanity: A History of Humanitarianism*, Cornell University Press, 2011.

— 3. Barbara Arneil, "Colonialism versus Imperialism", *Political Theory*, vol. 1, no. 31, 2023, pp. 1–31.

All social institutions are products of the times in which they were created. Humanitarianism emerged and grew during the nineteenth and twentieth centuries, in periods of imperialism and colonialism, and many aspects of that era persist in the structures of international humanitarian action today. In order to face the challenges of the present, an honest and thorough reflection on these legacies is necessary.

This article will frame contemporary humanitarian action by understanding its imperial past and attempts to decolonise assistance in the present. It will identify the elements of the colonial and/or imperial systems that persist in the present international system of crisis response. Discussion will then proceed to summarise the contemporary debate around decolonisation of the humanitarian sector, looking both at calls for change and critiques of them.¹

Humanitarianism's imperial past

It is impossible to ignore that humanitarianism grew in an era dominated by colonialism and imperialism.² Although often treated as synonyms, imperialism and colonialism have unique meanings. Political scientist Barbara Arneil has argued that whereas imperialism sought to conquer new territory and people, colonialism sought to segregate those people and save themselves from their own culture.³ Imperialism's aim is to conquer people colonialism's is to change them.

— 1. See: Judith von Heusinger, Kerstin Zimmer and Thorsten Bonacker, *Localization in Development Aid. How Global Institutions enter Local Lifeworlds*, Routledge, 2016 ; Molly Sundberg, "National staff in public foreign aid: Aid localization in practice", *Human Organization*, vol. 78, no. 3, 2019, pp. 253–263 ; Raymond Apthorpe and John Borton, "Disaster-affected populations and 'localization': what role for anthropology following the World Humanitarian Summit?", *Public Anthropologist*, vol. 1, no. 2, 2019, pp. 133–155 ; Simone Lucatello and Oscar A Gómez, "Understanding humanitarian localization in Latin America – as local as possible: but how necessary?", *Journal of International Humanitarian Action*, vol. 7, no. 1, 2022 ; William Plowright, *Armed Groups and International Legitimacy: Child Soldiers in Intra-State Conflict*, Routledge, 2021.

— 2. Michael Barnett, *Empire of Humanity: A History of Humanitarianism*, Cornell University Press, 2011.

— 3. Barbara Arneil, "Colonialism versus Imperialism", *Political Theory*, vol. 1, no. 31, 2023, pp. 1–31.

de l'impérialisme est donc de conquérir des peuples ; celui du colonialisme est de les transformer.

De plus en plus de travaux de recherche remettent en question la vision de l'aide humanitaire en termes de théorie, de principes et de pratiques. Certains interrogent les racines et les structures du système humanitaire international, ainsi que la manière dont le pouvoir influence ou biaise les résultats de l'aide et produit des effets négatifs, d'exclusion, ou contre-productifs⁴. Il pourrait être commode d'imaginer l'aide humanitaire comme un antidote à l'empire – voire comme un baume moral pour traiter ses maux –, mais l'empire et l'aide humanitaire ont historiquement entretenu une relation symbiotique. Les empires européens ont notamment utilisé des justifications humanitaires pour conquérir et imposer leurs régimes. Par exemple, l'historien Padraic X. Scanlan a illustré comment, au XIX^e siècle, l'empire britannique s'était servi des campagnes humanitaires contre l'esclavage pour conquérir de nouvelles terres en Afrique de l'Ouest⁵. La faim et l'insécurité alimentaire ont également été utilisées pour justifier l'expansion des empires, tandis que le traitement de l'insécurité alimentaire a servi à dissimuler les crimes de l'expansion et de la conquête impériales⁶.

Le colonialisme est allé plus loin et a cherché à transformer les peuples conquis pour des raisons liées à leur salut. Les empires français, espagnol et portugais

« Les empires européens ont notamment utilisé des justifications humanitaires pour conquérir et imposer leurs régimes. »

“Humanitarian justifications were used by European empires to conquer and impose outside rule.”

There is an ever-growing body of research that questions the politics of humanitarian assistance in terms of theory, principles and practices. This includes research which has increasingly sought to question the roots and structures of the international humanitarian system and the way that power influences or biases outcomes and has negative, exclusionary or counterproductive impacts.⁴ Whereas it might be convenient to imagine humanitarian assistance as an antidote to empire, or even as a moral salve to treat its ills, empire and humanitarian assistance have historically had a symbiotic relationship. Humanitarian justifications were used by European empires to conquer and impose outside rule. For example, historian Padraic X. Scanlan demonstrated how in the nineteenth century, the British empire used anti-slavery humanitarian campaigns to conquer new lands in West Africa.⁵ Hunger and food insecurity have also been used as justifications for empire expansion, while the treatment of food

— 4. Alan Lester and Fae Dussart, *Colonization and the Origins of Humanitarian Government: Protecting Aborigines across the Nineteenth-Century British Empire*, Cambridge University Press, 2014 ; Michael N. Barnett, *Paternalism beyond Borders*, Cambridge University Press, 2016 ; Meera Sabaratnam, *Decolonizing Intervention: International Statebuilding in Mozambique*, Rowman & Littleford, 2017 ; Mark Duffield, *Post-Humanitarianism: Governing Precarity in the Digital World*, Polity Press, 2019 ; Polly Pallister-Wilkins, "Saving the souls of white folk: Humanitarianism as white supremacy", *Security Dialogue*, vol. 52, no. 1, 2021, pp. 98–106.

— 5. Padraic X Scanlan, *Freedom's Debtors: British Antislavery in Sierra Leone in the Age of Revolution*, Yale University Press, 2017.

— 6. Janam Mukherjee, *Hungry Bengal: War, Famine and the End of Empire*, Oxford University Press, 2015.

— 4. Alan Lester and Fae Dussart, *Colonization and the Origins of Humanitarian Government: Protecting Aborigines across the Nineteenth-Century British Empire*, Cambridge University Press, 2014 ; Michael N. Barnett, *Paternalism beyond Borders*, Cambridge University Press, 2016 ; Meera Sabaratnam, *Decolonizing Intervention: International Statebuilding in Mozambique*, Rowman & Littleford, 2017 ; Mark Duffield, *Post-Humanitarianism: Governing Precarity in the Digital World*, Polity Press, 2019 ; Polly Pallister-Wilkins, "Saving the souls of white folk: Humanitarianism as white supremacy", *Security Dialogue*, vol. 52, no. 1, 2021, pp. 98–106.

— 5. Padraic X Scanlan, *Freedom's Debtors: British Antislavery in Sierra Leone in the Age of Revolution*, Yale University Press, 2017.

se sont donné pour *mission civilisatrice* de s'étendre en Afrique, en Asie et dans les Amériques, prétextant qu'ils le faisaient uniquement pour sauver les peuples indigènes qui s'y trouvaient. « Par la conquête, sous-tendait l'argument impérial, nous venons vous sauver et vous apprendre à vous débarrasser de vos cultures, de vos religions et de vos identités rétrogrades. » Le parallèle est aisé entre ces objectifs et ceux de l'humanitarisme, qui s'est toujours appuyé sur les récits du sauveur blanc pour justifier une approche paternaliste de l'aide humanitaire dans laquelle les experts des capitales occidentales expliquent aux populations locales des zones de crise comment elles peuvent être sauvées⁷.

Une façon claire de montrer que des relations impériales et coloniales se poursuivent aujourd'hui encore consiste à examiner l'origine et la destination de l'aide. Il n'est pas surprenant que les organisations françaises soient plus actives en Afrique francophone, ou les organisations belges en République démocratique du Congo, ou toute autre ancienne puissance impériale européenne dans son ancienne « arrière-cour » coloniale. La majorité des organisations humanitaires – telles que le Comité international de la Croix-Rouge/ la Fédération internationale des Sociétés de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge, Save the Children, Médecins Sans Frontières, Médecins du Monde et toutes les agences des Nations unies – ont leur siège dans des pays occidentaux, loin des pays du Sud. Oxfam fait figure d'exception : en 2017, l'organisation a transféré son siège d'un ancien pays impérial – le Royaume-Uni – pour l'installer à Nairobi, au Kenya. Dylan Matthews a signalé que le maintien des bureaux des sièges européens est « l'une des manifestations les plus visibles et les plus enracinées du racisme structurel » dans le secteur humanitaire⁸. Parmi les autres héritages qui perdurent, citons les différences de pouvoir entre les

insecurity was used as a moral mask to hide the crimes of imperial expansion and conquest.⁶

Colonialism went a step farther and sought to change conquered peoples in order to save them. French, Spanish and Portuguese empires assigned themselves the *mission civilisatrice* ("civilising mission") to expand into Africa, Asia and the Americas, claiming that they were doing so in order to save the indigenous peoples there. By conquering you – so the imperial argument went – we can save you and teach you to jettison your backwards cultures, religions and identities. It is not difficult to see the parallels between such aims and those of humanitarianism, which have historically asserted white saviour narratives to justify a paternalistic approach to humanitarian assistance, in which knowledgeable experts from Western capitals tell locals in zones of crisis how they can be saved.⁷

One of the most obvious ways that imperial and colonial relationships have been maintained in the present can be seen by analysing where aid comes from and where it goes. It is not considered surprising that French organisations are more active in Francophone Africa, or Belgian ones in the DRC, or any other former European imperial power in its own former colonial "backyard". The majority of humanitarian organisations – such as the International Committee of the Red Cross/International Federation of Red Cross and Red Crescent Societies, Save the Children, *Médecins Sans Frontières*, *Médecins du Monde* and all United Nations agencies – remain headquartered in Western countries far from the Global South. Oxfam is an exception, as an organisation that in 2017 uprooted its headquarters from a former imperial country – the UK – to Nairobi, Kenya. Dylan Matthews observed that the maintenance of European headquarters offices are "one of the most visible and entrenched manifestations of structural racism" in

— 7. Michael N. Barnett, *Paternalism beyond...*, *op. cit.*

— 8. Dylan Matthews, *Are country offices preventing us from decolonising development?*, Bond (UK network for organisations working in international development), 2021, <https://www.bond.org.uk/news/2021/05/are-country-offices-preventing-us-from-decolonising-development>

— 6. Janam Mukherjee, *Hungry Bengal: War, Famine and the End of Empire*, Oxford University Press, 2015.

— 7. Michael N. Barnett, *Paternalism beyond...*, *op. cit.*

sièges occidentaux et les acteurs sur le terrain dans les pays du Sud ; entre le personnel dit « national » qui travaille dans son pays d'origine et le personnel international, mobile dans le monde entier et qui perçoit généralement un salaire beaucoup plus élevé⁹. Bien que de nombreuses organisations prétendent vouloir le réduire, ces inégalités persistent pour des raisons complexes – mais aussi pour de simples raisons économiques liées au coût de la vie dans les pays occidentaux¹⁰.

La centralisation du pouvoir et de la prise de décision dans les pays occidentaux blancs est l'un des héritages les plus évidents, mais il y en a bien d'autres. Des représentations racistes et opportunistes de victimes des crises continuent d'être utilisées pour collecter des fonds et pour justifier l'entreprise humanitaire, privant les bénéficiaires supposés de leur autonomie, de leur humanité et de leur dignité au prétexte de les sauver¹¹. La centralisation du pouvoir en Europe, dans des mains occidentales disproportionnellement blanches, combinée à la vision péjorative des populations du Sud en tant que bénéficiaires racisés de l'aide, ne sont que quelques-uns des héritages du passé impérial de l'humanitarisme.

L'avenir décolonisé de l'humanitaire

Lorsque la plupart des gens pensent à l'héritage impérial, ils ont tendance à imaginer l'omniprésence d'individus ou de pratiques racistes. Toutefois, à trop mettre l'accent sur les *attitudes* racistes

— 9. Olga Shevchenko and Renée C. Fox, "Nationals' and 'expatriates': Challenges of fulfilling 'sans frontières' ('without borders') ideals in international humanitarian action." *Health and Human Rights Journal*, vol. 10, no. 1, 2008, pp. 109–122, <https://www.hhrjournal.org/2013/09/nationals-and-expatriates-challenges-of-fulfilling-sans-frontieres-without-borders-ideals-in-international-humanitarian-action>

— 10. Tobias Denskus, "The salary gap between expat and local aid workers – it's complicated", *The Guardian*, 19 April 2017, <https://www.theguardian.com/global-development-professionals-network/2017/apr/19/the-salary-gap-between-expat-and-local-aid-workers-its-complicated>

— 11. Heide Fehrenbach and Davide Rodogno, *Humanitarian Photography. A History*, Cambridge University Press, 2015.

the humanitarian sector.⁸ Other legacies that persist include power differentials between headquarters in the West and actors on the ground in the Global South and between "national staff", who work in their home country, compared to international staff, who are globally mobile and typically paid much higher.⁹ Although many organisations claim to help reduce these inequalities, they persist for complex reasons, including simple economic ones related to the cost of living in Western countries.¹⁰

The centralisation of power and decision-making in white Western countries is one of the more obvious legacies, but there are many more. Racist and exploitative images of people in crisis continue to be used for fundraising and for self-justifying the humanitarian enterprise, stripping supposed beneficiaries of autonomy, humanity and dignity in the process of claiming to save them.¹¹ The centralisation of power in Europe, in disproportionately white Western hands, combined with the pejorative view of people in the Global South as racialised recipients of aid, are but a few of the legacies of humanitarianism's imperial past.

Humanitarianism's decolonised future

When most people think of empire's legacies, they are perhaps likely to imagine the pervasiveness of racist individuals or

— 8. Dylan Matthews, *Are country offices preventing us from decolonising development?*, Bond (UK network for organisations working in international development), 2021, <https://www.bond.org.uk/news/2021/05/are-country-offices-preventing-us-from-decolonising-development>

— 9. Olga Shevchenko and Renée C. Fox, "Nationals' and 'expatriates': Challenges of fulfilling 'sans frontières' ('without borders') ideals in international humanitarian action." *Health and Human Rights Journal*, vol. 10, no. 1, 2008, pp. 109–122, <https://www.hhrjournal.org/2013/09/nationals-and-expatriates-challenges-of-fulfilling-sans-frontieres-without-borders-ideals-in-international-humanitarian-action>

— 10. Tobias Denskus, "The salary gap between expat and local aid workers – it's complicated", *The Guardian*, 19 April 2017, <https://www.theguardian.com/global-development-professionals-network/2017/apr/19/the-salary-gap-between-expat-and-local-aid-workers-its-complicated>

— 11. Heide Fehrenbach and Davide Rodogno, *Humanitarian Photography. A History*, Cambridge University Press, 2015.

« Les approches décolonisées, appliquées à l'action humanitaire en général, ont poussé à s'éloigner de l'eurocentrisme, de l'apolitisme et à renforcer le lien entre humanitaire et justice sociale. »

“When applied to humanitarian action in general, decolonised approaches have pushed for a move away from Eurocentrism, apoliticism and for a stronger link between humanitarianism and social justice.”

et les individus problématiques, on risque d'oublier les *structures* racistes et les *systèmes* problématiques qui peuvent persister, même lorsque les individus ne le souhaiteraient pas.

L'attention s'est récemment tournée vers le racisme dans le secteur humanitaire, et on s'interroge notamment sur la façon dont il a été intégré dans les structures du système international de l'aide¹². En réponse, des groupes d'humanitaires, d'universitaires et d'activistes en appellent à une approche décolonisée de l'étude et de la pratique de l'humanitaire. Une telle approche impliquerait d'interroger les hypothèses et les principes qui sous-tendent les objectifs humanitaires, mais aussi la manière dont ils sont

— 12. Pour des exemples, voir : Decolonise MSF, *Open Letter to Senior Management and Colleagues in MSF: Beyond Words to Anti-Racist Action* (2020), 2020, https://docs.google.com/forms/d/16TF7CTAP3S8BoV4MUOrZxYclUk_qT_MUYxSQKhThDU/viewform?edit_requested=true ; Tammam Aloudat and Themrise Khan, "Decolonising humanitarianism or humanitarian aid?", *PLoS Global Public Health*, vol. 2, no. 4, 2022 ; Polly Pallister-Wilkins, Hanno Bankamp, Elisa Pascucci et al., "Humanitarian Futures", in Katharyne Mitchell and Polly Pallister-Wilkins (eds) *The Routledge International Handbook of Critical Philanthropy and Humanitarianism*, Routledge, 2023, pp. 292–304 ; Erica Johnson Edwards, "Philanthropy in France and colonial Haiti: Bienfaisance, Paternalism and Race" in Katharyne Mitchell and Polly Pallister-Wilkins (eds) *The Routledge International Handbook...*, art. cit., pp. 281–291.

practices. However, an over-emphasis on racist *attitudes* and problematic individuals can risk overlooking racist *structures* and problematic *systems*, which can persist even when people may not wish them to.

Recently, attention has turned to racism within the humanitarian sector, questioning the extent to which it has been built into the structures of the architecture of the international system of aid.¹² In response, groups of humanitarians, scholars and activists have increasingly called for a decolonised approach to the study and practice of humanitarianism. Such an approach would involve asking challenging questions about the assumptions and principles behind humanitarian aims but also the manner in which they are carried out in practice. In its simplest definitions, decolonised approaches involve undoing colonial attitudes and structures and adopting anti-racist approaches to contemporary issues.¹³ However, there are deeper meanings as well. A decolonised approach goes beyond simply addressing the historical legacies of the colonial and imperial past and involves taking active steps to value alternative forms of knowledge and experience, especially those of marginalised groups. It further involves critical analysis of who is granted space to speak and on what subjects. Even this article is reflective of historical inequalities, as it is written from the perspective of a Western heterosexual male working

— 12. For examples, see: Decolonise MSF, *Open Letter to Senior Management and Colleagues in MSF: Beyond Words to Anti-Racist Action* (2020), 2020, https://docs.google.com/forms/d/16TF7CTAP3S8BoV4MUOrZxYclUk_qT_MUYxSQKhThDU/viewform?edit_requested=true ; Tammam Aloudat and Themrise Khan, "Decolonising humanitarianism or humanitarian aid?", *PLoS Global Public Health*, vol. 2, no. 4, 2022 ; Polly Pallister-Wilkins, Hanno Bankamp, Elisa Pascucci et al., "Humanitarian Futures", in Katharyne Mitchell and Polly Pallister-Wilkins (eds) *The Routledge International Handbook of Critical Philanthropy and Humanitarianism*, Routledge, 2023, pp. 292–304 ; Erica Johnson Edwards, "Philanthropy in France and colonial Haiti: Bienfaisance, Paternalism and Race" in Katharyne Mitchell and Polly Pallister-Wilkins (eds) *The Routledge International Handbook...*, art. cit., pp. 281–291.

— 13. Eve Tuck and K. Wayne Yang, "Decolonization is not a metaphor", *Decolonization: Indigeneity, Education and Society*, vol. 1, no. 1, 2012, pp. 1–40 ; Julietta Singh, *Unthinking Mastery. Dehumanism and Decolonial Entanglements*, Duke University Press, 2018.

mis en pratique. Dans leur définition la plus simple, les approches décolonisées impliquent de déconstruire les attitudes et les structures coloniales et d'adopter des approches antiracistes face aux problèmes contemporains¹³. Cependant, il existe également des interprétations plus profondes. Certaines approches décolonisées vont au-delà de la simple prise en compte des héritages historiques du passé colonial et impérial, et impliquent de prendre des mesures actives pour valoriser d'autres formes de connaissances et d'expériences – en particulier celles des groupes marginalisés. Elles impliquent également une analyse critique des personnes à qui l'on accorde un espace de parole, et des sujets abordés. Même cet article reflète des inégalités historiques, puisqu'il est rédigé du point de vue d'un homme occidental hétérosexuel, travaillant dans une institution de recherche occidentale. Comme l'explique Tammam Aloudat, la question de savoir qui s'exprime et qui décide du processus de décolonisation est réelle et complexe¹⁴.

Les approches décolonisées, appliquées à l'action humanitaire en général, ont poussé à s'éloigner de l'eurocentrisme, de l'apolitisme et à renforcer le lien entre humanitaire et justice sociale¹⁵. Heba Aly a pointé la nécessité de soutenir les organisations et les intermédiaires locaux, ainsi que l'objectif conscient de modifier les récits et les langages¹⁶. Lucy Morris et Andres Gomez de la Torre ont souligné la nécessité d'une réflexion honnête, d'un dialogue difficile et d'un engagement à tout remettre en cause, depuis

in a Western research institution. The question of whose voice matters and who decides about the process of decolonisation is a very real and complex one, as discussed by Tammam Aloudat.¹⁴

When applied to humanitarian action in general, decolonised approaches have pushed for a move away from Eurocentrism, apoliticism and for a stronger link between humanitarianism and social justice.¹⁵ Heba Aly noted the need to support local organisations and intermediaries, as well as a conscious aim to shift narratives and languages.¹⁶ Lucy Morris and Andres Gomez de la Torre have stressed the importance of honest reflection, difficult conversations and a commitment to change from top to bottom, from leadership structures, to programmes, to how we use language and images.¹⁷

It is important to acknowledge, however, that the decolonisation agenda is not a panacea for all of humanitarianism's ills, and not all see a decolonised approach as able to tackle the unique challenges that humanitarians face. The process of challenging structures involves disrupting power, and it should be no surprise when power pushes back. Whereas some may be opposed to the decolonised approach in general, what is more common are apprehension towards the actual changes being made and how they are enacted. Whereas the overall aims of the decolonised approach are certainly laudable, the process of how changes are made will inevitably involve debate, discussion and a times even contention.

— 13. Eve Tuck and K.Wayne Yang, "Decolonization is not a metaphor", *Decolonization: Indigeneity, Education and Society*, vol. 1, no. 1, 2012, pp. 1–40 ; Julietta Singh, *Unthinking Mastery. Dehumanism and Decolonial Entanglements*, Duke University Press, 2018.

— 14. Tammam Aloudat, *Who gets to decolonise humanitarianism?*, Centre for humanitarian action, 2021, <https://www.chaberlin.org/en/blog/who-gets-to-decolonise-humanitarianism-2>

— 15. Tammam Aloudat and Themrise Khan, "Decolonising humanitarianism or...", art. cit.

— 16. Heba Aly, "Ten efforts to decolonise aid. Changing practices around funding, leadership, narrative and identity", *The New Humanitarian*, 12 August 2022, <https://www.thenewhumanitarian.org/feature/2022/08/12/10-efforts-to-decolonise-aid>

— 14. Tammam Aloudat, *Who gets to decolonise humanitarianism?*, Centre for humanitarian action, 2021, <https://www.chaberlin.org/en/blog/who-gets-to-decolonise-humanitarianism-2>

— 15. Tammam Aloudat and Themrise Khan, "Decolonising humanitarianism or...", art. cit.

— 16. Heba Aly, "Ten efforts to decolonise aid. Changing practices around funding, leadership, narrative and identity", *The New Humanitarian*, 12 August 2022, <https://www.thenewhumanitarian.org/feature/2022/08/12/10-efforts-to-decolonise-aid>

— 17. Lucy Morris and Andres Gomez de la Torre, "How to decolonise International Development: some practical suggestions", Oxfam, 18 December 2020, <https://frompoverty.oxfam.org.uk/how-to-decolonise-international-development-some-practical-suggestions>

les structures de direction jusqu'aux programmes, en passant par la manière dont nous utilisons le langage et les images¹⁷.

Il est toutefois important de reconnaître que le programme de décolonisation n'est pas une panacée pour tous les maux de l'humanitaire, et l'idée que seule une approche décolonisée permettrait de relever les défis auxquels les humanitaires sont confrontés ne fait pas consensus. Un processus de remise en question des structures implique une remise en question du pouvoir – qui réagira nécessairement. Si certains peuvent être opposés à l'approche décolonisée en général, on constate plus fréquemment une appréhension à l'égard des changements réels qui sont apportés et la manière dont ils sont mis en œuvre. Alors que les objectifs généraux de l'approche décolonisée sont certainement louables, leur mise en œuvre implique inévitablement des débats, des discussions et parfois même des contestations.

Par exemple, bien qu'il soit à saluer qu'Oxfam ait transféré son siège à Nairobi, certains ont soulevé la question du transfert des sièges hors des États démocratiques occidentaux, faisant remarquer qu'en ayant des sièges dans des États non démocratiques ou dans des États en crise, les organisations non gouvernementales (ONG) humanitaires sont plus susceptibles de subir des pressions de la part de ces États. D'autres ont souligné les coûts élevés et les défis logistiques de tels déménagements, tout en soulignant que séparer les organisations de leurs sources historiques de financement pourrait avoir des coûts à très long terme¹⁸.

— 17. Lucy Morris and Andres Gomez de la Torre, "How to decolonise International Development: some practical suggestions", Oxfam, 18 December 2020, <https://frompoverty.oxfam.org.uk/how-to-decolonise-international-development-some-practical-suggestions>

— 18. Pour une discussion plus complète sur la délocalisation des sièges des ONGI, voir Sebastian Forsch, "Moving to the Global South: an analysis of the relocation of international NGO secretariats", *St. Anthony's International Review*, vol. 13, no. 2, 2018, pp. 159–186. Pour une discussion sur l'obstruction de l'aide humanitaire, voir William Plowright, "Obstruction", in Katharyne Mitchell and Polly

For example, though we might praise Oxfam for moving its headquarters to Nairobi, some have raised question about moving headquarters out of Western democratic states, noting that having headquarters in non-democratic states or in states experiencing crisis, humanitarian NGOs are more susceptible to pressure from those states. Others have pointed to the high costs and logistic challenges of such moves, while also noting that separating organisations from their historical sources of funding could have very long-term costs.¹⁸

Larger debates can be seen around other aspects of the decolonised approach to aid, which include the core aim of ensuring that power and resources are placed into local hands, through localisation. Although many support the process of localisation, there are very real challenges to enacting it.¹⁹ In many contexts, local organisations lack the training and professionalism that international organisations have. Local organisations in Ukraine are more likely to be professionalised than those in Chad, for example. Some question the aims of localisation in general, preferring that humanitarian assistance remain in the realm of the international as an act of apolitical solidarity. In violent contexts, local NGOs may have no desire to be neutral, but expecting them to be may also put them at much greater risk to local belligerents.²⁰

— 18. A fuller discussion of INGOs relocating headquarters is available in Sebastian Forsch, "Moving to the Global South: an analysis of the relocation of international NGO secretariats", *St. Anthony's International Review*, vol. 13, no. 2, 2018, pp. 159–186. For discussion on obstruction of humanitarian assistance, see William Plowright, "Obstruction", in Katharyne Mitchell and Polly Pallister-Wilkins, *Humanitarianism, The Routledge International Handbook...*, op. cit., pp. 259–270.

— 19. Catalina Russu, "The advantages and disadvantages of localization in the humanitarian sector. Experts' Opinions", Development Aid, 15 November 2021, <https://www.developmentaid.org/news-stream/post/120994/localization-in-the-humanitarian-sector>

— 20. William Plowright, "Ukraine: aid workers were forced out of Syria – the same thing could happen in this war", *The Conversation*, 23 March 2022, <https://theconversation.com/ukraine-aid-workers-were-forced-out-of-syria-the-same-thing-could-happen-in-this-war-179781>; Ed Schenkenberg, *Emergency Gap Series 03: the challenges of localised humanitarian aid*, *Médecins Sans Frontières*, November 2016, <https://reliefweb.int/report/world/emergency-gap-series-03-challenges-localised-humanitarian-aid>

D'autres aspects de l'approche décolonisée de l'aide font l'objet de débats plus vastes, notamment l'objectif principal qui consiste à s'assurer que le pouvoir et les ressources sont placés entre les mains des populations locales, par le biais de la localisation. Bien que de nombreuses personnes soutiennent le processus de localisation, sa mise en œuvre se heurte à des difficultés bien réelles¹⁹. Dans de nombreux contextes, les organisations locales n'ont pas la formation ni le professionnalisme des organisations internationales. Ainsi, les organisations locales en Ukraine sont plus susceptibles d'être professionnalisées que celles du Tchad. Certains remettent en question les objectifs de la localisation en général, préférant que l'aide humanitaire reste dans le domaine de l'international en tant qu'acte de solidarité apolitique. Dans des contextes violents, les ONG locales peuvent ne pas souhaiter être neutres ; exiger d'elles qu'elles le soient peut les exposer à un risque accru vis-à-vis des belligérants locaux²⁰.

Bien que le titre de cet article évoque un avenir décolonisé, le processus de décolonisation est en grande partie une activité du présent. Même si les débats sur les prescriptions politiques liées au racisme et aux inégalités historiques se poursuivent, sans une compréhension sincère du passé et du présent, et sans une volonté de changement dans l'avenir, ces injustices historiques persisteront.

Traduit de l'anglais par Benjamin Richardier

Pallister-Wilkins, *Humanitarianism, The Routledge International Handbook...*, op. cit., pp. 259–270.

— 19. Catalina Russu, "The advantages and disadvantages of localization in the humanitarian sector. Experts' Opinions", *Development Aid*, 15 November 2021, <https://www.developmentaid.org/news-stream/post/120994/localization-in-the-humanitarian-sector>

— 20. William Plowright, "Ukraine: aid workers were forced out of Syria – the same thing could happen in this war", *The Conversation*, 23 March 2022, <https://theconversation.com/ukraine-aid-workers-were-forced-out-of-syria-the-same-thing-could-happen-in-this-war-179781> ; Ed Schenkenberg, *Emergency Gap Series 03: the challenges of localised humanitarian aid*, Médecins Sans Frontières, November 2016, <https://reliefweb.int/report/world/emergency-gap-series-03-challenges-localised-humanitarian-aid>

Although the title of this article notes a decolonised future, the process of decolonisation is very much an activity of the present. Although debate and discussion will continue over specific policy prescriptions related to racism and historical inequality, without a sincere understanding of the past and present, and a dedication to change in the future, these historical injustices will persist.

Biographie | Biography



WILLIAM PLOWRIGHT

William Plowright est chercheur en sciences sociales et travailleur humanitaire. Actuellement professeur adjoint en sécurité internationale à l'université de Durham (Royaume-Uni), ses recherches portent sur deux domaines : la dynamique des conflits armés contemporains et la politique de l'aide humanitaire. Il est l'auteur du livre *Armed Groups and the Pursuit of International Legitimacy : Child Soldiers in Intra-State Wars* (Routledge, 2021), pour lequel il a mené des recherches approfondies auprès de groupes armés en Syrie et au Myanmar. Il est également l'auteur de *The War on Rescue : The Obstruction of Humanitarian Assistance in the European Migration Crisis* (Cornell University Press, à paraître). William a, en outre, travaillé à la gestion d'opérations humanitaires pendant près de dix ans, notamment en Syrie, en Afghanistan, au Yémen, en Libye, en République démocratique du Congo, au Soudan, en République centrafricaine et dans d'autres pays, se concentrant sur la gestion opérationnelle, le développement et la formation du personnel, et la sécurité.

William Plowright is a social scientist and humanitarian worker, currently assistant professor in international security at Durham University (UK). His research spans two areas: the dynamics of contemporary armed conflict, and the politics of humanitarian assistance. He is the author of the book *Armed Groups and the Pursuit of International Legitimacy: Child Soldiers in Intra-State Wars* (Routledge, 2021), for which he conducted extensive research among armed groups in Syria and Myanmar. He is also the author of *The War on Rescue: The Obstruction of Humanitarian Assistance in the European Migration Crisis* (Cornell University Press, forthcoming). Additionally, William has worked in the management of humanitarian operations for almost ten years, including in Syria, Afghanistan, Yemen, Libya, Democratic Republic of the Congo, Sudan and Central African Republic, with a focus on operational management, staff development and training, and security.





REPORTAGE

Nickel à Sulawesi : le prix de l'économie verte

Nickel in Sulawesi: the price of the green economy

|<|

Des pelleteuses ramassent de la terre chargée en minerai de nickel sur un site minier exploité par PT Hengjaya Mineralindo, le 26 octobre 2023 – District de Morowali, Sulawesi central, Indonésie.

Excavators gather soil containing nickel ore at a mining site operated by PT Hengjaya Mineralindo on 26 October, 2023 in Morowali, Central Sulawesi, Indonesia.



Garry Lotulung est un reporter-photographe et photographe documentaire indépendant basé à Jakarta. Il est né à Manado, dans la Sulawesi du Nord. Spécialisé dans les reportages sur la condition humaine, les changements sociaux et les crises environnementales, il a rejoint, en 2022, l'agence de presse internationale Anadolu où il travaille en tant que collaborateur et pigiste régulier. Particulièrement actif en Asie du Sud-Est, Garry Lotulung s'est engagé dans des projets cruciaux, tels que son travail à long terme aux côtés des gardes forestiers et des cornacs pour protéger les éléphants de Sumatra, en danger critique

d'extinction. Il a documenté les attentats à la bombe de 2018, une série d'attaques terroristes qui ont débuté le 13 mai par des attentats-suicides contre trois églises de Surabaya, la deuxième plus grande ville d'Indonésie. Entre 2020 et 2021, Garry Lotulung a travaillé pour la Fédération internationale des Sociétés de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge, et a couvert la deuxième vague mortelle de la pandémie de coronavirus en Indonésie. Son reportage photo sur l'Indonésie face à la deuxième vague de Covid-19 lui a valu le prix Pictures of the Year Asia 2022. Il a également fait partie de la sélection locale du concours World Press Photo 2022, organisé par BicaraFoto pour récompenser des photographes indonésiens émergents. Garry Lotulung a également été récipiendaire des subventions pour la photographie environnementale 2023 de Vital Impacts, dont les fondatrices ne sont autres qu'Ami Vitale, photographe pour le magazine *National Geographic*, et Eileen Mignoni. Ses photographies ont fait l'objet de nombreuses expositions et publications, notamment : *#ICPConcerned: Global Images for Global Crisis*, International Center of Photography, 2021 ; *The Year Time Stopped*, Scipio & HarperCollins Publishers, 2021 ; l'exposition Pictures of the Year Asia 2022, présentant cinquante images primées ; Mindful Art Forum à Séoul, en Corée du Sud (2022) ; The Everyday Projects: Endangered Species, à Oldenburg, en Allemagne (2023) ; Vital Impacts Environmental Grant Exhibition au Festival della fotografia etica à Lodi, en Italie (2023) ; et The Great Indonesia Exhibition à la Nouvelle église d'Amsterdam, aux Pays-Bas (2023). Titulaire d'une licence en conception graphique de l'université Multimedia Nusantara à Tangerang, dans la province de Banten, Garry Lotulung a également étudié la photographie à la Galeri Foto Jurnalistik Antara, à Jakarta.

Garry Lotulung is a freelance photojournalist and documentary photographer based in Jakarta. He was born in Manado, North Sulawesi. Lotulung specialises in stories about the human condition, social change and environmental crises. Lotulung joined the international news agency Anadolu Agency in 2022 and has been a regular contributor and stringer since. Working extensively in Southeast Asia, he has photographed such pivotal events as his long-term project with the rangers and mahouts to protect the lives of critically endangered Sumatran elephants. In 2018, Lotulung documented the Surabaya bombings, a series of terrorist attacks that initially occurred on 13 May in three churches in Surabaya, the second-largest city in Indonesia. In the period 2020-2021, Lotulung worked for the International Federation of Red Cross and Red Crescent Societies and covered Indonesia's deadly second wave of the coronavirus pandemic. Garry received a Pictures of the Year Asia 2022 award for his photographic reportage on "Indonesia battling the second wave of Covid-19" and was selected as part of the World Press Photo 2022 Contest outreach campaign from emerging Indonesian photographers curated by BicaraFoto. He was also a grantee of the Vital Impacts Environmental Photography Grants 2023, whose founders are Ami Vitale, a *National Geographic* photographer, and Eileen Mignoni. Lotulung's photography has also been widely exhibited and published, for instance in *#ICPConcerned: Global Images for Global Crisis*, International Center of Photography, New York, USA (2021); *The Year Time Stopped*, Scipio & Harper Collins Publishers, USA (2021); POY (Pictures of the Year) Asia exhibition, featuring fifty award-winning images; Mindful Art Forum (MAF), Seoul, South Korea (2022); *The Everyday Projects: Endangered Species*, Oldenburg, Germany (2023); Vital Impacts Environmental Grant Exhibition at Festival della Fotografia Etica in Lodi, Italy (2023), and *The Great Indonesia Exhibition* at De Nieuwe Kerk, Netherlands (2023). Lotulung studied graphic design and holds a Bachelor of Arts degree from the Universitas Multimedia Nusantara in Tangerang, Banten province. He also studied photography at Galeri Foto Jurnalistik Antara in Jakarta.

Pour explorer davantage son travail journalistique, vous pouvez visiter son site Web (www.garrylotulung.com) et son compte Instagram ([instagram.com/garrylotulung](https://www.instagram.com/garrylotulung)).

More information on Garry's journalism can be found on his website (www.garrylotulung.com) and in his Instagram account ([instagram.com/garrylotulung](https://www.instagram.com/garrylotulung)).

Photos, texte et légendes :
Photos, text and captions:
© Garry Lotulung

L'Indonésie regorge de ressources naturelles. Après le bois de construction, le pétrole brut, le charbon et l'huile de palme, voici le nickel. Le monde entier a besoin d'énergies renouvelables, en particulier de batteries nettement moins émettrices de gaz à effet de serre que le pétrole, le gaz ou le charbon. Or, le minerai de nickel est l'un des principaux composants des batteries.

L'Indonésie est le premier producteur mondial de nickel et possède 15 % des ressources mondiales de nickel latéritique, actuellement très demandé pour la fabrication de batteries pour véhicules électriques. Le commerce du nickel se concentre sur l'île de Sulawesi, dans les districts du Nord Konawe et de Morowali, où la société chinoise Tsingshan exploite le parc industriel Indonésie Morowali (*The Indonesia Morowali Industrial Park* – IMIP en anglais), et à Morosi, où PT Virtue Dragon Nickel Industry et PT Obsidian Stainless Steel exploitent deux sites.

Si les grandes entreprises chinoises dominent le secteur de la transformation, elles s'approvisionnent en minerai bon marché auprès de centaines de petites mines, pour la plupart indonésiennes, qui sont disséminées dans la forêt tropicale.

Indonesia is blessed with abundant natural resources. After timber, crude oil, coal and palm oil, now there is nickel. The world needs renewable energy, in particular batteries that emit far fewer greenhouse gases than oil, gas or coal. One of the key components of batteries is nickel ore.

Indonesia is the world's largest nickel producer and has 15 percent of the world's lateritic nickel resources, the demand for which is currently high due to the manufacture of batteries for electric vehicles (EVs). The nickel business is concentrated on the island of Sulawesi, in the districts of North Konawe and Morowali, where Chinese company Tsingshan operates Indonesia Morowali Industrial Park (IMIP), and in Morosi, where there are two sites, operated by PT Virtue Dragon Nickel Industry and PT Obsidian Stainless Steel.

|→|

La circulation est dense au moment du changement d'équipe près du parc industriel Indonésie Morowali (IMIP), qui emploie environ 66 000 travailleurs locaux et 6 000 travailleurs chinois, le 26 octobre 2023 – District de Morowali, Sulawesi central, Indonésie.

Employees in traffic during the work shift changeover near Indonesia Morowali Industrial Park (IMIP), that consists of around 66,000 local workers and around 6,000 Chinese workers, on 26 October, 2023 in Morowali, Central Sulawesi, Indonesia.



En seulement trois ans, l'Indonésie a signé – avec des fabricants du monde entier, tels que Hyundai, LG et Foxconn – plus d'une douzaine d'accords d'une valeur totale de plus de 15 milliards de dollars US, qui portent sur les matériaux pour batteries et la production de véhicules électriques.

Le 28 décembre 2021, l'Indonésie a inauguré une nouvelle fonderie de nickel dans le nord du district de Morowali, dans la province de Sulawesi central. Cette fonderie est dimensionnée pour traiter treize millions de tonnes de minerai de nickel par an. Le président indonésien Joko Widodo a déclaré que cette nouvelle fonderie, qui produit du ferronickel, devrait augmenter la valeur du minerai de nickel de 1400 %.

While large Chinese companies dominate processing, they are fed cheap ore by hundreds of smaller, mostly Indonesian-owned mines that are dotted around the rainforest.

In just three years, Indonesia has signed more than a dozen deals worth more than US\$15 billion for battery materials and EV production with global manufacturers including Hyundai, LG and Foxconn.

On 28 December 2021, Indonesia unveiled a new nickel smelter in North Morowali Regency of Central Sulawesi province. It has been equipped to process 13 million tonnes of nickel ore annually. Indonesia's president Joko Widodo said that the new ferronickel-producing smelter is expected to increase nickel ore's value by 1400%.



Ayant fait de l'industrialisation la priorité de son mandat, Joko Widodo s'efforce de transformer les principaux produits d'exportation de ce pays riche en minerais bruts en produits à haute valeur ajoutée.

Le nickel, utilisé principalement pour la production d'acier inoxydable, et aujourd'hui pour la production de batteries, est au centre de cette démarche. « L'Indonésie deviendra l'un des principaux producteurs de produits à base de nickel, notamment de batteries pour véhicules électriques », a déclaré le président Widodo en juin 2022, lors de la cérémonie de lancement des travaux de l'usine de matériaux pour batteries d'un consortium dirigé par LG Energy Solution dans le parc industriel intégré de Batang, dans la province de Java central. « Nous avons l'occasion unique de développer l'économie verte de demain. »

À l'aube, dans le village de Labota, j'ai observé des milliers de travailleurs portant des casques jaunes et des vêtements de travail poussiéreux, qui empruntaient la route principale délabrée et parsemée de nids-de-poule. Le flot de circulation se dirige vers l'IMIP, épice centre mondial de la production de nickel.

L'IMIP traite principalement du minerai de nickel pour la fabrication d'acier inoxydable, mais produit désormais de plus en plus de nickel de qualité supérieure destiné à la fabrication de batteries pour véhicules électriques.

Il y a quelques années, Labota était un village de pêcheurs. Il a été englouti par une ville tentaculaire centrée sur l'IMIP, un projet qui a coûté 15 milliards de dollars US et qui comprend cinquante usines réparties sur plus de 4000 hectares. On remarque les murs entourant le complexe industriel qui comprend des aciéries, des centrales à charbon et des usines de transformation du manganèse, et même un aéroport et un port maritime. Fruit d'une coentreprise entre des industriels chinois et indonésiens, ce parc industriel est au cœur des

Industrialisation has been Joko Widodo's focus throughout his presidency, as he pushes to turn the resource-rich country's main export commodities from raw minerals to high-value-added products.

Nickel, used mainly in stainless steel production and now batteries, has been at the centre of it all. "Indonesia will become a leading producer of nickel-based products, including electric-vehicle batteries," Widodo said in June 2022 at the groundbreaking ceremony for an LG-led consortium's battery material facility in Batang Integrated Industrial Park, in Central Java province. "This is a golden opportunity to develop a green economy for the future."

After sunrise in Labota village, I documented thousands of workers in yellow helmets and dust-stained workwear packing its ramshackle, pothole-ridden main road. The mass of traffic crawls toward IMIP, the world's epicentre of nickel production.

IMIP primarily processes nickel ore for stainless steel but is now increasingly producing higher-grade nickel for EV batteries.

Years ago, Labota was a fishing village; today it's been subsumed into a sprawling city centred around IMIP, a project costing US\$15 billion, fifty factories sprawling across nearly 10,000 acres. You can see the walls surrounding the industrial complex containing steelworks, coal power plants and manganese processors, with its own airport and seaport. Built as a joint venture between Chinese and Indonesian industrial companies, it is at the heart of Indonesia's push to supply the EV market with nickel, a core component of batteries.

In Labota, there is also an Islamic school called Madrasah Tsanawiyah Al Jaariyah, which has a coal plant operating just behind it. The students learn while breathing in coal-polluted air, which is dangerous for their health.



|↑|

Les cheminées de PT Obsidian Stainless Steel, un complexe de traitement du nickel, émettent une lueur rougeoyante, le 28 octobre 2023 – District de Konawe, Sulawesi central, Indonésie. La transition vers les véhicules électriques repose sur cette industrie.

The belching chimneys of PT Obsidian Stainless Steel, a nickel processing complex in Konawe Regency, Central Sulawesi, Indonesia, on 28 October, 2023.

The transition to electric vehicles relies on this industry.





|←|

Des travailleurs chinois employés par PT Obsidian Stainless Steel se dirigent vers un marché de fortune, ou vers le restaurant chinois en bordure de route situé en face de la fonderie, après avoir terminé leur service, le 28 octobre 2023 – District de Konawe, Sulawesi central, Indonésie.

Chinese workers employed by PT Obsidian Stainless Steel come to a makeshift market or the Chinese roadside restaurant in front of the smelter after their shift, on 28 October, 2023 in Konawe Regency, Central Sulawesi, Indonesia.





|↑|

Devant l'école coranique Madrasah Tsanawiyah Al Jaariyah du village de Labota, un élève observe la centrale à charbon toute proche, le 26 octobre 2023 – District de Morowali, Sulawesi central, Indonésie.

A student stands outside a school, Madrasah Tsanawiyah Al Jaariyah Labota, looking at the coal plant operating just behind it, in Labota village on 26 October, 2023 in Morowali, Central Sulawesi, Indonesia.

efforts déployés par l'Indonésie pour approvisionner le marché des véhicules électriques en nickel, un composant essentiel des batteries.

Toujours à Labota, l'école coranique Madrasah Tsanawiyah Al Jaariyah est située juste à côté d'une usine de charbon en activité. Tout en s'instruisant, les élèves respirent un air pollué par le charbon, ce qui est dangereux pour leur santé.

According to a report by German policy lobby group Rosa-Luxemburg-Stiftung, the nickel-processing factories at IMIP pollute the air by spewing out sulphur dioxide, nitrogen oxides and coal ash – particles that are “finer than beach sand and can be extremely harmful when inhaled”.

The agreement was announced in 2013 by Indonesia's then-president, Susilo Bambang Yudhoyono, and President



|↑|

Vue du village de pêcheurs de Fatufia, dans le district de Bahodopi, près du parc industriel Indonésien Morowali (IMIP), le 26 octobre 2023 – District de Morowali, Sulawesi central, Indonésie. Les habitants se plaignent de la baisse de rendement de la pêche, l'eau de mer ayant été polluée par les déchets de l'usine.

A view of Fatufia fishing village in Bahodopi district near Indonesia Morowali Industrial Park (IMIP), on 26 October, 2023 in Morowali, Central Sulawesi, Indonesia. They complained about the declining fish yields as their seawater had been polluted by factory waste.

Selon un rapport de la Fondation Rosa-Luxemburg, un groupe de pression politique allemand, les usines de traitement du nickel de l'IMIP polluent l'air en rejetant du dioxyde de soufre, des oxydes d'azote et de la poussière de charbon – des particules qui sont « plus fines que du sable de plage et dont l'inhalation peut être extrêmement nocive ».

L'accord de création du parc industriel Indonésien Morowali a été annoncé

Xi Jinping of China for Morowali Industrial Park. China Development Bank provided a loan of more than US\$1.2 billion.

According to Indonesia's Ministry of Labour, IMIP had 28,000 employees in 2019 and 43,000 in 2020. That number has now grown to around 66,000.

Roughly 6,000 workers from China live in dormitory blocks. After the afternoon shift ends at 5 p.m., workers from China



en 2013 par le président indonésien de l'époque, Susilo Bambang Yudhoyono, et le président chinois Xi Jinping. La Banque chinoise de développement a débloqué un prêt de plus de 1,2 milliard de dollars US.

Selon le ministère indonésien du Travail, l'IMIP employait 28 000 personnes en 2019, et 43 000 en 2020. Aujourd'hui, ce nombre s'élève à environ 66 000 salariés.

Quelque 6000 travailleurs chinois vivent dans des dortoirs. À la fin du service de l'après-midi, à dix-sept heures, les travailleurs chinois quittent le complexe de traitement du minerai de nickel ou la fonderie de PT Obsidian Stainless Steel à Morosi, dans le district de Konawe,

leave the nickel ore processing complex or smelter at Obsidian Stainless Steel in Morosi, Konawe Regency, Southeast Sulawesi. Some are dressed casually or in uniform, others are neatly dressed, while others still are shabby-looking and covered in mud. They head straight for a makeshift market or to eat at the Chinese restaurant on the roadside in front of the smelter.

The International Energy Agency predicts global demand for the metal will grow at least 65 percent by 2030, and EVs and battery storage are set to take over from stainless steel as the largest end user of nickel by 2040.

The Sulawesi coastline, in the southeast of the country, has borne the brunt of



|↑|

Des camions transportent le minerai de nickel jusqu'à un embarcadère où il est chargé sur des barges qui seront remorquées vers des usines de raffinage situées plus bas le long de la côte de Sulawesi, dans un site minier du district de Molawe, le 27 octobre 2023 – District du Nord Konawe, Sulawesi du Sud-Est, Indonésie.

Trucks driving on a jetty unload nickel ore onto barges that will be towed to refining plants further down the coast of Sulawesi at a mining site in Molawe district, on 27 October, 2023 in North Konawe, Southeast Sulawesi, Indonesia.



dans le Sulawesi du Sud-Est. Certains portent une tenue décontractée ou un uniforme, d'autres portent une tenue soignée, tandis que d'autres encore ont une apparence négligée et sont couverts de boue. Ils se dirigent directement vers un marché de fortune, ou vers le restaurant chinois en bordure de route situé en face de la fonderie.

L'Agence internationale de l'énergie prévoit que la demande mondiale de nickel augmentera d'au moins 65 % d'ici 2030, et que les véhicules électriques et les batteries de stockage deviendront les principaux utilisateurs de ce minerai d'ici 2040, remplaçant ainsi l'acier inoxydable.

environmental destruction from the mines. Here in North Konawe in South-east Sulawesi, there are three fishing villages around the mining sites. I saw the activity of dozens of excavators digging up reddish soil, loading the soil onto trucks which then take it to the jetty and unload the ore onto barges which travel for three to four days to the smelting factory. The nickel is taken north to Morowali Industrial Park while some of the barges leaving the nickel mine are destined south, to the district of Morosi. According to data from the Indonesian government, about fifty nickel-mining companies currently operate in North Konawe Regency.



|←|

Vue d'une école abandonnée dans un site minier du district de Molawe, le 27 octobre 2023 – Nord Konawe, Sulawesi du Sud-Est, Indonésie.

A view of an abandoned school at a mining site in Molawe district, on 27 October, 2023 in North Konawe, Southeast Sulawesi, Indonesia.

Les destructions environnementales causées par les mines sont particulièrement visibles le long du littoral de Sulawesi, dans le sud-est du pays. Dans le Nord Konawe, dans le Sulawesi du Sud-Est, on trouve trois villages de pêcheurs à proximité des sites miniers. J'ai vu des dizaines de pelleteuses creuser la terre rougeâtre, la charger sur des camions qui la transportent ensuite jusqu'à l'embarcadère, où le minerai est transporté sur des barges qui doivent naviguer pendant trois ou quatre jours avant d'atteindre la fonderie. Le nickel est acheminé au nord vers le parc industriel Indonésie Morowali, tandis que certaines barges quittent la mine de nickel en direction du sud, vers le

The small fishing village of Tapunggaya is home to the Bajau people, an indigenous group known for being brave sailors, formidable fishers and reliable divers who live off the sea.

Fishermen have also suffered from the impact of nickel pollution, forced to travel further and further afield to find their daily catch. But fish are harder to catch in the deeper water and fishermen have to spend more money on petrol.

In Tapunggaya, a fishing village in North Konawe where there is a mine, an old man told me that pollution has destroyed their livelihoods at sea.

|→|

**Des enfants jouent
au bord d'une eau
polluée dans le village
de Mandiodo, près d'un site
d'extraction de nickel,
le 28 octobre 2023
– Nord Konawe, Sulawesi
du Sud-Est, Indonésie.**

**Children play beside
polluted water in Mandiodo
village near a nickel-mining
site, on 28 October, 2023 in
North Konawe, Southeast
Sulawesi, Indonesia.**





|↓|

Des enfants jouent à proximité de pelleteuses et ramassent de la terre chargée en minerai de nickel, près du village de pêcheurs de Mandiodo, dans le district de Molawe, le 27 octobre 2023 – Nord Konawe, Sulawesi du Sud-Est, Indonésie.

Children play near excavators while gathering soil containing nickel ore near the fishing village of Mandiodo in Molawe district, on 27 October, 2023 in North Konawe, Southeast Sulawesi, Indonesia.



|←|

Aqifah, 8 ans (à gauche) et Mitra, 9 ans (à droite) nagent dans l'eau polluée du village de Mandiodo, près d'un site d'extraction de nickel, le 27 octobre 2023 – Nord Konawe, Sulawesi du Sud-Est, Indonésie.

Aqifah, 8 (left), and Mitra, 9, swim in polluted water in Mandiodo village near a nickel-mining site, on 27 October, 2023 in North Konawe, Southeast Sulawesi, Indonesia.



|↑|

Une femme stocke de l'eau potable à l'extérieur de sa maison, dans le village de Mandiodo, le 27 octobre 2023 – Nord Konawe, Sulawesi du Sud-Est, Indonésie.

A woman collects drinking water outside her house in Mandiodo village, on 27 October, 2023 in North Konawe, Southeast Sulawesi, Indonesia.

district de Morosi. Selon les données du gouvernement indonésien, une cinquantaine de sociétés d'extraction de nickel exercent actuellement leurs activités dans le district du Nord Konawe.

Le peuple Bajau vit dans le petit village de pêcheurs de Tapunggaya. Cette communauté autochtone est connue pour ses courageux marins, ses pêcheurs redoutables et ses excellents plongeurs, qui vivent de la mer.

Les pêcheurs souffrent également de l'impact de la pollution par le nickel, qui les oblige à aller de plus en plus loin pour pêcher. Or, les poissons sont plus difficiles à attraper dans les eaux profondes, et les pêcheurs doivent dépenser plus d'argent pour acheter de l'essence.

"There's no fish here anymore," says Alwi, a 78-year-old fisherman sitting next to the boat, who adds: "Children also suffer from respiratory problems due to the extremely severe air pollution here. It is very disturbing to live in a place surrounded by mines. The waste and pollution from mining have been killing us slowly."

Another fishermen said: "Now the sea-water has not just turned murky but often becomes so hot that it sends the fish away."

"We have to drive the boat for at least two hours and probably bring home just two kilos of fish after a long day at sea," Mamat (32) told me during a visit to his village in late October.

À Tapunggaya, un village de pêcheurs du Nord Konawe où se trouve une mine, un vieil homme m'a dit que la pollution avait détruit leurs moyens de subsistance en mer. « Il n'y a plus de poisson ici », déplore Alwi, un pêcheur de 78 ans, assis à côté de son bateau. Il ajoute : « Les enfants souffrent également de problèmes respiratoires en raison de la très forte pollution de l'air. C'est très inquiétant de vivre dans un endroit entouré de mines. Les déchets et la pollution provenant de l'exploitation minière nous tuent à petit feu. »

Un autre pêcheur raconte : « Non seulement l'eau de mer est devenue trouble, mais elle est souvent si chaude qu'elle fait fuir les poissons. »

« Nous devons naviguer pendant au moins deux heures et nous ne ramenons généralement que deux kilos de poisson après une longue journée passée en mer », m'a expliqué Mamat (32 ans) lorsque je me suis rendu dans le village, à la fin du mois d'octobre.

Le littoral, autrefois parsemé de charmants hameaux de pêcheurs, est à l'abandon. Les plages de sable sont décolorées par un kaléidoscope de pigments de minerai et parsemées d'embarcadères, où les barges attendent de charger le minerai de nickel.

L'extraction de matériaux pour les batteries de véhicules électriques laisse de profondes cicatrices dans le paysage. Dans le Nord Konawe, les écosystèmes locaux et les modes de vie traditionnels ont été perturbés, et les communautés locales ont vu leurs terres transformées de manière irrémédiable.

Les données officielles font état d'au moins vingt et une inondations et coulées de boue pour la seule année 2022 dans le Sulawesi du Sud-Est. Entre 2005 et 2008, avant la prolifération des mines, il y en avait deux à trois par an, selon l'Agence nationale de lutte contre les catastrophes.

The coastline, once dotted with picturesque fishing hamlets, has been abandoned. Sandy beaches are discoloured with a kaleidoscope of ore pigments and dotted with jetties where barges wait to deliver nickel ore.

Mining activities for EV battery materials leave deep scars on the landscape. In North Konawe, it has meant the disruption of local environments and traditional ways of living for local communities, who face their lands being transformed beyond repair.

Government data shows that in 2022 there were at least twenty-one floods and mudslides in Southeast Sulawesi. Between 2005 and 2008, before the proliferation of mines, there were two to three a year, according to the National Agency for Disaster Countermeasures.

In order to mine nickel, large areas of trees are felled and the land is excavated to create open pits. With the roots of the trees no longer present to stabilise the ground, when it rains earth is more easily swept away.

Besides deforestation, other environmental hazards of expanding mining operations include pollution of water streams and fishing grounds. Pollution exists because to transform nickel ore to battery grade nickel complex and less conventional methods are being used, such as high-pressure acid leaching which produces toxic waste.

What's more, the potential carbon emissions from the expansion of mining operations are significant, considering that the smelting process is highly energy intensive and most smelters in Indonesia are powered by coal.

The expansion of the nickel and electric battery industry must come with appropriate environmental and social standards to minimise environmental and human rights impacts.



L'extraction du nickel nécessite d'abattre de grandes étendues d'arbres et de creuser le sol pour créer des puits à ciel ouvert. Les racines des arbres n'étant plus là pour stabiliser le terrain, la terre est plus facilement emportée lorsqu'il pleut.

Outre la déforestation, l'expansion des activités minières entraîne d'autres risques environnementaux, notamment la pollution des cours d'eau et des zones de pêche. Pour transformer le minerai de nickel en nickel de qualité batterie, des méthodes complexes et moins conventionnelles sont utilisées, comme la lixiviation acide à haute pression, qui génère des déchets toxiques et donc une forte pollution.

En outre, l'expansion des activités minières est susceptible d'entraîner des émissions de carbone importantes, étant donné que le processus de fusion est très énergivore et que la plupart des fonderies en Indonésie sont alimentées au charbon.

L'expansion de l'industrie du nickel et des batteries électriques doit s'accompagner de normes environnementales et sociales appropriées afin de minimiser les répercussions sur l'environnement et les droits de la personne.

|<-|

Alwi, un pêcheur de 78 ans, est assis à côté de son bateau, dans le village de Mandiodo, le 28 octobre 2023 – Nord Konawe, Sulawesi du Sud-Est, Indonésie. Les pêcheurs souffrent également de l'impact de la pollution par le nickel, qui les oblige à aller de plus en plus loin pour pêcher.

Or, les poissons sont plus difficiles à attraper dans les eaux profondes, et les pêcheurs doivent dépenser plus d'argent pour acheter de l'essence.

Alwi, 78, a fisherman, sits next to a fishing boat in Mandiodo village, on 28 October, 2023 in North Konawe, Southeast Sulawesi, Indonesia.

Fishermen have also suffered from the impact of nickel pollution, forced to travel further and further afield to find their daily catch. But fish are harder to catch in the deeper water and fishermen have to spend more money on petrol.





|<|

Filet à la main, un pêcheur observe un site minier dans une zone d'eau de mer contaminée par une mine de nickel, dans le village de Mandiodo, le 27 octobre 2023 – Nord Konawe, Sulawesi du Sud-Est, Indonésie.

A fisherman looks at a mining site while carrying a net in an area of seawater contaminated by a nickel mine in Mandiodo village, on 27 October, 2023 in North Konawe, Southeast Sulawesi, Indonesia.

CULTURE

COMPLÈTEMENT BRAX | TOTALLY BRAX

**Contradictions ?
Inconsistencies?**

145

LIVRES | BOOKS

J. Glasman

**Les humanités humanitaires : un sport de combat ?
Humanitarian humanities: a combat sport?**

146

*E. Delaporte
F. Akindès*

**Fondation Croix-Rouge française : dédiée à la recherche
The French Red Cross Foundation: dedicated to research**

150

P. Micheletti

**Le retour des orphelins
The orphans' return**

158

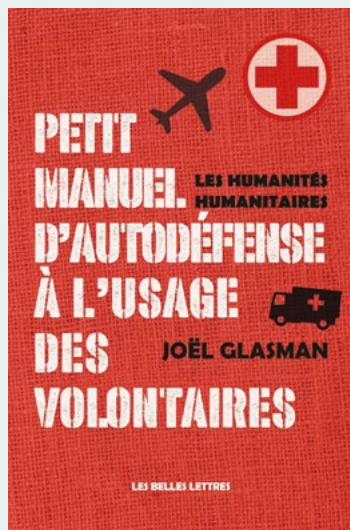




Retrouvez Brax sur Facebook et X • [Follow Brax on Facebook and X](#)
www.facebook.com/DessinsRashBRAX • [@rashbrax](#)



Les humanités humanitaires : un sport de combat ?



Petit manuel d'autodéfense à l'usage des volontaires. Les humanités humanitaires [A concise self-defence manual for volunteers. Humanitarian humanities]

Joël Glasman

Éditions Les Belles Lettres, 2023

(published in French)

Ce livre découle d'un constat. Le processus de professionnalisation opéré dans le secteur humanitaire à partir de la fin des années 1990 s'est caractérisé par l'élaboration de connaissances techniques standardisées, envisagées comme nécessaires à l'efficacité des interventions. Simultanément, la production de savoirs critiques engendrée par un intérêt académique grandissant à l'égard du monde de l'aide n'a, en revanche, été accompagnée que d'une faible diffusion au sein de la profession. Pour Joël Glasman, historien et professeur à l'université de Bayreuth, ce cloisonnement épistémologique apparaît d'autant plus paradoxal que ce corpus offre des clés de compréhension des interventions parfois aussi indispensables qu'a pu sembler l'être autrefois la profusion de tels standards techniques. Penser le réel des autres et penser dans l'incertitude serait donc une nécessité opérationnelle qui, dans sa dimension qualitative, exige de l'écoute et du temps, mais également des repères historiques, politiques et sociologiques que l'auteur entend contribuer à décloisonner. Car derrière l'emploi du terme presque désuet d'humanités, c'est à une conception unitaire des sciences sociales que nous convie Joël Glasman qui, sans prétention encyclopédique, mobilise un large répertoire bibliographique. Son propos s'organise selon un découpage thématique que le lecteur pressé peut au besoin aborder directement : pouvoir, néolibéralisme, corruption, violences, santé, racisme, genre, statistiques.

L'ouvrage s'adresse au public humanitaire au sens le plus large, celui des volontaires, autre choix terminologique intéressant en ce qu'il entend marquer le lien entre l'espace des travailleurs humanitaires professionnalisés et celui relativement réduit des praticiens bénévoles. Sous une approche déconstructionniste assumée, l'auteur offre ici une excellente synthèse de débats classiques structurant le champ humanitaire. Les premiers développements rendent ainsi une épaisseur historique salutaire aux mythes fondateurs bien connus, comme Solferino ou le Biafra. Le récit de la diffusion des principes de la Croix-Rouge propose également une perspective utile pour se déprendre d'une vision par trop naturaliste et anhistorique de ces derniers. Sur des problématiques

plus contemporaines, l'emprise du néolibéralisme est traitée sous l'angle – déjà bien étudié – de la porosité entre le monde de l'aide et le secteur entrepreneurial. En outre, et plus décourageants encore, des travaux d'inspiration foucauldienne analysent l'humanitaire dans sa dimension institutionnelle et bureaucratique comme technique néolibérale de gouvernement et modalité de redéploiement des États. Rendu inévitable par les débats récents qu'il a engendrés, le rapport au colonialisme est abordé avec nuance. Si des continuités existent avec la période coloniale, il convient aussi d'appréhender cette question sous l'angle de l'engagement au sein d'un secteur qui tend à se désoccidentaliser. Des travaux récents montrent, par exemple, les tensions auxquelles peuvent spécifiquement se trouver confrontés sur le terrain les volontaires issus de pays du Sud dans la division du travail humanitaire. Au-delà des slogans, les appels à la décolonisation du monde de l'aide sont porteurs de sens sous l'impératif d'une plus juste répartition des rapports de pouvoirs. Mais rappeler que c'est notamment par l'indifférence à la souffrance d'autrui que se caractérise l'entreprise coloniale devrait simultanément inciter à se distancier des amalgames historiques glissants.

On aurait tort, toutefois, de réduire ce manuel à un précis de culture générale humanitaire destiné aux néophytes, et le développement de certains apports théoriques ne manquera pas d'offrir un retour réflexif précieux aux praticiens plus chevronnés. Appréhendé dans sa dimension sociologique, le traitement du rapport à la violence donne à voir des alternatives à la vacuité de lectures contextuelles parfois excessivement culturalistes, faites, par exemple, d'oppositions tribales prédatrices et dénuées de fondements historiques. Propices à une analyse de terrain, les approches « par le bas » des conflits incitent au contraire à se déprendre des fausses évidences géopolitiques. Prêter attention aux dynamiques locales – par exemple foncières, ou les trajectoires d'hommes en armes entre légalité et illégalité – peut s'avérer décisif dans la conduite de négociations. De même, la question de la fraude est éclairée sous un jour singulier. Réalité à la gestion complexe sur certaines missions, celle-ci reste le plus souvent traitée institutionnellement sous l'angle de la déviance personnelle. Sa compréhension y gagnerait si elle était observée plus finement au prisme de son insertion dans des réseaux complexes d'interdépendances individuelles ou, au global, comme stratégie d'extraversion d'États structurellement dépendants de la rente de l'aide. Enfin, l'enthousiasme pour les pratiques de quantifications est particulièrement bien cerné par Joël Glasman qui a par ailleurs consacré un ouvrage entier à cette question. Si elle a une histoire et une rationalité propres, la mesure des besoins n'en reste pas moins une nécessité dont la raison statistique, parfois illusoire sur sa précision, n'aide pas forcément à en comprendre les aspects sociaux, et donc les implications opérationnelles.

Au-delà de ces exemples qui viennent illustrer sa dimension pratique, l'ouvrage de Joël Glasman vient combler un vrai vide éditorial. Dense, le contenu n'en reste pas moins d'une lecture remarquablement fluide, y compris dans la description de certains développements théoriques complexes dont l'ensemble se caractérise par un net tropisme africaniste. Mais, tel que le propose Joël Glasman, l'exercice de la critique appliquée à l'humanitaire ne se caractérise finalement guère par une accumulation de références vulgarisées. Il s'agit d'outils de compréhension au service d'une réflexion résolument tournée vers le terrain. Dans l'esprit de ce que disait jadis Pierre Bourdieu de la sociologie, les humanités humanitaires sont un sport de combat défensif qui cultive l'art de l'esquive au contact du réel. C'est donc dans la pratique d'enquêtes, en échange avec des récipiendaires, collègues ou universitaires, qu'elles sauront nous protéger des fausses certitudes et nous aider à penser dans l'incertitude.

Sylvain Pénicaud est étudiant au Centre d'études humanitaires de Genève et travailleur humanitaire, actuellement coordinateur de projet pour Médecins Sans Frontières – France à Tripoli en Libye.



Humanitarian humanities: a combat sport?

This book was inspired by an observation. The process of professionalisation which began in the humanitarian sector in the late 1990s has been characterised by the development of standardised technical knowledge deemed necessary for the purposes of operational effectiveness. However, at the same time, the critical knowledge generated by growing academic interest in the world of aid has not been widely disseminated within the profession. For Joël Glasman, historian and professor at the University of Bayreuth in Germany, the epistemological compartmentalisation that has occurred seems all the more illogical given that this body of work offers keys to understanding aid interventions that are just as essential as the profusion of technical standards once seemed to be. Thinking about the reality of other people and about uncertainty is therefore an operational necessity which, in terms of quality, requires listening and time but also historical, political and sociological benchmarks that the author presents for the purpose of decompartmentalisation. Behind the use of the almost outdated term "humanities", Joël Glasman, who makes no encyclopaedic pretensions but draws on a wide range of bibliographical sources, invites us to consider a unitary approach to the social sciences. His ideas are arranged thematically so that the busy reader can access the following themes individually: power, neoliberalism, corruption, violence, health, racism, gender and statistics.

The book is aimed at the humanitarian community in the broadest sense, that of volunteers, another interesting terminological choice in that it is intended to mark the link between the space of professionalised humanitarian workers and the relatively small space of practitioners who have not received vocational training. Adopting a deconstructionist approach, the author offers an excellent overview of the classic debates that underpin the humanitarian sector. He begins by lending valuable historical depth to the well-known founding myths, such as the events in Solferino and Biafra. The account of how the principles of the Red Cross were disseminated also provides a useful perspective from which to break away from an overly naturalistic and ahistorical view of these principles. Moving on to more contemporary issues, the ascendancy of neoliberalism is addressed from the – already well-explored – angle of the porosity between the world of aid and the business sector. Similarly, and even more caustically, Foucault-inspired studies analyse the institutional and bureaucratic aspects of humanitarian aid as a neoliberal technique of government and State redeployment. An inevitable consequence of the recent debates it has generated, the relationship with colonialism is approached in a nuanced manner. Even though there is still some continuity with the colonial period, this issue must be examined from the viewpoint of commitment in a sector which is gradually becoming de-westernised. Recent studies show, for example, the tensions that volunteers from Global South countries may experience on the ground in terms of how humanitarian work is divvied up. More than just slogans, the calls to decolonise the world of aid are meaningful given the pressing need for a fairer distribution of power. Not forgetting that the colonial enterprise was largely characterised by indifference to the suffering of others, however, should encourage us to distance ourselves from any tricky historical amalgams.

Nonetheless, it would be wrong to reduce this manual to a handbook on general humanitarian culture aimed at newcomers, given that the development of certain theoretical aspects is sure to offer valuable food for thought to more experienced practitioners. Understood in its sociological aspects, the way in which the relationship to violence is approached reveals alternatives to the vacuity of contextual readings that can sometimes be excessively culturalist, based for example on predatory tribal opposition that lacks historical foundation. On the contrary, “bottom up” approaches, which are conducive to field analysis, encourage us to free ourselves from false geopolitical evidence. Paying attention to local dynamics (for example ownership of land or the path taken by armed men between legality and illegality) can prove decisive during negotiations. Similarly, the issue of fraud is shown in a new light. A complex aspect to manage in certain missions, fraud is most often dealt with institutionally as a matter of personal deviance. A fuller understanding of it could be gained, however, by looking more closely at where it sits in complex networks of individual interdependency or, more generally, by considering it as an extroversion strategy by states which are structurally dependent on aid income. Lastly, the enthusiasm for quantification practices is particularly well explained by Joël Glasman who, incidentally, has written a monograph on the subject. Even though it has its own history and rationality, the measurement of needs nonetheless remains a necessity whose statistical reasoning, sometimes misleading in its accuracy, does not necessarily help us understand its social aspects and therefore its operational implications.

Beyond these examples, which demonstrate its practical nature, Joël Glasman’s work fills a real gap in the literature. Albeit dense, the content is remarkably easy to read, not least its descriptions of certain complex theoretical developments, all of which are characterised by a clear Africanist slant. As Joël Glasman suggests, however, the criticism applied to humanitarian aid is, in the end, not characterised by an accumulation of popular references, but is more a series of tools of understanding which aim to serve resolutely field-oriented reflection. In keeping with what Bourdieu once said about sociology, humanitarian humanities are a protective combat sport which cultivates the art of evasion when faced with reality. It is therefore through an investigative approach, in dialogue with recipients, colleagues or academics, that they will be able to defend us from false certainties and help us reflect more clearly in a state of uncertainty.

Sylvain Pénicaud is a student at the Geneva Centre of Humanitarian Studies and a humanitarian worker. He is currently a project coordinator for *Médecins Sans Frontières* – France in Tripoli, Libya.



Fondation Croix-Rouge française : dédiée à la recherche



*L'Essentiel scientifique :
10 ans de recherche au cœur
des vulnérabilités*
*[The Scientific Essentials:
10 Years of Research at the Heart
of Vulnerabilities]*

Collectif

Fondation Croix-Rouge française
pour la recherche humanitaire
et sociale
French Red Cross Foundation
for humanitarian and social
research, 2023

Cet ouvrage, publié à l'occasion des 10 ans de la Fondation Croix-Rouge française (2013-2023), est le fruit d'une aventure de savoirs collective et d'un dialogue permanent entre des femmes et des hommes de terrain, qu'ils soient chercheurs, travailleurs humanitaires, secouristes ou bénévoles d'action sociale.

Ce sont dix années de la vie de la Fondation que son équipe a souhaité partager à travers un ouvrage à mi-chemin entre le récit et la synthèse scientifique, et qui rassemble à la fois des éléments de capitalisation et de prospective, sur les thématiques et territoires prioritaires de recherche de la Fondation. Chaque chapitre présente les résultats des recherches soutenues par la Fondation depuis dix ans sur une de ces thématiques (transition humanitaire, santé et épidémies, risques et catastrophes, migrations et déplacements, lien social), les clefs de compréhension nouvelles et les recommandations concrètes qu'ils apportent pour améliorer l'action humanitaire et sociale.

La Fondation Croix-Rouge française est une fondation reconnue d'utilité publique dédiée au soutien à la recherche sur l'action humanitaire et sociale. Cette recherche est menée par des chercheurs au plus près des crises, dont les résultats – largement diffusés et débattus – contribuent à la transformation des pratiques.

La Fondation porte la volonté de la Croix-Rouge française de promouvoir la connaissance scientifique et l'innovation sociale pour faire avancer l'action au service des plus vulnérables, en France et dans le monde.

Pour la recherche scientifique

Aucune entreprise humaine ne peut progresser sans consacrer une part de ses efforts à la recherche et à l'innovation. L'action humanitaire et sociale échappe d'autant moins à cette réalité qu'elle est confrontée aux fragilités humaines. C'est pourtant un secteur où les investissements de recherche restent minimums. Or, la recherche permet de préparer l'avenir, tout en prenant du recul sur l'urgence du présent.

Les projets soutenus par la Fondation sont soit initiés à la demande de la gouvernance de la Fondation, soit directement co-construits avec des partenaires associatifs, institutionnels ou du secteur privé. Dans tous les cas, ils visent à combler un manque de connaissances identifié dans leurs secteurs d'intervention dans le but d'améliorer les pratiques d'une plus grande diversité d'acteurs. Ainsi, la Fondation promeut une véritable recherche scientifique¹, dont l'objectif est d'apporter des réponses à des questions qui n'en ont pas, sur la base des connaissances actuelles, de produire des savoirs offrant des clés de compréhension nouvelles, fondées sur une revue de littérature approfondie et, enfin, de fournir des pistes de recommandations utiles aux acteurs humanitaires et sociaux pour mieux agir.

Pour ce faire, la Fondation noue des collaborations ponctuelles avec des chercheurs, en toute indépendance. Ceux-ci demeurent affiliés à leurs organismes de recherche s'ils le sont, quel que soit leur statut, et leurs travaux sont menés sous l'égide des conventions et chartes de la Fondation garantissant la liberté des chercheurs et la vocation d'utilité publique de cette collaboration. La Fondation laisse aux chercheurs la liberté de bâtir eux-mêmes leur problématique et de choisir leurs propres outils méthodologiques, dans le respect des cadres déontologiques et éthiques en vigueur. Les projets de recherche sont évalués puis accompagnés par des pairs (chargés de recherche, membres du conseil scientifique, experts associés), issus de multiples disciplines scientifiques et experts des thématiques prioritaires de la Fondation. La Fondation défend par ailleurs la liberté de parole des chercheurs, qui restent propriétaires de leurs données. En assurant leur indépendance, et en respectant une temporalité correspondant aux exigences d'une recherche de terrain en sciences sociales, la Fondation se donne les moyens de faire émerger une critique constructive, en dialogue avec la société civile et les personnes qu'elle accompagne et une réflexion libérée des contraintes de l'urgence.

Pour une recherche de terrain au plus près des fragilités

Au cœur de notre engagement, une conviction : pour soulager au mieux les souffrances, les associations et organisations non gouvernementales en première ligne doivent bénéficier d'un apprentissage permanent sur les contextes où elles se déploient opérationnellement et symboliquement, prendre le temps d'analyser, au plus près des populations vulnérables, les réponses qui leur sont données. C'est pourquoi la Fondation a fait le choix de mobiliser les sciences humaines et sociales, regroupant des disciplines trop souvent sous-financées et pourtant essentielles à un renouvellement de l'action, pour favoriser la production de connaissances scientifiques solides issues des terrains d'intervention.

— 1. Jean-Pierre Olivier de Sardan, « Promouvoir la recherche face à la consultance. Autour de l'expérience du Lasdel (Niger-Bénin) », *Cahiers d'études africaines*, vol. 202-203, n° 2, 2011, p. 511-528.

Nous soutenons majoritairement les démarches qualitatives accompagnées d'approches ethnographiques impliquant des enquêtes de terrain, des collectes de données primaires, et un contact prolongé avec les populations. La proximité des terrains de l'action et des terrains de la recherche est au cœur des priorités de la Fondation, même si leurs objectifs et temporalités sont différents aussi bien que complémentaires.

La Fondation inscrit son engagement pour la recherche dans le respect de la diversité académique, linguistique et géographique, souvent non prioritaire dans le financement et montage des projets. Encourageant les approches multidisciplinaires, les recherches soutenues par la Fondation couvrent la grande variété des disciplines des sciences sociales, telles que la sociologie, l'anthropologie ou encore la géographie. Aussi, la Fondation soutient prioritairement des chercheurs francophones, un engagement en faveur de la francophonie qui relève de la nécessité de contribuer à la diversité de la production des savoirs, notamment dans le champ de l'aide internationale. Enfin, la Fondation soutient en priorité des chercheurs issus des terrains d'intervention des praticiens de l'action sociale ou de la solidarité internationale. Par la défense d'une recherche locale, la Fondation entend contribuer à lutter contre les inégalités d'accès aux financements de la recherche – particulièrement fortes en Afrique – dont la production scientifique représente une part infime de la recherche mondiale².

Pour une recherche utile à l'action

Mettre la recherche en sciences humaines et sociales au service de l'action signifie concrètement pour la Fondation fournir un accompagnement complet des acteurs humanitaires et sociaux dans la satisfaction de leurs besoins en recherche, allant de l'identification de ces besoins à la fourniture de recommandations tirées des enseignements scientifiques, en passant par un suivi de recherches de terrain menées au plus près de ces fragilités.

La réflexion scientifique permet aux opérationnels de prendre du recul sur leurs programmes et terrains d'intervention, afin d'améliorer leurs pratiques et mettre en œuvre leur action en cohérence avec les réalités locales. En cela, la recherche humanitaire et sociale que nous soutenons est mise au service de l'opérationnel. En créant des ponts entre chercheurs, sociétés civiles, institutions publiques et acteurs privés, nous contribuons à l'amélioration des actions existantes, au renforcement des capacités et de l'autonomie, et à l'émergence de modèles d'action innovants et durables.

— 2. De moins de 1 % dans les années 1990, la production scientifique africaine ne représentait que 3 % de la recherche mondiale en 2016 (Sarah Botton, Linda Zanfini et Rohen d'Aiglepierre, « L'aide internationale peut-elle participer à l'ancrage de la recherche africaine ? », *The Conversation*, 6 septembre 2021). L'Afrique (17 % de la population mondiale) ne compte que pour 2,4 % des chercheurs dans le monde, 2,6 % des publications scientifiques (Maryline Baumard, « Ces femmes qui œuvrent au rayonnement scientifique de l'Afrique », *Le Monde*, 18 novembre 2019) et 1,3 % des dépenses mondiales en recherches et développement (Catherine Le Brech, « Encourager le potentiel de la recherche africaine, l'exemple du Burkina Faso », *France info*, 27 novembre 2017, https://www.francetvinfo.fr/monde/afrique/societe-africaine/encourager-le-potentiel-de-la-recherche-africaine-l-exemple-du-burkina-faso_3060055.html). Le sous-financement de ce domaine et la faiblesse, voire l'absence de politiques nationales sur ce continent, entraînent les chercheurs à exercer des activités annexes et parfois à quitter leur pays. Depuis sa création, la Fondation a soutenu des chercheurs de vingt nationalités différentes, dont un tiers sont africains. Ces derniers ont contribué à l'émergence de savoirs en Afrique, mais aussi en France.

La Fondation travaille notamment en lien constant avec les salariés et bénévoles du Mouvement international de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge, en étroite collaboration avec leur « Société nationale ». De nombreux programmes de recherches sont ainsi initiés en collaboration avec la Croix-Rouge française et les entités du Mouvement, et construits en réponse directe à des problématiques opérationnelles remontées par les volontaires. L'appartenance de la Fondation au Mouvement international de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge lui confère une légitimité comme membre de la société civile visant à renforcer la connexion entre les mondes académique et opérationnel.

Pour une recherche au service du bien commun

En tant que fondation reconnue d'utilité publique, la Fondation soutient et accompagne des projets de recherche dont les résultats sont publiés et disponibles gratuitement. Cette exigence, dictée par la notion d'intérêt général, conduit la Fondation à œuvrer pour une valorisation de la recherche au service du bien commun, toujours en accès libre, via plusieurs types de publications ou espaces (articles, synthèses, revue, collection d'ouvrages, séminaires, webinaires, podcasts, etc.) restituant les résultats sous des formes variées qui permettent une plus grande circulation des savoirs.

Enfin, la Fondation soutient une recherche qui permet d'éclairer le débat public en plaçant l'innovation au cœur du dialogue et en développant les échanges entre chercheurs, sociétés civiles, institutions publiques et acteurs privés. Ainsi, pour que les savoirs produits portent leurs fruits, nourrissent les débats et encouragent les collaborations entre les mondes scientifiques et opérationnels, nous organisons chaque année des événements scientifiques, en France et à l'étranger.

Mettre dix ans de recherche en discussion – et sous la forme d'un livre – était donc une façon pour la Fondation Croix-Rouge française de provoquer, encore et toujours, cette rencontre des disciplines des sciences sociales, des secteurs professionnels et du monde académique, des langues et des concepts, des expériences et des méthodes, pour aller vers les personnes fragiles ou fragilisées. Car ce sont elles qui doivent bénéficier des résultats de cette recherche.

Éric Delaporte et Francis Akindès, respectivement président et vice-président du conseil scientifique de la Fondation Croix-Rouge française

Ce texte est une reprise, adaptée, de l'article écrit par Éric Delaporte et Francis Akindès dans l'ouvrage recensé, p. 8-11. Tous nos remerciements à Virginie Troit, directrice générale de la Fondation Croix-Rouge française, et à son équipe.

L'ouvrage est consultable et téléchargeable gratuitement sur le site de la Fondation Croix-Rouge française, rubrique Recherche, Publications et Événements : <https://www.fondation-croix-rouge.fr>



The French Red Cross Foundation: dedicated to research

Published to coincide with the French Red Cross Foundation's ten-year anniversary (2013-2023), this book is the fruit of a collective undertaking to distil knowledge and an ongoing dialogue between all those engaged in the field, be they researchers, humanitarian practitioners, first aid workers or social action volunteers.

It chronicles ten years of the Foundation's life that the Foundation's team wanted to share in a publication situated midway between narrative and scientific synopsis, gathering accrued knowledge and forward-looking perspectives, all focused on the Foundation's priority research themes and territories. Each chapter presents the results of one of the areas of research supported by the Foundation over the last decade (humanitarian transition, health and epidemics, risks and disasters, migrations and displacements, social bonds), imparts keys to new insights and gives concrete recommendations for the improvement of humanitarian and social action.

The French Red Cross (FRC) Foundation is a recognised public utility institution committed to supporting research on humanitarian and social action carried out close to the ground by researchers during crises. Its findings are widely disseminated and peer reviewed, contributing to the development of existing practices.

The Foundation's vision aligns with that of the FRC, namely to advance scientific knowledge and social innovation to aid the most vulnerable in France and throughout the world.

Scientific research

No human enterprise can advance without part of its resources being devoted to pursuing research and innovation. Required to tackle the challenges experienced by vulnerable populations, humanitarian and social action is no different. However, research investments in this field have remained minimal. Research serves to prepare for the future, taking a more detached perspective from the immediate demands of the present.

The projects funded by the Foundation are either initiated at the request of its Governing Board or directly co-constructed with partners from the non-profit, institutional or private sectors. In every instance, they aim to fill a knowledge gap identified within their respective areas of intervention, enhancing the methodologies employed by a broader spectrum of actors. As such, the Foundation promotes authentic scientific research,¹ the purpose of which is to respond to issues whose answers are unresolved due to the limitations of our existing knowledge, to impart knowledge offering new insights derived from in-depth literature reviews and to provide practical recommendations for humanitarian and social actors to enhance the effectiveness of their response.

For this to occur, the Foundation regularly collaborates with researchers in a fully independent manner. Regardless of their status, they remain affiliated with their research organisations, where applicable, and their work is carried out under the auspices of the Foundation's conventions and charters, guaranteeing the independence of researchers

— 1. Jean-Pierre Olivier de Sardan, « Promouvoir la recherche face à la consultance. Autour de l'expérience du Lasdel (Niger-Bénin) », *Cahiers d'études africaines*, vol. 202-203, n° 2, 2011, p. 511-528.

and the spirit of public utility through their cooperation. The Foundation grants researchers the freedom to formulate their investigation and select their methodological techniques in compliance with prevailing deontological and ethical principles. Research projects are assessed and supported by peers, including researchers, members of the scientific council and associated experts from multiple scientific disciplines and experts representing the Foundation's priority areas. The Foundation also safeguards the freedom of expression of researchers who retain full ownership of their data. By ensuring their independence and adhering to a timeframe commensurate with the requirements of field research in the social sciences, the Foundation gives itself the means to elicit constructive criticism, together with civil society and the people it assists, based on a thought-provoking process unrestricted by the demands of emergency response.

Field research close to human vulnerabilities

Our mission to alleviate suffering is central to our commitment. Non-profit organisations on the front line must continuously update their knowledge of the situations in which they are operationally and symbolically active and analyse their responses to vulnerable communities by working in close contact with them. For this reason, the Foundation has chosen to mobilise the human and social sciences by integrating disciplines that are frequently underfunded but are essential for revitalising efforts to disseminate sound scientific knowledge derived from the contexts in which they provide response.

We primarily support qualitative approaches employing ethnographic methodologies involving field surveys, primary data collection and extended contact with communities. The Foundation has prioritised ensuring field intervention and research are done in close cooperation despite their objectives and timelines being as different as they are complementary.

The Foundation's commitment to research demonstrates a regard for academic, linguistic and geographical diversity, factors often overlooked in financing and planning projects. Research favouring multidisciplinary approaches, funded by the Foundation, spans various social science disciplines, such as sociology, anthropology and geography. The Foundation primarily supports French-speaking researchers as part of its commitment to French-speaking communities and diversifying knowledge production, particularly in international aid. Lastly, the Foundation primarily supports researchers from fields of intervention linked to social action practitioners and international solidarity. By advocating for locally based research, the Foundation seeks to combat unequal access to research funding, particularly in Africa, where scientific output constitutes only a tiny fraction of global research.²

—2. African scientific output, starting from less than 1% of total output in the 1990s, represented only 3% of global research in 2016 (Sarah Botton, Linda Zanfini et Rohen d'Aiglepierre, « L'aide internationale peut-elle participer à l'ancrage de la recherche africaine ? », *The Conversation*, 6 septembre 2021). Africa (17% of the world's population) accounts for only 2.4% of the researchers in the world, 2.6% of scientific publications (Maryline Baumard, « Ces femmes qui œuvrent au rayonnement scientifique de l'Afrique », *Le Monde*, 18 novembre 2019), and 1.3% of global research and development spending (Catherine Le Brech, « Encourager le potentiel de la recherche africaine, l'exemple du Burkina Faso », *France info*, 27 novembre 2017, https://www.francetvinfo.fr/monde/afrique/societe-africaine/encourager-le-potentiel-de-la-recherche-africaine-l-exemple-du-burkina-faso_3060055.html). In Africa, the underfunding of the scientific domain and the weakness or absence of national policies has prompted researchers to engage in side activities and, at times, leave their country. Since its inception, the Foundation has supported researchers representing twenty different nationalities, one-third of whom are Africans. They have contributed to the production of knowledge not only in Africa but also in France.

Action-centred research

Using research in the humanities and social sciences to promote humanitarian action reflects the Foundation's concrete support for humanitarian and social actors in their quest to fulfil their research needs. This includes identifying those needs, issuing recommendations based on scientific studies and following up on field research close to people's vulnerabilities.

Reflection on scientific issues enables operational personnel to view their programmes and their fields of intervention from a greater distance. It helps them find ways to improve their practices and implement their actions in accordance with local realities. In this way, the humanitarian and social research we support ultimately benefits operatives. By building bridges between researchers, civil society, public institutions and the private sector, we help enhance existing actions, strengthen capacities and autonomy and foster the emergence of innovative and sustainable action models.

The Foundation regularly interacts with the employees and volunteers of the International Red Cross and Red Crescent Movement and remains in close contact with their "national societies". Numerous research programmes have been undertaken in collaboration with the FRC and the International Federation of Red Cross and Red Crescent Societies (IFRC), specifically addressing operational concerns that volunteers have raised. Membership in the IFRC lends the Foundation legitimacy as a civil society representative seeking to strengthen the link between academic and operational spheres.

Research serving the common good

As a foundation recognised as a public utility institution, the French Red Cross Foundation supports and assists research projects whose findings are published and freely accessible. Designed to serve the general interest, this requirement has led the Foundation to highlight research for the benefit of the common good, freely accessible through a variety of publications and platforms – articles, summaries, reviews, series of publications, seminars, webinars, podcasts, etc. – presenting findings in diverse formats that facilitate wider dissemination of knowledge.

The Foundation funds research that contributes to public discourse by positioning innovation at the centre of dialogue and fostering exchanges between researchers, members of civil society and public institutions and entities from the private sector. Scientific events are arranged every year in France and abroad to ensure the knowledge generated bears fruit, informs discussion and encourages collaboration between the scientific community and the operational field.

By putting ten years of research onto the table – in book form – the Foundation's goal was, yet again and unwaveringly, to galvanise collaboration between social science disciplines, professional sectors, the academic world, languages and concepts, experiences and methodologies, in order to engage with and reach out to people who are vulnerable or have experienced vulnerability. It is these people who must benefit from the results of this research.

Éric Delaporte and Francis Akindès, President and Vice-President respectively of the French Red Cross Foundation's Scientific Council

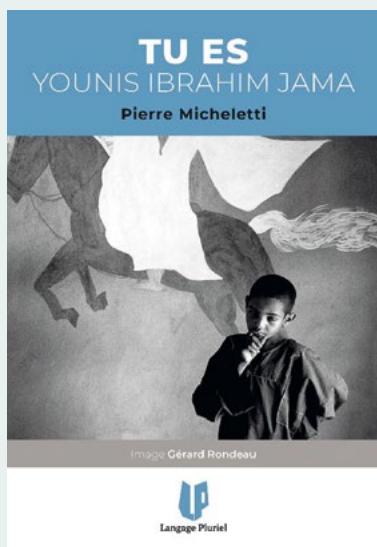
This text is an adaptation of the article co-authored by Éric Delaporte and Francis Akindès in the publication presented here, pp. 8–11. Many thanks to Virginie Troit, Director General of the French Red Cross Foundation, and her team.

The publication can be freely consulted and downloaded on the French Red Cross Foundation's website, in the Research, publications and event section: <https://www.fondation-croix-rouge.fr/en>

Translated from the French by the French Red Cross Foundation



Le retour des orphelins



Tu es Younis Ibrahim Jama
[You are Younis Ibrahim Jama]

Pierre Micheletti

Éditions Langage pluriel, 2023
 (édition revue et augmentée du livre
Les Orphelins paru en 2010 aux éditions
 Embrasure, et en 2016 aux éditions
 Lucien Souny)
 (published in French)

Le mot de l'éditeur



En 2003, éclate au Darfour, dans l'ouest du Soudan, un violent conflit armé entre des groupes rebelles et le gouvernement de Khartoum, la capitale. Younis, jeune garçon dont les parents sont pris dans la tourmente, va connaître une destinée à laquelle rien ne le préparait. Il devient le trait d'union involontaire entre deux mondes, le fruit d'un amour partagé entre deux familles. Ce roman nous transporte du Soudan vers le Tchad, puis vers la France, tissant la toile d'une intrigue où s'enchevêtrent les logiques de l'intime et du politique. Celles aussi de la générosité, de la violence et du mensonge. S'inspirant de faits réels qui avaient alerté et ému l'opinion publique, le texte apporte un éclairage sur la situation qui continue de prévaloir dans cette partie de l'Afrique. Il questionne le rôle des humanitaires, de plus en plus fragilisés par les enjeux économiques et politiques du monde. Le regard avisé et sensible de l'auteur nous entraîne dans un récit qui interpelle sur l'universalité de la valeur accordée à chaque être humain.



Pierre Micheletti est médecin et enseignant à l'université. Il a commencé sa carrière internationale en Chine, où il a étudié la mise en place de « la politique de l'enfant unique » par les autorités du pays. Il a occupé des responsabilités dans de grandes associations humanitaires. Il a été président d'Action contre la Faim (2019-2023) et de Médecins du Monde quelques années auparavant (2006-2009). Il est aujourd'hui administrateur de SOS Méditerranée et membre de la Commission nationale consultative des droits de l'Homme (CNCDH).

The orphans' return



Editor's note



In 2003, in Darfur, Western Sudan, a violent armed conflict erupted between rebel groups and the government based in the Sudanese capital of Khartoum. Younis, a young boy whose parents are caught up in the turmoil, is about to see his life take a turn that nothing has prepared him for, as he becomes an unwitting bridge between two worlds, built by the love shared by two families. From Sudan, the reader is transported to Chad and then to France, as the novel weaves a web of intrigue from the entangled threads of the intimate and the political along with those of generosity, violence and lies. Loosely based upon the real events that alerted and moved public opinion, the novel sheds light upon a situation which continues to bear down upon this region of Africa and questions the role of humanitarians, who are becoming increasingly vulnerable to the economic and political challenges of the world. Through his informed sensitivity, the author draws us into a narrative that challenges us to consider the universality of the worth ascribed to each individual human being.



Pierre Micheletti is a medical doctor and university teacher. He began his international career in China, where he studied the implementation of the "one-child policy" by the Chinese authorities. He has held positions of responsibility in major humanitarian organisations. He was president of *Action contre la Faim* from 2019 to 2023, and of *Médecins du Monde* from 2006 to 2009. Today, he is a board member of *SOS Méditerranée* and member of the National Consultative Commission on Human Rights (*Commission nationale consultative des droits de l'Homme* – CNCDH in French).

Translated from the French by Naomi Walker

CRÉDITS PHOTOS – PHOTO CREDITS

1 – Couverture

| Cover

© CICR

- Décembre 2022, Haïti. Une femme tient un commerce alimentaire.
- December 2022, Haiti. A woman runs a food shop.

2 – Éditorial

| Editorial

© CICR

- Octobre 2017, Myanmar. État de Rakhine, municipalité de Maungdaw. « Les gens mangent très peu, se nourrissant principalement de riz pour survivre », explique un délégué du CICR, chargé de la sécurité économique. En trois mois, plus de 150 000 personnes ont reçu des colis alimentaires de 100 kg distribués par la Croix-Rouge pour les aider à tenir le coup une fois la situation stabilisée.
- October 2017, Myanmar. Rakhine State, Maungdaw Township. "People don't eat much; they eat mostly rice to survive", explains an ICRC delegate in charge of the economic security. In three months, more than 150,000 persons have received 100 kg food parcels distributed by the Red Cross to help them once the situation is more stable.

3 – Perspectives

© CICR

- Décembre 2010, Haïti. Port-au-Prince, Martissant. Les secouristes de la Croix-Rouge évacuent Darmela, 8 ans, qui est malade de choléra.
- December 2010, Haiti. Port-au-Prince, Martissant. Red Cross rescue workers are evacuating Darmela, aged 8, who is suffering from cholera.

4 – Focus

© CICR

- Février 2018, République démocratique du Congo. Kasai-central, Kananga ville, quartier Plateau. Des chefs coutumiers ont donné gratuitement des concessions à 1384 victimes de violences identifiées par le CICR pour leur permettre de travailler la terre et de relancer leurs activités agricoles.
- February 2018, Democratic Republic of the Congo. Kasai-central, Kananga town, Plateau neighbourhood. Customary chiefs have given free concessions to 1,384 victims of violence identified by the ICRC to enable them to work the land and restart their farming activities.

5 – Transitions

© Tom Nicholson / HI

- Août 2020. Beyrouth, Liban. Des membres de l'équipe HI effectuent une évaluation des besoins sur le terrain dans le quartier de Basta, à Beyrouth, suite à l'énorme explosion du 4 août.
- August 2020. Beirut, Lebanon. Members of the HI team conduct a field needs assessment in the Basta district following the huge explosion on 4 August.

6 – Tribune

© Maarten van den Heuvel - Unsplash



À propos / *About us*

La création de la revue répond aux ambitions suivantes :

- Encourager et participer à la réflexion globale du secteur humanitaire sur ses pratiques et son évolution, grâce à une publication imprimée sur abonnement et une diffusion numérique en accès libre.
- Établir un espace de rencontre et de dialogue, une proximité et une dynamique d'échange entre chercheur·euse·s en sciences humaines (sociologie, histoire, économie, anthropologie...) et praticien·ne·s de l'action humanitaire sur les défis auxquels ce secteur est confronté.
- Faire mieux entendre sur la scène internationale les approches humanitaires puisant leurs racines dans le courant « sans-frontières » grâce à une mise en commun de moyens, de pensée et de projets.
- Favoriser le dialogue et les échanges dans ces domaines entre chercheur·euse·s et praticien·ne·s des pays du Nord et du Sud.

The creation of the review pursues the following ambitions:

- Encourage and participate in the global reflection concerning the humanitarian sector, its practices and its evolution, with a digital open access distribution and a printed edition available by subscription.
- To create a meeting place and a space for dialogue, proximity and a dynamic exchange between researchers in humanities (sociology, history, economics, anthropology...) and practitioners of humanitarian action concerning the challenges that this sector is confronted with.
- To give a broader international audience to a specific approach of humanitarian action rooted in the "without borders" movement, through the pooling of resources, thinking and projects.
- Stimulate the dialogue and exchanges in these fields between researchers and practitioners from the countries of the North and the South.

Les opinions émises et informations délivrées dans la revue n'engagent que leurs auteur·ice·s.

The opinions expressed and information provided in the review are under the sole responsibility of the authors.

Remerciements | *Acknowledgements*

Pour sa contribution bénévole à ce numéro :

For his voluntary contribution to this issue:

Brax

Conception | *Conception*

In medias res

ISSN : 2492-7120

ISBN : 978-2-38495-001-0

Imprimeur | *Printer*

IDMM imprimerie - Champagne-au-Mont-d'Or



This product comes from sustainably managed forests and controlled sources

Diffusion de la revue

Alternatives Humanitaires est disponible :

- en accès libre dans sa version numérique (lecture seule et téléchargement) sur notre site : www.alternatives-humanitaires.org
- sur support papier, soit par abonnement annuel soit par achat au numéro.

Distribution of the review

Humanitarian Alternatives is available:

- in open access in its digital version (read-only and download) on our website: www.alternatives-humanitaires.org
- in print by subscription or individual purchase.

Pour toute question ou souhait de contribution, n'hésitez pas à nous contacter :

If you have any questions or if you wish to contribute to the review please do not hesitate to contact us:

contact@alternatives-humanitaires.org

[in](https://www.linkedin.com/company/revueah) company/revueah

[f](https://www.facebook.com/RevueAH) [@](https://www.instagram.com/RevueAH)RevueAH

Retrouvez-nous aussi sur / Find us also on [▶](https://www.youtube.com/)

www.alternatives-humanitaires.org



ÉDITORIAL | EDITORIAL

Entre souffrance des populations, profiteurs et spéculateurs : la lutte contre la faim est une bataille contre l'ordre établi
— Between suffering populations, profiteers and speculators: the fight against hunger is a battle against the established order

S. Stern
F. Mousseau

1

E. Baron
J.-H. Bradol
E. Rahmouni

PERSPECTIVES

L'origine de l'épidémie de choléra à Haïti en 2010
— The origins of the 2010 Haiti cholera outbreak

8

FOCUS | CRISES ALIMENTAIRES : QUEL RÔLE POUR LES ACTEURS HUMANITAIRES ? FOOD CRISES: WHAT ROLE FOR HUMANITARIAN ACTORS?

F. Mousseau

La crise alimentaire mondiale n'a pas eu lieu
— The global food crisis that wasn't

26

T. A. Wise

« L'extensification non durable » : avec la Révolution verte africaine, les donateurs aggravent la faim
— "Unsustainable extensification": donors deepen hunger with the Green Revolution in Africa

41

C. Broudic

Rôle de l'agroécologie face aux enjeux alimentaires
— Agroecology and the challenges of food production

54

O. Falkowitz

Créer des passerelles entre la santé publique et les systèmes alimentaires : une approche stratégique pour réexaminer les crises alimentaires
— Bridging public health and food systems: a strategic approach to reexamine food crises

66

T. Toulas

Comment assurer l'accès à une alimentation suffisante, saine et durable ?
— How can access to sufficient, healthy and sustainable food be secured?

81

TRANSITIONS

V. Gorin

Les études humanitaires : un champ toujours en voie de constitution
— Humanitarian studies: a field still in the making

92

TRIBUNE

W. Plowright

Le passé impérial et l'avenir décolonisé de l'action humanitaire
— The imperial past and decolonised future of humanitarian action

110

REPORTAGE

G. Lotulung

Nickel à Sulawesi : le prix de l'économie verte
— Nickel in Sulawesi: the price of the green economy

120

CULTURE

J. Glasman

Complètement Brax : Contradictions ?
— Totally Brax: Inconsistencies?

145

E. Delaporte
F. Akindès

Livres — Books
Les humanités humanitaires : un sport de combat ?
— Humanitarian humanities: a combat sport?

146

Fondation Croix-Rouge française : dédiée à la recherche
— The French Red Cross Foundation: dedicated to research

150

P. Micheletti

Le retour des orphelins
— The orphans' return

158

Mars 2024
—
Numéro 25

ALTERNATIVES HUMANITAIRES

HUMANITARIAN ALTERNATIVES

March 2024
— Issue 25

18 €



9